

LIRE PAGE 44

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.
 Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
 12 fr.; Canada, \$ 0,65; Danemark, 3 kr.
 Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
 18 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 300 L.; Liban, 125 p.
 Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
 1 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Soudan, 2,25 kr.
 Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 p. din.

Tout les abonnements page 40

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 690572
TEL : 246-72-23

ux-ci détestaient, jusqu'à pré-
senter la majorité au Conseil
ral (Bundesrat). Avec des
voles cependant, selon les
allités des alliances conclues
les gouvernements régionaux
: ceux de la gauche, les
les libéraux, alliés à Bonn
les socialistes, ont décliné
décembre, à une très faible
rité, de conclure une entente
la C.D.U. et il en a été de
e en Sarre. Ils sont donc
essure de poser leurs condi-
tions.

mmes ce fut le cas pour les
de germano-polonois, il pour-
drait arriver que la C.D.U.
contre un projet de loi au
testant, mais vote pour ce
projet, à une alliance avec
cession des libéraux. Ce serait
ux yeux de M. Frans-Josef
ss, un cas de remise en
de son accord avec M. Kohl.
tendrait davantage et il donc
arrières-plan, le vrai maître
de la scène allemande. Il
nhaît sans ce rôle depuis
cinq ans sans jamais révéler
y parvenir. Aujourd'hui, il
id imposer à l'ensemble de
léocratie chrétienne son
iff : « empêcher les progrès
politique socialiste en Alle-
te et en Europe, arrêter la
te au sein de la C.D.U. et
me et des fronts populaires »,
accepté un réel tactique
pour mieux faire prévaloir
stratégie.

De notre correspondant

Effondrement de l'extrême gauche

Le parti social-démocrate (P.S.D., ex-F.P.D.) et le Centre démocratique et social (C.D.S., conservateur), de leur côté, paraissent stables.

En revanche, l'extrême gauche, avec le Mouvement d'unité populaire né de la candidature à la présidence du commandant Otelo de Carvalho, enregistre un véritable effondrement. Le MUP

Les partis politiques, en particulier, n'ont pas présenté de candidats dans tout le pays. Le FEPU n'était présent que dans 300 des 304 cantons, alors que le FEPU n'était présent que dans 235, le P.S.D. dans 265, le C.D.S. dans 250 et le MUP dans 78. Quelques cas particuliers sont à signaler : à Alentejo, le parti de la gauche Aveiro, qui impose la censure, le P.S.D. a ouvert une modeste brèche en Alentejo, gagnant ces élections dans une commune de cette province; le P.S. a remporté la victoire à Setúbal, où le commandant de Carvalhal avait triomphé lors des élections précédentes. Les élections ont été les plus grandes villes du Portugal — Lisbonne et Porto — seront dirigées par des élus socialistes.

Un des « points chauds » de la vie politique est, actuellement, la réforme agraire. Quatre jours avant le scrutin, le ministre de l'Agriculture avait dénoncé les activités des syndicalistes proches du P.C., devenus, selon lui, les « nouveaux barons de la terre ».

La veille des élections, une manifestation « ouvrière » fut organisée par le C.M.U.P. Béja accusant une réaction hostile du P.C.F. Aussi les résultats électoraux en Ajenjejo ont-ils été suivis avec une attention particulière. Deux communes auparavant contrôlées par les communistes ont été « enlevées » par le P.S. Mais, d'une manière générale, le P.C.P. maintient son implantation dans cette région.

JOSÉ REBELO,

Dans le dernier numéro du mensuel "l'Économie", daté du 7 décembre, M. Michel Ponioussé, secrétaire du sujet de l'entreprise, écrit de M. Jacques Chirac : « Le changement de gouvernement intervenu voici trois mois a naturellement incité l'ancien premier ministre à renouer avec la politique militante et à prendre, dans l'animation du parti gaulliste, une part active, conformément aux engagements qu'il a et à son enversure politique. Il est normal qu'il veuille donner à son parti un souffle nouveau, plus d'ampleur et plus de vigueur. C'est le devoir de tout responsable politique.

Nul, dans la majorité, ne peut s'en étonner ni s'en affliger. »

Vendredi 10 décembre, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, participant à l'enregistrement de l'émission d'Europe 1 « Le Club de la presse », qui a été diffusée dimanche soir, n'hésitait pas à affirmer que l'action du président du Rassemblement pour la République « s'inscrit dans le cadre du programme présidentiel et qu'il conforte l'action du président de la République ».

RAYMOND BARRILON.

(Lire la suite page 8.)

Nul, dans la majorité, ne peut s'en étourner ni s'en affliger. »

Vendredi 10 décembre, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, participant à l'enseignement de l'émission d'Europe 1 « La Club de la presse », qui a été diffusée dimanche soir, n'hésitait pas à affirmer que l'action du président du Rassemblement pour la République « s'inscrit dans le cadre de la majorité présidentielle et conforte l'action du président de la République ».

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 2.)

Durant le dernier week-end, le rugby était à l'honneur. Sortant le ballon ovale de la mêlée: Jean-Jacques Servan-Schreiber a entraîné une passe en vol plié en direction de Michel Pontautski, qui a percé la ligne des trois-quarts adverses pour servir Raymond Barre, lequel, en trois enjambées mastoies, parcourait les derniers mètres qui allaient permettre à Valère Gignac

d'Estaing de se coucher sur le ballon dans la ligne d'embul. Un beau travail d'équipe. Dans l'uboulo, l'essai était transformable et la partie gagnée. Cependant, un détail n'a pas été porté à la connaissance du public. Le quinze giscardien a omis de préciser, au cours du match, le nom de l'équipe adverse, sans doute cachée dans les vestiaires.

BERNARD CHARPUE

par JACQUES ROBERT (*)

Il n'est, décidément, pas facile sous la V^e République, d'être premier ministre.

Pris en tenaille entre le chef de l'Etat, élu direct du suffrage universel — qui le nomme, quand il ne le révoque pas, — et une majorité parlementaire — dont il n'est pas toujours le chef — devant laquelle il est responsable, le premier ministre se trouve dans une situation délicate et ambiguë.

Constitutionnellement tenu de conduire et de diriger la politique de la nation mais obligé de se résoudre, dans les faits, à n'être qu'un chef d'état-major exécutant des directives supérieures s'il ne veut point encourir la disgrâce du prince, le chef du gouvernement, depuis 1958, n'a jamais eu le choix qu'entre la soumission discrète ou la rupture éclatante.

Il n'y a, certes, pas de dyarchie
entre le premier ministre ne se
voient que le fidèle second, choisi
pour son dévouement au monar-
que, ou sa transparence. Mais qu'il
soit, dès l'origine, taraudé par
l'ambition politique ou qu'il se
laisse prendre, par la suite, aux
séductions d'une destinée natio-
nale, c'est à plus ou moins long
terme la heurt inévitable.

Face à ce schéma classique, le projet de M. Raymond Barre est à la fois original et nouveau. Il s'agit d'entretenir la catégorie des « politiques » et de réduire celle des « fidèles ». Il inaugurerait plutôt celle des « techniciens de la compétence ».

Mais les premiers mois de sa direction gouvernementale peuvent-ils amener à penser que le barrisme se résume à une direction experte de l'administration des choses ?

Entre un giscardisme que *Démocratie française* n'a qu'imparfaitement fait émerger de limbes incertains et un chiraquisme sorti tout armé d'un Rassemblement de lui et dominateur, le barriisme peut parfois hésiter à paraître ballotté. Dans une indifférence malveillante ou une curiosité inquiète.

N'y a-t-il pas, d'ailleurs, trois

par JACQUES ROBERT (*)

« barriéristes » ? Celui, d'abord, que l'on aurait aimé, dans les milieux giscardiens, voir naître dès les mois d'août dernier : une sorte d'économisme efficace et de bon aloi ; celui, ensuite, auquel M. Barre lui-même aurait souhaité attacher son nom : une gestion politique et technique du redresse-

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

Que le Metropolitan Museum, qui est à New-York ce que le Louvre est à Paris, ait décidé d'abriter dans ses salles la rétrospective d'un peintre moderne rural paru scandaleux à tous ceux — ils sont légion de ce côté de l'Atlantique — qui aiment voir chaque chose à sa place et qui redoutent le mélange des genres, l'artiste pour qui le « Met » a bien voulu déroger ne s'appelait Andrew Wyeth.

L'Amérique tout émue, cette année, d'avoir deux cents ans et qui ne finit pas de s'en féliciter, voit se reconnaître en effet dans le miroir que lui tend Wyeth et crute avec délices ses toiles qui chantent l'« American way of

En présentant — de manière
omptueuse — trois cents œuvres
peintures à l'huile, gouaches, des-
sins, détrempez de Wyeth, le
Met » sacralise son œuvre — qui
evient en quelque sorte « offi-
elle » — et du même coup cano-
nise l'Amérique. Cet hymne pic-
torial aux vertus nationales s'inscrit
arfaitement dans la série des
randes célébrations du bicen-

Le climat social reste marqué par l'importance du chômage et des licenciements mais les syndicats s'efforcent d'organiser l'action contre le blocage du pouvoir d'achat en 1977 décidé par le gouvernement dans le cadre du plan Barre.

Dans le secteur nationalisé, ce sont les agents de l'E.G.F. qui sont appelés par l'ensemble des syndicats à prendre la tête de l'offensive; la grève de quarante-huit heures ne devrait entraîner que des coupures de courant limitées : mardi 14 décembre, de 14 h. 30 à 16 h. 30, et mercredi de 9 h. 30 à 11 h. 30.

Dans le secteur privé, tandis que la grève à la Caisse d'épargne de Paris est entrée dans sa treizième semaine, le conflit qui a éclaté la semaine dernière aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, à propos du renouvellement de l'accord salarial qui intéresse dix mille travailleurs prend aussi les allures de test ; comme à l'E.G.P. les syndicats

Après avoir mobilisé, dimanche, la population de Saint-Nazaire pour s'opposer à une éventuelle intervention des forces de police, lundi matin l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. des Chantiers navals décidait de cesser l'occupation du super-pétrolier de 550 000 tonnes *Bellamy*. Elle expliquait avoir agi dans « un souci de réelle ouverture », afin de favoriser la réouverture du dialogue avec la direction des Chantiers.

(Lire le reportage de DOMINIQUE POUCHIN, page 44, et l'article de FRANÇOIS GROS-RICHARD sur la construction navale, page 41.)

HISTOIRE DE LA SEXUALITE 1

Bibliothèque des histoires

GALLIMARD

EUROPE

Espagne

APRÈS L'ENLÈVEMENT DE M. ORIOL

Le gouvernement craint qu'une flambée de violence ne perturbe la fin de la campagne pour le référendum

Madrid. — L'enlèvement samedi 11 décembre à Madrid de M. Antonio María de Oriol Urquijo, président du Conseil d'Etat, ancien ministre de la justice, très lié à la droite franquiste, a suscité la réprobation de toutes les formations politiques espagnoles, légales ou illégales, depuis les maoïstes de l'O.R.T. (Organisation révolutionnaire des travailleurs), jusqu'aux associations néo-franquistes en passant par le parti communiste. Du coup, le malaise provoqué dans les milieux dirigeants par la conférence de presse clandestine de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., vendredi est éclipsé par le coup de tonnerre d'un acte de terrorisme qui risque de perturber le climat politique avant le référendum du 15 décembre.

Le gouvernement affiche une sérénité de façade et se refuse à négocier avec les ravisseurs. Il se borne à réaffirmer sèchement que « l'ordre sera maintenu à tout prix ». En fait les dirigeants du pays sont conscients de la gravité de cette affaire. M. Adolfo Suárez, chef du gouvernement, a annulé le voyage qu'il devait faire ce lundi 13 décembre à Barcelone pour assister à la séance de clôture de la commission chargée d'étudier un régime administratif spécial pour la Catalogne. M. Suarez a conféré pendant tout le week-end avec les chefs de police et les responsables de la sécurité. Les autorités redoutent manifestement une réaction en chaîne, d'autres attentats ou des représailles perpétrées par des commandos d'extrême droite toujours prompts à faire justice eux-mêmes.

Les menaces de mort anonymes se multiplient. Le congrès de « Fuerza Nueva » (extrême droite) s'est déroulé dimanche à huis clos, et le chef du mouvement, M. Blas Pinar, a été protégé par ses gardes du corps, qui affirmaient redouter un attentat. Des gardes du corps du Christ-Roi ont de leur côté menacé d'exécuter M. Ruiz Gimenez, dirigeant de la Gauche démocratique, « s'il arrivait quelque chose à M. Oriol ». Les formations d'extrême droite auraient l'intention de tenir un meeting public à Madrid en faveur du « non » au référendum, et certains groupes de gauche envisageraient de répondre dans la rue. Le climat de la campagne, si calme jusqu'à présent, pourrait bien s'animer. Et le gouvernement compte les heures qui le séparent d'un scrutin qui doit, en principe, sceller le sort des institutions franquistes.

Un représentant de la vieille garde

La personnalité de M. Oriol, puissant industriel, explique cette soudaine poussée de fureur. La victime du rapt appartient à une grande famille de banquiers et d'hommes d'affaires basques liés au régime depuis quatre décennies. La haute bourgeoisie est l'une des premières d'Espagne. M. Antonio María de Oriol a lui-même participé à la préparation du soulèvement du 18 juillet 1936. Combattant sur les fronts de Navarre, de Madrid et du Guipuzcoa, plusieurs fois blessé dans les rangs des « requetés » (combattants carlistes de la guerre civile), c'est un homme de la vieille garde qui est resté attaché à l'esprit de la « croisade ».

Président de plusieurs conseils d'administration, ministre de la justice de 1963, nommé « procurador » aux Cortes par Franco, membre du Conseil national du mouvement et du Conseil du royaume, trois membres de la famille Oriol en font partie. Il était, depuis 1973, président du Conseil d'Etat dont le rôle est

De notre envoyé spécial

bien moins important qu'en France). Selon le gouvernement, les ravisseurs appartiennent au GRAPO (Groupe de résistance antifasciste du 1^{er} octobre), qualifié de « bras armé du parti communiste reconstruit », dissident du P.C.E. et hostile à sa ligne actuelle. Le GRAPO avait revendiqué en 1975 l'assassinat de quatre policiers, en guise de représailles après l'exécution le 27 septembre de cette même année de militants de l'ETA et du FRAP. Selon un message publié dimanche par le journal *El País*, les auteurs de l'enlèvement dénoncent « la farce fasciste du référendum » et réclament la libération de plusieurs prisonniers politiques, membres de l'ETA, du FRAP ou du parti communiste reconstruit. Les autorités ont également en possession d'une lettre manuscrite de M. Oriol, transmise par ses ravisseurs et authentifiant leur responsabilité.

Mardi soir, à la télévision, M. Suarez doit demander une dernière fois aux Espagnols de voter « oui » le 15 décembre, une victoire, bien improbable, du « non » ayant pour conséquences d'empêcher la deuxième phase de la réforme, celle des élections générales de 1977. D'accord au fond d'eux-mêmes sur l'essentiel, qui est de poursuivre la marche pacifique vers la démocratie, la grande majorité des Espagnols ne se sent pas excessivement passionnés pour une campagne dont le gouvernement ne démontre pas la plus part des fielles.

« Peuple, informe-toi bien et vote... » : placards officiels sur les murs, flashs explicatifs à la radio et à la télévision, prises de position publiques de certains dirigeants de l'opposition : l'ouverture est réelle, sans commune mesure avec la pesante uniformité d'il y a moins d'un an de la télévision d'Etat. On est cependant loin encore d'une controverse

démocratique ouverte à toutes les tendances. Les milieux espagnols commencent à avoir la parole, se couvrant de sigles et de proclamations adverses. Mais rien à voir, là encore, avec la folle exultation portugaise de 1974.

Les garanties de contrôle de référendum sont faibles, les conditions dans lesquelles les Espagnols vivant à l'étranger ont voté sont douteuses, la police pourchassée dans les rues de Madrid de petits groupes de jeunes scandant : « Abstention ». Dans les milieux dirigeants, on affecte une certaine inquiétude. Le taux d'abstention pourrait être plus élevé que prévu, et la droite franquiste recommande un « non » énergique. Les leaders de l'opposition de gauche rétorquent : « L'issue est connue. Le résultat sera ce que le gouvernement voudra ».

L'humour, malgré tout, ne perd pas ses droits, mais il reste noir. Dans un quartier de Madrid, des mains anonymes ont écrit : « Si Franco vivait, il voterait « non... » Quelqu'un a ajouté : « Comme il est mort, il s'abstient... ».

MARCEL NIEDERGANG.

Le *El País* a indiqué dimanche que le GRAPO, qui a organisé l'enlèvement de M. Oriol, est prêt à relâcher ce dernier en échange de la libération de quinze militants de gauche et d'extrême gauche détenus dans les prisons espagnoles.

La police a l'ordre d'arrêter M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, « si celui-ci se trouve en Espagne », a déclaré dimanche 12 décembre M. Rodolfo Martín Villa, ministre de l'Intérieur. Le gouvernement a refusé de délivrer un passeport à M. Santiago Carrillo « et sa présence sur le territoire national est donc illégale », a déclaré M. Martín Villa. (A.F.P.)

Pays-Bas

Les trois partis confessionnels forment l'Appel chrétien-démocrate

De notre correspondant

Amsterdam. — Le congrès de la démocratie chrétienne qui s'est tenu, les 11 et 12 décembre, à La Haye a marqué le vrai début de la campagne pour les élections législatives de mai 1977. M. Van Agt, le ministre catholique de la justice, mènera la bataille électorale pour la nouvelle formation. C'est, en effet, une véritable renaissance que les chrétiens-démocrates néerlandais vivent ces jours-ci, après le rassemblement des trois anciens partis politiques confessionnels (K.V.V.P., catholiques, K.V.P., protestants, A.R.F., chrétiens historiques) au sein de l'Appel chrétien-démocrate (C.D.A.).

Les sondages indiquent que le nouveau parti serait maintenant la plus grande formation politique aux Pays-Bas, dépassant de 10 % les socialistes et leurs alliés de la coalition gouvernementale. Est-ce un « virage à droite » à la néerlandaise ? On ne le sait encore, mais, il y a deux ou trois ans, personne n'aurait cru aux chances des différents partis chrétiens-démocrates.

Depuis la guerre, les partis

confessionnels montraient des signes d'usure. Le nombre de leurs sièges au Parlement baissait presque continuellement, d'élections en élections. La religion ne paraissait plus pouvoir être la base idéologique d'un parti politique, compte tenu de la déconsecration de la société néerlandaise. Les partis confessionnels avaient pourtant formé le noyau de tous les gouvernements du vingtième siècle, à l'exception de l'actuelle coalition dirigée par M. Joop den Uyl, socialiste, qui compte dix ministres de gauche et six ministres chrétiens-démocrates.

Le nouveau C.D.A. se veut au centre. Il a reçu la caution du premier ministre belge, M. Tindemans, qui était venu assister au congrès, mais il veut se démarquer du parti frère allemand, la C.D.U., qu'il juge trop à droite.

Les chrétiens-démocrates refusent de préciser s'ils préfèrent continuer à faire partie de la coalition gouvernementale avec les socialistes ou former un gouvernement de centre droite avec le parti libéral. Un certain esprit de revanche sur les socialistes est discernable chez eux. La désignation de M. Van Agt comme leader de la nouvelle formation est significative. M. Van Agt se vante de « ne pas être un vrai politicien », et déclare parfois qu'il n'est pas sûr d'être capable d'assumer des responsabilités de premier ministre. Au Parlement, il a subi des échecs personnels assez cuisants, en partie provoqués par un manque de préparation assez surprenant, et, contrairement à ses collègues chrétiens-démocrates, M. Lubbers, ministre de l'économie, ou Boersma, ministre des affaires sociales, il connaît mal les questions socio-économiques.

M. Van Agt s'était demandé s'il pouvait encore rester ministre de la justice lorsque le Parlement avait voté la libéralisation de l'avortement à laquelle il s'était farouchement opposé (le *Monde* du 1^{er} octobre). Finalement, il a conservé son portefeuille, tout en se déclarant prêt à lutter pour les valeurs qui lui sont chères.

Cette attitude semble avoir du succès auprès du grand public pour lequel M. Van Agt fait un peu figure de dernier grand honnête homme. Son programme politique reste assez vague et, selon la formule chère aux centristes, « la gauche n'a droit qu'à la droite ». La « fraternité » sera l'image de marque de la nouvelle formation.

MARTIN VAN TRAA.

République démocratique allemande

APRÈS WOLF BIERMANN

Deux autres intellectuels sont contraints à émigrer à l'Ouest

De notre correspondant

contre la chanteuse Nina Hagen. Il aurait seulement été « donné suite à son vœu » de rejoindre la République fédérale allemande, dans la maison duquel elle a passé les premières années de son enfance et auquel elle est très attachée. Toutefois, selon l'écrivain, la jeune chanteuse, qui est très populaire parmi la jeunesse est-allemande, aurait reçu l'ordre de quitter la R.D.A. avant le 12 décembre.

La liquidation de la contestation

Wolf Biermann, quant à lui, se trouve depuis le week-end dernier en Italie où il espère avoir des contacts avec des dirigeants du P.C.I. L'affaire Biermann continue donc de faire des remous. Face à ceux qui se sont déclarés solidaires du poète, les autorités de Berlin-Est ont adopté une tactique adaptée aux circonstances et aux individus : certains contestataires ont été emprisonnés, c'est le cas notamment du jeune écrivain Jürgen Fuchs ; d'autres plus célèbres, tel le professeur Havemann, ont été placés sous surveillance à domicile ; d'autres enfin reçoivent maintenant l'autorisation de quitter le pays sans doute sans espoir de retour. Cette dernière méthode pourrait provoquer une réaction de méfiance à l'égard des intellectuels dans la population à qui est refusé le droit de voyager à l'Ouest. Tel est peut-être le but recherché.

Les écrivains berlinois, membres du P.C., qui avaient signé la lettre adressée au gouvernement pour lui demander de réviser la décision prise contre Wolf Biermann, ont été « blâmés » par leurs organisations et fermement invités à « réviser leur comportement non conforme avec celui du parti ». Deux sur neuf seule-

ment ont apporté un correctif pris de position initiale en Occident, mais sans avoir renier totalement signature.

En dépit du peu de succès tentatives de récupérer les dirigeants du SED paraissent vider l'abaca. La « culture des intellectuels » sent un échec majeur poétique qui avait eu l'air grâce à un meilleur emploi saut-il, de la doctrine maoïste, de mieux réussir domaine que d'autres pays munistes. L'échec est d'plus sensible que nombre d'qui, aujourd'hui, ressentent malaise ou sont contrain- n'ont pas été éduqués av- guerre mais sont des enf- « premier état des ouvri- des paysans sur le sol alle- selon l'expression consacr- la propagande officielle.

MANUEL LUCI

● Au cours d'une con- de presse à Berlin-Ouest, annoncé la création d'un de soutien aux intellectuels nés en R.D.A. intitulé « de sauvegarde de la libér- socialisme ».

Parmi les douze mem- d'ateurs du comité figure tammann, le célèbre poète Albertz, ancien bourgeois Berlin-Ouest, l'écrivain e Nobel Heinrich Böll, so- l'égue Hans Magnus En- berger, le célèbre poète Alexander Mitscherlich, Otto Schilly, avocat des m du groupe « Basler-Me- ainsi que de vedettes, telle Schneider. Un message d- dernière été lu au cours- conférence de presse, au- notamment l'adhésion au du metteur en scène f- l'ence Sauter, de Michel- Simone Signoret et Yves- tand. — (A.F.P.)

CORRESPONDANCE

Le Comité international contre la répression et la Bulgarie

De notre correspondant

M. T. Duden, ministre plénipotentiaire, chargé d'affaires à I. de Bulgarie, nous écrit :

C'est avec surprise et indignation que j'ai pris connaissance des extraits d'un rapport du Comité international contre la répression (le *Monde* du 2 décembre).

Avec surprise, parce qu'il s'agit d'assertions absurdes. Les dizaines de milliers de Français qui se rendent tous les ans en Bulgarie, les journalistes français qui y effectuent des séjours, connaissent bien la vérité et la réalité bulgares, et ce ne sera pas un comité international quelconque qui fera changer d'avis.

Avec indignation, parce que les points dudit rapport ne méritent même pas d'être réfutés un par un. Chaque Bulgare aurait la même réaction que celle d'un « Vingt mille personnes internées » — c'est une calomnie d'un esprit sain ne saurait trouver.

Je demeure perplexé devant la finalité véritable de ce Comité international tout comme devant celle de la rédaction du journal qui a permis la publication de ce texte. Est-ce qu'il faut comprendre sous libéré de la presse celle aussi d'insérer des calomnies ?

Algérie

● M. ABDELCHAM, ministre de l'Intérieur, a proclamé, samedi 11 décembre, les résultats de l'élection présidentielle. Le président Boumedienne, candidat unique présenté par le P.F.N., a recueilli 7 469 023 des 7 515 894 suffrages exprimés (soit 98,38 %). La participation au scrutin fut très importante, que lors des deux précédentes consultations. Elle a atteint 95,28 % des 7 890 240 inscrits.

Guatemala

● PLUS DE VINGT MILLE PERSONNES ONT ÉTÉ EXCUTÉES sommairement ou ont disparu au Guatemala ces dix dernières années, lit-on dans un rapport de l'organisation Amnesty International publié à Londres. De juillet 1974 — date de l'entrée en fonction de l'actuel président, le général Kjell Laugerud — à avril 1976, trois cent soixante-dix-neuf personnes ont mystérieusement disparu et ont probablement été assassinées. Adversaires du régime et

Italie

La réunion du conseil national de la démocratie chrétienne a renforcé la position de M. Andreotti

De notre correspondant

Rome. — Les menaces qui pèsent ces dernières semaines sur le gouvernement démocrate-chrétien de M. Giulio Andreotti se sont, provisoirement, dissipées. Quatre mois après sa désignation, le président du conseil paraît être en bonne position, malgré les difficultés économiques de l'Italie.

Ce ne sont pas les communistes — dont on attend cependant une initiative cette semaine — que craignait M. Andreotti, mais ses propres amis de la démocratie chrétienne. Or, réuni à Rome, le 10 au 13 décembre, le conseil national du parti gouvernemental vient de lui confirmer un appui unanime. Le vote ne reflète certainement pas le véritable état d'esprit des conseillers nationaux, notamment de la droite, qui attendent la première occasion pour rejeter les communistes dans l'opposition.

Il est significatif que tout le monde ait dû se rallier à la thèse du secrétaire général, M. Benigno Zaccagnini, et du président du parti, M. Aldo Moro.

Cette thèse est simple : plutôt que de vouloir s'opposer au P.C.I. (contre), la démocratie chré-

tienne doit chercher un t- de collaboration dialectique lui (contre). Tout rest- arrière — voulu par la dr- serait dangereux, mais il a- avant supplémentaire — par les communistes — e- possible pour le moment.

Deux facteurs ont renf- gouvernement. D'abord le- cole d'accord avec le Sa- sur la révision du Concord- pour avoir été critiquée p- principaux partis « laic- été rejetée par aucun d'e- le voyage du président d- aux États-Unis la semaine- nière.

Le chef du gouvernem- lien n'a pas pu conce- président lui-même il a- premier dirigeant étr- s'entretenir avec les aut- bres de la future adminis- démocrate. De plus, les r- cains lui ont réservé un a- très encourageant. M. An- est même revenu avec des- masses d'aide économique- vagues, mais qui ont fai- bonne impression à Rome.

ROBERT SO

A travers le monde

criminel de droit commun sont, pêle-mêle, victimes de cette violence. « Les membres du gouvernement reconnaissent, en privé, que les autorités sont impliquées dans ces actions. Ils justifient leur action en affirmant qu'elle est nécessaire pour riposter à la violence de la gauche et des éléments criminels », déclare le rapport. Toutefois, prédis- t-il, des indices récents per- mettent de penser que l'actuel chef de l'Etat a décidé de mettre un frein à ces activités. — (A.F.P., Reader.)

Inde

● LES AUTORITÉS INDIENNES ont fait savoir que les person- nes qui faciliteront l'arresta- tion de coupables de fraude fiscale ou de trafic de devises recevront des « récompenses » qui pourront atteindre 10 % de la valeur des biens confis-

qués ou de l'amende inflig- (A.F.P.)

● LA REVUE HEBDOMAD- MAINSTREAM devra à- mais soumettre ses arti- la censure. Son rédact- cher, M. Nikhil Chakra- qui est membre du parti- muniste indien pro-sovi- (la revue n'est cependa- une publication de ce p- avait récemment critiqu- restrictions aux libertés i- sées depuis la proclamati- l'état d'urgence et écrit, p- jet de l'ascension du p- premier ministre, S- Gandhi, que « l'idée d'une- cession dynastique serai- tésus dans l'Inde du t- tième siècle ». — (U.P.I.)

Pérou

● DIX DÉTENUÉS ET UN P- CHER sont morts, et ving- personnes ont été bless- d'une tentative d'évasi- s'est produite pendant- transféré en fourgon cell- à Lurigancho, près de Lit- annoncé, le 11 décemb- police péruvienne. — (A- A.P.)

La caution des professionnels.

Encastres acoustiques de très haute qualité.

MARTIN VAN TRAA.

هكذا من الأمل

DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DU CHEF DU GOUVERNEMENT ROUMAIN

Paris et Bucarest veulent améliorer une coopération déjà bien engagée

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — M. Manea Manescu, premier ministre roumain, est attendu à Paris mardi 14 décembre pour des entretiens avec son collègue français, M. Raymond Barre. Ce voyage, qui doit durer jusqu'au 17, répond à celui que M. Jacques Chirac, alors chef du gouvernement, avait fait à Bucarest au mois de juillet 1975. Les conversations porteront principalement sur les questions économiques et les possibilités d'intensifier la coopération bilatérale.

Le volume des échanges au cours des deux premiers mois de l'année s'élève à quelque 1,5 milliard de francs, les exportations françaises (870 millions) étant légèrement supérieures aux importations (781 millions). Pour l'année entière, le chiffre d'affaires global devrait se situer selon les estimations roumaines, autour de 2,150 milliards de francs, le solde restant, comme en 1974 et en 1975, négatif pour la Roumanie. Du côté français, on est toutefois tenté de considérer que cette année les échanges se sont presque équilibrés, compte tenu du fait que le déficit roumain envisagé d'environ 150 millions de francs se serait transformé en un crédit si Bucarest n'avait pas procédé, au premier trimestre, à des achats inhabituels de blé et de farine pour un montant de 174 millions de francs. (La récolte de l'an dernier avait subi les effets d'inondations catastrophiques.)

Après le freinage imposé aux importations par les autorités roumaines en 1974 et une partie de 1975, une reprise a commencé à se dessiner, assortie toutefois de contrôles rigoureux. Elle s'est confirmée cette année pour les industriels français, plus nombreux

Le marché de la voiture populaire

Parmi les grands projets en discussion, les deux principaux concernent le secteur de l'automobile et de la chimie. Deux firmes françaises, Citroën et la Régie Renault, paraissent actuellement bien placées pour exploiter le marché de la voiture dite populaire que les Roumains veulent produire en grande série. Depuis plusieurs années, Renault a d'ailleurs accumulé une certaine expérience en Roumanie. Le contrat avec la Régie nationale, venu à expiration en septembre 1975, est en cours de renouvellement ; mais les pourparlers tiennent sur une question de crédit, les Roumains désirant conserver le taux d'intérêt initial de 6 % au lieu de 7,75.

La France s'est d'autre part mise sur les rangs pour participer à l'équipement du nouveau complexe pétrochimique qui sera construit au bord de la mer Noire. Ce marché est évalué à 1 milliard de dollars.

Une autre question relevant des relations bilatérales concerne les problèmes humanitaires. Après la

Portrait

M. MANEA MANESCU :

un gestionnaire discret mais efficace

M. Manea Manescu est né, le 9 août 1916, à Braila. Sur sa vie, en particulier sur sa jeunesse avant la dernière guerre, on sait peu de choses, sinon que son père, socialiste, se prononça pour la transformation de son parti en un parti communiste, et que lui-même dut suivre des études assez poussées, puisqu'il devint professeur d'économie avant de commencer une carrière politique.

La front haut, l'air plutôt sévère, le chef du gouvernement roumain ne se prête guère aux descriptions pittoresques, comme son prédécesseur, M. Maurer, ou comme son homonyme, M. Corneliu Manescu, l'ancien ministre des affaires étrangères. Discret au point d'en paraître effacé, plus porté sur le caractère technique ou administratif des choses que sur leur aspect idéologique, il est, pour M. Ceausescu, le chef du parti, un collaborateur précieux, l'un des plus proches, dit-on.

C'est du reste après que M. Ceausescu eut acquis le pouvoir en 1965 qu'il commença véritablement, alors déjà âgé de cinquante ans, à se hisser dans l'appareil du parti. Jusque-là, la carrière de M. Manescu avait été celle d'un grand commis de l'Etat. Directeur général du bureau des statistiques pendant quatre ans, il fut nommé en 1955 ministre des finances, fonction qu'il abandonna en mars

1957 pour devenir l'un des principaux dirigeants du parti. En juin 1959, il fut élu secrétaire général du nouveau comité national de sociologie.

En juillet 1965, au neuvième congrès du parti, il entra comme suppléant au comité exécutif et devint l'un des membres du secrétariat. En décembre 1967, il fut nommé président du conseil économique. Il conserva ce poste cinq ans avant de devenir, en octobre 1972, vice-président du conseil des ministres et président du comité d'Etat pour la planification. Entre-temps, il avait consolidé sa position dans le parti : il était devenu membre titulaire au comité exécutif en décembre 1968, puis était entré au présidium — organe aujourd'hui disparu — en février 1971. A la fin de 1972, afin de pouvoir varier ses importantes responsabilités gouvernementales, il quitta le secrétariat. Deux ans plus tard, il remplaça à la tête du gouvernement M. Ion Gheorghe Maurer, qui ne partageait plus les vues de M. Ceausescu en matière de développement économique.

Grand travailleur, peu brillant mais efficace, M. Manescu a la tâche, pas toujours facile, de faire tourner la machine économique de son pays. Il s'y emploie avec application et non sans succès. Il va se rendre en France pour la cinquième fois depuis 1968. — M. L.

Le secrétaire d'Etat hongrois aux affaires étrangères, M. Pal Bar, arrivé à Paris dimanche 12 décembre, aura, jusqu'à mardi, des entretiens avec son homologue français, M. Taubert, et avec le ministre des affaires étrangères, M. de Guiringaud.

Us porteront principalement sur la conférence de Belgrade, qui fera, en 1977, le bilan de l'application des décisions de la conférence d'Heinrich et sur les échanges commerciaux qui ont, en 1975, dépassé 1 milliard de francs.

AFRIQUE

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

Deux mois de discussions stériles

Après deux mois de discussions stériles, l'ajournement de la conférence de Genève sur la Rhodésie aura lieu, comme prévu, avant les fêtes de Noël. Le délai de deux semaines fixé par le « plan Kissinger » pour la période pendant laquelle un gouvernement intérimaire exercerait transitoirement le pouvoir expirera-t-il, comme le demandait ironiquement dimanche M. Ian Smith, avant que les parties en présence soient parvenues à esquiver l'ombre d'un accord ?

Les nouvelles propositions britanniques n'ont pas à l'optimisme, car elles paraissent n'être de nature à satisfaire ni les Africains ni le régime blanc de Salisbury. Certes, les représentants des quatre grandes tendances nationalistes noires se félicitent de voir la Grande-Bretagne résoudre à prendre enfin de façon plus sérieuse ses responsabilités. Mais qui pourrait juger réaliste un plan prévoyant l'installation d'un résident britannique dans la capitale rhodésienne où des officiers venus du Royaume-Uni prendraient, simultanément, la relève des officiers de M. Smith ?

Tout concourt en fait à une escalade de la violence, notamment les profondes divisions qui subsistent dans les rangs des nationalistes eux-mêmes. Bien que ces derniers soient unanimes sur la nécessité absolue d'un transfert immédiat et sans partage du pouvoir à la majorité noire, ils continuent de s'affronter à propos des modalités de ce transfert. D'autre part, malgré les points marqués personnellement à Genève par M. Robert Mugabe, qui s'est révélé plus ferme que les autres Africains, l'évêque Muzorewa vient de recevoir dimanche, à son retour à Salisbury, un accusé dont la chaleur prouve qu'il conserve une audience importante auprès de ses concitoyens.

Bien que M. Kissinger se soit entretenu, lors de son dernier séjour à Londres, avec un envoyé du président Kaunda de Zambie, il est clair que les Etats africains dits de « la zone de front » — et d'abord le Mozambique — sont plus séduits par l'action directe que par le recours à la négociation. L'évolution de la situation en Rhodésie, depuis

le début de l'année, est éloquentive. De scores officiels, près de mille quatre cents nationalistes noirs ont été tués au cours de cette période. L'armée rhodésienne a multiplié les opérations, terrestres et aériennes, et le territoire mozambicain et renforcé son dispositif de sécurité à la frontière du Botswana. Enfin, le terrorisme urbain a fait son apparition, notamment à Bulawayo, deuxième ville du pays. C'est malheureusement moins autour du tapis vert de Genève que sur le terrain même que la solution du drame rhodésien semble actuellement destinée à progresser.

Ph. D.

Centrafrique

M. GISCARD D'ESTAING FÉLICITE L'« EMPEREUR BOKASSA 1^{er} »

M. Giscard d'Estaing a adressé, vendredi 10 décembre, un message de félicitations à l'empereur Bokassa 1^{er} à l'occasion de sa nomination à la tête de l'Empire centrafricain par le congrès extraordinaire du MESAN (Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire), supplanté « le Vais de l'Empire Centrafricain », captivé à N'Djamena.

C'est le premier message de félicitations adressé par un chef d'Etat étranger au nouvel empereur rendu public par la radio de Bangui.

LE VENDALAND sera, en mars 1977, le troisième Bantoustan (territoire semi-autonome) à demander l'indépendance, a annoncé mardi 30 novembre le journal africain *Beeld*. Le Parlement doit accorder l'indépendance au Bantoustan au cours de l'année prochaine. Le Transkei est indépendant depuis le 26 novembre. (A.F.P.)

Kenya

La première Maison française d'Afrique anglophone

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La conférence générale de l'UNESCO a été l'occasion du véritable lancement de la Maison française de Nairobi. Un nouvel animateur, M. Pierre Comte, en a fait le principal centre d'activités culturelles pendant les cinq semaines de la session.

Située au cœur de Nairobi, la Maison française comprend un auditorium de deux cent cinquante places, une salle d'exposition, un centre d'études africaines, une bibliothèque, ainsi qu'un « Café de France ». Ouverte au public depuis décembre 1975, elle a été officiellement inaugurée, en septembre dernier, à l'occasion de la projection d'un documentaire français sur la langue kényane, la *Grille et la Dent*.

La Maison française a donc fait mieux que bonne figure, mais les lacunes risquent d'apparaître avec le temps. La bibliothèque, « pauvre » de trois mille cinq cents volumes, ne possède ni documentation, ni

fielher analytique. Le directeur du centre n'est assisté que de deux pédagogues et d'un gestionnaire.

Le choix de Nairobi pour y ouvrir la plus prestigieuse Maison française d'Afrique anglophone est judicieux. La capitale du Kenya a déjà accueilli, depuis 1973, le congrès de la Banque mondiale et du F.M.I., le Conseil oecuménique des Eglises, le CNUCED, puis l'UNESCO. Siège de l'UNEP (le programme des Nations unies pour l'environnement), Nairobi fait figure de plaque tournante en Afrique orientale : le centre de conférences Kenyatta, le plus beau d'Afrique noire, est loué jusqu'en 1980. Mais l'effort fait pour la construction de la Maison française (qui a coûté 10 millions de francs) doit être maintenu si l'on veut obtenir des résultats durables et faire de cette Maison un lieu de rencontre entre les deux Afriques, l'anglophone et la francophone. — J.-C. P.

Tunisie

M. BOURGES : la France apportera son aide militaire

De notre correspondante

Tunis. — Après la visite officielle de M. Yvon Bourges, ministre français de la défense, en Tunisie, du vendredi 10 au lundi 3 décembre, la coopération militaire franco-tunisienne sera considérablement renforcée, pour se lancer à la hauteur de l'attachement de la France à la stabilité politique en Méditerranée.

La Tunisie est prête à consentir tous les sacrifices pour assurer d'une défense crédible et efficace, a déclaré le ministre tunisien de la défense, M. Abdelh. Farhat.

Les entretiens que le ministre français a eus pendant quatre jours avec les responsables et le premier ministre, M. Nouira, ont confirmé l'importance que la

Tunisie attache désormais à sa sécurité : « pour permettre au pays de se construire à l'abri des hégémonies, des menaces et des pressions ».

M. Yvon Bourges a assuré les Tunisiens « de la fermeté et de la détermination de l'aide française ».

Avec l'échec de la fusion tuniso-lyonnaise et les différents conflits nés au Maghreb ces dernières années, le problème de la sécurité territoriale de la Tunisie se pose. Jusque-là, M. Bourges avait, en effet, choisi de considérer comme plus sûr garant de la paix dans le pays « la lutte pour le développement économique et l'union nationale ». — M. P.

“Ouvrons ce livre, lisons-le. On ne peut pas s'en détacher : il est admirable.”

JACQUES SIGUET / LE MONDE

“Une simplicité, une intrépidité dans la franchise. Un itinéraire hors-série.”

JEAN-FRANÇOIS JOUILLIN / LE NOUVEL OBSERVATEUR

“Dommage qu'on ne couronne pas les livres de souvenirs : Simone Signoret n'eût pas raté son second oscar!”

PIERRE BILTAUD / LE POINT



PROCHE-ORIENT

Israël

Les premiers F 15 américains ont été livrés

Jérusalem (A.F.P.). — Les trois premiers exemplaires de l'avion américain F-15, sur une commande de vingt-cinq, sont arrivés vendredi 10 décembre en Israël. Au cours de la cérémonie qui a marqué la réception de ces appareils, le chef du gouvernement, M. Menahem Begin a affirmé que cette livraison conférerait aux forces aériennes du pays une « supériorité de premier ordre ».

Les commentateurs israéliens estiment que grâce au F-15 Eagle, dont il vient de recevoir les premiers exemplaires, Israël posséderait une réponse adéquate aux Mig-23 et 25 soviétiques. Dans les années 80, ajoutent-ils, Israël sera doté d'une armée encore plus perfectionnée, le F-16, dont Israël commanderait deux cent cinquante exemplaires. C'est pour passer cette commande que M. Shimon Peres, ministre de la Défense, se trouverait à Washington.

Enfin, les experts israéliens rappellent qu'Israël doit, pour

défendre sa navigation, et notamment ses pétroliers, avoir éventuellement accès au détroit de Bab-el-Mandeb qui commande l'entrée de la mer Rouge. Le F-15, grâce à un rayon d'action de 5 000 kilomètres, peut accomplir cette mission.

(On peut penser que l'armée israélienne attribuerait deux missions principales à ses F-15 conçus par la société américaine McDonnell-Douglas : l'interception en supersonique d'avions adverses à hautes performances et la reconnaissance photographique à des fins d'observation ou d'espionnage.)

L'avantage principal du F-15 est, en effet, d'être un avion dit de supériorité aérienne, qui peut, de surcroît, aller chercher un adversaire potentiel très au-delà des frontières et recueillir des informations à longue distance. Pour ces missions d'interception et de pénétration, l'armée de l'air israélienne dispose, à ce jour, de Mirage-III et de Phantom, anciens.]

En Cisjordanie

LES MANIFESTATIONS CONTRE LA POLITIQUE ISRAËLIENNE SE POURSUIVENT A NAPLOUSE

Naplouse (A.F.P.). — Le couvre-feu a été imposé dimanche 12 décembre à Naplouse en Cisjordanie à la suite des violentes manifestations organisées par les lycéens contre l'imposition de la T.V.A. dans les territoires occupés. Plus de cent cinquante personnes ont été appréhendées, mais la plupart d'entre elles ont été relâchées après interrogatoire.

Selon les correspondants israéliens en poste à Naplouse, les forces de l'ordre israéliennes n'ont pas observé, dimanche, la réserve qu'elles s'étaient imposée au début de la semaine dans des manifestations similaires. Elles sont intervenues énergiquement pour empêcher que le mouvement des lycéens ne fasse tache d'huile.

Le peuplement de Kaddoum en question

A l'appel du conseil municipal de Naplouse, une réunion devait se tenir ce lundi matin pour définir une attitude commune d'opposition à la politique israélienne dans les territoires occupés. Ils devront, notamment, prendre position, au sujet de deux autres affaires, qui sont également à l'origine de l'actuelle escalade de violence : la décision des autorités militaires de fermer, pour les besoins de l'armée, quelque 30 hectares de terres dans le village voisin de Tallouza ; et le fait que le « point de peuplement » provisoire de Kaddoum (près de Naplouse) prenne un caractère définitif. Six millions de livres y ont été investis au cours de l'année écoulée, et le gouvernement n'a, apparemment, aucun plan pour transférer ailleurs la population juive, du moins dans un avenir prévisible.

Liban

ÉCHAPPANT A UN TROISIÈME ATTENTAT EN UN MOIS

M. Raymond Eddé met en cause la Saïka

Beyrouth. — M. Raymond Eddé, chef de file de la droite chrétienne libanaise à échappé à un attentat samedi soir 11 décembre. C'était la troisième en un mois et le quatrième depuis le début de la guerre du Liban. Il n'a été que superficiellement blessé au pied. « Mes soupçons se dirigent vers la Saïka », nous a-t-il déclaré.

Des rafales de mitrailleuse ont été tirées sur M. Eddé alors qu'il était sur le porche de sa maison proche d'un carrefour syrien. Des tireurs d'élite étaient embusqués dans la Mossoy Narodny Bank, située juste en face. Les deux gendarmes libanais qui assuraient la protection de M. Eddé sur la demande expresse du président Sarkis, après qu'il eût été l'objet d'un attentat manqué trois jours plus tôt, ont été dans l'impossibilité de riposter. M. Eddé nous a indiqué à ce sujet que les soldats syriens de la force de dissuasion arabe stationnés à 50 mètres de son domicile, au siège du ministère de l'Information, avaient d'abord exigé que les gendarmes libanais ne portent pas d'armes « afin que les patrouilles ne les confondent pas avec des groupes incontrôlés ». Les militaires de Damas avaient

De notre correspondant

fini par accepter que les gendarmes gardent leurs armes, mais à condition qu'ils se postent derrière le mur d'enceinte du domicile de M. Eddé. Celui-ci rappelle en outre que deux officiers syriens s'étaient présentés chez lui en son absence et avaient formulé des menaces de mort à son égard en exigeant qu'il cesse de critiquer l'actif de la Syrie au Liban.

M. Eddé a annoncé qu'il adressait, ce lundi, une « lettre ouverte » au président Sarkis, exposant les circonstances des attentats dont il a été l'objet et lui demandant de préciser la mission de la force de dissuasion arabe, c'est-à-dire des troupes syriennes.

Un autre grave incident

À la suite de l'explosion d'une voiture piégée à proximité de son domicile, la semaine dernière, le chef du Mouvement national progressiste, M. Kamal Joumblatt, avait formé des accusations similaires à l'encontre de la Saïka.

Un second incident grave s'est produit au cours des dernières quarante-huit heures à Beyrouth : un accrochage, en plein conservateur, entre un phalangiste (exclu pour indiscipline précisée les chefs du parti) et la garde personnelle de M. Camille Chamoun, chef du parti national libéral. À l'origine, il s'agissait d'un simple incident qui avait fait deux morts, dont un phalangiste, et trois blessés. La voiture de M. Chamoun, qui précédait celle de ses gardes du corps de quelques dizaines de mètres, n'avait en effet été visée à aucun moment. Par la suite, plus importantes, des attaques armées ayant été lancées contre deux sièges du parti de M. Chamoun à Achrafieh, ce qui a amené le fils de ce dernier M. Dany Chamoun, à annoncer qu'il se retirait du commandement unifié des « forces libanaises » (droite chrétienne). Mais à la suite de contacts entre par les Phalangistes, M. Dany Chamoun a transformé sa retraite en « suspension », et attendait les résultats d'une réunion commune des deux parties lundi après-midi.

Dans les deux cas — l'attentat contre M. Eddé et l'accrochage entre éléments de la droite libanaise — la force arabe de dissuasion n'a pas pu ou pas voulu intervenir.

LUCIEN GEORGE

● Une délegation du Comité de sécurité du mouvement national libanais (gauche), conduit par le député Albert Mansour, remis au président Sarkis une note de protestation contre l'arrestation auxiliaires les soldats syriens de la force de dissuasion auraient procédé à Tripoli dans la vallée de la Bekaa. (Reuters.)

les robes courtes et longues pour les fêtes

les boutiques Griffsolde

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.

BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation

BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

ouvert le lundi après-midi

CLUB DU DISQUE ARABE

125, boulevard de Ménilmontant, 75011 PARIS - Tél. : 357-66-69

Tous nos disques arabes et hindous sont en vente à Paris dans les grands magasins : B.H.V. Rivoli - B.H.V. Flandres - GALERIES LAFAYETTE - PRINTemps - SAMARITAINE ; les FNAC ; CHATELET - MONTMARTRE - WAGRAM.

CHAMPS DISQUES - LIDO MUSIQUE (Champs-Élysées).

PARIS AIR MUSIC (Orly).

GIBERT - PARIS MUSIQUE (Saint-Michel).

Dernière nouveauté : FAIROUZ - BHEBBAK YA LOUBNAN - LP VOXA 242

Pour Noël. Les calculateurs des connaisseurs : Hewlett-Packard.

HP-21

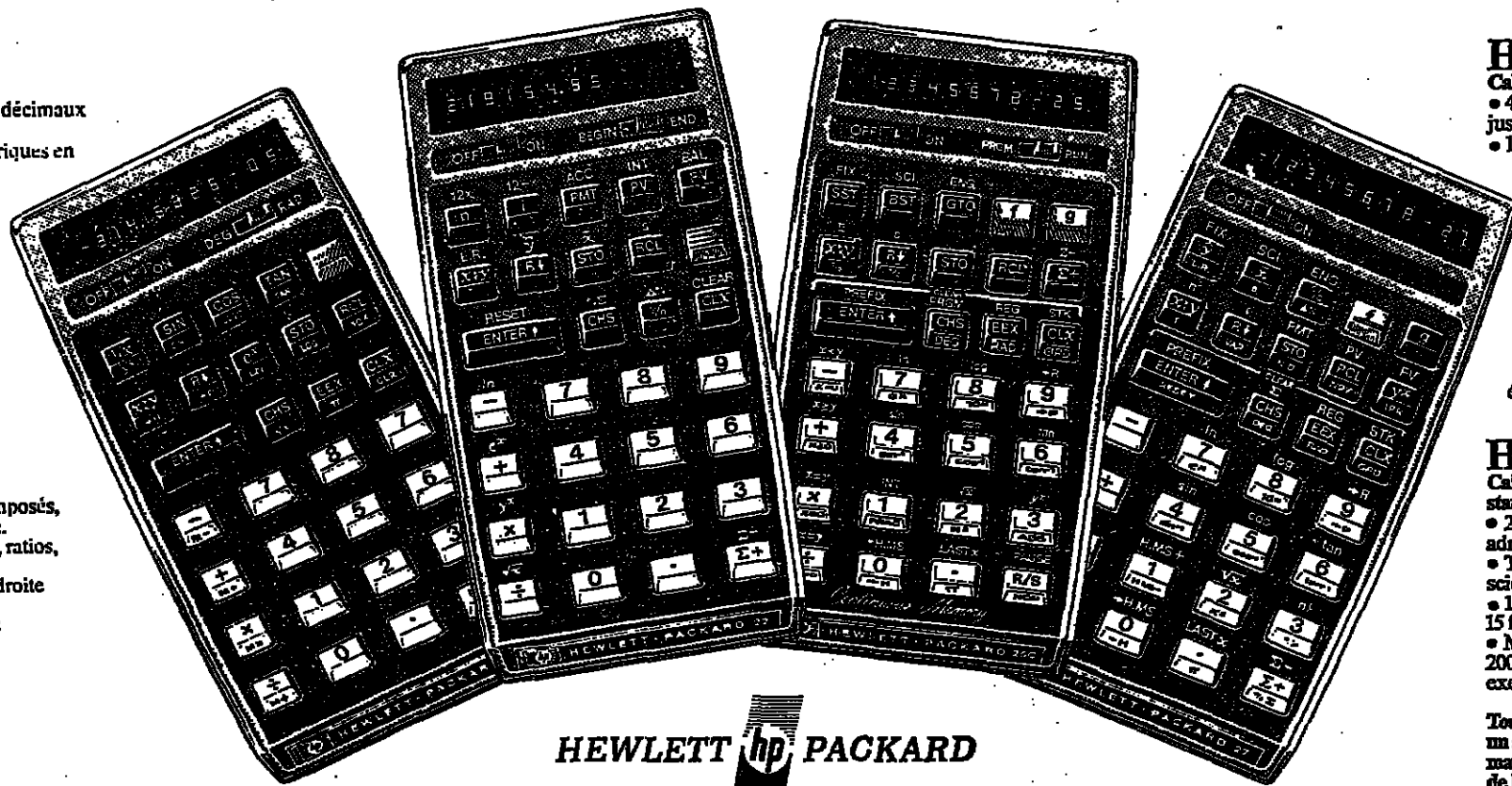
Calculateur scientifique

- Logarithmes naturels, décimaux et leurs inverses.
- Fonctions trigonométriques en degrés et radians.
- Conversions de coordonnées rectangulaires/polaire.
- $y = \sqrt{x}$, $1/x$, x^2
- Notation fixe et scientifique.
- 5 mémoires (dont une arithmétique).

HP-22

Calculateur commercial, financier, statistique

- 19 mémoires dont 15 adressables.
- Intérêts simples et composés, annuités, crédit, épargne.
- Fournitures, marges, ratios, sommations.
- Moyenne, écart type, droite de tendance.
- Recueil d'applications françaises en OPTION.



HEWLETT **hp** PACKARD

Z.I. de Courbevoie R.P. 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78 225.

HP-25/HP-25C

Calculateurs programmables

- 49 lignes de programme, jusqu'à 3 touches par ligne.
- 13 mémoires dont 8 adressables.
- 72 fonctions au clavier.
- Grande facilité de mise au point des programmes.
- Notation fixe, scientifique et ingénier.
- Le HP-25C conserve les programmes et les données lorsqu'il est éteint (mémoire permanente).

HP-27

Calculateur scientifique, statistique, financier

- 20 mémoires dont 15 adressables.
- Toutes les fonctions scientifiques.
- 10 fonctions financières, 15 fonctions statistiques.
- Manuel d'utilisation de 200 pages avec de nombreux exemples pratiques.

Tous nos modèles sont garantis un an : ils sont livrés avec manuel en français et chargeur de batteries.

Allez découvrir la gamme unique de calculateurs chez les distributeurs agréés par Hewlett-Packard :

Aix-en-Provence : Ets Allovon - 35, cours Mirabeau - Aix-les-Milles : Papeterie Stéphane - Enroumarché - Alençon : Librairie Générale de l'Orne - 13, rue du Bercail - Amiens : Ets Robert Ledoux - 5, rue des Trois-Calloux - Andorre : Sonimat-Rodriguez Navarro - Les Escaldes-Car. St-Antoni 3 - Angers : Librairie Richer - 6-8, rue Chaparotière - Angoulême : Interbureau Charentes - 172, rue de Périgueux - Annecy : Unis Idess - 4, av. de Chevesnes - Arles : Caravelle - 46, rue des Lices - Beaune : Ets Robert Ledoux - 43, rue Carnot - Besançon : Ets Dubich - 18, rue de Belfort - Bordeaux : Bernadet - 3, rue Vital-Carles - Interbureau - 66, rue Fondaudouge - Benlouis : Ets Compta France - 3, route de la Reine - Caen : O.M.B.-Yassard - 10, rue de Courtoime - Chambéry : Le Bureau Moderne - 1, av. Général-de-Gaulle - Chartres : Librairie Jean Legue - 10, rue Noël-Bailly - Clermont-Ferrand : Librairie Neyral - 3, bd Desaix - Colmar : Mon Bureau - 12, rue Stanislas - Compiègne : Ets Robert Ledoux - 26, rue de Hainaut - Dijon : Librairie de l'Université - 17, rue de la Liberté - Drancy : Sté E.A.C. - 49, rue Eugène-Vaillin - Echolles : FNAC - Grand Place - Écamp : O.M.B. - 29, rue St-Etienne - Gap : Rebeyrand - 1, av. Lesdiguières - Grenoble : Dom Alpes - 45, av. d'Alsace-Lorraine - Unis Idess - 55, bd Joseph-Vallier - Harfleur : O.M.B. - RN 13 bis, Gouffreville-Touche - La Rochelle : Ets Sauvage - 47, rue St-Yon - Le Havre : O.M.B. - 87, rue Louis-Brindeau - Lille : Le Furet du Nord - 11, place Ch.-de-Gaulle - Ets Catry - 38, rue Faidherbe - Libourne : Librairie Baradat - 5, place Fourrier - Longwy-Haut : Longwy Bureau - Z.I. de Pulventoux - Lyon : FNAC - 62, rue de la République - Numail - Place d'Albion - Dom - 274, rue de Crequi - Lyon Tassin : Unis Ronadess - 57, av. Victor-Hugo - Marseille : Librairie Laffitte - 156, La Canebière - Ets Calculs Acneils - 49, rue du Paradis - Photo-Ciné Stéphane - Carrefour Le Merlan - Melun : Ets Charon - 15, av. Ch.-de-Gaulle - Metz : Prudent Chaton - 20-22, rue St-Marie - Standing Bureau - 101, rue Aux Arènes - Montargis : Ets Olivier - Z.I. de Villender - Montbéliard : Dimab - 31, place Denfert-Rochereau - Montpellier : Librairie Sauramps - 2, rue St-Guilhem - Dédroit - 32, av. G.-Clémentine-Le-Richelien - Mulhouse : FNAC - 1, place Franklin - Ets Dubich - 21, rue Louis-Pasteur - Ets Dubich - 9, rue Saint-Amarin - Nancy : Ets Ritter - 1, place Carnot - La Maison du Bureau - 5, rue de l'Armée-Patton - Nantes : Grands Magasins Decro - rue de la Mame - Fradet - 8, rue du Couédis - Nantes-St-Etienne : Unis Leghaye - 21, rue de la Dute - Neilly : Mabe - Tables à dessin Unis - 164, av. Gal-de-Gaulle - Nice : Sorbonne Papeterie - 33, rue Gioffredo - Nîmes : Sté Orgabureau - 1010, route de Montpellier - Orléans : Ets Olivier - 1, rue des Minimes - Paris : Soimex - 8, rue St-Martin - FNAC - 6, bd de Sébastopol - La Régie à Calcut - 63, bd St-Germain - Mulben Electronic - 49, bd St-Germain - Ets Duriez - 132, bd St-Germain - FNAC - 136, rue de Rennes - Librairie Nautique-Voyages - 6, rue de Méditerranée - Lammrène Fac - 90, rue d'Assas - Papeterie Joseph Gilbert - 30, bd St-Michel - La Papeterie du Siècle - 49, bd Latour-Maubourg - FNAC - 26, av. de Wagram - I.P.S. Bureau - 46, rue Laffitte - Combe - 43, rue du Moulin-des-Prés - Bureau Sélection - 26, rue Robert-Lindet - Sté Dimab - 12, rue A.-Chabrière - A. Lamartine - 116, rue de la Pompe - Les Techniciens Associés - 154, rue Cardinet - Pau : Sté Gagnien S.A. - 106, bd Trousseau - Pithiers : Ets Beaulx - Z.I. de la République - R.N. 10 Nord - Poitiers : Benlouis Ouest Mécanographie - 4, rue des Bas-Rogers - Quimper : Annor Bureau - Le Gd Grélin - Rue de Reporden - Reims : Equipement Bureau Champagne - 7, cours J.-B. Langlet - Librairie Michaud - 9, rue du Cadran-St-Pierre - Equipement Bureau Champagne - 12, rue Montfaucon - Reims : Ets Cheminant - 2, place du Palais - Vicat - 25, place du Colombier - Rouen : Scripta - 27, rue Jeanne-d'Arc - Unis Rodess - 28, quai Cavellier-de-la-Salle - Saint-Etienne : Detrois - 3, av. de la Libération - Franco Dessin - 22, rue Ch.-de-Gaulle - St-Jean-de-la-Ruelle : Ets Olivier - rue Henri-Dunant - St-Pierre-des-Corps : Papeterie Marlet - 11, rue Martin-Audénet - Strasbourg : Ets Meschenmoser - 35, rue du Vx-Marché-aux-Vins - Toulouse : Castela - 20, place du Capitole - S.I.C. - 64, rue Mahabian - Toulon : S.P.C.E. Photo Liberté - Tours : Papeterie Marlet - 23, rue de Bordeaux - Vitrolles : Sté Sodaphe - Gal. Marchande Carrefour et dans les grands magasins suivants : Au Printemps, B.H.V., Galeries Lafayette, Nouvelles Galeries.

هكذا من الأهل

PROCHE-ORIENT

LES PALESTINIENS SOUS TUTELLE

II. — Une faible marge de manœuvre

De notre envoyé spécial FRANCIS CORNU

Depuis le repli imposé par le plan de paix arabe, la plupart des combattants palestiniens se sont regroupés dans le sud du Liban, où ils se trouvent pris entre les forces syriennes et les milices conservatrices libanaises rassemblées à la frontière israélienne. Les civils qui ont été déplacés au cours des opérations militaires cherchent, pour leur part, de nouveaux refuges. (Le Monde, 12-13 décembre.)

Beirut. — « Pendant dix ans, nous avons poussé les États arabes à faire la guerre contre Israël afin de récupérer la Palestine. Maintenant, ces mêmes États se sont à une véritable course à l'armement. Nous ne pouvons pas nous opposer à une telle tendance. Il faut nous adapter à cette nouvelle situation. Nous y sommes obligés. » Cette opinion, livrée en privé par l'un des dirigeants palestiniens les plus intransigeants, les plus hostiles à l'initiative syrienne au Liban, en dit long sur l'incertitude, voire parfois la résignation, qui règne à présent au sein du mouvement palestinien. Il s'agit presque d'un constat échec. La résistance palestinienne a longtemps profité des divergences et des divisions du monde arabe pour préserver sa liberté d'action. Depuis le « sommet » de Riyad, convoqué en octobre dernier pour le règlement du conflit libano-israélien et marqué par la « réconciliation » des présidents Sadat et Arafat, les principaux dirigeants palestiniens ont été contraints de se réunir à Beyrouth, apparemment pour discuter de la perspective de négociations avec Israël. Jusqu'au mois de mai, les organisations palestiniennes avaient aussi à sauvegarder leur indépendance. Elles avaient même refusé leur adhésion à l'« Organisation de libération de l'Arabie Saoudite » à l'occasion de l'opération militaire syrienne, dont le gouvernement de Damas ne pouvait supporter seul les frais. Cela suppose que le roi Khalid a agi avec l'assentiment du président Sadat, et avec l'accord tacite des États-Unis. Certes, la Syrie a dû faire des concessions. Mais l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Syrie, en dépit de leurs divergences, se sont manifestement découverts un intérêt commun bien avant le « sommet »

M. Nayef Hawatmeh, — affirmait qu'il était inutile et dangereux de défer la Syrie, l'O.L.P. en étant matériellement trop dépendante. D'autres soutenaient que la résistance n'avait que trop cédé aux provocations de la droite libanaise et qu'il fallait se « dégager » du conflit. Ces craintes devaient être vérifiées au début du mois de juin avec le commencement de l'intervention militaire syrienne au Liban, lorsque les combats opposèrent directement les troupes venues de Damas aux combattants palestiniens. Dès lors, on devait constater que le régime de Damas entendait non seulement rétablir l'ordre au Liban, mais aussi — la presse basiste le laissait entendre nettement — « discipliner » la résistance palestinienne et ramener à la raison les « dirigeants déviants » de l'O.L.P. Le gouvernement de Damas était notamment inquiet de voir de nombreux éléments du Front de libération de la Palestine (F.L.P.) se joindre à la guerre civile libanaise (1) — se rapprocher des principales organisations de l'O.L.P. ou même rejoindre leurs rangs. Les dirigeants syriens assistaient d'autre part au renforcement, au sein du F.L.P., d'une tendance dite « radicale », animée par M. Abou Ayad, considéré comme le « numéro deux » du principal mouvement palestinien. Selon de nombreux observateurs, la Syrie avait, bien avant les « sommets » de Riyad et du Caire, obtenu l'acceptation des principaux pays arabes pour une « reprise en main » de l'ensemble de la résistance palestinienne, qui semblait entrer en rébellion contre ses alliés traditionnels, alors que ceux-ci estimaient que toutes les conditions devaient être réunies pour des démarches de paix au Proche-Orient.

« Personne n'ignore, nous dit un militant palestinien, que l'Arabie Saoudite a financé l'essentiel de l'opération militaire syrienne, dont le gouvernement de Damas ne pouvait supporter seul les frais. Cela suppose que le roi Khalid a agi avec l'assentiment du président Sadat, et avec l'accord tacite des États-Unis. Certes, la Syrie a dû faire des concessions. Mais l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Syrie, en dépit de leurs divergences, se sont manifestement découverts un intérêt commun bien avant le « sommet »

de Riyad. » Un militant progressiste libanais, proche du F.L.P., ajoute à ce propos : « Les Palestiniens, même s'ils n'appartiennent pas au Front de libération, sont des « gencars » pour ceux qui veulent rétablir la « discipline » en Israël. Les intérêts des Palestiniens et ceux des pays arabes ne sont pas opposés, loin de là ; mais, pour négocier utilement, il faut rassurer Israël et pour cela il convient de montrer que les Palestiniens se trouvent placés sous un contrôle vigilant. »

Actuellement, les mouvements palestiniens sont dans une impasse. Au Liban, les camps sont pratiquement encerclés par les chars syriens. A l'intérieur des camps, la Saïka, dont le retour a été tentativement imposé par Damas, règle ses comptes et fait la police au prix de graves incidents (le Monde du 9 décembre). Les dirigeants syriens tentent de reprendre le contrôle de l'O.L.P. en réinstallant à son commandement le général Boudelir, limogé en juin par M. Arafat. Les responsables de l'O.L.P. savent que les gouvernements de Damas et du Caire veulent parvenir à un renouvellement des instances dirigeantes de la résistance, et dans ce but, cherchent à provoquer la réunion prochaine du conseil national palestinien (Parlement). Dans ce même sens, l'Égypte a renouvelé sa proposition de création d'un gouvernement palestinien en exil.

Un homme politique libanais, souvent bien informé des intentions de Damas, nous a confié : « Un instant menacée, l'O.L.P. a été confirmée à Riyad dans son rôle d'unique représentant du peuple palestinien. Mais les syriens voudraient imposer de nouveaux noms à la tête de l'O.L.P. M. Yasser Arafat lui aussi a été menacé. Finalement, on préfère tenter de lui confier la mission impossible » qui aurait, entre autres buts, celui d'ébranler son prestige ; faire admettre par les Palestiniens la mise au pas de la résistance. On voudrait l'obliger

(1) Les divers groupes palestiniens composent ce que l'on appelle généralement le front de libération de la Palestine (F.L.P.). Les premiers à s'engager aux côtés des progressistes libanais, et ont subi dans la première partie de la guerre des pertes importantes par rapport au nombre de leurs combattants.

per à apporter sa caution à une réforme profonde du mouvement. » « Tous les jours, nous constatons que l'on cherche à nous diviser, nous déclare un membre du F.L.P. On veut nous amener plus et moins liés à la conférence de Genève. Mais ce dirigeant, qui comme bien d'autres, préfère conserver l'anonymat, affirme que les principaux leaders de la résistance restent convaincus qu'il est encore possible de tirer profit des « contradictions arabes », et si refuse de succomber au défaitisme. Il précise : « Syriens, Égyptiens et Saoudiens sont en désaccord sur bien des points de ce plan de paix établi à Riyad et qui ne concerne pas que le Liban. A la question déterminante : « Qui gouvernera les Palestiniens insérés dans le futur État ? », les réponses sont extrêmement contradictoires. » Selon les Palestiniens, cette question ne peut que diviser les principaux leaders arabes. Déjà inquiets du « saut en brique » que la Syrie souhaite établir dans la région depuis son rapprochement avec le roi Hussein de Jordanie et son intervention au Liban, Saoudiens et Égyptiens, qui se sont déjà concertés à ce sujet, redoutent les projets préparés à Damas sur le thème d'une confédération réunissant le Liban, la Jordanie et le nouvel État palestinien. « Nous savons, dit-on dans les milieux palestiniens de Beyrouth, que nous échapperons difficilement à la tutelle des pays arabes ; Israël l'engagera en garantie, nous jouerons de la concurrence. Chacun voudra s'assurer le contrôle de notre mouvement ou empêcher l'autre de l'obtenir. Nous voulons sauvegarder notre indépendance tout en sachant que nous ne pourrions refuser le « paratage » des États arabes. Mais celui-ci devrait être équilibré et ne pas signifier la prédominance de l'un des régimes. »

La marge de manœuvre est maintenant restreinte pour les organisations palestiniennes, et on reconnaît, dans leurs États-majors, en être réduit à faire des « concessions tactiques » plutôt qu'à avancer des exigences. L'une de ces concessions a été faite récemment par M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., dont les récentes interventions à la tribune des Nations unies ont surpris par leur modération. Le représentant de l'O.L.P. a fait la concession de ne faire aucune allusion à l'existence mainte fois réitérée de la création d'un « État démocratique et laïque », comprenant « toute » la Palestine, signifiant ainsi que l'O.L.P. se contenterait d'un mini-État englobant la seule Cisjordanie et la bande de Gaza.

FIN

L'ATLAS DU CORPS HUMAIN



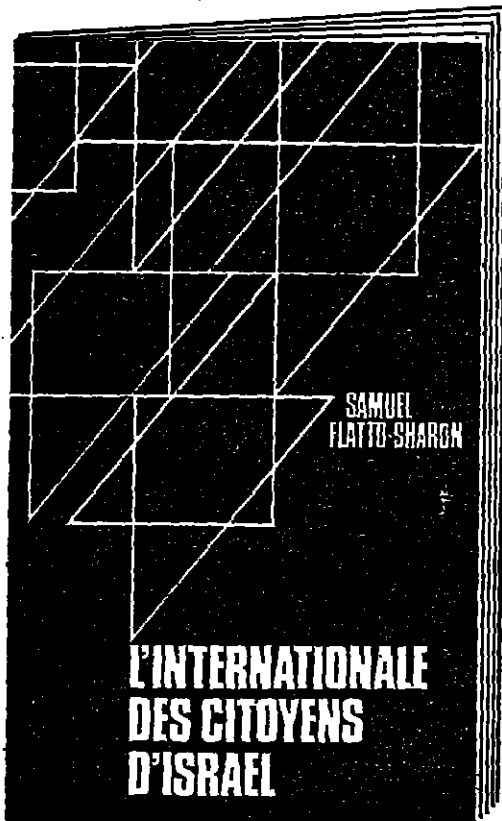
L'HOMME DE PLUS PRÈS

Texte de J.P. ESCANDE
un fantastique voyage à l'intérieur du corps humain

Prix de souscription jusqu'au 31/12/76 : 128 F
Prix de vente à partir du 1/1/77 : 195 F

PAUVERT

SAMUEL FLATTO-SHARON parle aux Juifs



« La citoyenneté israélienne aux Juifs de la Diaspora ? Samuel Flatto-Sharon vient d'ouvrir le plus grand débat jamais engagé au sein du peuple juif depuis la création de l'État d'Israël. »

GIL YAIRI (Le journal d'Israël)

« Samuel Flatto-Sharon a raison de souligner les craintes très sérieuses qu'inspire l'économie israélienne essouffie, comparée à la puissance arabe aux ressources quasi infinies. »

Jacques GRUNEWALD (L'Hebdo)

« Il n'est pas inutile de rappeler au plus grand nombre de Juifs possible un certain nombre de vérités sur le danger que représentent les pétrodollars, l'antisémitisme, l'antisémitisme renoué, les difficultés économiques d'Israël et les amener à prendre conscience de leurs obligations envers le Peuple de l'État d'Israël. »

David CAHARIAS (Israël hebdo)

En kiosque : 15 F

jeunes chiens de race

BICHONS, CANICHES, COCKERS, PEKINOIS, YORKSHIRES, SCOTTISHS, DOGUES ALLEMANDS, BOXERS, etc.

CHIOTS à partir de 600 F.
VACCINES : maladie de Carré, hépatite, rage.
TATOUAGES : nos chiots ont au minimum 3 mois.

VENUS : avec GARANTIE 1 MOIS, agréé par le Ministère de l'Agriculture.
VOTRE NOUVEAU COMPAGNON vous le trouverez... Il vous attend.

chenil du collier d'or
Galerie Point Show
66, avenue des Champs-Élysées, PARIS - Tél. 723.48.37.
OUVERT de 12 h à 20 h.

(Publicité)
Nous sommes quelques-uns : à nous déterminer sur le thème : Création d'un kibboutz dans le désert du Néguev en Israël.
MIDBAR 531-75-72

Calculateurs
Hewlett-Packard
Démonstration
Vente sur stock
« LA MARTINE »
118, rue de la Pompe,
75016 Paris - Tél. 727.3131
HEWLETT PACKARD

Safaris : République Tours a tout prévu. Même la liberté.

3 safaris organisés en toute liberté :
Kenya, Tanzanie* : 8 jours, 4.815 F.
Victoria* : 8 jours, 4.610 F.
Rudolf : 16 jours, 7.990 F.

Renseignements :
République Tours
61 rue de Malte
75541 Paris
Cedex 11
Tél. : 355.39.30
ou votre agent de voyages

* Peut se combiner avec une semaine aux Seychelles.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation
Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____

MD 8 Lk. A. 204.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter compte s'appuyer au gouvernement sur des hommes déjà expérimentés

De notre correspondant

Washington. — M. Jimmy Carter poursuit ses consultations pour la nomination des principaux membres de son futur gouvernement. Le président élu des Etats-Unis met plus de temps que ses prédécesseurs à se décider. En 1960, John Kennedy avait pratiquement achevé à la même date la formation de son équipe, et le 11 décembre 1969, M. Richard Nixon présentait son cabinet à la télévision.

L'entourage de M. Carter insiste sur le fait que celui-ci n'a eu aucun délai limité. Le président élu, ministères et très consciencieux, avance lentement mais sûrement dans le choix de ses ministres. D'autre part, il retarde délibérément la nomination de ses collaborateurs à la Maison Blanche en raison des plans de réorganisation administrative qui lui sont proposés.

L'université Harvard suggère l'abolition du Conseil national de sécurité et du Conseil pour les affaires étrangères, qui seraient remplacés par un cabinet de l'exécutif (« exco ») dans le jargon administratif, chargé de conseiller le président sur les grandes questions de politique intérieure et extérieure. Aucune décision n'a été prise à ce sujet.

Des incompatibilités de caractère sont apparues dans l'entourage présidentiel, notamment entre M. Jordan, qui a dirigé la campagne électorale, et M. Watson, chef de l'équipe de transition. Certains observateurs estiment que le conflit illustre la confusion qui règne dans le camp démocrate depuis le début de la campagne.

Pour les postes de responsabilité au Pentagone, du Trésor, du Conseil national de sécurité, les hommes pressentis par M. Carter peuvent difficilement être considérés comme des nouveaux venus. Pour le Pentagone, il s'agit de M. Brown, ancien secrétaire à l'aviation; Warnke, ancien secrétaire adjoint à la défense sous l'administration Johnson; le premier

comme directeur du budget; le second comme sous-secrétaire. M. Brzezinski, actuellement professeur à l'université Columbia, qui a de fortes chances de présider le Conseil national de sécurité, a déjà travaillé au département d'Etat sous l'administration Johnson.

M. Carter semble avoir accepté l'idée que l'expérience acquise dans les alliés du pouvoir, loin d'être un handicap, était plus indispensable que la bonne volonté ou les convictions politiques. Certains lui en tiennent rigueur, comme M. Nader, champion des consommateurs, qui exprime sa déception de n'avoir pas été consulté sur la désignation du prochain titulaire du département du Trésor.

M. Carter doit également faire face à des pressions de plusieurs organisations noires et féministes qui s'opposent fermement à la nomination envisagée de M. Dunlop comme secrétaire au travail. Elles reprochent à ce dernier, qui a déjà occupé ce poste, de n'avoir pas suffisamment défendu leur cause.

M. Carter a promis de nommer à des postes importants des personnalités représentant les Noirs et les femmes. Ainsi, trois Noirs, dont deux femmes — Mmes Barbara Jordan, représentante du Texas, et Patricia Harris, — ont été mentionnés pour le poste d'attorney général (ministre de la justice), et la nomination de Mme Jane Packer au département du commerce est envisagée. D'autres départements ministériels, comme la santé, l'éducation, l'urbanisme, pourraient être également attribués à des Noirs ou à des femmes.

HENRI PIERRE.

LE COMMANDANT DE L'ECOLE MILITAIRE DE WEST-POINT a été limogé, vendredi 10 décembre, à la suite des révélations récentes sur des fraudes massives aux examens de cette école. Le général de brigade Walter Uimer, qui la dirigeait depuis avril 1975, a annoncé à ses quatre mille « cadets » qu'il était nommé adjoint du commandant de la deuxième division blindée, à Fort-Worth (Texas). La tradition veut qu'un commandant de West-Point reste en fonctions pendant au moins deux ans, soit quatre ans pour le général de division et reçoit un commandement correspondant. (A.F.P.)

Chine

SELON UN RECTIFICATIF PUBLIÉ PAR UNE REVUE

Les mots « capitulard » et « contre-révolutionnaire » ne sont plus applicables à M. Teng Hsiao-ping

Le dernier numéro de la revue chinoise « Nouvelles de la Science », daté du mois de septembre mais diffusé seulement il y a quelques jours, comporte un rectificatif invitant les lecteurs à « ne pas tenir compte » de mots ou de phrases entières se rapportant à M. Teng Hsiao-ping. Les qualificatifs utilisés par les rédacteurs de la revue et qu'il ne faut plus

accoler au nom de l'ancien vice-premier ministre sont notamment : « capitulard à l'intérieur du parti » et « contre-révolutionnaire ». Deux pages de la revue consacrées à la « critique de Teng Hsiao-ping » ont été purement et simplement arrachées avant la mise en circulation des exemplaires corrigés en fonction des dernières directives.

De notre correspondant

Pékin. — M. Teng Hsiao-ping est l'objet de toutes les conversations. Toutes sortes de rumeurs courent à son sujet, qui, déjà, en font un personnage invisible mais essentiel de la vie politique chinoise dans la phase actuelle. D'aucuns affirment qu'il a été consulté aux moments les plus critiques depuis la mort du président Mao. D'autres croient savoir qu'il a écrit au président Hua Kuo-feng pour le féliciter de sa nomination, dire qu'il demeurait à la disposition de l'Etat, mais aussi pour rappeler que s'il ne voit pas d'objection à discuter de certaines « erreurs » qu'il a pu commettre, il n'a aucune intention de procéder à une autocritique générale. Tout cela est bien difficile à vérifier, mais il est certain que le cas Teng Hsiao-ping occupe tout autant les cercles dirigeants chinois que les observateurs étrangers. A preuve, pour commencer, les hésitations évidentes du régime à décider si oui ou non la « critique de Teng Hsiao-ping » doit se poursuivre. M. Wu Teh, premier secrétaire du parti pour la municipalité de Pékin, a été l'un des derniers orateurs officiels à évoquer ce thème, le 30 novembre, devant le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. M. Hua Kuo-feng et Li Hsien-nien ont, en revanche, récemment cessé d'en parler. Dans la presse, le *Quotidien du peuple* mentionnait encore le nom de l'ancien vice-premier ministre le 26 novembre dernier, mais aucun des quatre articles et éditoriaux empruntés au journal de l'année depuis fin octobre et reproduits dans l'agenda du parti n'y fait allusion. De là à penser que l'A.P.L. et le parti n'ont pas tout à fait le même point de vue sur le sujet, il n'y a qu'un pas.

Une « victime » de la « bande des quatre » ?

Ces divergences s'expliqueraient apparemment par le fait que si une révision du verdict prononcé au mois d'août dernier contre M. Teng Hsiao-ping est pratiquement acquiescée, l'appréciation de la gravité des « erreurs » qui peuvent malgré tout lui être reprochées prête encore à discussion. La révision du verdict pose elle-même quelques problèmes de forme, car il existe une résolution du bureau politique en date du 7 avril 1976 consistant explicitement, « après discussion sur l'incident contre-révolutionnaire de la place Tien-An-Men », que « le cas Teng Hsiao-ping a déjà changé de nature pour devenir une contradiction antagoniste ». Dans le vocabulaire théorique du P.C.C. cela signifie que le comportement de M. Teng Hsiao-ping se désigne comme un « ennemi de classe et du peuple chinois ». Faudra-t-il une nouvelle résolution du bureau politique ou du comité central pour dire que, tout compte fait, ainsi que le souligne actuellement dans des conversations privées, les « erreurs » de l'ancien vice-premier ministre faisaient partie des « contradictions au sein du peuple » et ne sont donc pas réfractaires ? L'opération risque d'être d'autant plus délicate que la résolution du 7 avril précisait que la destitution de M. Teng Hsiao-ping avait été décidée « sur proposition du président Mao ».

Quant à ces fameuses « erreurs », la thèse officielle, qui s'exprime encore le 14 novembre dans le *Quotidien du peuple*, est que M. Teng Hsiao-ping a voulu remettre en cause certains acquis essentiels de la révolution culturelle, principalement dans sa politique économique. Déjà, cependant, l'un des hauts dirigeants du régime laissait clairement entendre récemment à des visiteurs étrangers que les « fautes » de l'ancien vice-premier ministre avaient été accentuées par le fait qu'il avait à régler contre le « sabotage » de « la bande des quatre ». Sous-entendu : si ces « comploteurs » n'avaient pas déjà été engagés

(Publié)
de 6^h en terminale
10 h. ou 18 h. de math. à Noël
Centre pédagogique privé
MATH ASSISTANCE
9^e Saint-Lazare : 535-37-17
15^e Vaugirard : 531-31-12
20^e Nation : 372-43-28

ASIE

Japon

TOKYO SE PRÉOCCUPE DES CONSÉQUENCES DE L'EXTENSION DES ZONES DE PÊCHE SOVIÉTIQUES ET AMÉRICAINES

(De notre correspondant.)

Tokyo. — La décision prise, vendredi 10 décembre, par l'Union soviétique d'étendre, à partir du 1^{er} janvier 1977, la limite de ses zones de pêche à 200 milles (le monde date 12-13 décembre) à vivement tenu les Japonais. Le ministère des affaires étrangères et l'agence des pêches ne s'attendaient pas, apparemment, que Moscou prit aussi rapidement une mesure qui aura des conséquences graves pour l'industrie de la pêche japonaise. Les Japonais pêche, en effet, annuellement plus de 1 800 000 tonnes de poisson au large des côtes soviétiques (soit 18 % du total de leurs prises).

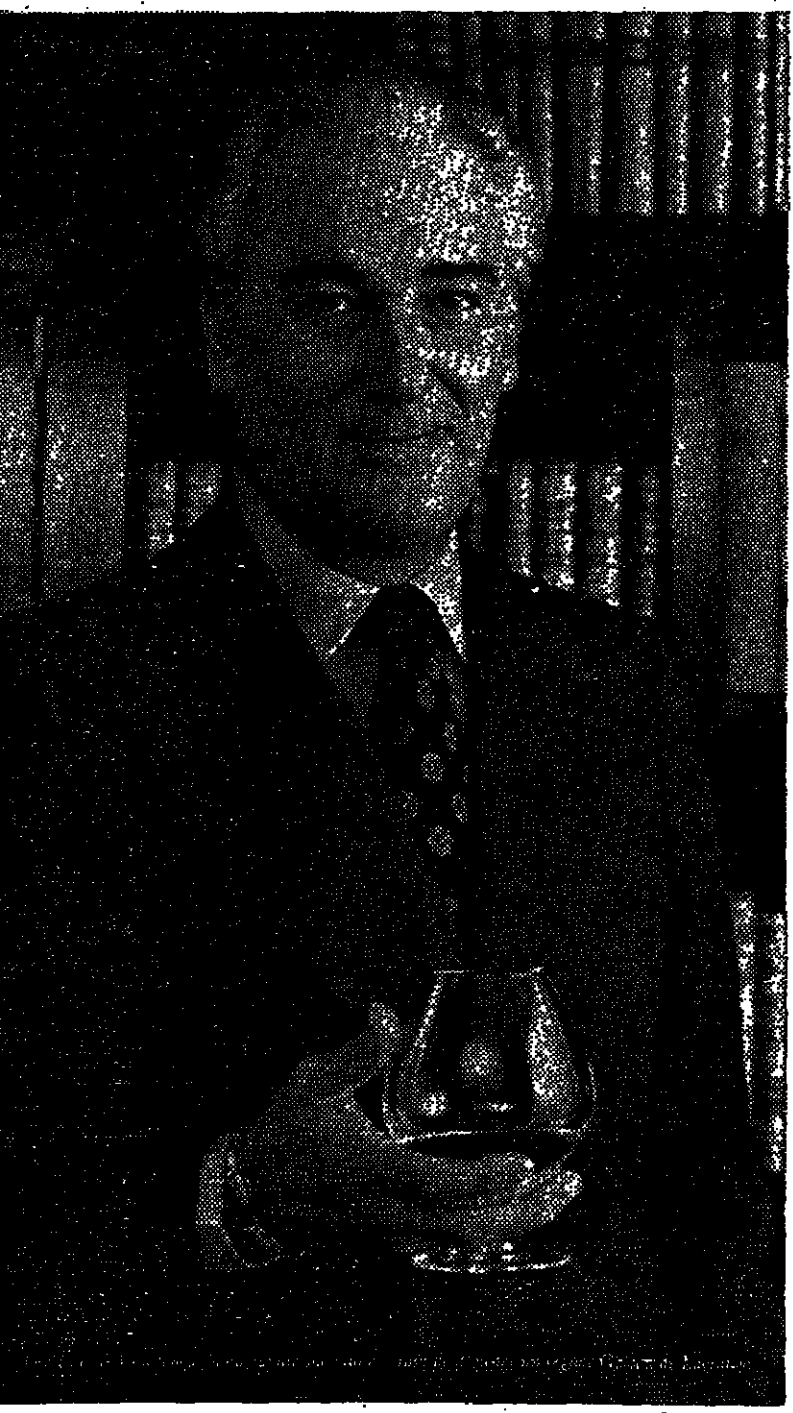
La décision de Moscou a mis sur la défensive les membres de la délégation japonaise qui négocie, depuis le lundi 13 décembre, à New-York, les modalités d'application des mesures d'extension des limites des zones de pêche (à 200 milles également) décidées par les Etats-Unis.

Tout en affirmant qu'ils sont opposés, par principe, à ces nouveaux aménagements du droit de la mer, les Japonais entendent négocier avec les Etats-Unis des arrangements qui protègent les intérêts de leurs pêcheurs. Un accord de ce type a, d'ailleurs, été signé, vendredi, à Washington par les Sud-Coréens.

L'industrie de la pêche se porte mal au Japon. Elle a notamment été frappée par les augmentations du prix du pétrole en 1974, puis la même année par la nouvelle réglementation internationale de la pêche à la baleine. Les pêcheurs japonais sont, en outre, menacés par une concurrence de plus en plus vive de la part de la Corée du Sud et de Taïwan, où les coûts de la main-d'œuvre sont beaucoup plus bas. La conséquence la plus évidente des difficultés que traverse l'industrie de la pêche au Japon a été, ces dernières années, une augmentation importante du prix des produits de la mer (qui, sous des formes diverses, sont la base de la nourriture nationale) sur le marché nippon. — Ph. P.

ALAIN JACOB.

Le cognac Gaston de Lagrange: les initiés ne s'y trompent pas.



CEUX qui connaissent vraiment le cognac savent bien qu'à son propos le conservatisme a du bon... Le temps, le soleil, la terre, la vigne font partie de ces choses qu'il serait à la fois vain et prétentieux de vouloir modifier. Ainsi, quoi qu'il arrive, le cognac Gaston de Lagrange conservera toujours les qualités qui font de lui un produit qui réclame du temps pour être découvert et un peu de patience pour être apprécié.

Gaston de Lagrange.
Le cognac qui mérite ses trois étoiles.

ENEZ A NEULLY
ACHETER VOTRE CHAÎNE HI-FI
"DOSSIER EN MAIN"

5 Dossiers inédits.
A Neully, 400 m² de HI-FI vous attendent. Toutes les réponses aux questions que vous vous posez sont là : les 32 pages des dossiers Quartz vous expliquent clairement comment bien choisir votre chaîne. Nous avons confronté sans pitié toutes les grandes marques dans des tableaux comparatifs inédits.

12 Chaînes cohérentes.
Ce travail considérable a donné naissance, après contrôle en laboratoire, aux 12 chaînes Quartz, les plus cohérentes de la saison 77. Aux prix les plus bas de Paris (à partir de 1.990 F). Venez les écouter tranquillement. Nous avons mis votre dossier (gratuit) de côté. Et le parking est facile...

110, av. Charles-de-Gaulle
Neully (métro : Sablon)
39, av. Jules-Caumont, Marseille.

QUARTZ

*** **NATHAN** ***
livres cadeaux pour tous

LOR

Johann Willberg
vient de paraître

Fernand Nathan

L'OR format 27,5 x 28,5 cm. prix de lancement : 145,00
Plus qu'un livre, un véritable joyau dans la bibliothèque de l'amateur d'art. Un splendide ouvrage, à la mesure de la fascination que le précieux métal a toujours exercé sur les hommes.

DANS TOUTES LES LIBRAIRIES

déclare M. Giscard d'Estaing

« La France doit faire face, à l'affaire du Vietnam, de la même manière qu'elle a fait face à la bataille. Il s'agit d'une véritable bataille, la bataille pour la défense du franc, la bataille pour le maintien de l'emploi, la bataille pour la poursuite de la croissance. Voilà notre problème, et tous les autres problèmes viennent de là. C'est la seule solution que nous voyons actuellement. Le débat politique, étalé complaisamment et largement dans tous les commentaires, apparaît comme une sorte de dérobade, de refus de regarder les problèmes en face. Comme si on préférait, bon sang, fuir les problèmes, fuir les choses. Ce n'est pas la solution. Le sort réel de la France, la vie réelle des Français dépendront en

Le chef de l'Etat a conclu : « Le vrai combat, ce n'est pas celui de nos querelles, c'est celui des forces de progrès contre les forces de France. Le vrai enjeu, c'est celui de la capacité économique de la France. Le vrai enjeu, c'est celui de la justice sociale pour tous les Français. C'est à cela, que doit veiller le président de la République, seul élu national des Français. Sachez bien que c'est à des vrais problèmes, et à eux seuls, que j'ai choisi me consacrer. »

Mais toute politique — intérieure et étrangère — passe inévitablement, dans le contexte d'aujourd'hui, par le redressement de l'économie, c'est-à-dire par la lutte contre le chômage et l'inflation. Il faut donc, pour M. Raymond Barre, agir sur la demande — en les gelant provisoirement au besoin — et les rémunérer.

La méthode

La méthode « barriste » repose sur une double conviction. Il faut que le premier ministre soit à la fois le chef du gouvernement et le chef de la majorité.

— M. Barre est-il le chef du gouvernement ?

Il l'affirme à plusieurs reprises. Il déclare exercer la plénitude de ses attributions et affirmer complètement son omniprésence et son omni-compétence. Il ne saurait envisager d'être seulement le

Les mêmes thèses ont été reprises et amplifiées en fin d'après-midi par M. Giscard d'Estaing lui-même, qui, honorant les lauréats du concours du meilleur ouvrier de France, a haussé le ton pour s'adresser à l'ensemble de la nation entière. Ce fut pour condamner « la politique partisane », pour déplorer « l'importance donnée actuellement au débat politique » et pour souligner que « l'implication n'est pas une qualité politique » avant de conclure : « Le parti n'est pas le tout, mais le parti, c'est celui du progrès contre les forces du passé. Le vrai défi, c'est celui de la capacité économique de la France. Le vrai enjeu, c'est celui de la justice sociale pour tous les Français. C'est à la responsabilité de chacun de nous de répondre, en tant que citoyen, de la République, du peuple national des Français. »

La sagesse et le courage seraient, en l'état actuel des choses, de consulter les électeurs. Seuls ils pourraient trancher le débat politique qui oppose le pouvoir à la gauche et diviser la majorité.

RAYMOND BARRILLON.

Enfin, à propos d'une éventuelle acceptation par la France d'une élection au suffrage universel du Parlement européen, M. Giscard d'Estaing a déclaré que cette question n'était pas devant lui. « Je ne vois pas », a-t-il dit, « de quoi il s'agit. Il y a une crise, c'est ce que je pense, dit-il, j'en suis sûr, mais comment puis-je nous pourrions trouver sans difficulté un moyen de créer l'Euro, — dont je suis un chaud partisan — sans détruire la France. »

« une certaine agitation d'un certain milieu », surtout convaincu d'être investi de la mission historique de garder la France de « aventures économiques italiennes et anglaises. M. Barre pourra impunément sonner ces chemins de fer, ces ponts, ces pontons, ces étoules qui grandissent autour d'elle, sans s'offrir pour le restreindre, que lui infligent les circonstances. Homme de devoir et de sacrifice, l'personnalisation de l'intérêt général, au nom de la compétence et du savoir.

Et si le « barbare » n'estal pour notre France d'aujourd'hui, que le dernier version modernisée du « libéralisme du saint public économique » ?

JACQUES BARRE

Le « barrisme »

— M. Raymond Barre est-il, au moins, comme sa stratégie l'exige, le chef de la majorité ?

Il le dit. Parce que c'est dans la nature des choses... et des institutions de la V^e République. Il a même récemment annoncé qu'à l'occasion des prochaines élections législatives il irait en province faire campagne et « non pour se montrer ». Mais quelle majorité représente-t-il aujourd'hui ?

Son nom n'a pas une fois été prononcé aux dernières assemblées extraordinaires de l'U.D.R., et M. Jacques Chirac, nouveau chef

— Mais cette apparence pour-
rait être trompeuse. Ne s'agit-il
pas d'un homme bonhomme ?
— D'autant plus habile que s'il n'est
pas d'accord qu'elle crève pour-
rément, vous l'a la conscience...
— Comment n'être pas d'accord avec
quelqu'un de si bonne compa-
gnie, qui paraît si sincère, qui
de plus, n'a pas d'ambition pol-
itique affichée, qui, somme toute,
est là que parce qu'il s'est accepté
de le faire à la France le don de
sa compétence et de ses talents !
— Mais que viennent — au cours
d'un débat — une question in-
terminante ou une réponse dé-
finitive, et, sous le velours
d'une courtoisie feinte, sous

« une certaine agitation d'un certain milieu », surtout convaincu d'être investi de la mission historique de garder la France de « aventures économiques italiennes et anglaises. M. Barre pourra impunément sonner ces chemins de fer, ces ponts, ces pontons, ces étoules qui grandissent autour d'elle, sans s'offrir pour le restreindre, que lui infligent les circonstances. Homme de devoir et de sacrifice, l'personnalisation de l'intérêt général, au nom de la compétence et du savoir.

Et si le « barbare » n'estal pour notre France d'aujourd'hui, que le dernier version modernisée du « libéralisme du saint public économique » ?

JACQUES BARRE

هنا امر الأصل

POLITIQUE

La préparation des élections municipales à Paris

M. d'Ornano : ma candidature n'est pas du tout suicidaire

Député du Club de la presse d'Europe 1, dimanche 13 décembre, M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a estimé que l'action de M. Jacques Chirac s'inscrit dans le cadre de la majorité présidentielle et conforte l'action du président de la République. Il a ajouté : « Je crois que dans un pays comme le nôtre, un parti unique de majorité serait une très mauvaise chose (...) parce que cela pousse à l'immobilisme. Si une des compo-

santes de la majorité se solidifie, se conforte sous la direction d'un leader comme Jacques Chirac, c'est une bonne chose. »

En ce qui concerne sa désignation comme candidat de la majorité à la mairie de Paris, M. d'Ornano a notamment déclaré : « J'ai été désigné après qu'il ait été mis en place les procédures normales de la majorité qui regroupent tous les dirigeants compétents de cette majorité, y compris ceux de l'U.D.R. par un arbitrage du premier ministre sur des noms qui avaient été proposés par les dirigeants. (...) Je crois savoir (...) qu'il n'y avait pas d'U.D.R. proposé. (...) La majorité qui existe au conseil de Paris (...) n'est pas le résultat d'une confrontation entre l'U.D.R. et les républicains indépendants. (...) Lorsque j'ai présenté, en 1971, des listes dans Paris, il y a eu des arbitrages et il y a eu des listes des présences communes U.D.R. et républicains indépendants. Par conséquent, la majorité ne s'est pas faite par l'élection, mais par arbitrage préalable. (...) »

Cela prouve tout simplement qu'une majorité doit respecter les arbitrages. Vous observez qu'en 1971 ces arbitrages ont permis justement la part très petite que républicains indépendants, avaient parfaitement été acceptés. (...) Ma candidature n'est pas du tout une candidature suicidaire, elle est, pour le moment, la seule candidature désignée par les procédures normales de la majorité, et je crois pouvoir vous dire que c'est une candidature qui va gagner. Je vais m'y employer. »

LE P.S. PRÉSENTE SES PROJETS D'URBANISME

La fédération de Paris du P.S. a présenté, le 11 décembre, ses options en matière d'habitat et d'urbanisme. Elle a notamment dénoncé la situation immobilière, celle d'un quelconque cinq à six grands groupes bancaires dont la nationalisation est prévue par le programme commun et celle des sociétés d'économie mixte « qui se comportent comme des promoteurs privés et doivent être supprimées ». Elle estime que le budget d'investissement de la ville de Paris devrait être consacré à la réalisation d'une véritable politique foncière, et que la démocratie locale exige une information accrue du public.

DANS LE GARD

Des rapatriés d'Algérie empêchent Mgr Duval de prononcer son homélie

Le cardinal Duval, archevêque d'Alger, devait présider dimanche 12 décembre en l'église de Vauvert (Gard) la célébration du centenaire du chanoine Charles Thioloy. Après avoir exoré son ministère dans diverses paroisses d'Algérie, ce notaire avait été nommé chanoine titulaire de la cathédrale d'Alger. Depuis 1963, il vit retiré à Vauvert, près de Nîmes. Environ deux cents rapatriés d'Algérie venus du Vaucluse, du Gard et de l'Hérault, ont empêché Mgr Duval d'entrer dans l'église de Vauvert. Les gendarmes présents sur les lieux ont dû intervenir pour protéger l'archevêque d'Alger et Mgr Rougé, évêque de Nîmes, qui l'accompagne. Les manifestants ont distribué sur la place de l'église un tract qui indiquait notamment : « Nous pensons que l'homélie du cardinal Duval sur le sujet de la haine qui lui est cher : comment trahir son pays, son Dieu et ses compatriotes. Christiens d'Algérie, nous ne pouvons pas de mémoire et de pudeur, nous ne pouvons pas de cette lamentable exhibition. »

Mgr Rougé tenta, sans succès, de parlementer. Mgr Duval dut repartir. En revanche, lorsque apparut le chanoine Thioloy, les « pieds-noirs » l'accablèrent tout

guement tout en lui faisant une ovation d'honneur. Mgr Duval fut troublé à aucun moment, mais un piquet de manifestants resta devant la porte de l'église pendant qu'elle se déroulait, pour éviter un retour du cardinal Duval.

L'archevêque d'Alger, qui s'était rendu à la gendarmerie pour attendre la fin de l'office, a pu participer à un repas offert par le curé du village en l'honneur du chanoine Thioloy. [Devenu archevêque d'Alger en 1964, Mgr Duval a pris position contre les violences et les illégalités, notamment après le putsch d'avril 1961. Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, il avait également condamné « les séquestrations et les exactions de toutes sortes ». En février 1965, il a obtenu, ainsi que plusieurs autres évêques, la nationalité algérienne sans perdre pour autant sa qualité de Français. Lors du concile, le prélat s'était joint à l'épiscopat algérien. En juillet 1967, Mgr Duval avait été nommé à la présidence de la commission des appels à manifester lancés par les rapatriés.]

Mgr ETCHEGARAY A RENDU VISITE A D'ANTIENS HARKIS QUI FONT LA GRÈVE DE LA FAIM

Mgr Roger Etchegaray a rendu visite, le 12 décembre, aux cinq Français musulmans qui continuent leur grève de la faim, depuis plus d'une semaine, à Marseille. L'archevêque de Marseille s'est entretenu quelques instants avec les cinq ex-harkis, qui ont trouvé refuge dans un local dépendant de l'église des Rédemptés. Les cinq hommes réclament la levée de la mesure de contrôle judiciaire qui frappe le président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie (C.F.M.R.A.), M. Mohamed Lamdji. Un porte-parole des Français musulmans rapatriés d'Algérie a fait part de la volonté des harkis d'obtenir leur mouvement au plus national et satisfaction n'était pas donnée à leurs revendications.

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos télégrammes vos messages. Nous les transmettons. Vos correspondances nous répondent par télex : nous vous téléphones.

étrave
SERVICE TÉLEX
345.21.02 - 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

L'ensemble du budget adopté au Sénat

Solennelle mise en garde du président de la commission des Finances

Par 173 voix contre 92, le Sénat a adopté dimanche soir 12 décembre l'ensemble du projet de loi de finances pour 1977. Avant les dernières explications de vote, M. Michel Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances, a fait adopter, dans une seconde délibération, plusieurs amendements tendant à déga-

ger quelques crédits supplémentaires réclamés par les sénateurs au cours des trois semaines de discussion. Les amendements apportés ne dépassent pas néanmoins le million du budget. Cette précaution a été donnée par M. Henri Callavet, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche dém.), pour justifier son vote

négligé. La dernière journée du débat budgétaire a été marquée par une très vive et solennelle intervention de M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, qui a dénoncé précisément cet aspect dérisoire du contrôle parlementaire sur les finances publiques.

À faciliter le départ de salariés de ces entreprises et à favoriser leur modernisation. Par 257 voix contre 1, le Sénat a aussi repoussé un amendement gouvernemental concernant la réévaluation des immobilisations amortissables, et qui tendait à compenser toute perte éventuelle de recettes pour le Trésor « par une modification simultanée du régime des amortissements dégressifs ». Le rapporteur général M. MONTEY, M. CLUZEL (union centriste), DESCOUX-DESSAIGES (ind.), AMIC (P.S.), MONTEY (P.S.), FAIS (Gauche dém.) et SCHEIDT (U.D.R.) étaient prononcés contre l'amendement du gouvernement.

Plusieurs amendements, favorables à certaines catégories de contribuables, mais réduisant le montant des recettes, ont été ensuite écartés comme « irrecevables ». En revanche, un amendement de M. LEMANN (U.N. cent.) a été adopté par 264 voix contre 2. M. DURAFOUR s'était opposé au vote de cet amendement, qui tendait à encourager les professions libérales, par une incitation fiscale, à normaliser leur comptabilité.

Un autre amendement, dit à l'initiative de la commission des finances et approuvé par le gouvernement, dont il reprend une disposition que l'Assemblée nationale avait écartée, a été voté par 242 voix contre 23. Il vise à porter de 35 F à 50 F le plafond des ressources par habitant que les conseils régionaux peuvent voter.

Les explications de vote

Au cours d'une seconde délibération, demandée par le gouvernement, les sénateurs ont adopté plusieurs amendements déposés par M. DURAFOUR et traduisant des engagements antérieurs pris, souvent à la demande du Sénat. Ainsi, un crédit supplémentaire de 5 millions a été déposé par le ministre de l'Éducation nationale, M. LANGEVIN, pour le développement agricole et des études de 1 million, 3 millions de plus ont été votés pour les anciens combattants et 1 million pour l'ex-pansion de la presse française à l'étranger, 10 millions de plus pour les aménagements fonciers, et 20 millions pour les constructions scolaires du second degré.

Avant le scrutin sur l'ensemble de la loi de finances, les sénateurs ont expliqué leur vote. M. CALLAVET : « Nous ne sommes pas des théoriciens d'ombre, en Parlement d'enregistrement. Sur un budget de 333 milliards, les modifications que nous proposons se chiffrent à 302 millions. (...) Je pense un milliard. Pensez-vous que le moindre conseil municipal accepterait cela ? Votre budget de simple gestion, quel est le refusé toutes les mesures notables que je propose, je le refuse à mon tour, ce soir, je vous le dis. »

M. CAROUS (R.P.L.) : « Notre groupe vous apporte ses vœux. (...) Cependant, nous ne sommes pas des théoriciens d'ombre, en Parlement d'enregistrement. Sur un budget de 333 milliards, les modifications que nous proposons se chiffrent à 302 millions. (...) Je pense un milliard. Pensez-vous que le moindre conseil municipal accepterait cela ? Votre budget de simple gestion, quel est le refusé toutes les mesures notables que je propose, je le refuse à mon tour, ce soir, je vous le dis. »

M. AMIC (P.S.) : « Si nous avions un doute sur le caractère sérieux de nos troupes, le président de M. Bonnefous nous conforterait dans notre opinion. (...) Nous ne saurions donner notre confiance à un gouverne-

ment qui ne le mérite pas. Nous repoussons nos espoirs sur une autre politique. » M. CHAUVIN (Un. cent.) : « Sans nous arrêter tout ce qui nous différencie des autres, nous noterons ce budget sans arrière-pensée, car, dans ces circonstances difficiles, il est situé dans les limites du possible et du raisonnable. »

M. BILLET : « Les sénateurs radicaux de gauche ne voteront pas ce budget qui ne satisfait pas aux causes profondes du mal et consacre une répartition inéquitable des sacrifices. » M. COUDE DU FORESTO (Un. cent.) : « C'est l'ancien rapporteur de la loi professionnelle qui parle, l'espérance trahie dans le projet de loi de finances, l'abrogation de cette loi funeste dans laquelle je me sens quelque responsabilité. Abusé par des statistiques défectueuses et des chiffres erronés, j'ai servi moi-même à vous abuser au lieu de faire servir la patente en 1977, ce qui est le moindre mal. On a préféré s'en remettre à une loi de finances rectificative que ne règle aucun problème, qui aggrave même les embarras. Je voterai ce budget parce qu'il faut bien que la France ait un budget, même si on ne l'approuve pas ; mais je ne voterai pas la loi de finances rectificative, à moins qu'elle n'ait été profondément modifiée, allant jusqu'à abroger la taxe professionnelle. »

Après une dernière intervention du ministre délégué à l'économie et aux finances, l'ensemble du projet de loi de finances est mis aux voix par appel nominal, et adopté par 173 voix contre 92. Une commission mixte paritaire se réunira avant mercredi pour élaborer un texte transactionnel sur les dispositions restées litigieuses entre les deux Assemblées.

ALAIN GUICHARD.

LE DÉTAIL DU SCRUTIN

173 SENATEURS (SUR 271) ONT VOTÉ POUR.

57 indépendants (sur 57) : 54 Union cent. (sur 57) : 30 R.P.R. (sur 31) : 15 « paysans » (sur 15) : 10 Gauche dém. (sur 38) : MM. Calmels, Dailly, Esion, Maurice, Prost, Raoult, Romagne, Touzet, Voyant et de Wazières : 7 « non-inscrits ».

92 SENATEURS ONT VOTÉ CONTRE.

45 socialistes (sur 52) : 24 Gauche dém. (sur 38) : dont M. Callavet ; 20 communistes (sur 20) : 3 « non-inscrits » : MM. Dardel, Marichay et Perrin.

SE SONT ABSTENUS :

MM. Beaupetit, Bonnefous, Fontaine, Robitini (Gauche dém.), Chastuy et Millot (« non-inscr. »).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alain Pober, président du Sénat, Labeguerie, Tétuapua (Un. cent.), Balestra, Bellin, Bourguet, Grégory, Lacoste, Soldani et Vivier (P.S.).

Siens plaidoyers en faveur de l'indemnité des rapatriés. M. DE CUTOLO (Gauche dém.) a notamment demandé le report de la date limite du 1^{er} juin 1970, et le ministre délégué aux finances, M. DURAFOUR, a annoncé qu'il était prêt à la concentration sur ce point.

Discutant ensuite les crédits de services financiers, dont M. AMIC (P.S.) est le rapporteur, le ministre a évoqué la question des crédits fiscaux. « Entre 1969 et 1976, a-t-il déclaré, M. DURAFOUR, l'effectif du personnel qui s'y consacre a augmenté

il est temps de lire :
1^{er}
INFORMATIONS
sur la participation des entreprises à l'effort de construction
édité par :
CIL
le refuge
Renseignements : 246.92.51

1^{re} INFORMATIONS : 45, bd de Strasbourg, 75010 Paris. Abonnement 10 F. 4 numéros par an. Spécimen gratuit sur demande. DON : adresse :

PLM AQUITANIA
pour son 25^{ème} hôtel
PLM choisit Bordeaux
Depuis le 1/10/76 le plus grand hôtel de Bordeaux est un PLM.
PLM-AQUITANIA - BORDEAUX-LE-LAC - Réservation Centrale Tél. 588.73.46 - Télex : 270.740

STAGE INTENSIF
Anglais - Français - Allemand - Espagnol - Italien
SPECIAL CRASH - 75 HEURES
en 2 ou 4 semaines (pas plus de 5 participants)
Dates des prochains stages :
6 décembre - 3-10-31 janvier - 7 février
Opéra : 742.13.39 - Nation : 348.12.65
Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70
Bordeaux - Cannes - Lille - Lyon - Marseille - Nice
Strasbourg - Toulouse
BERLITZ
LANGUES VIVANTES
Origines Privé

LA FIN DU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU M.J.C.F.

Les communistes préconisent l'union de la jeunesse de France

C'est par une explosion d'enthousiasme que s'est achevé, dimanche 13 décembre après-midi, à Saint-Denis, le congrès extraordinaire du Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.), commencé jeudi 9 décembre dans une atmosphère studieuse (« le Monde » du 11 décembre). Le vacarme assourdissant provoqué par quelque quinze cents délégués chantant, frappant dans leurs mains, dansant sur place, agitant drapeaux rouges et tricolores, ne s'est réellement apaisé que lorsque MM. Jean-Michel Catala, récoeur secrétaire général, et Georges Marchais sont montés à la tribune pour prononcer les discours de clôture.

Après avoir illustré avec chaleur les propos d'un des délégués, chômeur de son état, qui s'était écrié, l'avant-veille : « On n'a pas tous les jours vingt ans... heureusement ! ».

M. Catala a invité une nouvelle fois les participants à la lutte. Même exhortation de M. Marchais qui, en soulignant qu'« être jeune en 1976, c'est connaître la misère, le chômage, les difficultés de toutes sortes », a apporté sa caution à l'analyse que fait le M.J.C.F. de la jeunesse et à la stratégie que ce dernier veut d'adopter.

Pour le mouvement de M. Catala, si la jeunesse ne constitue pas une classe sociale à proprement parler, elle « crée une indéniable communauté » due à un style de vie et à des préoccupations culturelles identiques.

« L'exploitation et l'oppression » dont les jeunes sont les premières victimes — les statistiques du chômage le prouvent — renforcent ce sentiment. Dans ces conditions, tous les jeunes ont des raisons de vouloir le changement (1) et

peuvent être gagnés à l'union de la gauche. Malgré cela, priorité doit être donnée — en raison de leur surexploitation — aux jeunes, les plus défavorisés : apprentis, chômeurs, collégiens du technique, égarés, etc.

C'est cette stratégie qui pourrait être qualifiée d'union de la jeunesse de France — par analogie avec l'union du peuple de France — chère au parti communiste — qui explique les efforts d'adhésion tous azimuts que le M.J.C.F. a déployés pour atteindre cent quarante-quatre mille adhérents en août 1977 (contre quatre-vingt-quatre mille actuellement). C'est elle aussi qui a provoqué le regain d'intérêt des jeunes communistes pour les collèges d'enseignement technique — équivalent des efforts déployés en ce moment par le P.C. en faveur des couches les plus défavorisées.

(« le Monde » du 28 novembre). — même si un collègue ne figure dans le nouveau conseil national. C'est d'elle enfin que vient la sollicitude dont fait preuve le M.J.C.F. à l'égard de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) — deux fois citée dans le rapport de M. Catala, — mieux implantée que quiconque parmi les apprentis (2).

Avant de recommander au M.J.C.F. de porter bien haut « le drapeau du socialisme dans la liberté », M. Marchais a appelé les jeunes à mettre tout leur poids dans deux batailles que mène actuellement son parti : contre l'élection au suffrage universel du Parlement européen et pour le renforcement des communistes dans l'union de la gauche.

BERTRAND LE GENDRE.

M. Marchais : Chirac et Giscard d'Estaing défendent le même système

Dimanche, en fin de matinée, les participants avaient adopté une résolution dans laquelle ils déclaraient, en particulier, vouloir « un socialisme démocratique et la fraternité ». La résolution expliquait : « Vivant les leçons de l'expérience des pays socialistes, de leurs succès comme de leurs erreurs, le socialisme en France se sera par la copie d'un quelconque modèle : il sera ce que le peuple et la jeunesse de France en feront avec leur situation, leur histoire, leurs habitudes de vie et de pensée, leur génie propre. Le socialisme en France, ce sera le socialisme et la liberté. »

Après avoir souligné que « le socialisme sera, pour notre peuple, la liberté de maîtriser les forces essentielles de l'économie », et celui de l'Etat, la résolution affirmait : « Le pouvoir sera celui du peuple travailleur (...), il exercera en participant, à tous les échelons, à la gestion et à la décision de ses affaires, des affaires du pays. » La résolution précisait, en outre, que « le socialisme s'appuiera, pour se développer, sur toutes les libertés individuelles, défendues ou étendues ».

Prenant la parole dimanche après-midi, M. Georges Marchais a notamment déclaré : « Oui, si tout va mal, c'est parce que le monde dans lequel nous vivons est un monde à l'envers. Le profit, aujourd'hui, ne s'accorde plus avec rien. Ni avec l'homme, ni avec l'économie, ni avec l'Etat, ni avec la culture, ni avec la morale. Ni avec l'avenir. Et donc pas non plus avec la jeunesse. »

Après avoir estimé que le capitalisme actuel avait atteint ses limites historiques, M. Marchais soulignait que « ceux qui nous gouvernent (...) n'ont plus rien à offrir de neuf aux travailleurs, aux simples gens, à la jeunesse de France ». Il ajoutait : « Et que ne veni-ils attendre de Chirac ? Rien de sérieux ! S'il court si vite, se vêt si bien — comme on essaie de le faire croire — pour couronner ou gêner Giscard d'Estaing. Pensez donc, ce sont de bons copains ! La preuve : c'est qu'ils défendent le même système, le même politique, c'est qu'ils attaquent le même adversaire, le programme commun et ceux qui tentent le mieux pour le

faire triompher, c'est-à-dire les communistes. » A propos de l'indépendance de la France, M. Marchais déclarait, en particulier : « Il n'y a pas, il n'y aura pas de France présente dans le monde au service de la paix, de France coopérant dans l'intérêt mutuel avec ses voisins comme avec les autres et notre pays n'assure pas sa souveraineté, sa pleine liberté de décision et d'action. Sans cela, il n'y aurait pas non plus pour les Français la liberté de décider de leur destin. »

Le secrétaire général du P.C. ajouta : « Vous pourriez vous appeler, nous les jeunes, à vous faire les défenseurs intramontables de l'indépendance de notre pays, à vous dresser contre toute tentative de restriction de souveraineté, fût-ce sous le couvert de l'élection au suffrage universel d'un Parlement à majorité étrangère, dominé par les serviteurs zélés du grand capital étranger. »

Le malheur d'être jeune

Après avoir déclaré : « Oui, si tout va mal, c'est parce que le monde dans lequel nous vivons est un monde à l'envers. Le profit, aujourd'hui, ne s'accorde plus avec rien. Ni avec l'homme, ni avec l'économie, ni avec l'Etat, ni avec la culture, ni avec la morale. Ni avec l'avenir. Et donc pas non plus avec la jeunesse. » M. Marchais soulignait que « ceux qui nous gouvernent (...) n'ont plus rien à offrir de neuf aux travailleurs, aux simples gens, à la jeunesse de France ». Il ajoutait : « Et que ne veni-ils attendre de Chirac ? Rien de sérieux ! S'il court si vite, se vêt si bien — comme on essaie de le faire croire — pour couronner ou gêner Giscard d'Estaing. Pensez donc, ce sont de bons copains ! La preuve : c'est qu'ils défendent le même système, le même politique, c'est qu'ils attaquent le même adversaire, le programme commun et ceux qui tentent le mieux pour le

souligner les risques encourus par les élèves des C.E.T. : « Chaque année, des centaines de jeunes sont victimes d'accidents à propos desquels le ministre écoute de puériles statistiques. D'autres sont déjà handicapés avant même

d'avoir travaillé, et cela parce que le poste, qui verse des milliards aux monopoles, économise sur les règles élémentaires de sécurité. » Le même jour, M. Lin Guillon, membre du Conseil national, avait déclaré : « Quel espoir les bache-

vits pouvaient-ils avoir de gagner les lycéens ou les étudiants d'ailleurs, dans leur masse, alors même qu'ils étaient issus pour l'essentiel de l'aristocratie ? Il y avait plus d'étudiants dans la garde blanche que dans l'armée rouge ! Les

choses ont bien changé aujourd'hui... Que disons-nous aux lycéens, aux étudiants ? Nous leur disons : tant qu'il y aura le capitalisme vos conditions de vie et d'études ne pourront que se dégrader, vos débouchés se restreindront. Bien plus, nous leur montrons qu'aux côtés de la classe ouvrière et de tous les travailleurs ils ont intérêt au socialisme. »

MOTS CROISÉS LA HÉNIN : LES 10 PREMIERS GAGNANTS !

Vous avez été des dizaines de milliers à participer à ce concours. Malgré la question subsidiaire nous avons dû avoir recours au tirage au sort prévu par l'Article 7 du Règlement pour départager les ex-æquo, en présence d'un huissier de justice. C'est ainsi que nous avons pu désigner les lauréats (on trouvera, ci-dessous, la liste des dix premiers prix, du onzième au cinquantième prix ; chacun des gagnants sera prévenu individuellement par courrier).

Les gagnants

- 1^{er} Prix : Claude MOSSERI, Rueil-Malmaison
2^{ème} Prix : Pierre MAGOT, Le Plessis-Trévise
3^{ème} Prix : Gilles BLANCHET, Bourges
Bernard COURTHIAL, Marseille
Daniel DESCAMPS, Boulogne
Maurice DESCAMPS, Paris
4^{ème} au 10^{ème} Prix : Antoine DUCHET, Malzeville
Antoine GANZIN, Arradon
Elie JALLAT, Paris
Anne ZELLER, Strasbourg

La grille exacte

Voici la grille exacte telle qu'elle avait été déposée chez notre huissier de justice.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
1	L	E		C	O	N	S	T	R	U	C	T	I	O	N		V	I	E	N	E
2	E	C	R	I	N			H	A	L	E		N	U	B		O	I	T		
3	A	V				C	R	E	D	I	T		V	E	C	U	I	T		L	A
4	S	A	L	O	R	S		S		S	E	R	I	T	O	U	R		N		
5	I		C	A	P	I	T	A	L		P	O	S	E	E		R	O	G		
6	N	I	C	H	E	E		C	L	R	I	T		G	E	F	I	C			
7	G	R	U	E		C	O	G	E	F	I	M	O		P		A				
8		M	N				O	R		R			R		S	N	I	S	M		S
9		S	A	L	I	N	S	D	O	M	I	D	I		F	E	E		E	A	
10		U	I	N	O	E	S	S	A	S			U	R	P	A	L		F		
11		P	E	I	T		C			L	E			V	E	U	T		I		
12		C	E	N	T	R	E	S	C	O	M	M	E	R	C	I	A	U	X		
13		O	S	S	A		R	U	G	I	E			L			S	C	C		
14		C	E		A	R		P	I	E	R	R	E		R	S	I	R		O	
15		E	P	C		E	M	I	R	S		A		A	G	I	O		P		
16		F	R	A	S		U	N	O		B	I	L	A	N		S	T	A	N	
17		I	F	O	P			S	U	R		L	O	N	G		S	O	L		
18		I	F				H	O	T	E	L	S			R	E	C	U	L		
19		A	N	I	S		F	I	N	E		E	I	C	I		C	P		S	
20		M	A	T		R	O				V	N	F		I	L		S			
21		I	R		B	A	I	L	I	N	V	E	S	T	I	S	S	E	M	E	N
22		S	E	C		P	I	O	I	E		R	E	B	L	O	U	I	E		
23		S	F	R	A	P	P	E		E	N		F	O	U	L	A				

La question complémentaire

Après dépouillement, la liste type des articles les plus lus du Rapport Annuel 1976 (dans l'ordre décroissant de lecture s'établit de la façon suivante :

- 1) Croissance dans une Structure Stabilisée (p. 1) ;
- 2) La Bruit de la Vie (p. 1) ;
- 3) La Hénin à la Bourse de Paris (p. 8).

Nous voudrions remercier tous les participants qui ont lu notre Rapport et qui nous ont aussi témoigné leur intérêt et plus particulièrement ceux qui nous ont écrit des lettres d'encouragement et de félicitations.



Compagnie La Hénin - 21, rue de la Ville-Pétreque, 75008 PARIS.

LE MARCHÉ sans MARCHANDS 300 artisans et artistes

présentent eux-mêmes leurs peintures, sculptures, bijoux, marionnettes, jouets, bijoux, tapisseries, etc.

Vendredi 17, samedi 18, dimanche 19, lundi 20 décembre 1976

AUX FLANADES A SARCELLES

dans l'annexe du Bon Marché, ouvert de 11 h à 20 h. Entrée gratuite. Train Gare du Nord, descendre à Garges.

GEST FACILE

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

Cadeaux

Les bonnes pensées du jardin



Et le jardin ? Et les jardiniers ? Eux aussi méritent qu'on y pense avec des fleurs, reste encore une manière de s'adresser à l'autre.

Cache-pot.

Le choix est vaste, l'un des plus séduisants de l'année se vend en porcelaine de Paris avec un motif d'herbier très sobre : 15 à 20 centimètres, 50 à 100 F. On y disposera les meilleures plantes d'intérieur du moment : bégonias à fleurs, poinsettias et si la pièce est fraîche : azalées ou cyclamens. En appartement surchauffé, il en existe encore ! Optez pour les cactées ou alors la plante aquatique que vous noirez d'eau dans un énorme pot : papyrus.

Un gratte-pied esthétique.

Joli, amusant, c'est un gros hérisson noir à poils durs et manche de bois pour se maintenir (285 F) ou un hérisson golf blanc avec gratte-pied et manche métallique (460 F) chez Thiebaud.

Une mangeoire sans gâchis pour les oiseaux.

A suspendre devant une fenêtre, toute la gent ailée des environs viendra égayer votre vie quotidienne en se posant sur les perchoirs fixés au cylindre transparent rempli de graines (90 F), chez Thiebaud.

Des vitamines en s'amusant.

On redécouvre la richesse, la facilité d'usage et l'envie des petites graines germées en moins d'une semaine que l'on peut cueillir dans sa propre cuisine : soja, cresson alénois, germes de blé, féverole (qui fait baisser le taux de cholestérol), lentilles, moutarde... On les ajoute dans la salade, sur les tartines salées, dans le potage, sur les hors-d'œuvre. Leur richesse en protéines et vitamines n'est plus à démontrer.

Vous les faites pousser dans un germinoir « biosnack » (86 F) à trois étages qui permet un arrosage rationnel. A l'Herbier de Provence.

Pour petits consommateurs : une cressonnière de table danoise avec trois supports de feutrine garnis de cresson alénois (48 F), chez Despalles.

Pour enfants : petit monton ou hérisson en terre cuite et poreuse sur lesquels on tartine des graines mouillées au préalable. Verdure friée : moutarde ou cresson ; verdure râpée : féverole ou germe de blé ; verdure blanche si la germination s'effectue dans un placard. L'animal en terre : 15 F. Paris des rêes.

Pour gens fauchés : les graines germeront dans un pot à confiture vide ! Ajouter de l'eau tous les deux jours et garder au chaud.

Pour botanistes ou bibliophiles.

Douze planches en noir (format 52 x 43) reproduisant les magnifiques gravures de l'Herbarium, œuvre que le pharmacien Basileus Baele avait consacrée, au début du dix-septième siècle, à la flore du jardin botanique des princes-évêques d'Épinal. Présentation sous forme de calendrier avec minuscules détachables permettant de collectionner les planches ou de les mettre sous cadre sans problème. 84 F. Despalles.

Venue de l'enfer vert amazonien, une bien curieuse suspension pour planter d'appartement (ou de balcon en été) : il s'agit de la partie sèche du fruit du lycythus, un arbre brésilien. Elle fait penser à une énorme capsule de gland à l'intérieur de laquelle on peut disposer, dans un lit de terreau, un mélange de petites plantes vertes et fleuries. 48 F. Suspension en ficelle macramée : 40 à 200 F. Despalles.

Une mini-serre d'appartement.

Il s'agit très simplement d'un petit bac en aluminium rempli d'un substrat ultra-léger contenant un élément fertilisant ; le tout est recouvert d'un dôme transparent. A placer comme luminaires sans excès de chaleur. De nombreuses graines acceptent de germer bien à l'abri pendant les mois froids, annonçant, en chambre, le printemps. Quand les illets reflueront, il sera juste temps de repliquer les jeunes touffes en terre. Un choix de soixante-trois graines est proposé (annuelles, légumes, condimentaires). Bakapiant, toutes

grainetier et jardinerie : 8,80, 12,70 et 23,90 F.

Plus élaborée, la serre Propatray est une première approche d'une serre véritable, rêve secret de tous les jardiniers. Equipée d'un diffuseur électrique à thermostat, elle consomme 40 watts. Mesures : 70 x 41 x 55 cm. Semis, boutures, jeunes plants, orchidées, plantes carnivores ou très fragiles s'y plaisent à merveille. Son prix normal est de 800 F mais tout le mois de décembre les lecteurs de notre confrère l'Ami des jardins peuvent se la procurer au prix exceptionnel de 495 F. Il suffit de découper un bon, les stocks sont limités mais c'est un truc à savoir !

Un châssis ou une vraie serre, livré en « kit » prêts à monter avec tout le nécessaire, y compris boudins, joints et clips de vitrage. Délai de livraison de deux à quatre semaines. Prix de 700 F à 450 F selon les modèles. La serre anglaise.

Girouette ou enseigne jardinière.

En tôle peinte à l'ancienne, un cadeau charmant pour orner le toit ou le portail d'entrée au jardin. Prix 350 à 400 F. Atelier des Capucins.

Les plus belles roses de France 1976.

Elles ont été choisies par la Société française des roses. La Marcellaise éclatera le 14 juillet prochain dans bien des jardins. Cette très belle variété rouge grossière est pleine de qualités : décorative en massif, bonne tenue en vase mais aussi remarquable résistance aux maladies. Elle a bien mérité sa médaille d'or de « Plus belle rose de France » après de nombreux prix obtenus dans divers concours internationaux.

Obtenteur : Delbard - Chabert. Prix : 22 F l'unité. La médaille d'argent est revenue à Galla. Obtenteur : A. Mailand.

Les bouquets en dix leçons.

C'est peut-être le premier ouvrage réellement simple et pratique pour l'initiation à l'art du bouquet. Evitant les palabres inutiles, exercice qu'il faut définitivement laisser aux olives ravies de discourir entre deux tasses de thé sur leurs « créations », de l'après-midi, l'auteur a réalisé un guide plein d'explications claires et d'idées originales. Les nombreuses illustrations complètent heureusement le texte qui veut susciter les qualités créatrices du lecteur tout en simplifiant ses problèmes de réalisation. Sylvie Expert-Besançon, maître de l'école Sogetou, consacre évidemment un chapitre à l'art japonais de l'ikebana dont elle tire des éléments pour le bouquet de tous les jours. Hachette-Pratique, 34 F.

En vrac pour ceux qui aiment lire.

● Un abonnement à une revue de jardinage : Mon jardin et ma maison, 11 F. l'Ami des jardins, 55 F.

● Comment aménager un petit jardin ou Comment aménager un jardin d'herbes, les deux derniers titres de la série réalisée par Michèle Lamontagne. Editions Solar, 12 F.

● Cultivons les plantes d'intérieur, une adaptation de la récente encyclopédie anglaise du jardin. Elsevier à la fois, 45 F.

● Et pour tous les amateurs d'anciens traités de jardinage, de récits de voyages botaniques, les curieux de l'histoire de plantes et les passionnés de beaux livres des siècles passés, J. Rousseau-Girard, 7, rue de la Bourse, 75003 Paris.

★ Thiebaud, 38, place de la Madeleine, 75006 Paris. L'Herbier de Provence, rue du Jour, 75001 Paris. Despalles, 74, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Paris des rêes, rue Galande, 75005 Paris. La Serre anglaise, 19, cours d'Horbonville, 69004 Lyon. Atelier des Capucins, 76229 Gournay-en-Bray. Delbard, 15, quai de la Mégisserie, 75001 Paris. Mailand-Richardier, 69100 Tassin-la-Demi-Lune.

MICHELLE LAMONTAGNE.

A NEW-YORK

PÈRES NOËL EN GUERRE

Un spectacle insolite, pour ne pas dire choquant, s'est offert à plusieurs reprises ces jours derniers aux New-Yorkais à l'entrée des grands magasins sur la Cinquième Avenue, sur Madison Avenue et sur Lexington Avenue bordées d'immenses sapins chargés de décoration lumineuse et enguirlandés : des Pères Noël échangeant des propos peu amènes et en vinrent aux mains.

Ces échauffourées ont scandalisé les passants qui sortaient de chez Saks, de chez Lord and Taylor ou de chez Bloomingdale chargés de paquets. Le sang jaillit d'un nez poudré au cours d'un de ces pugilats, et les coups de poing pleurent sous les yeux des flâneurs ahuris.

Quel est l'enjeu des empoignades auxquelles se livrent ces Pères Noël peu habités par le « Christmas spirit » ?

De toute tradition, pendant la période qui s'étend depuis le Thanksgiving (25 novembre) jusqu'à Noël, les Volontaires de l'Amérique (une organisation charitable) font poster devant les grands magasins des Pères Noël munis d'une clochette et d'un tronc garni où sont recueillies les aumônes des passants.

Compte tenu du passage, ces Pères Noël réalisent chaque jour un chiffre d'affaires respectable. Or, pour la première fois ces derniers jours, des Pères Noël se sont postés à l'entrée des grands magasins et font la quête, armés eux aussi de clochettes, affublés d'un déguisement en tous points semblable à ceux des Volontaires de l'Amérique. Mais ils n'appartiennent pas à cette organisation : ce sont les adeptes de la secte de Hare Krishna dont les robes safran, la démarche sautillante et les crânes rasés sont familiers aux New-Yorkais autant qu'aux Parisiens.

Les Hare Krishna, plus agressifs que les Volontaires de l'Amérique, ont décidé de faire concurrence à ces derniers et de regarnir leur tronc en puisant eux aussi dans les portemonnaies des chalands : « La rue est à tout le monde », répondent-ils, déguisés en « saint Nicolas », à leurs adversaires qui les dénoncent comme des imposteurs.

Aucun des deux groupes ne semble décidé à abandonner le terrain ; les autorités sont perplexes.

L. W.

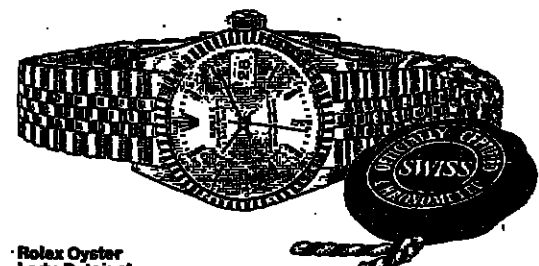
LEROY

HORLOGER DE LA MARINE

4, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

présente la collection complète Rolex Oyster.

ROLEX
GENÈVE



des cadeaux originaux
œuvres des artisans de France

GALERIE DE L'ARTISANAT

créée par la Chambre de Métiers Interdépartementale de Paris
pour vendre au public, sans intermédiaire, la production des artisans de France.
ouvert tous les jours (sauf le dimanche) de 10 h à 19 h - les 15, 16 et 23 décembre jusqu'à 20 h 30.

5, rue st. martin/paris 4° 278.2138

M^e Châtelier ou Hôtel de Ville.

LA BOUTIQUE
DANOISE
42, avenue de Friedland
Paris 75008
327.02.92 - 267.54.91

Parapluies
Sacs et Bagages
griffés HS
de Sauvagnat

H.S. SAUVAGNAT

5, rue Tronchet, Paris.

Noël à la Bagagerie.



Grande sacoche en cuir naturel, 195 F.

LA BAGAGERIE

Paris : 13, rue Tronchet, 75008
41, rue du Four, 75006
74, rue de Passy, 75016
Tour Maine-Montparnasse, 75015
Envoi contre remboursement : 13, rue Tronchet.

Chaussures HARRY

HOMME - FEMME

Spécialiste grandes marques

337, r. de Valenciennes, 828-20-29 (Métro Convention)

Ouvert jusqu'à 20 et 27 décembre

Galerie Jolles

Meubles

Objets contemporains

Cadeaux - Exclusivités

Centre commercial Maine-Montparnasse
3, rue de Valenciennes, 75017 PARIS.
Téléphone : 538-68-24

MIKITO

DES JADES...
DES PERLES...
DES PIERRES...

Modèles exclusifs en or

9, AVENUE VICTOR-HUGO
PAS. 56-38

CRÉATIONS MONIQUE PERRIN

Listes de mariage
Décoration - Créations
Laque - Bois - Acier

vous attend pour Noël

20, r. Jean-Mermoz - PARIS (9)
225-07-14 - 225-03-14

ALAIN MICHAL

40 rue du Collège 75008 Paris

Bracelet bicolore + auto-date
étanche (boîte fond acier)
Lunette or 15 ct
1850 F
modèle dame
1750 F



BAUME & MERCIER
GENÈVE

armagnac SEMPÉ

1900-1928-1942

Les grands millésimes Sempé

Aignan (Gers)

Tél. 24 ou 48

Bureau de Paris : Tél. 285 33 65

Cabbah

Chaine cavalier à mailles
allongées en or avec gourmette
bracelet assorti et boutons
de manchettes représentant
un élément agrandi.
Bouteilles de col en or.
Chevalière à gaudrons sortie
d'un sapin cabochon.
Existe en émeraude ou rubis.

8, rue de la Paix

GEORG JENSEN

bijoux or et argent
orfèvrerie
parcelaines
de la Manufacture Royale
de Copenhague

CADEAUX

à partir de 150 F

239, RUE SAINT-HONORÉ
(place Vendôme)

260-07-89

cadeaux cuisine kitchen bazaar

quelques idées :

- boîte à pain en bois : 170 F
- boîte en acier à roulettes : 120 F
- tables d'appoint : 72 F
- table à manger : 78 F
- tout pour la cuisine des enfants
- bibliothèque cuisine très bien assortie.

Du 20 au 24, ouvert jusqu'à 20 h.
11, rue d'Alençon (angle 11, av. du Maine), 75015 PARIS
(41) 222-81-17

TOULON, 27, rue Charles-Foix

LA CIVETTE

PARIS

Le premier tabac du France

Spécialiste en cigares de LA HAVANE et coffrets humidificateurs

briquets
stylos - pipes
maroquinerie
et tous articles de fumeurs

Briquets - Stylos
Christian Dior

157, rue Saint-Honoré
75001 Paris 296.04.99

CADEAUX de fin d'année

IDEES ORIGINALES DE L'OCEAN INDIEN DU SUD-EST ASIATIQUE

82 avenue de Breteuil
du Lundi au Vendredi
de 9h à 13h et de 15h à 18h
Samedi 11 et 18 Décembre
de 9h à 13h

Cadeaux

Pour les enfants

- Les poupées. Tendres et moëles, en chiffon ou en plastique, elles peuvent aussi bien être offertes à une fille qu'à un petit garçon. Elles sont à préférer aux poupées trop mécanisées ou sophistiquées qui n'incitent guère à la tendresse. Il existe des poupées « chiffon » garçons et filles : Capucin et Capucine (CEJI-Cloissey, 112 F la pièce), Chup et Chupette (CEJI-Cloissey, 88 F la pièce). D'autres sont à fabriquer et à habiller : les romantiques (Mammouth, 190 F le coffret de deux poupées) et les bébés Séraphin et Séraphine vendus avec leur coffrin (145 F).
- Mariolin est un bébé en vinyle, aux cheveux courts, vendu avec son trousseau et son coffrin (Bella, 69 F). Pasty, bébé mou, marche simplement lorsqu'on la tient par les mains, sans mécanisme compliqué (CEJI-Cloissey, 150 F). Cheveux longs et élégante tenue de petite fille : Blondine, 32 centimètres (Galerie Lafayette, 12 F).
- Accessoires de poupées. Un porte-bébé en tissu fleur, garni d'un marteau et d'un oreiller, 55 centimètres (Bettina, 50 F). Des lits superposés en bois, garnis de tissu vichy (Dejou, 134 F). Panniers rustiques assorties, 127 F.
- Un mini « baby-relax » (51 F). Une armature sur roues le transforme en poussette (46 F), un portique en fait une balançoire (44 F).
- Un coffrin avec capote en tissu (Baby 2000, 84 F). Une chaise haute en bois verni (Comix, 90 F).
- Si les jouets ménagers, presque aussi perfectionnés que les vrais, ont envahi de façon excessive les rayons « comme maman » des magasins, quelques-uns peuvent agrémenter avec bon goût les repas des poupées : éléments de dinette en métal (Comix, la dinette, 23 F), vaisselle en bois, garni (Habibat, 42 F), petits éléments de dinette en bois ou aluminium (Habibat, 7 à 30 F).
- A construire. Avec les briques Lego : la famille, l'intérieur de la maison... (Lego, à partir de 9 F).
- Pour s'abriter. Une maison en toile démontable avec tapis de sol, surface : 125 x 80 x 90 cm (Mundia, 152 F).
- Pour jouer à la marchande. Une balance Roberval, avec de vrais poids (Comix, 30 F). Ou tout en bois (CEJI-Arbols, 34 F).
- Décoration et création. Des tableaux en patchwork (Maka, 65 F) ; des animaux et personnages en bois à peindre (Habibat, 28 et 34 F).
- Un coffret pour faire de la pyrogravure sans danger (à partir de 10 ans, CEJI-JEU, 124 F).
- Véhicules. Camping : dans un grand camion, une famille et son chien, avec tout ce qu'il faut pour passer en vacances, meubles, bateau, bicyclette (Fisher Price, 91 F). So la même conception : les petites familles Fisher Price.

CATHERINE ARDITTI

* Les jeux et jouets mentionnés ci-dessus sont en vente dans grands magasins et chez les détaillants spécialisés, sans aucune restriction. Les prix, publiés à titre indicatif, sont susceptibles de variations.

JEUX DANGEREUX

Une fillette de douze ans grièvement blessée par de l'alcool : elle jouait au « petit chimiste ». Un enfant blessé à l'œil par une fléchette lancée par un camarade... Les accidents causés par les jouets sont relativement rares, note le Centre de documentation et d'information de l'assurance ; mais une enquête réalisée récemment aux Etats-Unis fait apparaître qu'ils sont à l'origine de près de 2 % des blessures subies par les enfants à la maison.

Des normes de sécurité. Afin de limiter les risques d'accidents, les fabricants de jouets viennent d'adopter, en accord avec l'Association française de normalisation, des règles de sécurité fort complexes qui entreront en vigueur au 1^{er} janvier 1977.

Parmi ces mesures : suppression des matériaux inflammables, verre interdit dans les jouets destinés aux enfants de moins de trois ans, jouets électriques munis d'un transformateur de 24 volts maximum, mécanismes de remontage hermétiquement fermés, métal interdit pour les fléchettes...

● Qui est responsable ? Si un enfant blesse un adulte ou l'un de ses camarades de jeu, ses parents sont légalement responsables et tenus d'indemniser la victime.

En revanche, les parents d'un enfant accidenté par son propre jouet n'ont généralement aucun recours... à moins, par exemple, que le jouet lui-même n'ait pas fait l'objet d'une information sans danger. C'est ainsi qu'un fabricant de jouets a été condamné pour ne pas avoir mis en garde ses clients contre les dangers présentés par la manipulation du jeu qu'il mettait en vente.

● Quelles assurances ? Le contrat « Responsabilité civile chef de famille » couvre notamment les accidents causés par les enfants. Mais cette garantie ne joue que vis-à-vis des tiers. Le joueur qui a blessé lui-même ne peut recevoir d'indemnité, qu'il s'agisse d'une assurance individuelle ou souscrite par ses parents, en fonction des garanties de ce contrat. L'assurance extra-scolaire garantit les accidents dont les enfants sont responsables ou victimes.

Un cas particulier : l'utilisation des petites autos ou motos à moteur, capables de transporter l'enfant à une vitesse de 10 ou 20 km/h. Ces engins doivent faire l'objet d'une garantie spéciale, ils ne sont en effet considérés comme des véhicules terrestres à moteur et soumis à une obligation d'assurance comme les automobiles ou les vélomoteurs, ni que l'on n'ait pas le droit de les utiliser sur la voie publique.

Du quartz au balancier

La montre est en pleine croissance : les études de marché indiquent que les Français en achètent une tous les cinq ans. La première est offerte à l'enfant au moment où il apprend à lire ; la seconde aurait tendance à remplacer le modèle en or des premières commémorations.

La montre d'adulte s'achète au prix moyen de 550 francs. Sa présentation varie de l'austère au plaqué or, de forme ovale ou ronde avec ou sans chiffres. Ce même genre est repris dans les marques comme Timex et Kelton, vendues en grandes surfaces et dans les bureaux de tabac. La montre automatique lancée par Rolex, voici cinquante ans, apporte la certitude du grand technicien.

Il reste l'extra-plaqué, merveille de la mécanique traditionnelle de précision. Audemars-Piguet, Patek, Lascaille en sont les champions incontestés.

Lancée comme un « gadget », la montre à quartz entre maintenant chez le bijoutier-horloger. La firme Seiko a été parmi les premières marques japonaises à la commercialiser en France, dès 1972. Les habillages sont classiques, assez épais du fait de la disposition du module dans le boîtier.

Par rapport à l'année dernière, les montres transistorsées à deux, trois ou cinq fonctions en lecture numérique LCD (Liquid crystal display) ou LED (light emitting diode) ont diminué de volume. Jaz vient de lancer des montres de dame (de 449 F à 525 F) en boîtier plaqué or renfermant le plus petit module existant actuellement au monde, à un seul bouton commandant cinq fonctions : heures, minutes, secondes, jour et mois, à affichage par diodes lumineuses. Le mouvement est alimenté par piles (autonomie d'un an).

Edouard Desazars, de Jaz, Jacques Meyer, de Seiko France et Guy Tillard, de la Gullide des orfèvres, regroupent cent quatre-vingts bijoutiers-horlogers à travers la France, confirmant l'importance des mouvements classiques qui représentent, à l'heure actuelle, 40 % du marché français, suivi par les automatiques, 25 % ; les quartz, 20 % ; les électriques, 10 %, et les extra-plaques, 5 %.

Parmi les marques courantes, Seiko a réussi à s'imposer chez les joailliers de la place Vendôme et de la rue de la Paix avec une montre à lecture analogique, assez fine, plaquée or, à chiffres romains sur cadran blanc et remontoir surmonté d'une pierre fine vendue 1.500 F, elle se trouve chez Boucheron, Hermès, Mauboussin, Mappin & Webb, Mellerio, Morabito, entre autres.

Retenons :

- LEROY (4, faubourg Saint-Honoré) offre une Seiko à cadran moucheté pour homme, presque noir, changeant à la lumière. Sa pièce la plus prestigieuse est la dernière Pulsar importée des Etats-Unis, à la fois montre à lecture « digitale » et mini-calculatrice à mémoire, dans un volume de 3 x 4 centimètres. Elle existe en acier et en or satinés (à partir de 4.980 F).
- CHAUMET (12, place Vendôme), dans sa « Boutique Heures » reprend le modèle pendentif « Vieux Bréguet », rond en or jaune, traversé par la tranche comme une de monnaie.
- VAN CLEEF & AR (22, place Vendôme) communique la P. A. 49, destinée à son propre usage, par Pierrel, en 1949. C'est une plaque, à cadran blanc, chiff index romains, en or bleu jauni qui existe aussi pour d'Elle a maintenant des variétés de modèles à cadran lore, malachite ou émail au cite et or satiné.
- PASCAL MORABITO (de Tourna) vient d'ouvrir boutique où il présente ses nières créations. Ce sont : montres mécaniques ou à quartz, carrées, aux bords « diges », aux cadrans en « phir », installées, irrévocables aux quatre coins de d'acier, d'or ou de diamant 980 F à 6.600 F).

NATHALIE MONT-SERVA

ARGENT MASSIF

spécialiste du couvert de table
et de toute belle pièce d'orfèvrerie
des XVIII^e et XIX^e siècles

NOMBREUX OBJETS fin XIX^e

à partir de 150 f. -

ORFÈVRE CHANTAL

277 rue St Honoré 75001 PARIS - TEL. 260-15-07

spécial Noël

ANTIQUITÉS

100 exposants, du 10 au 24 décembre
tous les jours de 11 h à 20 h
les mardis et jeudis : nocturnes jusqu'à 22 h

30, avenue **GEORGE V** - parking George V

cadeau intelligent pour une femme de goût

"le carnet" d'achat Franck & Fils

vous déposez une somme à votre convenance et vous lui offrez son carnet d'achat luxueusement présenté. Avec son carnet, chez Franck & Fils ou Miss Franck elle pourra choisir ce qui lui va le mieux.

Franck & Fils

FRANCK & FILS

80 Rue de Passy Paris 16^e
Paris : 16, rue de Passy, 80, Paris 16^e
Miss Franck à Paris 2 et Maine-Montparnasse
39, rue saint-jean, nanterre

MEURISSE

Maître-Chocolatier

POUR VOS CADEAUX POUR VOUS-MÊME
SES CHOCOLATS
SES CONFISERIES
DE GRANDE CLASSE

43 bis, r. F.-Schmitt (BAL. 06-04)
Sud-Pont des Champs-Élysées

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES

françaises - italiennes

ELECTRO-MÉNAGER

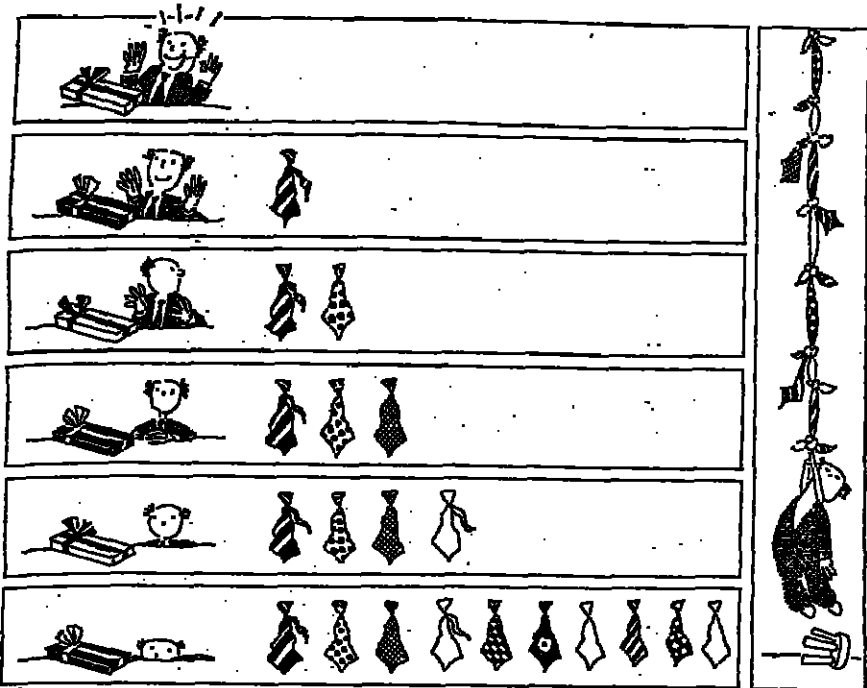
Sèche-cheveux - Mixeur
BROSSEUSE - COUTELIER
CADEAUX - GADGETS UTIL

DIDIER-NEVEU

35, Rue Marbeuf - Tél. : BAL. 57
20, Rue de la Paix - PARIS
Ouvert du lundi au samedi de 9 à 19 h

هكزام الأهل

Cadeaux



Encres et flammes

Mil neuf cent soixante-seize aura été l'année de la diversification dans les industries du stylo et du briquet.

Ainsi la vénérable maison Dunhill vient-elle de lancer un briquet à gaz, le « S ». Sa flamme oblique plaira aux fumeurs de pipe. Il existe en deux guillochages, plaqué argent ou or, à partir de 590 F. Les stylos à plume, bille ou feutre en fillets ou grain d'orge se vendent, toujours chez Dunhill, à partir de 280 F.

Dupont, la première marque à se lancer dans le stylo de luxe, développe ses modèles en laque marron, écaillé ou bleu nuit (380 F le crayon à bille, 950 F le stylo à plume) assortis au briquet de table (1.200 F), au Nouveau Khédive. La même maison offre des briquets Vint en laque de deux tons : 650 F.

La gamme Christian Dior est très complète : les briquets sont distribués par le réseau mondial de *Fleurbaey*, en plaqué argent (de 690 à 990 F), plaqué or en blanc et bagué d'or jaune. Quatre genres de bec caractérisent les stylos : extra-fin, fin, moyen et large, en argent massif, vermeil ou plaqué, de 650 à 800 F. Les « billes » sont rétractables dans les mêmes finitions, en deux tailles, comme les porte-mines.

La *Boutique Dior* les vend comme cadeaux de nocces, d'argent ou d'or.

Gucci, dans le même esprit, bague de rouge et de vert — ses couleurs — un stylo à bille en argent (280 F).

Enfin, nous en avons déjà parlé, le stylo à bille *Curtis*, en vente dans les boutiques « Must », plaqué or à quatre décors (600 F). — N. M. S.

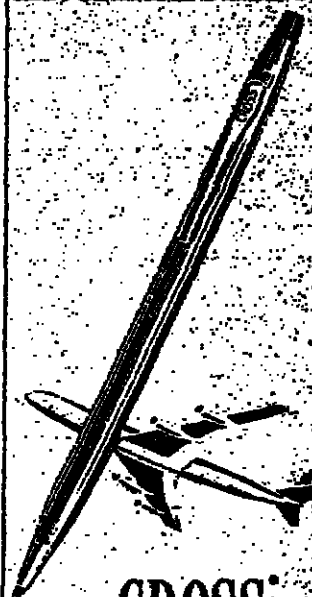
* Dunhill, 15, rue de la Paix. Le Nouveau Khédive, 14, boulevard Haussmann. Boutique Dior, 30, avenue Montaigne. Gucci, 27, rue de Fabourg-Saint-Honoré et 354, rue Saint-Honoré.

Noël à la Bagagerie.



250 F.
149 F.
Attaché-case Port véritable, 250 F.
Avec fermeture secret, 300 F.
Vide poche en chevre fine.
Nombreux compartiments, 149 F.
LA BAGAGERIE
Paris : 13, rue Tronchet, 75008
41, rue du Four, 75006
74, rue de Passy, 75016
Tour Maine-Montparnasse, 75015
Envoi contre remboursement :
13, rue Tronchet.

Une ligne... une classe internationale



CROSS
DEPUIS 1846

Maintenant en France
chez les spécialistes stylo
et articles pour fumeurs.

Petits et grands papiers

Les papiers à écrire fantaisie se multiplient dans les grands magasins et les boutiques spécialisées. Le photographe anglais David Hamilton a réalisé toute une série de papiers pour jeunes filles, édités en France par la société *Sépiérades*. Ses modèles courent et vibrent en demi-teintes sur des feuilles de tons tendres, aux enveloppes longues reprenant les mêmes clichés. On peut préférer les vignettes formant en-tête : 35 francs le compendium de vingt feuilles et enveloppes aux *Galeries Lafayette* et chez les dépositaires à travers la France. Laurent Tison, ancien éditeur de livres d'art, vient d'ouvrir *Papier +*, où il réunit tous les

éléments essentiels de l'art épistolaire. Les papiers en douze couleurs douces et en blanc sont vendus au poids en grain « Conquerrant » (14 F les 500 grammes), mais se détaillent aussi sur la base de trente feuilles et quatorze enveloppes, présentées en pochettes assorties à soufflets, 18 francs.

Des carnets d'adresses, des agendas à couvertures bicolores reliées sont conçus de façon à pouvoir écrire et lire facilement (à partir de 45 F).

Parmi les accessoires originaux, la presse à graver en linotype ses (300 F) peut contenir jusqu'à vingt signes par ligne. Les livres pour recettes de cuisine reliés toile à torchon (45 F) sont aussi agréables à manier que les albums de photos et les « press book », à offrir aux auteurs, journalistes et peintres en herbe (150 F).

Les taille-crayons à manivelle (60 F) peuvent se fixer au bureau, les mini-pinces à dessin retiennent les fiches volantes (10 F les vingt). Enfin, une masse de crayons permet de choisir entre la forme aplatie de l'architecte, la boîte d'aquarelles de trente-six couleurs (50 F) ou les mines seules.

La boutique *Jean Munier* ne lésine pas sur la richesse des blocs de mémorandum, présentés sous forme de liasses de 500 roubles à flamber en guise d'allumecigare (22 F).

La *Papeterie Montaigne* a fait réaliser une série de blocs de bureau en forme de cubes à graphismes décoratifs abstraits ou figuratifs (de 29 à 39 F). Des tableaux aimantés de deux tailles retiennent les messages familiaux (à partir de 207 F), tandis que celui de la cuisine, en perspex (173 F), comporte un sablier, un crayon, une liste de courses, etc. Le semainier sonore à pendule vient de Suède. A piles, il se complète d'un crayon marqueur pour cocher les heures de rendez-vous et déclencher la sonnerie. Parfait pour écouter les conversations oiseuses (500 F).

Pen de nouveautés dans les agendas. Les grands magasins parisiens vendent des livres de comptes, clairs à déchiffrer et pratiques (9 F).

Chez *Hermès*, le prix des recharges séparées par trimestres oscille entre 50 F, pour les modèles de sacs, 80 F les plus grands et 85 F les semainiers.

Larvin a confié à Claude Joly le répertoire gastronomique qui sert d'introduction à son modèle extra-plat et allongé, en box (150 F), recharge à 65 F.

Rappelons que *Quo Vadis* édite un modèle spécial pour enseignants qui commencent à la rentrée scolaire.

Enfin, la Fondation nationale de cardiologie édite un agenda « Cœur et Santé » (12,50 F) conçu de manière à rassembler les informations essentielles sur l'état cardio-vasculaire. Pour ceux qui doivent se surveiller...

* Papier +, 9, rue du Pont-Louis-Philippe, Jean Munier, 87, avenue Niel, Papeterie Montaigne, 48, rue Pierre-Charon, Fondation nationale de cardiologie, 1, rue de Paradis.

A LA MAIN

Les bagages tendent à se fixer dans leurs formes et leurs matières. Les Samsonite ont toujours la faveur des hommes qui voyagent. Parmi les nouveautés souples, Lark ajoute à ses taffetas de nylon bordés de cuir un portfolio sanglé de rouge et de vert (97 F) ainsi qu'un sac pour moto à deux poches (191 F).

Fred présente en bandoulière un double sac de selle à glissière et trois poches (150 F). Le Bazar de l'Hôtel de Ville a pensé aux stations debout des voyageurs en groupe : un sac double en polyuréthane enserré dans un étui en forme d'X en acier chromé (220 F). La cartouchière du bricoleur en cuir naturel américain se glisse dans un ceinturon, avec cinq possibilités de rangement d'outils (71 F, plus les poches à mar-teau, etc. entre 21 F et 121 F).

La Bagagerie lance des sacs-polochoons ronds, en deux tailles pour la voiture, en nylon de dix couleurs classiques ou vives, sanglées de noir, à glisser aussi dans une valise dure (129 F et 159 F).

AU PIED

En voyage et par temps froid, les chaussettes hautes en lambswool et polyamide de Marks and Spence sont tentantes en six coloris (10 F), tout comme leurs gants de mouton lainé (65 F).

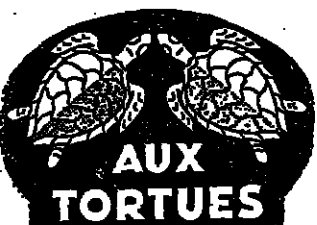
AU COU

Les cravates de Charvet sont toujours à 100 F, dans une gamme de quatre-vingt-quatre coloris unis, imprimés ou de masses ton sur ton, d'une discrétion raffinée. Des pantoufles de voyage en agneau brillant ou suédois sont présentées en housses plates assorties (225 F).

* Fred, 6, rue Royale. La Bagagerie, 13, rue Tronchet ; 41, rue du Four ; 74, rue de Passy. Charvet, 8, place Vendôme.

Jean-Pierre PERCHERON

joaillier fabricant
meilleur ouvrier de France
diplômé de gemmologie
présente
ses bijoux personnalisés
et
édite ceux de
Jeanine HAGNAUER
Percheron et Cie S.A.R.L.
22, boulevard Malesherbes.



PIERRES DURES

Ivoires chinois et japonais
Netzkés anciens
MINIATURES sur Ivoire
JEUX D'ÉCHECS
PARURES IVOIRE, ÉCAILLE
CORAIL, AMBRE
PIERRES DURES
montées sur or et argent
55, boulevard Haussmann
(angle rue Tronchet)
Tél. 263-56-74

Une exclusivité du Club des Maroquinsiers.



Sac crocodile caribé
doublé peau 3 soufflets
avec séparation étanche.
Poignée réglable.
Coloris: Noir, Marron,
Ecaille 780 F

Et un très grand choix
de sacs crocodile, cuir,
dans tous les styles.

Club des Maroquinsiers
Un style.

Gobelins
Maroquinerie Valéry
19, avenue des Gobelins
75005 Paris - Tél. 707.05.98

Montparnasse
Maroquinerie Bank
129, rue de Rennes
75006 Paris - Tél. 549.90.28

VOTRE JOAILLIER

JEAN TOUR
EXCLUSIVITES · CREATIONS
12 AV. VICTOR HUGO 16
ETOILE

Le Beau et le Bon.

Le catalogue 1977 vient de paraître. Vous y trouverez des idées de cadeaux pour vos amis (ou vous-mêmes). Pour le recevoir il suffit d'écrire ou de téléphoner à Marquise de Sévigné 75116 Paris. Tél. 727.37.65.

Marquise de Sévigné
PARIS

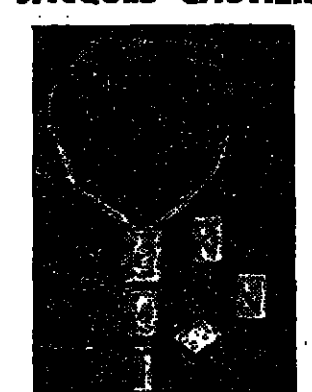
LOLA PRUSAC CADEAUX PRESTIGIEUX SES PARFUMS GANT DE CRIN-SEGA

93, 19 Saint-Honoré - BAL 04-88

CHOCARNE



Bijoux de Lumière JACQUES GAUTIER



Collier cristal sur argent 500 F
Cils d'oreilles 250 F
Bague 250 F

36, r. Jacob, PARIS (6^e)
Tél. : 260-84-33

LATABAGIE

AU CENTRE COMMERCIAL MAINE-MONTPARNASSE
Tél. 538-65-18

Sa fameuse cave à cigares conditionnée
Très grand choix de coffrets humidificateurs
de 115 F à 4.500 F

Briquets - Stylos - Maroquinerie
et
Pipes de marques conseillées par nos soins

ST ET ROC COMPETITION LE RECORD ABSOLU DES JEUX OLYMPIQUES 76

ICI LE ST COMPETITION
EN SLALOM SPECIAL.

La piste est glacée.
Le St Competition, éd en fibre
de verre, tient sans vibrer
grâce à un ferme cramponnage
sous le pied.

A ce passage difficile
de cette porte décalée,
les skis s'inscrivent
parfaitement dans la
courbe. Ce qui permet
un dosage subtil des
carres et une glisse
parfaite.

Vif et nerveux dans les
enfouissements de portes.
Le St Competition se
faufille. Et le talon ne
chasse pas.

Ici rupture de pente. Les
skis décollent et retrouvent
supplémentairement le contact en
se maintenant parfaitement
dans la ligne de course.

Rappelons que le Roc
Compétition a également
été "champion d'or" aux Jeux
Olympiques d'Innsbruck
avec Cathy KRENER.

Avec Piero GROS, le St
Competition vient de franchir
la porte de la victoire.

ARRIVÉE

ROSSIGNOL COMPETITION

DES SKIS FABRIQUÉS AU
100° DE MILLIMÈTRE POUR
DES COURSES QUI SE GAGNENT
AU 100° DE SECONDE.

ROSSIGNOL COMPETITION

SPORTS

FOOTBALL

Marseille-Nancy sur grand écran

(De notre correspondant.)

Nancy. — « Première » à Nancy, mercredi 15 décembre, où les supporters de l'A.S. Nancy-Lorraine pourront assister à la retransmission par « télé-programmation » en salle, en direct et sur grand écran (7 mètres sur 5,50 mètres) du match Marseille-Nancy qui se déroulera ce soir-là dans la cité phocéenne. C'est l'association Arts et Sports qui est à l'initiative de cette retransmission en direct. Le système sera le suivant : des caméras de F.R.3 Marseille filmeront le match au stade vélodrome. Le signal d'image et son sera véhiculé par des émetteurs relais successifs jusqu'au relais final installé au plateau de Malzeville, puis jusqu'à la salle des sports de Gentilly à Nancy (capacité de quatre mille places), grâce à une antenne parabolique T.D.F. montée sur voiture.

OMNISPORTS

Tout va bien pour les présidents

Vouses ou non, c'est la plus grande stabilité dans les fédérations. Les assemblées générales qui se sont réunies au cours de ce dernier week-end n'ont guère été placées sous le signe du renouveau, certains présidents, en place depuis dix ans, ne trouvant toujours pas de successeur.

À la fédération de rugby, M. Albert Ferrasse et son équipe ont été reconduits pour quatre ans. La liste des trente-cinq membres du nouveau comité directeur avait été arrêtée au préalable par le président lui-même, ce qui ne laissait aucune chance aux « isolés », qui, comme l'ancien capitaine du XV de France, François Moncia, s'opposaient au centralisme démocratique. Au moins le président M. Burel s'est prêté à d'indéniables succès sportifs au niveau international.

Ce ne saurait être le cas de M. Burel, président de la fédération de basket-ball qui, depuis 1966, est confirmé dans ses fonctions pour quatre ans. Ancien joueur de renom, ancien directeur technique efficace, M. Burel s'est principalement attaché à la relance des clubs de première division, grâce notamment à la participation massive des joueurs américains. Les clubs ont fait recette, mais l'équipe de France n'en est devenue que plus décevante au point de disparaître complètement de la scène internationale.

Notons enfin que M. Alain Danet a lui aussi été réélu président de la fédération de hockey sur gazon, ainsi que l'avait été, huit jours auparavant, M. René Audren pour la fédération de judo.

Sans doute faut-il en conclure que le sport français se porte bien, au moins pour ce qui concerne ses présidents. — F. S.

TENNIS

Grands vainqueurs du « Masters »

L'Espagnol Manuel Orantes a remporté la finale du Masters sur le court couvert du Summit, à Houston (Texas), devant l'Américain Jimmy Connors. Il a battu l'Américain polonais Wojtek Fibak à l'issue d'un match acharné en cinq sets, comme il l'avait fait devant Vilas à Forest Hills en 1975, une situation fort compromise. Score : 5-7, 6-2, 0-6, 7-6, 6-1. Gain du vainqueur : 40 000 dollars. Absents de marque : Connors, Borg et Mats Wilander.

VOILE

Plus de géants dans la Transatlantique

Londres (A.F.P.). — « Il n'y aura plus de bateaux géants dans la course transatlantique en solitaire », a annoncé le 12 décembre l'Observer, qui patronne l'épreuve. L'organisateur, le Royal Western Yacht Club a décidé que pour la prochaine course, en 1980, la limite sera fixée à 18,50 mètres. Les quatre-mâts du Français Alain Colas qui a terminé second cette année, après près de 80 mètres de longueur. Par ailleurs, le nombre de concurrents sera réduit de cent-vingt à cent-dix.

Cette restriction des dimensions des bateaux a été prise après consultation avec la Royal Yachting Association. Le colonel Jack O'Donnell-Smye, président du comité organisateur, a expliqué à l'Observer : « Nous sommes de lavis qu'il n'y a pas beaucoup d'enthousiasme pour des bateaux comme « Chie », méditerranéens. Nous pensons que la majorité des compétiteurs français sont d'accord avec nous en ce qui concerne la limitation de la longueur des bateaux. »

SKI

Les « géantistes » à Val d'Isère

De notre envoyé spécial.

Val d'Isère. — La Coupe du monde a repris sa « course » à Val d'Isère du 8 au 12 décembre. Cette journée « machine », qui déplace de station en station près de huit cents coureurs, entraîneurs, techniciens et journalistes, s'est « grippée » en raison des mauvaises conditions atmosphériques et des abondantes chutes de neige. La descente hommes et la descente femmes furent annulées. Seules purent avoir lieu les épreuves de slalom géant.

Malheureusement lors des Jeux olympiques, la Suissesse Lise-Marie Morerod a confirmé qu'elle était bien la meilleure slalomeuse du monde. Elle s'est classée première devant la jeune Américaine Abbi Fisher, âgée de dix-neuf ans, et l'étonnante Anne-Marie Proell-Moser. Après une saison d'absence en compétition, où elle a exploité ses atouts punitionnaires d'ancienne championne du monde (elle le fut sans discontinuer de 1971 à 1975), Anne-Marie Proell a réintégré l'équipe autrichienne. Son retour en force, dès le Critérium de la première neige, alors qu'elle n'a derrière elle que cinq semaines d'entraînement, démontre qu'elle sera, cette année encore, la grande favorite de la Coupe du monde.

Parlant avec le dossard n° 40, la Grenobloise Perrine Peleu (seize ans) est venue se glisser en sixième position, confirmant ainsi sa seconde place derrière Lise-Marie Morerod, à Aprica, la semaine précédente. Samedi, à Courmayeur, elle s'est de nouveau classée sixième, réalisant ses camarades loin derrière elle.

Elève depuis 1971 de Georges Joubert, ancien directeur technique national des équipes de France, et de René Bussmann, entraîneur du Grenoble universitaire club, Perrine Peleu est une glisseuse exceptionnelle. Ses résultats en début de saison devraient lui permettre de monter en première série dès le mois de janvier. Ainsi elle n'aura plus à souffrir des pistes creusées par les trente ou quarante autres skieuses qui la précèdent. Mais les excellentes performances de cette skieuse — ses entraîneurs affirment qu'elle est bonne dans toutes les disciplines — ne doivent pas cacher les inquiétudes concernant le reste de l'équipe féminine. A peine commencée, la saison s'annonce déjà difficile pour les Françaises, dont l'éternel point faible est la descente.

Sur les pistes de Val d'Isère, on a d'ailleurs senti assés à la course ses « manœuvres » au sein de l'équipe masculine, les Français mettant en discussion leur participation aux épreuves de la Coupe du monde. Ainsi Alain Navillod et Philippe Berroso ont pris le départ des deux slaloms géants (Alain Navillod prit la quatrième place, Philippe Berroso la sixième, à deux secondes du vainqueur).

Mais le plus grave réside certainement dans l'absence totale

de « relève » au sein du ski français. Ainsi, au classement établi par la Fédération internationale de ski ne figurent que quatre skieurs français parmi les cent premiers descendeurs mondiaux, alors que les Autrichiens en ont vingt-huit, les Suisses dix-neuf et les Italiens treize. Même chose en slalom géant, où huit Français seulement sont classés dans les cent premiers contre vingt-deux pour les Autrichiens, vingt pour les Italiens et quinze pour les Suisses. Enfin, en slalom, dix Français figurent sur cette liste.

Le Critérium de la première neige a révélé un grand champion de dix-neuf ans, l'Américain Phil Mahre. Sur les pistes de la Dalva, il a remporté les deux manches du premier « géant » disputé vendredi dans une bourrasque de neige. Grand favori en ce début de saison, Ingemar Stenmark, classé second, avait dû concéder 1 seconde et 6 centièmes à cet exceptionnel athlète américain, découvert lors des derniers Jeux olympiques (cinquième du slalom géant) et le duel du Suédois avec la très forte équipe italienne (Gustavo Thoeni, Piero Gros et Franz Biebl) avait fait long feu.

Lors du second slalom géant, comptant lui aussi pour la Coupe du monde de ski, et disputé dimanche matin, cette fois par un temps splendide, le jeune Américain de White-Pass (dans l'état de Washington) confirma ses prétentions. Il se classa troisième tandis que Stenmark, à nouveau déçu, ne décrocha que la sixième place. Cette épreuve fut remportée par le champion olympique de slalom géant à Innsbruck, le Suédois Håkan Eliasson. Le petit skieur barbu — il mesure 1,63 m — n'est pas beau sur la neige, mais il glisse merveilleusement bien et parvient à se relancer avec force dans chaque virage. Les Italiens n'ont ont pas moins classé quatre coureurs dans les dix premiers (Gros, 2° ; Biebl, 4° ; Thoeni, 8° et Ruckler, 10°), ce qui montre qu'ils possèdent la meilleure équipe de « géantistes ».

CLAUDE FRANÇILLON.

Golf

LA COUPE DU MONDE A L'ESPAGNE

La 24^e Coupe du monde de golf, qui se disputait sur le parcours de Palm-Springs, en Californie, a été gagnée par l'Espagnol. Ce pays était représenté par Manuel Piñero et Severiano Ballesteros.

Le classement final l'Espagnol marque 574 coups contre 576 pour les États-Unis, 581 pour Taiwan, 583 pour l'Écosse.

Dans le classement individuel, le trophée international est remporté par le Mexicain-Ernesto Perez Acosta.

La France, avec l'équipe formée par Jean Garalde et Bernard Pascasio, termine à la quatrième place.

LES RÉSULTATS

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Bagnols b. Lorient	100-60
Villeneuve b. Tours	83-84
Caen b. Châlons	84-78
Metz b. Nanterre	81-78
Antibes b. Nice	85-80
Clermont b. Orléans	85-80
Valenciennes b. Limoges	89-80
Tarbes b. Stade Français	90-84
Classement :	
1. Bagnols, 23 pts ;	
2. Villeneuve, 22 pts ;	
3. Caen, 21 pts ;	
4. Metz, 20 pts ;	
5. Antibes, 19 pts ;	
6. Clermont, 18 pts ;	
7. Valenciennes, 17 pts ;	
8. Limoges, 16 pts ;	
9. Tarbes, 15 pts ;	
10. Orléans, 14 pts ;	
11. Nanterre, 13 pts ;	
12. Stade Français, 12 pts ;	
13. Châlons, 11 pts ;	
14. Lorient, 10 pts ;	
15. Metz, 9 pts ;	
16. Tours, 8 pts ;	
17. Châlons, 7 pts ;	
18. Lorient, 6 pts ;	
19. Metz, 5 pts ;	
20. Tours, 4 pts ;	
21. Châlons, 3 pts ;	
22. Lorient, 2 pts ;	
23. Metz, 1 pt ;	
24. Tours, 0 pt ;	

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Dix-huitième journée)	
Lens b. Metz	1-0
Troyes b. Nîmes	2-1
Amiens b. Valenciennes	2-1
Caen b. Bordeaux	1-1
Stade b. Nancy	1-1
Reims b. Lyon	2-0
Paris b. Marseille	1-0
Strasbourg b. Nantes	2-0
Classement :	
1. Lens, 23 pts ;	
2. Troyes, 22 pts ;	
3. Amiens, 21 pts ;	
4. Caen, 20 pts ;	
5. Stade, 19 pts ;	
6. Reims, 18 pts ;	
7. Paris, 17 pts ;	
8. Strasbourg, 16 pts ;	
9. Nantes, 15 pts ;	
10. Valenciennes, 14 pts ;	
11. Metz, 13 pts ;	
12. Nîmes, 12 pts ;	
13. Bordeaux, 11 pts ;	
14. Marseille, 10 pts ;	
15. Nancy, 9 pts ;	
16. Lyon, 8 pts ;	
17. Orléans, 7 pts ;	
18. Clermont, 6 pts ;	
19. Auxerre, 5 pts ;	
20. Dijon, 4 pts ;	
21. Evry, 3 pts ;	
22. La Rochelle, 2 pts ;	
23. Colmar, 1 pt ;	
24. Châteauroux, 0 pt ;	

Hippisme

Le prix Georges-Pastre, disputé à Autenay et réservé aux poulains couplés gagnant et placé, a été gagné par « Kiska », suivi de la London et du Bédouin. Les deux chevaux ont été vaincus par 14-2-17.

Judo

L'équipe France a confirmé sa supériorité à l'occasion des dixième championnats d'Europe féminins disputés les 10 et 11 décembre à Vienne. Les Françaises ont gagné trois médailles d'or, une d'argent et quatre de bronze, soit un total de huit médailles. Elles ont été vaincues par l'équipe d'Israël, qui a gagné une médaille d'or, une d'argent et deux de bronze. Les trois Françaises vaincues étaient Marie-France Bouchet, Catherine Fournier et Catherine Fournier.

Rugby

Le groupe 1, deux équipes, a été vaincu par l'équipe de France, à la suite de la victoire de la saison, à Bourg-en-Bresse, par 9 à 6.

POULE J	
Bien b. Metz	15-10
Mantado b. Metz	20-10
Tulla b. PUC	30-4
Galles b. Stade clermontois	16-13
Classement :	
1. Galles, 16 pts ;	
2. Metz, 15 pts ;	
3. Metz, 14 pts ;	
4. Metz, 13 pts ;	
5. Metz, 12 pts ;	
6. Metz, 11 pts ;	
7. Metz, 10 pts ;	
8. Metz, 9 pts ;	
9. Metz, 8 pts ;	
10. Metz, 7 pts ;	

POULE K	
Grenoble b. Laval	15-10
Nîmes b. Auch	13-9
Mantado b. Castelnau	21-13
Classement :	
1. Laval, 15 pts ;	
2. Auch, 13 pts ;	
3. Auch, 12 pts ;	
4. Auch, 11 pts ;	
5. Auch, 10 pts ;	
6. Auch, 9 pts ;	
7. Auch, 8 pts ;	
8. Auch, 7 pts ;	
9. Auch, 6 pts ;	
10. Auch, 5 pts ;	

POULE L	
Bagnols b. Saint-Claude	25-6
Racing b. Dax	23-3
Bayonne b. Carcassonne	24-3
Classement :	
1. Bagnols, 25 pts ;	
2. Bayonne, 24 pts ;	
3. Carcassonne, 23 pts ;	
4. Dax, 12 pts ;	
5. Carcassonne, 11 pts ;	
6. Saint-Claude, 10 pts ;	

POULE M	
Montauban b. Gravel	12-12
Avignon b. Brive	24-19
Classement :	
1. Brive, 24 pts ;	
2. Brive, 23 pts ;	
3. Brive, 22 pts ;	
4. Brive, 21 pts ;	
5. Brive, 20 pts ;	
6. Brive, 19 pts ;	
7. Brive, 18 pts ;	
8. Brive, 17 pts ;	
9. Brive, 16 pts ;	
10. Brive, 15 pts ;	

POULE N	
Montauban b. Gravel	12-12
Avignon b. Brive	24-19
Classement :	
1. Brive, 24 pts ;	
2. Brive, 23 pts ;	
3. Brive, 22 pts ;	
4. Brive, 21 pts ;	
5. Brive, 20 pts ;	
6. Brive, 19 pts ;	
7. Brive, 18 pts ;	
8. Brive, 17 pts ;	
9. Brive, 16 pts ;	
10. Brive, 15 pts ;	

POULE O	
Montauban b. Gravel	12-12
Avignon b. Brive	24-19
Classement :	
1. Brive, 24 pts ;	
2. Brive, 23 pts ;	
3. Brive, 22 pts ;	
4. Brive, 21 pts ;	
5. Brive, 20 pts ;	
6. Brive, 19 pts ;	
7. Brive, 18 pts ;	
8. Brive, 17 pts ;	
9. Brive, 16 pts ;	
10. Brive, 15 pts ;	

POULE P	
Périgueux b. Agen	18-9
Orléans b. Metz	13-3
Dijon b. Puy	15-4
Classement :	
1. Metz, 18 pts ;	
2. Metz, 17 pts ;	
3. Metz, 16 pts ;	
4. Metz, 15 pts ;	
5. Metz, 14 pts ;	
6. Metz, 13 pts ;	
7. Metz, 12 pts ;	
8. Metz, 11 pts ;	
9. Metz, 10 pts ;	
10. Metz, 9 pts ;	

POULE Q	
Boulogne b. Quillan	15-3
Classement :	
1. Boulogne, 15 pts ;	
2. Boulogne, 14 pts ;	
3. Boulogne, 13 pts ;	
4. Boulogne, 12 pts ;	
5. Boulogne, 11 pts ;	
6. Boulogne, 10 pts ;	
7. Boulogne, 9 pts ;	
8. Boulogne, 8 pts ;	
9. Boulogne, 7 pts ;	
10. Boulogne, 6 pts ;	

POULE R	
St-Médard b. Cognac	12-3
Rodez b. Ruffec	16-6
Classement :	
1. Rodez, 16 pts ;	
2. Rodez, 15 pts ;	
3. Rodez, 14 pts ;	
4. Rodez, 13 pts ;	
5. Rodez, 12 pts ;	
6. Rodez, 11 pts ;	
7. Rodez, 10 pts ;	
8. Rodez, 9 pts ;	
9. Rodez, 8 pts ;	
10. Rodez, 7 pts ;	

POULE S	
St-Médard b. Cognac	12-3
Rodez b. Ruffec	16-6
Classement :	
1. Rodez, 16 pts ;	
2. Rodez, 15 pts ;	
3. Rodez, 14 pts ;	
4. Rodez, 13 pts ;	
5. Rodez, 12 pts ;	
6. Rodez, 11 pts ;	
7. Rodez, 10 pts ;	
8. Rodez, 9 pts ;	
9. Rodez, 8 pts ;	
10. Rodez, 7 pts ;	

POULE T	
St-Médard b. Cognac	12-3
Rodez b. Ruffec	16-6
Classement :	
1. Rodez, 16 pts ;	
2. Rodez, 15 pts ;	
3. Rodez, 14 pts ;	
4. Rodez, 13 pts ;	
5. Rodez, 12 pts ;	
6. Rodez, 11 pts ;	
7. Rodez, 10 pts ;	
8. Rodez, 9 pts ;	
9. Rodez, 8 pts ;	
10. Rodez, 7 pts ;	

POULE U	
St-Médard b. Cognac	12-3
Rodez b. Ruffec	16-6
Classement :	
1. Rodez, 16 pts ;	
2. Rodez, 15 pts ;	
3. Rodez, 14 pts ;	
4. Rodez, 13 pts ;	
5. Rodez, 12 pts ;	
6. Rodez, 11 pts ;	
7. Rodez, 10 pts ;	
8. Rodez, 9 pts ;	
9. Rodez, 8 pts ;	
10. Rodez, 7 pts ;	

POULE V	
St-Médard b. Cognac	12-3
Rodez b. Ruffec	16-6
Classement :	
1. Rodez, 16 pts ;	
2. Rodez, 15 pts ;	
3. Rodez, 14 pts ;	
4. Rodez, 13 pts ;	
5. Rodez, 12 pts ;	
6. Rodez, 11 pts ;	
7. Rodez, 10 pts ;	
8. Rodez, 9 pts ;	
9. Rodez, 8 pts ;	
10. Rodez, 7 pts ;	

POULE W	
St-Médard b. Cognac	12-3
Rodez b. Ruffec	16-6
Classement :	
1. Rodez, 16 pts ;	
2. Rodez, 15 pts ;	
3. Rodez, 14 pts ;	
4. Rodez, 13 pts ;	
5. Rodez, 12 pts ;	
6. Rodez, 11 pts ;	
7. Rodez, 10 pts ;	
8. Rodez, 9 pts ;	
9. Rodez, 8 pts ;	
10. Rodez, 7 pts ;	

POULE X	
St-Médard b. Cognac	12-3
Rodez b. Ruffec	16-6
Classement :	
1. Rodez, 16 pts ;	
2. Rodez, 15 pts ;	

SPORTS

FOOTBALL

Le match que les Stéphanois ne devaient pas perdre

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — L'équipe de l'Association sportive de Saint-Etienne est décidément bien changeante. Malmenée le 4 décembre par Laval (1 à 3), nouveau promu en première division, elle réussit depuis à battre coup sur coup Nîmes et Nantes sur le même score (2 à 0). Dimanche 12 décembre, le match contre Nantes, leader du championnat, n'était pas une rencontre comme les autres.

Les Stéphanois s'étaient présentés comme s'il s'agissait de ce qui est devenu leur spécialité : la Coupe d'Europe. Et l'on sait qu'il ne sont jamais aussi efficaces que lorsqu'ils sont assez sûrs pour se lancer pendant quatre-vingt-dix minutes à l'assaut de l'adversaire. Le Football-Club de Nantes, comme d'autres équipes avant lui, a été la victime de ce football de combat, après un relâchement qui est désolant dans les grandes occasions, marque et la force de Saint-Etienne. Pour peu que les Stéphanois aient assez de ressources, disponibles pour se mobiliser plus souvent possible de cette manière dans le championnat de France, il semble bien qu'ils n'ont aucune chance, malgré leur handicap, de conserver à la fin de la saison leur qualité de meilleure équipe nationale.

Mais il ne faut cependant pas se tromper : Saint-Etienne n'est pas redevenue en un jour, tant on l'a fait, la grande équipe qui est qualifiée la saison dernière pour la finale de la Coupe d'Europe. Elle n'est toujours que l'ombre de ce qu'elle était dans le passé récent, mais elle a su trouver hargne, constance et machi, toutes qualités qui sont l'origine de ses succès. Cette détermination a suffi pour mater le Football-Club de Nantes. A n'en pas douter, lorsque le manager presse et que la nécessité commande, Saint-Etienne a toujours quelque chose de plus que les autres équipes françaises. C'est la conséquence de l'expérience, celle des batailles livrées la Coupe d'Europe contre les meilleurs clubs du Vieux Continent. Mais cet avantage ne peut être oublié que dans sa débauche d'efforts l'équipe stéphanoise se laisse toujours par la distraction de son attaque. Le 12 décembre, sont deux arrière, Farison et opes, qui ont marqué les deux buts contre le F.C. de Nantes, et

presque jamais la menace n'est venue de ceux qui jouent à un poste réellement offensif. Même si l'on admet qu'un but est souvent l'œuvre de tous, force est de reconnaître encore une fois que l'attaque ne s'offre toujours pas en modèle d'efficacité. Il reste que, pour conserver son titre de champion de France, Saint-Etienne doit désormais se garder du moindre faux pas. L'entraîneur de l'équipe, M. Robert Harbin, a calculé que, pour rester la première équipe nationale, ses joueurs ne devaient pas, sur l'ensemble de la saison, perdre plus de huit fois. C'est par le jeu des statistiques qu'il est parvenu à cette certitude. Or, jusqu'à présent, Saint-Etienne a été battu six fois, et il est donc facile d'apprécier la marge de manœuvre, en tenant compte du nombre de matches qu'il reste à disputer. Tout montre que Saint-Etienne s'attaque à forte parité, presque à l'impossible, mais beaucoup de ceux qui croyaient, il y a une semaine, que le champion n'était définitivement perdu — lorsque l'équipe comptait dix points de retard — reprennent confiance.

Dimanche 12 décembre, les joueurs étaient aussi dans ce cas. S'il est vrai que les sols de victoire contrastent toujours dans les vestiaires sportifs avec ceux des défaites, la métamorphose sur ce plan de l'équipe stéphanoise d'une semaine à l'autre n'est pas passée inaperçue. Alors qu'à Laval, mauvaise humeur et rogne — pour ne pas dire plus — prévalaient, agréables des critiques que les Stéphanois formulaient à l'envi les uns contre les autres, le succès obtenu contre Nantes a rétabli un climat serein. Il semble bien que la « remise en ordre » voulue par les dirigeants stéphanois, après la déroute lavalaise, ait donné des résultats, dans l'immédiat du moins.

FRANÇOIS JANIN.

BIBLIOGRAPHIE

« DANS MES BUTS », par Yvan Curkovic

« J'ai suivi très attentivement votre performance personnelle au sein de l'équipe. Votre expérience et votre intelligence m'ont frappé. Je crois que Saint-Etienne a eu la chance d'avoir un joueur comme vous. » C'est par ces mots que M. Valéry Giscard d'Estaing accueillit à l'Elysée Yvan Curkovic, le gardien de but stéphanois, au lendemain de la finale de la Coupe d'Europe 1976. Comme beaucoup de témoins, le président de la République avait été séduit par la présence et l'efficacité de l'ultime défenseur stéphanois. En écrivant *Dans mes buts*, avec la collaboration de Robert Vergne, Yvan Curkovic n'a pas voulu donner de leçons techniques aux jeunes

gardiens, mais à travers les péripéties de sa carrière, il leur livre néanmoins avec une grande honnêteté le secret de sa réussite : ambition, volonté et discipline de vie.

Bien sûr, cette Coupe d'Europe qui sublime les hommes et révèle les caractères tient une large place, mais la véritable personnalité d'Yvan Curkovic apparaît peut-être plus nettement quand il raconte son arrivée et ses débuts à Saint-Etienne avec ses problèmes de langue, le dépaysement, mais surtout ses efforts pour communiquer, en apprenant vingt mots de français par jour, ou à l'aide de multiples croquis.

GERARD ALBOUY.

* Calmann-Lévy, 128 pages, 37 F.

ROBERT & RENÉ

13, Rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Métro: REPUBLIQUE

Une boucherie « Grande Surface » au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT

	le kilo		le kilo
PAUX-FILET	27,50 F	BOUDIN BLANC	10,50 F
BUMSTECK	27,50 F	NATURE	10,50 F
BOURIF-FRANÇISE	27,50 F	TRUFFE 1 %	15,00 F
COTE DE Bœuf	29,50 F	BAYONNE SANS OS	22,00 F
BOUÏF A BRANÇER	14,50 F	BAYONNE EN TRANCHE	11,50 F
PLAT-DE-COTE	1,50 F	SAUCISSON FOF PORC	20,00 F
COTE DE PORC	15,50 F	DINDONNEAU P.A.C.	13,50 F
PALETTE SANS OS	15,50 F	FRAS	12,50 F
GIGOT D'AGNEAU	25,50 F	CONGÈLE	12,50 F
CARRÉ D'AGNEAU	25,50 F	BALLOTINES DINDE	20,50 F
SPALDE D'AGNEAU	20,50 F	PATTE CRUÏTE SUPER	19,50 F
ESCALOPES DE VEAU	23,50 F	CUISSE DINDONNEAU	13,50 F
COTE DE VEAU	24,50 F	FINIADÉ P.A.C.	14,50 F
LANCUE DE Bœuf	12,50 F	SAUMON FUMÉ	57,50 F
JAMBON D.D.	16,50 F	FOIE GRAS TRUFFE	150,00 F

OUVERT DU MARDI AU SAMEDI

de 8 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



EDITIONS SOCIALES

COLLECTION NOTRE TEMPS/MONDE

LIBERTE D'OPINION... VERBOTEN

les interdictions professionnelles en r.f.a.
jacques denis
1 volume 224 pages 20 francs

COLLECTION NOTRE TEMPS

LES CAUSES DE L'ABSENTEISME FEMININ

c.g.t./nord/pas-de-calais
avant-propos de georges séguy
1 volume 128 pages 10 francs

COLLECTION LES CLASSIQUES DU PEUPLE
"SERIE CRITIQUE"

LA ROSE ET L'UTOPIE

jean-charles payen
1 volume 272 pages 20 francs

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES



Green Water, vif et vert comme un plongeur dans l'océan.

Une ligne complète de produits pour homme : eau de toilette, after shave, produits de toilette.

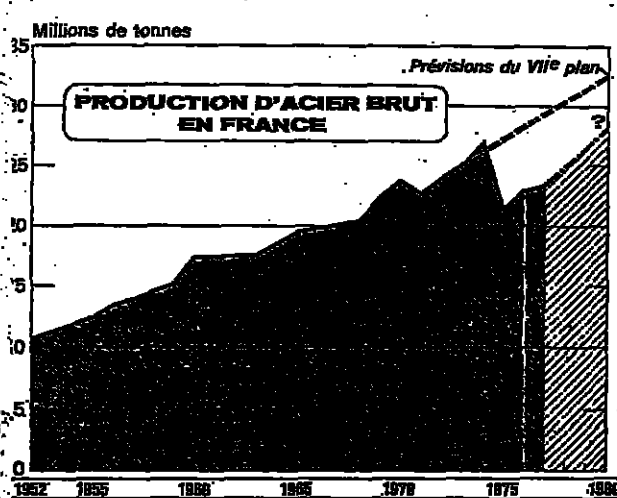
JACQUES FATH - PARIS

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

L'avenir de la sidérurgie française relève-t-il encore du secteur privé ?

Pour la première fois depuis trente ans, la sidérurgie française est la première victime sérieuse de la crise de l'énergie, dont les effets risquent fort de se faire sentir jusqu'en 1980.

Le coût de production de l'acier incorpore actuellement 25 % d'énergie : il faudra beaucoup de temps pour habituer ses utilisateurs à payer le métal plus cher. Quant à ces derniers, ils sont également frappés par la crise de l'énergie, notamment dans le domaine du bâtiment et de l'équipement lourd. Les prévisions optimistes figurant dans le rapport du VII^e Plan n'ont plus aucune réalité : la sidérurgie, ayant atteint la capacité de production prévue pour 1980, va devoir se borner à moderniser ses installations vétustes et à augmenter sa productivité. Il lui faudra battre quasiment en retraite, au lieu de fuir en avant, et procéder assez rapidement à un « dégraisage » général. L'horrible mot : ce qui est de la « graisse » pour les comptables constitue la chair vive des hommes, touchés dans leur gagne-pain et la fierté de leur vie professionnelle, alors que partout les portes se ferment.



sclement avec énergie la nationalisation de la sidérurgie, au nom de l'intérêt des travailleurs et de la « planification démocratique ».

Dans la majorité, nombreux sont ceux qui jugent désormais souhaitable ou inévitable une prise de participation de l'Etat. Bien sûr, il y a peu de portée par nature, le gouvernement pourrait rechercher des formules originales pour faire admettre à l'opinion l'octroi d'un nouveau concours sur fonds publics.

De toute façon, il reste à savoir si l'industrie lourde dans son ensemble peut continuer à être régie par l'économie libérale, laquelle l'Etat intervient aussi fréquemment à massivement dans sa gestion, à tort ou à raison : et surtout lorsque les moyens de financement échappent, de par leur importance et les aléas qui s'y attachent, à l'initiative privée.

Le parti engagé conjointement à l'automne 1975 par la sidérurgie française et par le gouvernement est perdu. Il s'agit de traverser la crise la plus violente jamais enregistrée, sans procéder à des licenciements et tout en continuant d'investir à court-terme pour sauvegarder l'avenir, ne aide supplémentaire de l'Etat sous forme d'un prêt de 1,4 milliard de francs. L'apport d'une prise raisonnable de la demande d'acier justifiait ce pari. La rupture intervenue à l'automne non seulement alevé ces espoirs et ruiné tous les projets,

vibrant à la nationalisation de la sidérurgie française, appel qui rencontre une résonance chez de nombreux citoyens de toutes opinions. Après tout, la sidérurgie n'est-elle pas virtuellement nationalisée, puisqu'elle doit s'adresser périodiquement à l'Etat pour survivre ? Concrétiser cet état de fait ne rendrait-il pas les choses plus claires et plus nettes ? Cela ne permettrait-il pas de promouvoir une nouvelle politique sociale, moins directement attachée à la notion de profit et plus soucieuse du sort des hommes ?

C'est l'une des solutions possibles ; qui relève, en définition, d'un choix de société. Les tenants de la nationalisation ne doivent, toutefois, pas oublier que la crise de cette industrie est devenue structurelle depuis 1974, et qu'il ne suffit pas, comme l'assure le parti communiste, d'assurer que la consommation d'acier est insuffisante pour régler les problèmes de production. Ceux de l'emploi ne seront pas davantage résolus dans les conditions de marché actuelles, qui subissent la pression de l'environnement national. Instaurer une cinquième équipe dans les postes à feu continu est parfaitement possible, à condition que nos concurrents ne fassent autant, ou que nos frontières se ferment.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 21, 1^{re} col.)

Les fonds de retraites américains instrument d'une « révolution silencieuse » ?

De notre correspondante

(sociétés, associations sans but lucratif, syndicats ouvriers, coopératives, etc.) se divisent en deux grandes masses.

● Le plus important, géré par les caisses elles-mêmes, représentait, à la fin de 1975, 161,4 milliards de dollars. Elle se trouvait principalement investie en actions cotées à la Bourse.

Sur une valeur totale de 151,4 milliards de dollars au 31 décembre de l'année dernière, 89 milliards, soit 58,5 % du total, figuraient au portefeuille actions. De plus, 37,8 milliards (25 %) étaient placés en obligations du secteur privé américain et de l'étranger. Les hypothèques représentaient un placement assez rare (1,8 %), comme d'ailleurs les effets commerciaux, et une part étonnamment faible (moins de 4 % du total) était investie en bons du gouvernement fédéral. Environ 6 % de l'actif de ces caisses était alors « liquide ».

● L'actif des caisses dont les fonds sont gérés par les sociétés d'assurance-vie et représentait 71,7 milliards de dollars à fin 1975 est investi suivant la politique de ce secteur. On peut donc estimer, *prospect mode*, qu'environ un tiers de ce capital est investi en obligations du secteur privé, et 10 % seulement en valeurs à revenu variable.

Quant aux caisses de retraites des collectivités locales, leur politique d'investissement n'est pas fondamentalement différente de celle des caisses du secteur privé, avec cependant un plus grand penchant pour les valeurs à revenu fixe. Plus de la moitié du total de l'actif de ces caisses est représenté par des obligations des sociétés privées et de l'étranger (57 milliards de dollars), mais elles détiennent tout de même pour plus de 26 milliards en actions des entreprises américaines. Les caisses de retraites des collectivités locales ont jusqu'ici peu investi en emprunts des collectivités (1,9 milliard), ce qui s'explique facilement par le fait que, étant exemptes d'impôts, elles ne s'intéressent pas autrement à la franchise attachée aux revenus de ces valeurs, dont le rendement brut est médiocre. Les pressions politiques sont cependant en passe de modifier cette situation, comme on l'a vu à New-York récemment.

retraites détiendraient d'ores et déjà « plus d'un tiers du capital des entreprises américaines » et elles en contrôleront plus des deux tiers avant 1980.

Les chiffres avancés par M. Drucker semblent cependant très gonflés par rapport aux statistiques émanant des sources les plus autorisées dans ce domaine. Autant qu'on sache, à la fin de 1975, la valeur globale, au prix du marché, des actions des sociétés américaines atteignait 803 milliards. Or, s'il est exact que les caisses de retraites privées non assurées détenaient pour 89 milliards de dollars de ces valeurs, les caisses des collectivités 26 milliards et que les compagnies d'assurances avaient placé dans ce secteur environ 7 milliards (10 % de l'actif qu'elles gèrent pour les caisses), on arrive, au plus, à un total de 125 milliards. Il ne s'agit donc que de 15 % environ de la valeur globale des actions en circulation. Ce qui est tout de même considérable étant donné que l'expansion du système des retraites s'est produite principalement au cours des vingt dernières années.

JAY McCULLY.

(Lire la suite page 24, 3^e col.)

BULLETIN

Le paradoxe de la baisse de la T.V.A.

Le gouvernement va lancer une campagne d'explication sur la baisse de la T.V.A. qui doit intervenir au début de 1977. L'oublié intention. Il serait, en effet, inadmissible que les commerçants empêchent sans autre forme de procès une partie du dégrèvement fiscal destiné à provoquer un abaissement de l'indice général des prix. En attendant l'opinion sur les conséquences mécaniques que doit normalement entraîner sur le coût de la vie la réduction de la taxe, on peut sans doute continuer efficacement à empêcher des abus.

Mais les pouvoirs publics ne devraient pas s'arrêter en si bon chemin. Ils devraient essayer de s'expliquer à eux-mêmes d'abord, et aux finances ensuite, un paradoxe qui n'est pas sans soulever quelques questions importantes. Voici, en France, un gouvernement décidé enfin à faire la guerre contre l'inflation. Son plan de redressement comporte notamment un abaissement du taux de la T.V.A. (comme c'était déjà le cas en décembre 1972). Voici l'Italie et la Grande-Bretagne aux prises avec le même mal, et pareillement engagées dans une lutte difficile pour le combattre. Mais, parmi les sévères mesures prises à Rome, figure en bonne place... un relèvement du taux de la T.V.A., tandis que Londres a augmenté plusieurs impôts indirects. Ajoutons que, pour sa part, le gouvernement allemand avait annoncé, dans le cadre de sa politique de stabilisation, une aggravation de la T.V.A. pour 1977 à laquelle il a dû récemment renoncer, ce qui déstabilise le temps rééquilibrer la diminution progressive du déficit budgétaire.

Qui a tort ? Qui a raison ? Pour essayer d'y voir clair, il convient sans doute de dénoncer une fois de plus la confusion trop souvent commise entre inflation et hausse des prix. C'est un fait que la première influe presque toujours par sa traduction par une élévation du coût de la vie, mais ses causes viennent du financement, par création de monnaie, de dépenses qui devraient normalement être couvertes par des recettes ordinaires : crédits de la banque centrale pour couvrir le déficit de l'Etat, crédits bancaires qui se substituent à l'insuffisance ou à l'absence de profits des entreprises...

Il n'est donc pas sûr qu'un remède qui a pour conséquence de diminuer les rentrées fiscales au moment où les finances publiques sont encore lourdement déficitaires soit nécessairement dans le bon sens (sans peut-être si le gouvernement sait tirer bon parti de l'avantage psychologique créé par quelques semaines). De même, on peut se demander si la limitation à 6,5 % de la hausse des tarifs publics en 1977 ne va pas contribuer à perpétuer une autre source d'inflation : le déficit des entreprises nationales, qui a plus que doublé en l'espace de trois ans. Le gouvernement ne fait pas une politique de l'indolence, résumant simplement M. Raymond Barré. Plusieurs dispositions de son programme vont lui rendre la tâche particulièrement difficile pour mettre son action en accord avec ses paroles.

L'avenir de l'économie mondiale, selon Leontief

par GILBERT ÉTIENNE (*)

Sur un point au moins, l'homme de l'an 2000 ne pourra pas se plaindre : son sort aura fait l'objet d'une rare sollicitude de la part de la génération précédente. En comparant le futur anticipé par ses pères et son propre présent, il pourra, si aussi, faire de savantes analyses, mais cette fois sur la science de la prévision.

Coup sur coup, ces derniers mois, deux prix Nobel de l'économie, Jan Tinbergen, et Wassili Leontief, pour l'ONU (2), ont regardé l'avenir, entourés d'une équipe de collaborateurs. Le premier rapport a déjà été analysé dans le Monde (voir l'article de Pierre Drouin paru le 22 octobre 1976). Nous nous arrêterons surtout au second.

Anne P. Carter, W. Leontief, P. Petri et les autres chercheurs étudient ce qui pourrait être une nouvelle stratégie de développement mondial dans la perspective du nouvel ordre international. L'univers est divisé en quinze régions et quarante-cinq secteurs. L'économie est liée aux problèmes de l'environnement, où huit polluants principaux sont retenus.

La méthode fixe clairement les enjeux, et l'étude a l'avantage de ne pas être trop optimiste, défaut parmi d'autres du dernier rapport pour le Club de Rome.

A plusieurs titres, une étude de ce genre mérite de retenir l'attention. Elle apporte un puissant argument aux partisans du nouvel ordre. Si les tendances actuelles (commerce international, aide au développement) se poursuivent, le déficit de la balance des paiements du tiers-monde atteindra 180 milliards de dollars (aux prix de 1970) en l'an

2000, déficit principalement dans la balance commerciale et des services vis-à-vis des pays riches à économie de marché. La part du tiers-monde dans le commerce mondial n'augmenterait que de 1 % pour atteindre 17 %. Une accélération du développement n'est évidemment pas concevable dans ces conditions.

Il est évident, et c'est l'intérêt des pays riches, que des corrections importantes doivent être apportées au système mondial, qu'il s'agisse de la dette ou des prix, voire des exportations de produits manufacturés en provenance de l'outre-mer moins développée. Pour les responsables du tiers-monde, il est non moins clair que l'épargne et les sources de financement intérieur doivent augmenter dans de très fortes proportions, compte tenu de la démographie. Non moins claires sont les exigences dans l'industrialisation.

A propos des matières premières, nous

De sérieuses lacunes

L'avenir agricole des pays en voie de développement et leur alimentation retiennent évidemment l'attention de l'équipe Leontief. Or, dans ce rapport, comme dans celui de Jan Tinbergen, de sérieuses lacunes et de gros défauts d'analyse apparaissent.

En Afrique et en Asie, 75 à 80 % des populations habitant la campagne : 70 à 80 % des personnes actives vivent de l'agriculture, dont on sait la gros poids sur le produit national (environ 50 %). Ces pourcentages sont certes plus bas en Amérique latine, mais l'urbanisation s'accroît d'un rythme aussi grave, sinon plus, que dans les villes asiatiques et africaines.

pouvons mesurer le chemin parcouru depuis les grondements d'apocalypse lancés par le premier rapport du Club de Rome, en 1972. Les hommes de l'an 2000 devraient avoir assez de pétrole, de fer, de bauxite, de cuivre... mais les coûts d'exploitation risquent d'être bien plus élevés. La planète pourrait manquer partiellement de plomb et de zinc.

Avenir plutôt rassurant également en matière de pollution. Les techniques de prévention s'améliorent. Il devrait être possible d'éviter une aggravation de ces maux. Ceux-ci ont des chances de reculer dans le monde industriel et urbain. Le rapport n'étudie pas en revanche la pollution en haute mer.

Au sujet de la croissance des pays riches à économie de marché, le rapport envisage un ralentissement net (- 3,5 % par an contre 4,5 % pour 1980-1970), ce qui paraît fort raisonnable.

En bonne logique, le développement agricole du tiers-monde devrait occuper dans toute étude globale une place beaucoup plus grande que ce n'est le cas. Sa part est, en fait, bien mince, dans ces deux rapports. Ce même défaut se retrouve d'ailleurs dans nombre d'ouvrages consacrés à un seul pays du tiers-monde.

Circonstance aggravante, la qualité ne compense pas la faible quantité. L'équipe Leontief envisage une accélération des taux de croissance agricole du tiers-monde partiellement irréalisable, soit une production qui devrait tripler ou quadrupler d'ici à l'an 2000.

L'Asie, où les problèmes alimentaires sont particulièrement préoccupants, fait l'objet de remarques spécifiques. Les auteurs rappellent que dans le nord-ouest de l'Inde, les rendements des terres ont augmenté de 50 % en dix ans (1960-1970), ce qui en trente ans donnerait un triplement de la production, raisonnablement qui pêche sur deux points. Effectivement spectaculaire, cette croissance a été grandement facilitée par une longue période antérieure de développement (construction des grands ensembles de canaux d'irrigation à la fin du siècle dernier) et par les qualités du paysan local que l'on ne retrouve pas dans toute l'Inde. Secondement, la marge de progrès tend à diminuer.

Les références au précédent japonais des années 40-70 pour la culture ne sont pas non plus raisonnables, compte tenu des multiples différences entre l'économie japonaise et les pays pauvres d'aujourd'hui.

Quant à la Chine, pourrait-elle multiplier ses récoltes par trois ou quatre ? Il reste un gros potentiel à gagner grâce au relèvement des rendements de blé qui, dans maintes régions, oscillent entre 1 000 et 1 500 kilos à l'hectare. Un doublement n'a rien de chimérique. Pour le paddy (riz non décortiqué, le riz décortiqué représentant les deux tiers du paddy), les moyennes par récolte se situent souvent autour de 3 000-3 500 kilos à l'hectare. Il sera techniquement difficile de dépasser de beaucoup les 5 000 kilos à l'hectare par récolte. Reste finalement la mise en valeur de nouvelles terres. Sur ce point, le rapport reconnaît l'évidence, à savoir que la marge de manœuvre est étroite en Chine, comme d'ailleurs en Inde.

(*) Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales et à l'Institut d'études du développement (Genève).

(Lire la suite page 20, 5^e col.)

(1) Jan Tinbergen, coordinateur, *Résumé du rapport international*, A report to the Club of Rome, New-York, E.P. Dutton, 1976.

(2) Anne P. Carter, W. Leontief, P. Petri, *The Future of the World Economy*, New-York, Nations unies, 1976.

La reconduction de l'« Accord multifibres » pourrait entraîner la disparition d'une partie de l'industrie textile française

Le comité textile du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) s'est réuni à Genève du 29 novembre au 10 décembre. Il rassemblait les représentants des trente-neuf pays qui ont signé en décembre 1973 un accord réglementant les échanges internationaux de produits textiles, dit Accord multifibres, pour une durée de quatre ans. Les participants ont fait le bilan de l'application de l'accord qui expire à la fin de 1977.

L'unanimité s'est faite sur la nécessité de renouveler l'A.M.F. Par contre, des divergences importantes sont apparues quant aux conditions de ce renouvellement. Les participants sont convenus de se réunir à nouveau en février 1977 afin de reprendre les négociations sur ce point.

Les Etats-Unis, la Suède et la plupart des pays en ne fixant de plafond que pour un nombre limité de produits. Depuis 1975, la crise du textile en Europe a accéléré les négociations, mais à l'heure actuelle la C.E.E. n'a conclu que onze accords bilatéraux, dont deux seulement (avec Hongkong et la Corée du Sud) touchent une liste importante d'articles.

Cette différence d'application de l'accord s'explique par deux raisons : d'une part, la C.E.E., moins puissante politiquement que les Etats-Unis, peut moins facilement imposer des accords très restrictifs ; d'autre part, les difficultés de répartition entre les Etats membres des quotas fixés globalement retardent et compliquent la tâche des négociateurs. Les quotas d'importation déterminés par un accord bilatéral sont répartis entre les pays de la C.E.E. sur la base des importations de chacun en 1973. L'accord multifibres prévoit une progression de 6 % par an des quotas, le surplus annuel d'importation est réparti entre les pays membres selon une « clé idéale » définie une fois pour toutes, quel que soit le produit.

Ce réveil tardif de la C.E.E. a eu deux conséquences. D'une part, la « protection » contre les importations à bas prix ne joue que pour un nombre très limité de pays et ne concerne qu'un éventail réduit de produits. Or certains pays exportateurs ont, depuis la signature de l'accord bilatéral, modifié leur production et se sont mis à exporter des articles non cités dans les accords bilatéraux, et donc non limités. Hongkong, par exemple, fabrique depuis deux ans des vêtements de dessus élaborés, qui entrent sans limitation en Europe. D'autre part, la stricte application de l'A.M.F. par les Etats-Unis a renforcé les courants commerciaux à destination de l'Europe des Neuf.

Le principal grief des industriels du textile est que les quotas fixés par les accords bilatéraux ne tiennent pas compte de l'ensemble des importations ni des possibilités globales d'équilibre du marché européen. Outre les pays signataires de l'A.M.F., la Communauté européenne est, en effet, liée par les accords d'association à un certain nombre de pays exportateurs de produits à bas prix (bassin méditerranéen). Malgré, pays signataires de l'accord de Lomé, dont les exportations bénéficient de conditions particulières favorables.

Les importations en provenance des pays signataires de l'A.M.F. ne représentent donc qu'une partie des produits à bas prix imposés en Europe (un tiers environ). Si l'on additionne les quotas fixés par les pays au sein de l'A.M.F. et les importations des pays associés, on atteint des volumes importants qui, pour certains produits « sensibles », perturbent d'autant plus les marchés européens que le gonflement des importations est souvent très rapide (quelques mois). En France, par exemple, en 1976 un sous-vêtement vendu sur deux était importé, les pays en voie de développement représentant 60 % des importations.

Second grief majeur des industriels européens : les détournements de trafic intra-communautaires. Ceux-ci sont favorisés d'une part par le fait que la réglementation européenne ne prévoit aucun contrôle de l'origine des échanges intra-communautaires et, d'autre part, par la complexité même de l'accord multifibres. Pour un produit et une provenance donnés, les quotas fixés pour chacun des pays membres sont très différents. Il existe, en outre, des « quotas régionaux » : la France est, par exemple, le seul pays de la C.E.E. à avoir demandé un quota pour les tee-shirts en provenance de l'Inde.

Enfin, le processus de libération des produits non touchés des accords bilatéraux est fort différent d'un pays à l'autre. Avant la signature de l'accord, la France, comme la Grande-Bretagne (et contrairement à l'Italie ou à la R.F.A.), appliquait un nombre important de mesures nationales de restriction aux importations. Elle doit, selon l'accord, les supprimer avant avril 1977, mais elle le fait très lentement, contrairement à certains de ses partenaires qui ont d'ores et déjà levé toutes les mesures nationales de limitation. Ainsi l'entrée de certains produits est-elle toujours contingentée en France, alors qu'elle est libre en R.F.A. en Italie ou aux Pays-Bas, ce qui incite certaines sociétés d'import-export à faire « transiter » ces articles par un de ces pays. Ces pratiques sont enfin facilitées

par le fait que la gestion des accords bilatéraux est confiée aux pays exportateurs.

L'ensemble de ces facteurs explique la poussée récente des importations à bas prix en Europe, en dépit de l'application de l'accord multifibres. Alors que celui-ci prévoyait une augmentation des quotas de 6 % par an, en deux ans les exportations des pays signataires de l'A.M.F. vers la C.E.E. ont augmenté de 80 % environ. Pour certains produits « sensibles » (chemises et chemisiers, pantalons de coton, lingerie et sous-vêtements, chandails, bas et chaussettes, notamment), la progression atteint 100 % ou plus. Au cours du premier semestre 1976, par exemple, les importations de tissus de coton en provenance de pays extérieurs à la C.E.E. ont représenté, en France, 30 % de la consommation apparente (les importations totales (toutes origines) 50 % de la consommation).

Si l'on inclut dans le total « coton » les articles fabriqués à partir des tissus (confection, lingerie, etc.), la part des importations extra-communautaires atteint 42 %, celle des importations totales 70 % ! Si les importations continuent de progresser au même rythme, une partie de l'industrie textile française disparaîtra au cours des cinq prochaines années, ce qui représente la perte d'un million cent cinquante mille emplois, reconnaît un responsable du ministère de l'Industrie.

Pour l'heure, les professionnels ont multiplié les démarches, demandant notamment que l'accord soit profondément modifié afin de tenir compte des possibilités d'absorption du marché européen et de l'ensemble des importations à bas prix, ainsi qu'une application plus rapide de la clause de sauvegarde. En revanche, le gouvernement français n'a pas encore adopté de position ferme quant aux modifications à apporter à l'A.M.F.

M. Barre a déclaré récemment à l'Assemblée nationale que « le gouvernement est décidé à ne rien refuser des avantages de la liberté des échanges, mais qu'il veillera à ce qu'elle ne s'exerce pas aux dépens de l'industrie française ».

Position ambiguë qui traduit bien l'embarras des pouvoirs publics : un retour aux pratiques protectionnistes qui prévalaient avant la signature de l'A.M.F. — et qui n'ont d'ailleurs pas encore été toutes éliminées — semble impossible, compte tenu notamment de la politique officielle française à l'égard des pays en voie de développement. Mais, d'un autre côté, la reconduction en l'état de l'accord multifibres signifie qu'on accepte, à terme, la disparition quasi certaine d'une partie de l'industrie textile.

Certes, les premières touchées ne sont pas, dans la plupart des cas, les firmes les plus performantes, et la poussée des importations n'explique pas tout — les difficultés récentes de sociétés comme Saint-Joseph, les Tissages de soierie réunis ou le groupe Bonessac l'ont montré. Mais les problèmes croissants que connaissent des groupes comme Akzo (Pays-Bas), Montefibre (Italie) ou Rhône-Poulenc montrent que le renforcement de la concurrence internationale gêne désormais l'ensemble du secteur.

Le gouvernement se trouve donc placé face à un choix important de politique économique. S'il considère comme inévitable la disparition d'une partie du textile, il faut qu'il adopte dès à présent un plan clair et cohérent de reconversion et de reclassement jusqu'à maintenant inexistant. L'industrie textile emploie en France plus de six cent mille salariés, difficilement reclassables car peu qualifiés et généralement situés dans des zones rurales peu industrialisées. Or les pouvoirs publics se sont jusqu'ici limités à des mesures de « suivi » : la dégradation du secteur, en essayant de limiter « après coup » les conséquences par l'emploi local des difficultés rencontrées par les entreprises. La mise en place d'une nouvelle politique du textile suppose également, bien entendu, des efforts de la part des professionnels afin d'adapter leur production aux nouvelles conditions de la concurrence internationale. Ils ont jusqu'ici mis au point, seuls cette reconversion que, depuis quelque temps, les importations qui étaient jusque-là limitées aux articles courants, commencent à frapper des produits plus élaborés et même la « mode » (robes, pantalons, costumes, etc.). Fait significatif : la balance des industries de l'habillement — les seules dont les plus compétitives du textile — s'est, en un an, fortement détériorée, pour la première fois depuis près de dix ans.

VERONIQUE MAURIS.

UN COLLOQUE DU « MOUVEMENT POUR L'INDEPENDANCE DE L'EUROPE »

Les États ont perdu leur souveraineté monétaire

« Il n'y a pas de solution « mécanique » à la crise monétaire — et économique — que traverse la Communauté européenne. Le problème posé est essentiellement d'ordre politique », a notamment déclaré M. Guido Carli, président de la Confédération patronale chrétienne au colloque organisé par l'indépendance de l'Europe sur le thème « L'Europe face au problème monétaire ». L'ancien gouverneur de la Banque d'Italie, qui était chargé avec M. Maurice Couve de Murville de tirer la conclusion des débats, a certainement exprimé par ces mots l'opinion dominante des participants. S'appuyant plus particulièrement sur l'histoire récente de son pays, M. Carli voit dans l'inflation actuelle le résultat d'un transfert progressif de la souveraineté de l'Etat au profit des différents groupes sociaux organisés ». En le président du patronat italien d'ajouter : « Au premier rang de ces groupes figurent les syndicats, mais il ne s'agit pas seulement d'eux ».

Sur le plan international, une évolution du même genre s'est produite : « La monnaie est créée par des autorités privées, c'est-à-dire par les grandes banques, surtout américaines, qui financent les déficits de balance des paiements, constate M. Carli. Ce n'est plus les Etats-Unis, mais les nouveaux pays déficitaires, l'Italie, la France, qui sont désormais responsables pour la création des liquidités internationales. Mais la façon dont est gérée la crise du pétrole aboutit automatiquement à rechercher l'équilibre dans la récession... » et il n'est pas possible, conclut M. Carli, d'espérer une réforme du système monétaire international avant que le processus de « désintégration » se renverse. « En Italie, l'effort de reconstruction des liens entre les différentes composantes du système social a commencé », estime l'orateur.

Pour M. Couve de Murville, le « pourrissement » du système monétaire international auquel on a assisté a conduit à l'inflation dont les Européens se sont avisés trop tard, si bien qu'actuellement aucune « action collective » n'est possible. A chaque pays, en particulier, de remettre de l'ordre dans ses affaires avant qu'on puisse envisager une politique communautaire. Le député allemand M. Narjes, qui était le porte-parole du groupe C.D.U.-C.S.U. au Bundestag jusqu'à la dissolution récente de ce groupe, avait lui-même déclaré que « la crise européenne, dont la meilleure illustration est l'échec de la politique commune économique et monétaire, est finalement à porter au compte des carences qu'accuse le processus de décision démocratique des Etats hautement industrialisés ».

Comme on était loin des incantations du plan Werner (1970) qui avait servi de point de départ à l'ambitieux programme d'union économique et monétaire officiellement adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement des Six, puis des Neuf !

Seul on a peu près senti, M. Maurice Papon, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, s'était attaché, dans une vision plus « mécanique », à exposer quelles devraient être les caractéristiques d'un futur « système » : stabilité des échanges, maîtrise des mouvements de capitaux, restauration du rôle de l'Etat. Autant de critiques des accords de la Jamaïque.

P. F.

UN COLLOQUE MONÉTAIRE AU CAIRE

La Revue politique et parlementaire et le Centre Joffroy pour la réflexion monétaire ont organisé, les 15 et 16 janvier 1977, au Caire, un colloque sur le thème « Contribution du monde arabe à l'évolution des mécanismes monétaires internationaux ».

Divers conférenciers, dont MM. Robert Aboud, président de la First National Bank of Chicago ; Jean Denist, directeur des Etudes économiques et financières de la Banque de Paris et des Pays-Bas ; Dr. Fawzi El-Kalil, ministre des finances de la République d'Irak ; MM. Gaston Leduc, membre de l'Institut Saïd El-Nabulsi, gouverneur de la Banque centrale de Jordanie ; professeur Ibrahim M. Oweis, directeur de l'Institut d'Arab Studies à Georgetown University de Washington ; MM. Fasse Salin, professeur à l'université de Paris Dauphine ; Pierre-Paul Schweitzer, ancien directeur général du Fonds monétaire international, interviendront sur les sujets suivants : la formation des systèmes monétaires, les courants monétaires, les nouvelles monnaies internationales, les changes flottants.

Pour renseignements et inscriptions s'adresser à la Revue politique et parlementaire, 88 bis, rue Joffroy, 75014 Paris, tél. : 287-05-43 (Mlle Renée Chazet).

L'économie mondiale

(Suite de la page 19.)

Tripler ou quadrupler la production agricole en Afrique noire paraît non moins probable. Depuis des années, le déficit du rétro est en hausse. De plus, la recherche agronomique y est beaucoup moins avancée qu'en Asie.

Observations sur le terrain et discussion avec de nombreux spécialistes de l'Asie conduisent à des prévisions, hélas ! plus réalistes, mais plus proches de la réalité. Pour l'Inde et le Bangladesh, nous arrivons à des hausses possibles de 80-100 % ; pour la Chine de 40-50 % d'ici l'an 2000, pour les céréales, les légumineuses et aussi les tubercules.

L'ordinateur est certes utile, mais les résultats doivent être tempérés par le jugement et l'expérience. Nous dirions presque que le fleuve s'agit de tenir compte des niveaux de développement d'aujourd'hui qui varient même à l'intérieur de chaque Etat du tiers-monde, des problèmes de répartition, de planification et des possibilités techniques. Certaines zones favorables peuvent tripler ou quadrupler leurs rendements dans d'autres, la hausse ne dépassera pas 30 à 100 % au grand maximum.

Les débats dans la recherche scientifique varient également. On oublie que les récents progrès spectaculaires du blé du riz et du maïs, dans certaines régions du tiers-monde s'appuient sur des recherches qui ont débuté il y a quarante à cinquante ans dans les pays développés, Japon compris. Lorsqu'on part de zéro ou presque (tubercules, légumineuses en milieu tropical), rien ne prouve que nous allons obtenir si vite des augmentations si hautes.

Si utiles soient-elles, de telles études tendent à proliférer. Les rapports Lantier et Tinbergen, en dépit de différences de contenu et de conception (le premier est plus nettement quantitatif), vont dans la même direction et se recoupent sur plusieurs points. L'un et l'autre ont été financés par le gouvernement des Pays-Bas.

Ne serait-il pas possible d'amplifier et d'affiner les analyses du monde rural, élargissant son influence très lourde sur la croissance globale de l'économie ? Or réussirait un meilleur mariage en associant à des esprits généraux et de très grand talent, comme un Lantier ou un Tinbergen, les compétences des hommes du terrain et de la pratique.

Malgré les défauts évoqués, nous disposons là d'une synthèse d'un grand intérêt pondérée dans le ton et les commentaires. Cette fine analyse constitue un heureux rappel à l'ordre pour les responsables des pays riches et du tiers-monde. Chez les seconds, tout chef d'Etat paraît avoir le besoin de renforcer les efforts sur le plan interne. Combien d'entre eux sont-ils vraiment conscients des enjeux ?

Plus irresponsables paraissent, néanmoins les dirigeants et les élites des pays riches. Allons-nous enfin comprendre que certaines modifications des relations économiques internationales correspondent à nos intérêts, quels que soient les avantages pour le tiers-monde ?

GILBERT ETIENNE

Les griefs des industriels

Le principal grief des industriels du textile est que les quotas fixés par les accords bilatéraux ne tiennent pas compte de l'ensemble des importations ni des possibilités globales d'équilibre du marché européen. Outre les pays signataires de l'A.M.F., la Communauté européenne est, en effet, liée par les accords d'association à un certain nombre de pays exportateurs de produits à bas prix (bassin méditerranéen). Malgré, pays signataires de l'accord de Lomé, dont les exportations bénéficient de conditions particulières favorables.

Les importations en provenance des pays signataires de l'A.M.F. ne représentent donc qu'une partie des produits à bas prix imposés en Europe (un tiers environ). Si l'on additionne les quotas fixés par les pays au sein de l'A.M.F. et les importations des pays associés, on atteint des volumes importants qui, pour certains produits « sensibles », perturbent d'autant plus les marchés européens que le gonflement des importations est souvent très rapide (quelques mois). En France, par exemple, en 1976 un sous-vêtement vendu sur deux était importé, les pays en voie de développement représentant 60 % des importations.

Second grief majeur des industriels européens : les détournements de trafic intra-communautaires. Ceux-ci sont favorisés d'une part par le fait que la réglementation européenne ne prévoit aucun contrôle de l'origine des échanges intra-communautaires et, d'autre part, par la complexité même de l'accord multifibres. Pour un produit et une provenance donnés, les quotas fixés pour chacun des pays membres sont très différents. Il existe, en outre, des « quotas régionaux » : la France est, par exemple, le seul pays de la C.E.E. à avoir demandé un quota pour les tee-shirts en provenance de l'Inde.

Enfin, le processus de libération des produits non touchés des accords bilatéraux est fort différent d'un pays à l'autre. Avant la signature de l'accord, la France, comme la Grande-Bretagne (et contrairement à l'Italie ou à la R.F.A.), appliquait un nombre important de mesures nationales de restriction aux importations. Elle doit, selon l'accord, les supprimer avant avril 1977, mais elle le fait très lentement, contrairement à certains de ses partenaires qui ont d'ores et déjà levé toutes les mesures nationales de limitation. Ainsi l'entrée de certains produits est-elle toujours contingentée en France, alors qu'elle est libre en R.F.A. en Italie ou aux Pays-Bas, ce qui incite certaines sociétés d'import-export à faire « transiter » ces articles par un de ces pays. Ces pratiques sont enfin facilitées

par le fait que la gestion des accords bilatéraux est confiée aux pays exportateurs.

L'ensemble de ces facteurs explique la poussée récente des importations à bas prix en Europe, en dépit de l'application de l'accord multifibres. Alors que celui-ci prévoyait une augmentation des quotas de 6 % par an, en deux ans les exportations des pays signataires de l'A.M.F. vers la C.E.E. ont augmenté de 80 % environ. Pour certains produits « sensibles » (chemises et chemisiers, pantalons de coton, lingerie et sous-vêtements, chandails, bas et chaussettes, notamment), la progression atteint 100 % ou plus. Au cours du premier semestre 1976, par exemple, les importations de tissus de coton en provenance de pays extérieurs à la C.E.E. ont représenté, en France, 30 % de la consommation apparente (les importations totales (toutes origines) 50 % de la consommation).

Si l'on inclut dans le total « coton » les articles fabriqués à partir des tissus (confection, lingerie, etc.), la part des importations extra-communautaires atteint 42 %, celle des importations totales 70 % ! Si les importations continuent de progresser au même rythme, une partie de l'industrie textile française disparaîtra au cours des cinq prochaines années, ce qui représente la perte d'un million cent cinquante mille emplois, reconnaît un responsable du ministère de l'Industrie.

Pour l'heure, les professionnels ont multiplié les démarches, demandant notamment que l'accord soit profondément modifié afin de tenir compte des possibilités d'absorption du marché européen et de l'ensemble des importations à bas prix, ainsi qu'une application plus rapide de la clause de sauvegarde. En revanche, le gouvernement français n'a pas encore adopté de position ferme quant aux modifications à apporter à l'A.M.F.

M. Barre a déclaré récemment à l'Assemblée nationale que « le gouvernement est décidé à ne rien refuser des avantages de la liberté des échanges, mais qu'il veillera à ce qu'elle ne s'exerce pas aux dépens de l'industrie française ».

Position ambiguë qui traduit bien l'embarras des pouvoirs publics : un retour aux pratiques protectionnistes qui prévalaient avant la signature de l'A.M.F. — et qui n'ont d'ailleurs pas encore été toutes éliminées — semble impossible, compte tenu notamment de la politique officielle française à l'égard des pays en voie de développement. Mais, d'un autre côté, la reconduction en l'état de l'accord multifibres signifie qu'on accepte, à terme, la disparition quasi certaine d'une partie de l'industrie textile.

Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente. Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDEANT MOUCHOTTE - TEL. 260.35.11

هتل الشيراتون

LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE MENACÉE PAR LA CRISE

Perspectives à moyen terme : la cassure

L'ACTIVITÉ sidérurgique est cyclique par essence, avec un rythme quinquennal depuis 1955, points hauts du cycle étant situés en 1961, 1965, 1970 et 1974. Les baisses régimes sont durement ressenties, mais producteurs d'acier comme les fabricants de textiles y sont habitués et ont pris à attendre le retour des beaux jours, qui, jusqu'à présent, s'est toujours produit. Mais, cette fois, l'activité industrielle s'est

développée à un rythme moyen de 4 % l'an. En sidérurgie, étant donné le long délai (quatre à cinq ans) qui sépare la décision d'investir et la mise en production d'une installation, il n'est pas de réguler les prévisions sur la courbe à long terme. A partir de 1970, un certain optimisme régnait même, puisque l'on observait une augmentation plus rapide de la demande, qui devait culminer à l'été 1974 dans une explosion spectaculaire et quelque peu inquiétante.

expansion, masqué par le « boom » de 1973-1974, était déjà inscrit dans les faits, alors que le rythme de croissance annuel de la consommation d'acier, en Europe occidentale, avait été de 5,1 % entre 1960 et 1970, et même de 5,5 % entre 1965 et 1970. Il commençait à s'effondrer au cours des années suivantes.

Le rapport « sidérurgie » pour le VII^e Plan relevait, en mars 1975, que le taux de croissance moyen du marché intérieur français, entre 1969 (année de référence pour les prévisions de VII^e Plan) et 1974, avait été de 3,3 %, alors que le taux prévu était de 5,3 %. Les prévisions furent vérifiées et même dépassées pour certains consommateurs d'acier, comme l'automobile, mais se révélèrent trop optimistes pour les industries d'équipement et la construction. Éclatant sur ces entrefaites, la crise de l'énergie ne pouvait qu'accroître ce ralentissement, comme le signalait, il y a déjà un an, une remarquable étude du département économique d'Eurofinance, les perspectives pour l'horizon 80 ne sont guère enthousiasmantes.

Prévisions médiocres

L'auteur, M. Genevaz, ne voyait pas, et ne voit toujours pas, de facteurs décisifs pour une reprise étonnante de la consommation d'acier. L'activité de l'industrie automobile (12 % de cette consommation stricto sensu, près de 18 % sous toutes ses formes) devrait au mieux se stabiliser ou croître faiblement. Celle de la construction devrait être légèrement inférieure à la moyenne : le potentiel de croissance est faible en Allemagne fédérale, et les prévisions sont plus que médiocres dans les pays où le potentiel reste encore assez fort, comme en France, en Grande-Bretagne ou en Italie, tous pays affectés par la crise.

Le développement des équipements lourds reste encore problématique après la flambée de ces dernières années. Quant aux chantiers navals, ils doivent tenir compte d'une surcapacité mondiale de transports pétroliers, qui durera au moins jusqu'en 1980. Certes, en vertu du caractère cyclique de l'industrie de l'acier, il est possible que, après une meilleure année, en 1977, un « boom » se produise en 1978, avec éventuellement une recrudescence en 1979, mais rien ne peut l'assurer. Ajoutons l'extraordinaire agressivité dont font preuve les Japonais sur les marchés mondiaux d'exportation, où ils concurrencent sauvagement les Européens, et l'on comprendra que l'horizon n'est plus très clair.

Dans ces conditions, les prévisions du rapport pour le VII^e Plan, qui évaluait les besoins d'acier brut, en 1980, à 34 millions de tonnes en hypothèse forte, et à 31 millions de tonnes en hypothèse faible, sont balayées. Rendus prudents, les exportateurs, au mieux, sur une production de 30 millions de tonnes en 1980 contre 27 millions de tonnes en 1974, 23 millions de tonnes en 1975 et peut-être 25 millions de tonnes en 1977. L'annuel, c'est qu'à la fin de 1975 la sidérurgie française dispose déjà d'une capacité théorique de 34 millions de tonnes, correspondant à une capacité effective de 31 millions à 32 millions de tonnes. Compte tenu des travaux de modernisation en cours, qui doivent éliminer une part appréciable des équipements vétustes, elle a presque atteint ses objectifs de 1980 en tonnage.

C'est là la conséquence de cette cassure dans son développement qui bouleverse toutes les données. On ne passe pas impunément d'un schéma de progression de 4 % l'an à un schéma de 2,5 %, par exemple. Aucun plan n'y résiste, et, hélas ! aucune industrie, si sa structure est devenue vulnérable, comme c'est le cas pour la sidérurgie française. — F. R.

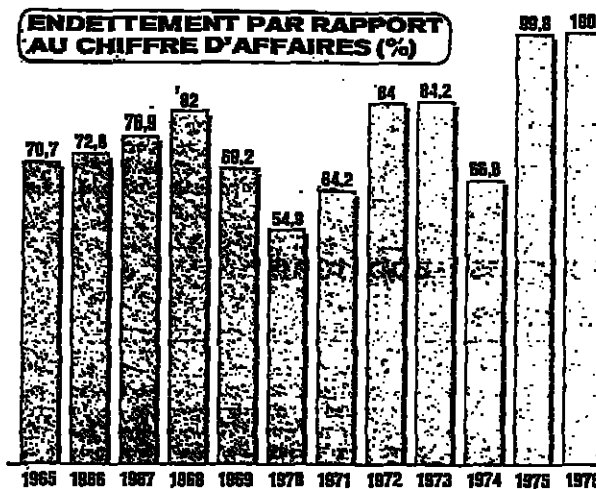
Un endettement qui vient de loin

L'ENDETTEMENT de la sidérurgie française bat tous les records : avec 100 % du chiffre d'affaires total en 1976, il n'est égalé que par celui de la sidérurgie italienne — ce n'est pas une consolation — atteint le double de celui de la Grande-Bretagne et est six fois supérieur à celui de l'Allemagne (en

Ce n'est qu'en 1962 que la Rue de Rivoli consentit à relâcher un peu le carcan, mais c'était devenu inutile : la sidérurgie française se trouvait alors engagée dans la « traversée du désert ». La stagnation de la production allait se prolonger jusqu'au début de 1968 et n'autoriser qu'une progression de 10 % du tonnage en huit ans. De plus, les prix s'orientèrent à la baisse pour une assez longue durée. Le mal était fait. En 1969, l'endettement de la profession égalait déjà 70 % du chiffre d'affaires.

Par la suite, la conjoncture étant redevenue brillante, des « incitations » à la modernisation, des pressions discrètes, continuèrent à être exercées et, bon an mal an, les prix français restèrent inférieurs à ceux de leurs partenaires dans des proportions variables. Aujourd'hui, les dirigeants de cette branche industrielle estiment que le manque à gagner résultant de ce quasi-blocage d'acier, et de ces pressions ennues, représente le tiers de la dette à long et moyen terme, soit 11 milliards de francs sur 33 milliards de francs. Circonstance aggravante, la sidérurgie française, qui était restée en arrière, va accomplir un effort d'investissement énorme, se chiffrant à près de 35 milliards de francs au cours des années 70, destinée essentiellement à accroître ses capacités de production insuffisantes.

Faute de pouvoir lever des fonds propres auprès d'une Bourse mal en point et de dégager un large auto-



pourcentage s'entend). En ce qui concerne les deux principales entreprises, Usinor et Sacilor-Sollac, il dépasse largement 100 %, tandis que les frais financiers s'établissent au-dessus de 10 % du chiffre d'affaires et représentent un fardeau insupportable en cas de crise.

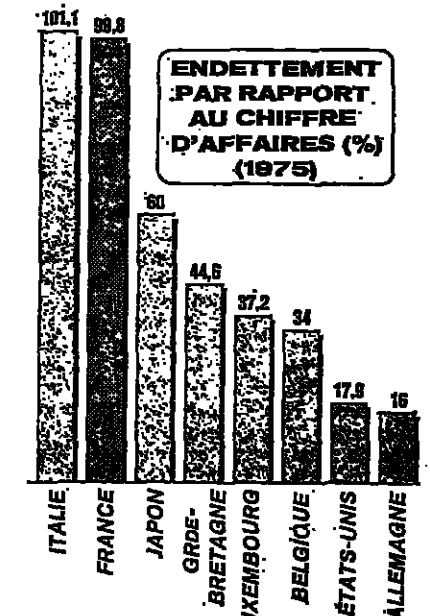
L'AIDE DE L'ÉTAT : 13 % DES DÉPENSES EN CAPITAL EN TRENTÉ ANS

L'aide apportée par l'État à la sidérurgie française s'éleva actuellement à environ 7 milliards de francs, sous forme de prêts du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) à des taux assez peu inférieurs à ceux du marché financier (5 1/2 % en 1975 par exemple). Une première tranche de 2,8 milliards de francs a contribué, à hauteur de 28 %, au financement des 10 milliards de francs de travaux prévus par le plan Ferry à partir de 1966.

En 1971, une seconde tranche de 1,5 milliard de francs, portée en 1973 à 2,65 milliards de francs, représentait 25 % environ du coût de l'usine n° 1 de Fos, soit 10 milliards de francs. Une troisième tranche de 1,4 milliard de francs finira à près de 40 % le programme d'investissement lancé à contre-conjoncture au début de 1976, soit un peu plus de 3 milliards de francs. Cette aide représente 20 % de la dette globale de la sidérurgie française et 13 à 14 % de ses dépenses en capital depuis trente ans.

Cet endettement extraordinaire vient de loin, exactement du début des années 50, lorsque les gouvernements successifs se colletaient — déjà — avec l'inflation et recouraient à un blocage intermittent des prix. Ceux de l'acier, ce pain quotidien de l'industrie, étaient particulièrement visés. Des retards de plusieurs mois dans le réajustement des tarifs étaient le lot habituel de la sidérurgie française, même après l'instauration, en 1953, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), qui, en principe, libérait les prix intracommunautaires dans le cadre des barèmes déposés.

Le blocage le plus sévère fut celui du gouvernement Ramadier, en 1955 : trois ans après, les prix français de l'acier se trouvaient à 10 % en dessous des prix allemands et à 25 % en dessous des prix belges. Du coup, les marges bénéficiaires des entreprises françaises se contractèrent, pendant que celles de leurs partenaires européens s'enflaient à la faveur de l'expansion du marché.



financement, c'est à l'emprunt que la sidérurgie doit recourir, l'État apportant son aide sous forme de prêts. L'endettement va alors devenir vertigineux. C'est un pari terrible qui ne peut être gagné que par une expansion continue. Jusqu'en 1974, les bénéfices d'exploitation, parfois considérables lorsque l'année est bonne, permettront de supporter la charge des intérêts et des de la production et des prix, et, en 1976, la recrudescence : le pari est perdu, et l'acier français est en danger. Un véritable plan de sauvetage devra être mis sur pied pour assurer la survie d'une profession qui, bon gré, mal gré, avait tout bâti sur l'endettement, comme les Japonais, mais sans leurs facilités ni leurs atouts.

25 nostalgies du Far-West

Le quadruplement du prix du pétrole, voilà, au début de cette année-là, une véritable accélération des programmes d'investissement dans la recherche, le transport, le stockage et le traitement des hydrocarbures. Le monde entier réclamait des « sans soudure » pour les forages, des « soudés » de gros diamètre pour les conduits, des tôles fortes pour les réservoirs et les plates-formes, sans compter la demande des chantiers navals, en 1973, et la mise en chantier de pétroliers.

Les marchés se mettaient à bouillir, les usines à l'œuvre. Au cours de ces premières années 70, les entreprises françaises, battant leurs records de production, accroissent de près de 40 % leurs tonnages exportés et de près de 60 % le chiffre d'affaires correspondant. En France, comme ailleurs, les aciéries travaillaient à capacité d'emploi dans une véritable psychose de guerre. On se battait littéralement pour les produits devenus rares : « Mon usine pour une cargaison de tôles fortes », dit l'époque où les Japonais annoncent pour l'avenir plus lointain une pénurie de métal, qu'ils chiffreront à 1/3 de la production totale en 1980. Au grès mondial de l'acier, qui se tint à l'automne 1973 à Johannesburg, la question plus lancinante fut celle de savoir comment financer les énormes investissements dus à l'horizon 1985 avec une demande annuelle de 5 %. Les usines étaient qualifiées de « effrayantes » : tant le « Far West ».

In an plus tard, la tendance se renversait spectaculairement : « Il y a une nasse de réelle stagnation, et nous sommes inquiets de ce que nous réserve l'avenir », déclarait, à Munich, en octobre 1974, M. Spethmann, président de Thyssen, premier producteur d'acier d'Allemagne.

L'avenir relève-t-il encore du secteur privé ?

(Suite de la page 19.)

L'ambition de la productivité passa par la formation de l'outil et une diminution relative du personnel employé : dans les usines modernes, où les pièces d'acier rougissent à 80 kilomètres à l'heure, on aperçoit de moins en moins de travailleurs, et l'on ne peut que se réjouir pour ceux qui ont dûment peiné pendant des décennies. Quant au déficit d'exploitation, il risque de rester à la charge de la collectivité. Fait significatif : de l'autre côté du Channel, les syndicats britanniques ont dû accepter en janvier dernier le principe d'importants licenciements et de fortes économies à la très nationalisée British Steel Corporation, qui groupe 90 % de la sidérurgie anglaise et dont le déficit prendait des proportions catastrophiques.

Reste enfin à considérer que l'État a incontestablement une part appréciable de responsabilité dans la situation actuelle de la sidérurgie, pour avoir, à maintes reprises, posé sur les prix de vente de l'acier, et donc sur les marges de cette profession. C'est un élément à verser au dossier, dans un débat qui risque d'être fort animé durant les prochains mois, et qui opposera, à la fois, les tenants de l'économie libérale et ceux de l'économie socialisée.

FRANÇOIS RENARD.

ATTRIBUTION DU PRIX DU CRÉDIT NATIONAL

M. André de Lattre, président du Crédit national, a remis récemment le prix du Crédit national, d'un montant de 10 000 F, destiné à récompenser l'œuvre de troisième cycle consacrée au développement des entreprises. Le prix, créé cette année, a été attribué à M. Patrick Fénichel pour sa thèse sur « L'introduction en Bourse de sociétés françaises : procédure et rôle de l'admission à la cote officielle », soutenue devant l'université de Paris-IX-Dauphine. Le jury, présidé par M. André Babeau (professeur à l'université de Paris-IX), est composé de M. Pierre Conso (directeur de la direction des études), Paul Jolles (INGEST), Joseph-Camille Genest (directeur à la C.F.P.), Pierre Huet, Yves Morvan, Guy Triollet (chercheurs d'université), et de notre collaborateur Paul Fabre. Ses travaux ont été organisés par M. André-Louis Chau, chef du département des études du Crédit national.

2 SESSIONS du 20 au 24 et du 27 au 31 inclus
NOËL 5 jours math, phys

Reformez-vous intensément... SOS MATH... 3, rue de MONTEAU - 75021-Paris - Métro : Étoile ou St-Philippe

A. TIANO
La méthode de la prospective
dunod 63 F

La moins compétitive d'Europe

Le rapport pour le VII^e Plan est formel : la France est la moins compétitive d'Europe continentale, avec 10,82 heures contre 7,72 pour l'Allemagne fédérale, 7,24 pour la Belgique, 6,75 pour l'Italie et 6,46 pour le Luxembourg. De 1970 à 1974, elle s'inscrivait également au dernier rang pour l'augmentation annuelle de cette production, avec 3,80 %, contre 4,85 % à 7,61 % pour les autres. L'opinion ne comprend plus. N'a-t-on pas cessé de lui rappeler que le pays a accompli le plus gros effort d'investissement de ces dernières années, plus de 35 milliards de francs en neuf ans ? La France ne décline-t-elle pas un ensemble ultra-moderne, que lui envoie l'Allemagne fédérale, avec l'usine de Dunkerque, celle de Gandrange en Lorraine, celle de Fos, dernière créée et la plus rationnelle d'Europe ?

C'est oublier que, à côté de ces centres très productifs, subsistent, à raison de 30 % environ du potentiel de production, des installations vétustes ou déjà vieillissantes, à Denain, Valenciennes, Louvroil, et surtout dans le triangle lorrain, à Longwy, Thionville, Hayange, Rombses. Ces installations, dont la productivité est fort médiocre, retardent encore de grands services en période de pointe. En 1974, par exemple, la sidérurgie française, travaillant à sa capacité maximale, a enregistré des résultats globaux meilleurs que ceux des Allemands ou des Japonais. En période de basses eaux, en

revanche, ces installations anciennes posent de tout leur poids et contribuent à la France le triste privilège d'être la dernière de l'Europe.

Plusieurs raisons, d'ordre historique, expliquent ce mauvais classement. Tout d'abord, la sidérurgie française, comme l'allemande et, à un moindre degré, la belge, est « vieille » : elle était déjà bien établie avant la guerre de 1939, sans parler de celle de 1914. Celle de l'Italie est jeune, elle n'a guère plus de vingt ans, de même que celle des Pays-Bas, qui date de l'immédiat après-guerre, sans même tenir compte du Japon, dont la sidérurgie a quinze ans d'âge pour les huit dixièmes.

Ensuite — et c'est là un fait capital — l'industrie française de l'acier, déjà fort endettée en 1965, faute d'avoir pu maintenir ses marges, a dû, depuis dix ans, consacrer la quasi-totalité de ses efforts à développer ses installations nouvelles pour augmenter son potentiel et répondre à la demande, sans qu'elle ait pu renouveler ses installations anciennes. L'Allemagne fédérale, en revanche, a été en mesure, depuis vingt-cinq ans, de rénover régulièrement ses usines, éliminant les points faibles. Ajoutons que les sidérurgistes allemands ont fortement développé une intégration en aval, vers la transformation de l'acier, les aciers spéciaux et la mécanique. Cette liaison organique leur permet à la fin d'exporter des produits finis et d'éviter les risques. Que l'on pense à Thyssen avec sa filiale Rhein Stahl ! En France, malgré la liaison Usinor-Vallou-

rec, le processus est infiniment moins développé, ce qui cantonne les entreprises dans leur rôle de producteurs d'acier et les rend bien plus vulnérables.

Enfin, la restructuration de l'industrie française s'est effectuée avec un certain retard. Elle fut assez rapide dans le Nord, avec la

création en 1948 de l'Union sidérurgique du Nord (Usinor), qui regroupait les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, avec Denain-Anzin, pour y ajouter Lorraine-Escaut en 1968, et qui fut en mesure de mettre en chantier le complexe de Dunkerque dès 1959.

Quarante mille personnes théoriquement en trop !

Elle fut beaucoup plus lente en Lorraine. Après la réunion, en 1950, au sein de Sidolor, des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, de celles de Mccherville, de Rompage et de Pont-à-Mousson, il fallut attendre quatorze ans pour aboutir à la fusion de Sidolor avec la société de Wendel, bien que les partenaires fussent déjà associés au sein d'une coopérative de laminage, la Solbec. Ce n'est qu'à partir de 1970 que la restructuration commença vraiment, avec, à la clé, la suppression de douze mille emplois en cinq ans. Des divergences sur l'évaluation des actifs et des particularismes locaux avaient longtemps constitué un frein à cette indispensable fusion.

Ajoutons enfin que la compression des effectifs, qui eût dû, à certains moments, résulter de ces opérations, n'eut lieu que très tardivement. En 1966, par exemple, Usinor dut signer l'engagement écrit de n'y point procéder lors de l'absorption de Lor-

raine-Escaut et de l'intégration de ses installations très vétustes de Valenciennes. Au fil des ans, le poids des dépenses de main-d'œuvre n'a donc pas cessé de se faire sentir.

En Lorraine, par exemple, le processus de suppression de postes engagé à partir de 1970, qui se traduit par une diminution de douze mille emplois, a été stoppé net en 1974, alors qu'il aurait dû se poursuivre.

Aujourd'hui, après deux ans de crise, et compte tenu d'un taux de marche inférieur à 60 %, la sidérurgie française, non seulement n'a amorti plus ses installations, mais n'arrive même plus à acquitter intégralement ses dettes. Selon certaines estimations, pour arriver au même rapport production-effectifs que celui de l'Allemagne fédérale, il lui faudrait licencier quarante mille personnes sur cent cinquante-cinq mille, ce qui constitue une impossibilité théorique aussi bien que pratique.

LES CONSÉQUENCES DE L'ENDETTEMENT GÉNÉRALISÉ

La baisse des taux d'intérêt ne se décrète pas

par MICHEL MOINECOURT (*)

QUELLE peut être l'efficacité des taux d'intérêt dans une politique anti-inflationniste ? Sont-ils la panacée, un boomerang ou un placebo ? L'examen du comportement financier des entreprises pendant la dernière crise peut apporter des éléments de réponse.

Dans les années qui ont précédé la crise de 1973-1975, la situation financière des entreprises de la plupart des pays de l'O.C.D.E. s'était dégradée.

Pour répondre à l'emballlement de la

demande et conquérir les nouveaux marchés qu'elles croyaient entrevoir, les entreprises n'ont eu aucune peine à trouver auprès des banques les crédits nécessaires au financement de leurs stocks, de leurs créances sur leur clientèle, de leurs investissements. D'où un endettement croissant qui a entraîné un niveau de dépenses par leur taille, l'importance de leurs bilans, de leurs fonds propres et l'excellence de leurs traditions paraissent avoir multiplié leurs risques vu l'importance des prêts à moyen terme qu'elles ont consentis au tiers et au quart-monde.

La décision de l'OPEC entraînant dès 1974 une augmentation frappante du déficit des balances courantes

La plus grande sagesse apparente des banques françaises

Avant parfois coté la faillite, les entreprises américaines commencent à liquider leurs stocks. Ce besoin de financement ayant été comprimé au maximum et des liquidités ayant été dégagées, elles s'efforcent, dans la reprise que nous venons de connaître, d'une part, de n'investir que le moins possible, d'autre part, ayant assaini leur bilan, de se présenter sur le marché obligataire ou de demander de l'argent à leurs actionnaires plutôt que de s'adresser aux banques. Ces dernières, qui avaient exagérément prêté dans la période précédente, se trouvent fort bien de cette abstention de leur clientèle et remettent en ordre leur propre bilan.

Sans encadrement du crédit, les taux d'intérêt bancaires et obligataires baissent ; pour les taux des prêts bancaires, la raison était la faiblesse de la demande. Pour les taux des obligations, la situation était plus différenciée : ils diminuaient pour les émetteurs capables de présenter un bilan assaini. Aux Etats-Unis, en effet, la différenciation des taux des obligations industrielles privées en fonction de la santé financière des emprunteurs permet une baisse sélective.

En France, il ne semble pas que la situation financière des entreprises se soit améliorée dans des proportions aussi sensibles qu'aux Etats-Unis. Une gestion des stocks moins hâtive, les impératifs du maintien de l'emploi, ont laissé après la crise les besoins de financement à un niveau encore élevé. Le système bancaire français, habitué depuis de nombreuses années à gérer l'inflation et à y prospérer, avait commis moins d'erreurs, tout au moins apparemment : si le bilan des banques françaises porte moins de créances douteuses que celui de leurs concurrents américains, n'est-ce pas aussi parce que le créancier tout puissant est toujours amené à prêter plus à son débiteur ? Cette politique reste la même après la crise.

Enfin, le marché obligataire français est très peu sélectif : le bilan de l'entreprise privée emprunteuse n'a guère d'influence sur le taux que lui consentiront le marché et la direction du Trésor.

Peu différenciés, les taux des obligations industrielles seraient, de l'avis même de hauts fonctionnaires du Trésor, maintenus en dessous du niveau où le jeu des forces du marché à un moment donné voudrait qu'ils soient. Cela ne signifie pas qu'ils soient insensibles dans le temps aux pressions du marché ni que le trésor ait le pouvoir de modifier cette évolution. Cependant plusieurs privilèges fiscaux (déductibilité des intérêts des prêts obligataires et bancaires pour l'emprunteur, franchise de 3 000 francs et prélèvement forfaitaire de 25 % en faveur

du souscripteur d'obligations) ont pour effet de maintenir les taux à des niveaux plus favorables à l'emprunteur qu'ils ne devraient l'être normalement. Telle pourrait bien être une des causes de l'endettement excessif des entreprises françaises, donc de leur faible rentabilité. De même serait découragé par ce moyen le financement par renforcement des capitaux propres, puisque l'autofinancement est réduit à la portion convenue par les frais financiers et que le coût des émissions nouvelles d'actions reste pénalisé par la non-déductibilité des dividendes. Par ailleurs, l'uniformité actuelle des taux ne renseigne en aucune façon le souscripteur éventuel de l'obligation sur le risque de non-remboursement ni l'incite l'entreprise à garder un bilan équilibré.

L'égalisation du traitement fiscal des fonds propres et des emprunts dissuaderait les entreprises de recourir à un mode de financement trop facile, et dangereux au bout du compte. L'amélioration des bilans et de la rentabilité ne viendrait que du retour à la vérité dans les calculs financiers par accroissement relatif du coût des capitaux empruntés. Remarquons que l'indexation du capital emprunté aurait le même effet rééquilibrant. L'essentiel est d'habituer les entreprises à ne compter que sur leurs propres forces.

Pour éviter que les banques ne prêtent aux entreprises, le dispositif actuel d'encadrement du crédit paraît illusoire. Il comporte de nombreuses brèches : recours des entreprises à l'endettement extérieur par émission d'emprunts sur les marchés internationaux ou par emprunts auprès de filiales situées à l'étranger, multiplication des prêts à des taux artificiels et bas (crédits à l'exportation, crédits divers à l'équipement, etc.).

Enfin et surtout, le Trésor fait-il toujours passer la nécessité de contrôler la création de la masse monétaire pour réduire l'inflation avant ses besoins de financement ?

Dans ces conditions, l'évolution des taux d'intérêt ne peut que rester hors de portée de la politique gouvernementale. On peut tout au plus justifier après coup les mouvements commandés par les événements.

Puisque ces mystères nous dépassent, féignons d'en être l'organisateur.

L'inflation ne disparaît pas de façon mécanique, mais après beaucoup d'efforts de ces organismes bien vivants que sont les entreprises, l'Etat, les consommateurs et les intermédiaires financiers. On voit que l'aubaine que représenterait pour les investisseurs institutionnels la revalorisation du cours de leurs obligations achetées en période de taux élevés devra se mériter plutôt que se décréter.

(*) Analyste financier.

Les prêts au tiers et au quart-monde suscitent une inquiétude grandissante

ON se souvient que la faillite de Herstatt, banque privée allemande, imprudemment engagée sur des opérations de change à terme, intervenue en 1974, avait pratiquement paralysé le marché des changes. Le vent de panique qui avait soufflé sur les marchés financiers avait mis des mois à se dissiper, bien qu'il n'y ait eu aucune réaction en chaîne vu le faible montant relatif des dépôts étrangers chez Herstatt. Le lent réveil n'avait bénéficié qu'aux plus importantes banques internationales, notamment américaines ; ce sont ces grandes banques privées qui, par leur taille, l'importance de leurs bilans, de leurs fonds propres et l'excellence de leurs traditions paraissent avoir multiplié leurs risques vu l'importance des prêts à moyen terme qu'elles ont consentis au tiers et au quart-monde.

La décision de l'OPEC entraînant dès 1974 une augmentation frappante du déficit des balances courantes

Couvrir des déficits massifs

Sans doute les plus évolués des pays du tiers-monde, tel le Mexique, ont-ils été tentés d'appeler tout d'abord au marché des euro-obligations, mais dans l'ensemble les garanties offertes paraissent insuffisantes et ce marché est pratiquement fermé à ces pays (1).

Il restait pour couvrir ces déficits massifs à recourir à des emprunts bancaires à moyen terme. Cela fut appliqué à une grande échelle en 1974 et en 1975 et s'est poursuivi en 1976, malgré plus d'hésitations du côté des prêteurs. En effet à fin 1976 la dette totale (directe ou bénéficiant de garanties d'Etat) des pays du quart-monde atteindrait 170 milliards de dollars, dont à peu près la moitié due aux banques commerciales, celles-ci étant à 65 % de banques américaines. Ces banques qui voient dix ans n'auraient même pas envisagé un prêt industriel direct dans l'un de ces pays, sont allées jusqu'à financer à concurrence de milliards de dollars des prêts aux gouvernements souvent destinés à couvrir les déficits de la balance et parfois le simple service de la dette, cela contrairement aux traditions bancaires où les prêts sont accordés en fonction de projets spécifiques qui doivent engendrer le cash-flow qui permettra le paiement des intérêts et le remboursement du principal (self-liquidating loans).

Sans doute ces prêts, tels les tranches spéciales du F.M.I., sont-ils le plus souvent subordonnés à certains engagements du débiteur pour ce qui est de sa politique budgétaire, monétaire, de crédit, du niveau des importations, bref, des grands équilibres. Mais les banques commerciales sont encore plus mal placées que le F.M.I. ou d'autres organisations internationales pour faire respecter ces engagements. Elles ne disposent d'aucun moyen de coercition, en fait, même lorsque ces prêts sont consentis en plusieurs tranches, sauf à donner prise de la part des débiteurs susceptibles — et le plus souvent sont — à des accusations d'impérialisme pouvant mettre en danger les fonds précédents engagés.

On a pu dire que ces critères économiques heurtaient moins la susceptibilité des débiteurs que la pression plus globale du F.M.I. ; rien n'est moins évident à l'heure.

La solution de M. Fourcade

Il semble toutefois que la solution préconisée par M. Fourcade, lorsqu'il était rue de Rivoli, paraissait plus réaliste : les pays de l'O.C.D.E. auraient garanti conjointement avec la Banque mondiale ces crédits bancaires privés. La solution Fourcade prévoyait donc plusieurs prêteurs en dernier recours face aux défaillances possibles d'un ou plusieurs débiteurs. Cette suggestion paraît d'autant plus urgente à concrétiser que le F.M.I., après versements de 900 millions de dollars au Mexique, de 3,9 milliards de dollars à l'Angleterre et de 500 millions de dollars à l'Italie, se trouvera, dans le cadre de ses présentes statuts, très limité dans ses disponibilités immédiates, que l'on peut estimer à 2 ou 3 milliards de dollars fin 1976. Rappelons que ses prêts se sont élevés à 7,4 milliards de dollars de mars 1975 à avril 1976.

Or aujourd'hui, et là est le danger,

de ces pays qui passait de 9 milliards de dollars en 1973 à 28 milliards de dollars en 1974 et en 1975 à 35 milliards de dollars du fait de la baisse des prix des matières premières et du ralentissement de l'économie mondiale. On peut s'attendre à un ordre de grandeur pour 1976 de 30 milliards et à une augmentation de quelques milliards de dollars en 1977 en regard à la nouvelle augmentation du prix du pétrole devant intervenir en décembre. Le service et l'amortissement de la dette sont passés de 9,5 milliards de dollars en 1974 à 12,5 milliards de dollars en 1976 et risquent d'atteindre 14,5 milliards de dollars en 1977.

Les fonds de sources officielles ou des organismes internationaux y compris des pays membres de l'OPEC, sont passés de 9 à 13 milliards de dollars seulement. Les investissements directs ont peu évolué en valeur absolue, si bien que le déficit doit être couvert par d'autres moyens.

Les banques commerciales travaillent sans filet. Sans doute la tentation était-elle grande pour les banques américaines de substituer à une demande intérieure en retrait des prêts à taux d'intérêt élevés, mais le risque était également considérable.

A l'heure actuelle, avant même qu'une prochaine hausse du pétrole ne heurte de plein fouet les économies du quart-monde faibles et surendettées, ces pays exercent des pressions de plus en plus vives et plus précises en vue d'un moratoire général que refusent bien entendu les pays créanciers (2).

On n'ose penser à ce qu'il adviendrait des comptes d'exploitation et du rapport des fonds propres au total du bilan des principales banques, notamment américaines, très engagées vis-à-vis du quart-monde, face à un moratoire même partiel.

Les difficultés que rencontreraient

alors quelques-uns des plus grands noms du monde bancaire, principalement aux Etats-Unis, risqueraient de créer une émotion qui rappellerait psychosé qui a suivi l'affaire Herstatt et qui a ébranlé le système pendant un certain temps.

On se souvient que déjà les déclarations des sociétés immobilières américaines, les REIT (Real Estate Investment Trust), avaient fait apparaître l'insuffisance relative des provisions des principales banques américaines face à leurs risques importants.

Certes, les autorités monétaires interviendront de toute urgence en cas de moratoire ou de défaillances en cash moins comme prêteur en dernier recours, car la base juridique du contrôle fait actuellement défaut, pour admettre des aménagements à règles comptables permettant de ne provisionner en totalité les risques risqués ainsi dégelés mais sans les intérêts ou les tranches de remboursements impayés. Le précédent intervient à l'occasion des difficultés de la v. de New-York est rassurant, sinon flant. Son papier est encore comptabilisé par les banques au nominal, malgré une détérioration sensible sur le marché européen étaient peut-être leur solvabilité n'était pas mise en doute ; or on estime qu'à la fin de leur endettement sera de l'ordre de 35 à 40 milliards de dollars, la R.I. rassemblant à elle seule 25 % des créances. Enfin, durant l'été de 1974, la situation de la livre et de la lire comparée aux crises extrêmes d'aujourd'hui. Le tissu est donc très affaibli. Le rapport à 1974 et un choc sec de plus, difficile à amortir.

Même si les banques françaises paraissent fort heureusement peu engagées y a là matière à inquiétude et à s'agiter à plus ou moins court terme l'intervention des gouvernements, grands créanciers et des organisations internationales.

On préférera à un moratoire ou à des défaillances une nouvelle augmentation du volume des prêts consentis, reporté, à tous égards, les échéances menacent se fera moins actuelle mais problèmes fondamentaux iront en s'aggravant.

On peut se demander si cette menace à côté du ralentissement de la croissance et des effets connus, hélas !, du relèvement du prix du pétrole, et la France, de surcroît, de facteurs p. tiques spécifiques, n'explique pas une large part des hésitations du mar de New-York et la faiblesse des Ban européennes, au plus bas de 1976, aussi le regain d'intérêt pour l'ur.

MARC ALEXANDRE
Ancien membre de section
du Conseil économique et social

(1) D'après l'International Investor, 1 000 euro-obligations obligataires ont été émises depuis 1973. 33 l'ont été par pays du quart-monde, dont 27 pour le Mexique. Les trois quarts sont cotés au-dessus du pair et, parmi les 7 au-dessus du pair, il s'agit, pour 4 d'euros d'obligations en unités de compte et péennes couvrant les frais annexes et les monnaies de référence.

(2) Il semble que plus de la moitié des prêts du F.M.I. sont F.M.I.), tandis qu'en Egypte (dont la dette représente une fois et demie son F.M.I.), tandis que la moitié environ des prêts bancaires alloués au Brésil, au Mexique, à la Q du Sud et à l'Indonésie.

Deux conceptions pour l'impôt sur le capital

par PIERRE LALUMIÈRE (*)

TRADITIONNELLEMENT, dans notre pays, la gauche et la droite ont eu des conceptions opposées du problème de la taxation périodique de la fortune des particuliers. Or, brusquement, certains courants de droite, jusqu'alors hostiles à cette réforme, s'y sont ralliés. Cette quasi-unanimité peut surprendre. Est-ce la fin d'une querelle séculaire ? Ou cette apparente réconciliation masque-t-elle l'apparition d'un nouveau débat sur la place d'une imposition du capital dans notre fiscalité ?

L'imposition de la fortune a toujours été primée par la gauche ; le programme commun de gouvernement y fait expressément référence et chacun des partis signataires a déposé sa propre proposition de loi. Deux justifications majeures, l'une sociale, l'autre économique, sont invoquées : la taxe sur les patrimoines assure une redistribution des richesses dans un sens égalitaire ; elle remet dans le circuit économique des capitaux peu ou mal utilisés.

A droite, toute allusion à l'imposition de la fortune a longtemps senti le souffre, et ses inconvénients ont été sans cesse dénoncés : double emploi de ce nouveau prélèvement avec les impôts frappant déjà le capital (en particulier les droits de succession), établissement d'un inventaire général des patrimoines accompagné de contrôles vexatoires, impossibilité de déterminer chaque année la valeur vénale des biens, spoliation du capital frappé dans le revenu qu'il produit et dans sa substance même. Ces

arguments traditionnels ont été repris plusieurs reprises au cours des derniers mois.

Parmi le conglomérat d'opinions politiques et idéologiques que constitue la droite actuelle, trois courants minoritaires ont manifesté un intérêt certain pour l'imposition du capital. A travers les propositions d'impôt foncier et de taxation des patrimoines des personnes physiques déposées avec persévérance par des députés U.D.R. s'expriment les positions d'une traditionnelle droite anticapitaliste, récupérée aujourd'hui en partie par le gaullisme. Se rattachant aux préoccupations sociales d'une démocratie chrétienne aujourd'hui obédite, des parlementaires centristes se sont déclarés favorables à une imposition du capital. Quant aux prises de position de Jean-Jacques Servan-Schreiber, elles expriment les idées d'un néo-capitalisme dynamique selon lesquelles les lois du marché sont capables d'assurer l'équilibre économique sans provoquer pour autant la redistribution socialement souhaitable des richesses.

En fait, toutes les propositions faites par des représentants de la majorité gouvernementale se ressemblent. Elles prévoient la création d'un impôt annuel et déclaratif sur la valeur vénale des patrimoines des personnes physiques, comportant un abattement à la base qui a été progressivement augmenté dans les propositions de loi successives, au point d'atteindre 2 millions de francs. Mais leur caractéristique principale réside surtout dans l'existence d'un taux proportionnel qui se situe en général autour de 0,5 %. Ce choix est significatif : ces propositions ne cherchent pas

à frapper le capital, mais à obtenir une meilleure connaissance des revenus et à la taxer plus justement.

Dans cette conception, l'impôt sur la fortune permet de mieux saisir les revenus réels des contribuables : le recensement systématique des patrimoines privés permet de fructueux recoupements avec les revenus déclarés. En outre, il complète l'action de l'impôt progressif sur le revenu à l'égard de certains biens (tableaux, bijoux, meubles anciens) dont la valeur en capital peut être importante sans être pour autant productive de revenus monétaires. Enfin, cet impôt sur la fortune réintroduit une différence de traitement fiscal selon que le revenu provient du travail ou du capital : en raison de son taux peu élevé et proportionnel, il constitue un supplément d'imposition des revenus du capital, qui sont plus lourdement taxés que ceux provenant du travail.

Dans leur état actuel, les diverses propositions de loi faites par les représentants de la majorité gouvernementale ne sont pas techniquement cohérentes avec l'objectif poursuivi. Si l'imposition de la fortune est conçue comme un complément de l'impôt sur le revenu, elle doit concerner le plus grand nombre possible de contribuables passibles de l'impôt sur le revenu. Sous peine de priver de toute efficacité cette réforme, le montant de l'abattement à la base doit être abaissé à un niveau nettement inférieur et l'obligation d'une déclaration

des patrimoines doit être imposée à plusieurs millions de contribuables. En fait, cette incohérence technique a des motifs politiques. Ces propositions de loi n'ont pas voulu être en retrait par rapport à celles déposées par les partis de gauche qui, justement, prévoyaient un abattement à la base élevé et une obligation de déclaration limitée à un groupe restreint de contribuables.

Dans leurs propositions, l'ensemble des partis signataires du programme commun ont retenu une autre conception de l'imposition du capital. Plus que le revenu, ils veulent taxer le capital en lui-même, considéré comme une faculté contributive distincte de celle révéillée par les revenus. Lorsqu'un patrimoine atteint une certaine dimension, il confère une situation économique privilégiée à ceux qui le détiennent, par comparaison avec les personnes qui ne possèdent que leur force de travail ; il mérite donc un traitement fiscal particulier qui, dans un but égalitaire, lui impose une participation spéciale au financement des charges publiques. L'extrême inégalité dans la répartition des patrimoines, révélée par des études récentes, justifie ce point de vue.

Techniquement, le résultat recherché est atteint par l'utilisation d'un taux progressif et par l'institution d'un abattement élevé à la base (2 millions de francs), de façon à concentrer le prélèvement sur un petit nombre de patrimoines importants. Certes, la plupart du temps, cet impôt sur les grandes fortunes sera acquitté avec les revenus de ces fortunes (sans les cas de patrimoines comportant trop d'éléments non productifs de revenus). Pour être

vraiment redistributive du capital, la réforme devrait s'accompagner d'une fonte des droits de succession sous forme d'un relèvement de l'abattement à la base et de l'augmentation de la progressivité des taux.

Jusqu'à présent, le gouvernement refusé d'envisager une quelconque institution des patrimoines. Pourtant, le coup d'observateurs estime que, la pression d'une revendication d'égalité fiscale qui s'amplifie, cette position devra sans doute être réexaminée. L'impôt sur la fortune, conçu comme un complément de l'impôt sur le revenu, apparaît alors comme une solution possible en permettant d'atteindre simultanément deux objectifs sous-jacents : réaliser une réforme fiscale apparemment fondamentale, obtenir une meilleure connaissance et taxation des revenus sans vraiment frapper le capital.

Pourtant, les risques politiques demeurent considérables. Cette conception de l'imposition du capital implique, en effet, une généralisation de la déclaration des patrimoines qui est mal acceptée par l'opinion publique. En dépit de propositions de quelques « faiseurs » électoraux qui soutiennent la majorité en profondeur fondamentale, hostile à une taxation des patrimoines, l'expérience récente de la loi sur l'imposition des plus-values devrait, outre, inciter à la prudence ; elle démontre que les partisans de cette réforme, si dévoués à ses détracteurs. La même aventure peut se reproduire pour l'introduction d'une imposition du capital.

(*) Professeur à l'université de Paris-I.

Les quinze États de l'Afrique de l'Ouest vont essayer d'édifier un marché commun

Dakar. — Bien que passé un peu inaperçu dans l'actualité mondiale tout particulièrement chargée du début de ce mois, le 14, vient de commencer de donner au démarrage de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), les quinze chefs d'Etat des pays compris entre le sud du Sahara et le golfe de Guinée (1), réunis à Lomé (Togo) les 4 et 5 novembre (onze étaient effectivement présents et quatre autres simplement représentés), constitue un événement important.

En adoptant cinq protocoles qui doivent être annexés au traité instituant la C.E.A.O., qu'ils avaient déjà signé à Lagos il y a dix-huit mois (le 28 mai 1975), ils ont déclenché le processus de mise en place — en quinze ans si tout se passe bien — de la plus vaste union douanière africaine.

Quinze pays aux ressources très variées, s'étendant sur six millions et demi de kilomètres carrés et peuplés de plus de vingt millions d'habitants, ont concerné un futur partenariat intéressant pour les nations industrielles, qui se heurtent pour le moment aux multiples barrières d'une zone balkanisée à l'extrême, comme le reste du continent africain.

(1) Bénin, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra-Leone, Togo.

L'entreprise, qui regroupe des États issus de trois colonisations différentes (anglaise, française et portugaise) et des régimes d'orientations souvent très opposés, comme ceux de la Côte d'Ivoire et de la Guinée, par exemple, est, d'autre part, exemplaire sur le plan politique. Reste à savoir si elle sera viable et si, pour reprendre une apostrophe du président Senghor à ses pairs réunis dans la capitale togolaise, elle saura « combler » cette fois « l'écart malheureusement fréquent en Afrique entre le dire et le faire ».

Le « géant » nigérian

D'autres difficultés sont de caractère politique et découlent de la grande diversité de poids économique des pays membres. La puissance du Nigeria (quatre-vingt millions d'habitants à lui seul, soit les deux tiers de l'ensemble, et d'immenses ressources pétrolières) inquiète la plupart de ses partenaires, considérablement moins peuplés (trois millions d'habitants en moyenne) et généralement beaucoup moins riches. C'est du reste la raison pour laquelle ceux-ci ont tenu à compléter le traité d'inspiration libre-échangiste signé à Lagos l'an dernier par les divers protocoles qu'ils viennent de lui annexer à Lomé et qui tendent tous à préserver

De notre correspondant

Les problèmes que vont devoir résoudre les quinze signataires du traité de Lagos pour constituer leur communauté en véritable marché commun sont en effet nombreux et ardu. Certains sont d'ordre technique et liés notamment à la disparité des réglementations, qu'il faudra progressivement supprimer, ou à la multiplicité des monnaies, dont il faudra atténuer les effets par des mécanismes de compensation difficiles à faire fonctionner.

une zone de développement harmonisé, dans laquelle notamment des mécanismes compensateurs précis sont prévus en faveur des intérêts des membres les plus défavorisés au départ. Regroupant plus de vingt-cinq millions d'habitants, la C.E.A.O. peut, au sein même de la C.E.A.O., constituer dans quel-

ques années un solide contrepoids aux visées nigérianes.

La C.E.A.O. a décidé de fixer son siège à Lagos et d'installer à Lomé celui de son principal organisme financier, le Fonds de coopération, de compensation et de développement.

PIERRE BIARNES.



OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

PROJET INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE. PROGRAMME ASSAINISSEMENT

Egoutement Lots 3 B - SOUSSE-SUD
5 B - DJERBA-ZARZIS

REPORT D'OUVERTURE DES PLIS

Les entreprises intéressées par cet appel d'offres sont informées que l'ouverture des plis est reportée au jeudi 20 janvier 1977, à 11 h., la remise des dossiers est fixée au 20-1-1977 à 10 h. ou plus tard à l'adresse suivante :

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN
Direction des Infrastructures Touristiques
28, rue de l'Inde TUNIS



RESPONSABLE ETUDES ET DEVELOPPEMENT

140.000 F



COMPAIR France, filiale d'un groupe international d'origine anglaise (chiffre d'affaires : 900 millions de francs), recherche son Responsable des Etudes et du Développement, qui sera basé au sein de l'usine de Melun où est fabriquée et commercialisée la gamme de compresseurs à usage industriel LUCHARD. Rendant compte au Directeur Technique, membre du Directoire, et bénéficiant d'une grande délégation de responsabilités, il aura à animer le bureau d'études et à assurer le développement des produits, en étroite liaison avec l'unité de production. Son action s'inscrira dans le cadre d'un programme de diversification et d'extension au niveau du groupe, en concertation avec la recherche et le développement en Angleterre et les différentes usines en Europe. Il sera responsable de la conception de nouveaux produits, ainsi que de l'amélioration et de l'adaptation de la gamme de produits existants, afin de faire face aux besoins de la clientèle. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, ECAM, IDN), âgé d'au moins 32 ans et pouvant justifier d'une expérience confirmée des études et de la production, acquise à un poste de responsabilités, au sein d'un groupe multinational appartenant au secteur de la mécanique. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction de la valeur du candidat retenu. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2489M

MARKETING-VENTES-EXPORT

Lyon

Biens d'équipement — Une entreprise comprenant 600 personnes, réalisant 90 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, exploitant, dans le domaine des biens d'équipement, deux créneaux où elle est en pointe, recherche le responsable d'un de ses départements. Basé au siège, rattaché au Directeur Commercial de la société, il aura (après une période de formation approfondie), la responsabilité globale de la gestion et du développement d'une famille de produits. Il devra déterminer les objectifs les plus adaptés à la poursuite de l'expansion, élaborer les stratégies de marketing et de vente sur le marché mondial, il les mettra en œuvre et en contrôlera les résultats. Il assurera personnellement le développement des relations avec les prescripteurs. Ce poste convient à un homme de formation supérieure, commerciale ou technique, âgé de 35 ans minimum, possédant l'expérience d'un poste à responsabilité dans le domaine du marketing et des ventes de biens d'équipement. La maîtrise de la langue allemande est un impératif qui s'ajoutera au dynamisme et à la créativité qu'exige cette fonction dont le titulaire sera prêt à agir dans le monde entier. La rémunération annuelle, fonction de l'importance du poste, sera liée au niveau d'expérience réellement acquis. Ecrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3389BM

CONSEIL - RESSOURCES HUMAINES

100.000 F

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale du groupe mondial PA INTERNATIONAL MANAGEMENT (1.000 consultants) recherche pour son département « Personnel » à Paris un consultant. Il rejoindra une équipe dont la mission essentielle est le développement d'activités dans le domaine de la gestion des ressources humaines — étude de climat, audit, structure, rémunérations, actions de formation, etc. — tout en assistant nos clients à partir de l'activité recrutement. Le candidat retenu, âgé de 28 ans minimum, sera diplômé d'enseignement supérieur (ingénieur ou formation commerciale) et aura une expérience en gestion des ressources humaines acquise en entreprise ou dans une société de conseil. Le poste ne peut convenir qu'à un cadre motivé par le conseil dans le domaine de la fonction « Personnel » et désireux de vivre pleinement une vie de consultant. La rémunération annuelle de départ, liée au niveau d'expérience atteint, est de l'ordre de 100.000 francs. Ecrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/1062RM

ADJOINT DIRECTION AFFAIRES SOCIALES

Paris

Banlieue Sud — La Direction Générale française d'un groupe international alimentaire (2.700 personnes en France; chiffre d'affaires : 1,2 milliard de francs) recherche un Adjoint pour le Département Central des Affaires Sociales. Il sera responsable notamment de la formation (analyse des besoins, élaboration des plans, choix des programmes, contrôle des résultats, relation avec la Commission Formation), des études (structure des rémunérations, utilisation de l'informatique, postes et fonctions) et du recrutement. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure et ayant acquis, si possible, une expérience complémentaire dans un secteur autre que la fonction sociale (commercial, marketing, technique...). L'évolution de la carrière du candidat engagé comportera très probablement une affectation dans une usine de province du groupe, sauf s'il justifie d'une expérience préalable similaire. Le salaire annuel de départ sera fonction du niveau de compétence atteint. Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution au sein d'une Direction encore peu structurée et très opérationnelle. Ecrire à Paris en adressant C.V. détaillé plus photo et prétentions. Réf. B/5582M

INGENIEUR COMMERCIAL

80.000 F

Céramique industrielle — Une importante société britannique spécialisée dans la fabrication et la diffusion de produits industriels en céramique recherche un Ingénieur Commercial pour la représenter en France. Après une formation technique initiale en Grande-Bretagne (2 mois), il aura pour mission essentielle, sous l'autorité de la Direction Générale basée en Angleterre, d'organiser et de développer la pénétration du marché français dans des branches industrielles très diversifiées. Il assurera personnellement une prospection en profondeur auprès des utilisateurs potentiels : étude des besoins, spécifications techniques, mise au point de prototypes, négociation de prix, suivi de la clientèle. Il travaillera avec une grande autonomie d'action, mais en liaison étroite avec sa société-mère et avec les concours des services techniques et de l'ingénierie de celle-ci. Ce poste conviendrait à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESME... et justifiant d'une expérience d'une ou deux unités de vente de produits industriels. La pratique courante de l'anglais est indispensable. A la rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, s'ajoute une voiture de fonction. Ce poste offre des perspectives d'évolution particulièrement intéressantes à moyen terme pour un candidat désireux d'assumer des responsabilités plus importantes. Ecrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/2490M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-43 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

PA Management Consultants SA - Avenue Louise 386 - 1060 Bruxelles - Tél. (2) 648-65-55

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

MARKETING/NÉGOCIATION

Bruxelles

Produits pharmaceutiques — Une société de produits pharmaceutiques ayant une excellente réputation en matière de développement de produits, dont le siège est situé à Bruxelles, recherche un élément expérimenté en marketing et en négociation pour développer des accords ainsi que le marketing de ses produits dans d'autres pays. Basé à Bruxelles, il sera responsable envers la Direction de l'identification des partenaires appropriés, du suivi des contrats et des expérimentations. Les marchés de la société sont implantés dans différents pays répartis dans le monde entier. Il serait souhaitable que les candidats pour ce poste aient une certaine expérience clinique. Ils devront également posséder une compréhension approfondie des méthodes de commercialisation des produits vendus sur ordonnance, être titulaire d'un diplôme universitaire et pouvoir faire preuve d'états de service positifs. La connaissance de l'anglais est indispensable. Les appointements seront de nature à attirer les candidats de valeur. Ecrire à Bruxelles. Réf. A/3833M

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

120.000 F

Alsace — Un groupe français, de premier plan dans le domaine de la conception, de la réalisation et de la commercialisation à l'échelon international de biens d'équipement industriel spécialisés, recherche — pour faire face à son développement — un Ingénieur d'Affaires. Responsable devant la Direction de son département, après une période d'intégration et de familiarisation aux produits, il prospectera et animera une clientèle internationale et aura pour mission de conduire la mise au point et les négociations de contrats importants impliquant un fort degré d'assistance à la clientèle. Avec le concours des services « études et devis », il sera amené à prendre en charge l'élaboration et la gestion de contrats d'aide technique et son rôle s'inscrira dans une évolution de l'entreprise vers l'ingénierie. Ce poste convient à un négociateur confirmé, âgé de 35 ans minimum, de formation commerciale et/ou technique supérieure, possédant la maîtrise des techniques administratives de l'exportation, et une solide expérience de la vente export de biens d'équipement. La connaissance de l'anglais est impérative, l'espagnol et/ou l'allemand seraient appréciés; de fréquents voyages (30 % du temps), sont à envisager. La rémunération annuelle, négociée autour de 120.000 francs, sera liée à l'expérience réelle du candidat retenu. Ecrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3410M

INGENIEUR D'ETUDES

90.000 F

Mécanique et hydraulique — Cette même société (cf. Réf. A/3410) est à la recherche d'un Ingénieur d'Etudes. Rattaché au responsable du bureau d'études, assisté d'une petite équipe, il se verra confier — dans le cadre d'un programme de développement de produits nouveaux — la conception et l'élaboration de nouveaux matériels, et spécialement de presses de 30 à 300 tonnes. Responsable de l'ensemble de son dossier, il en assurera le suivi le plus complet par un travail en relation avec les services concernés (prototypes, fabrications...) et proposera les modifications, réalisant un équilibre harmonieux entre les contraintes de production et une industrialisation optimum. Ce poste convient à un ingénieur mécanicien (AM, ENSI ou équivalent), âgé de 30 ans minimum, bénéficiant de cinq années d'expérience de bureau d'études dans un secteur ayant amené à une sérieuse maîtrise de la technologie de déformation des métaux. Avoir déjà participé activement à la conception et à la construction de presse mécaniques et hydrauliques est un très sérieux atout. La résidence en Alsace est à envisager. La rémunération annuelle, de l'ordre de 90.000 francs, reposera sur l'expérience acquise. Ecrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3411M

INGENIEUR D'AFFAIRES

100.000 F

Une très importante société d'engineering général recherche pour sa délégation Nord basée en région Illoise, un Ingénieur d'Affaires. Sous l'autorité du Directeur Technique local, mais dans un esprit de large autonomie, il aura à mener à bien les projets qui lui seront confiés, dès la signature du contrat (à la mise au point duquel il aura participé) jusqu'à la réception des ouvrages, en passant par les études, la passation des marchés et le suivi de la réalisation. Assisté par une équipe dont il sera l'animateur, il veillera au respect des contraintes de qualité, de délais et de budgets. Ce poste sera confié à un ingénieur AM, INSA, IDN ou équivalent âgé de 35 ans au moins et bénéficiant d'une expérience de la fonction acquise dans l'industrie, en entreprise générale ou dans la profession. Une bonne pratique de l'anglais et/ou de l'allemand serait appréciée. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 100.000 francs, suivant l'expérience. Ecrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4342M

AUDIT COMPTABLE INTERNATIONAL

90.000 F

Haute-Savoie — Un puissant groupe français de renommée mondiale, fabriquant des produits ménagers et électro-ménagers commercialisés auprès du grand public, crée au sein de sa Division Internationale, la fonction d'Audit Comptable. Rendant compte au Directeur Administratif et Financier, il aura comme responsabilité principale l'audit comptable des filiales étrangères du groupe et sa mission sera également de mettre en place des procédures comptables. Il sera responsable de la consolidation des résultats des filiales étrangères du groupe et mettra en place des méthodes en vue de cette consolidation. Il assurera ensuite le suivi et le contrôle des procédures ainsi que l'analyse et l'épuration des comptes réciproques. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans, ayant si possible un niveau de formation supérieure (ESC, DECS...) et justifiant d'une expérience pratique de la comptabilité acquise de préférence dans un groupe international. Une expérience d'audit comptable ainsi que des connaissances en informatique constitueront des atouts supplémentaires. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Déplacements fréquents. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Lyon. Réf. A/3409M

Ce qu'ils pensent de Cergy-Pontoise

Cergy attire et j'espère attirera des individus et des groupes qui verront là une possibilité de créer leur entreprise parce que les conditions offertes tant sur le plan financier que celui des aides fournies et de l'infrastructure sont, et de loin, plus favorables qu'à Paris ou dans sa banlieue. Commencer sa carrière d'entrepreneur à Cergy c'est y jeter toutes ses forces et c'est peut-être souhaiter plus fortement que d'autres la réussite de Cergy en tant que "ville nouvelle".

René-Victor Pilhes
(écrivain)

En favorisant les rencontres entre enfants du même âge, Cergy leur permet d'acquiescer très vite une certaine autonomie.

Annie Gozlan
(médecin)

Aux chefs d'entreprise qui s'interrogeraient sur une éventuelle implantation à Cergy-Pontoise, je crois que c'est cela qu'il faut dire : Si vous deviez venir dans un esprit conservateur, attirés par les quelques avantages financiers liés à l'implantation en Ville Nouvelle, bien décidés à ne rien changer dans votre équipement et vos méthodes de travail et, de surcroît, farouchement individualistes, rebelles à l'échange de vues et à la coopération ouverte et amicale avec vos collègues et concurrents, ne venez pas ! Si, au contraire, vous croyez qu'il n'y a de réussite industrielle durable que dans l'expansion et le changement, si vous êtes attachés à ce qui vous a donné du mal que vous l'avez fait vous-même, si vous avez le sens de l'échange et de la solidarité, venez en Ville Nouvelle. Vous y trouverez l'esprit d'entreprise en pleine renaissance.

Pierre de Calan
(chef d'entreprise)

Même si, malgré sa nouveauté on trouve des maintenant les mêmes contraintes sociologiques que dans les villes traditionnelles, Cergy est une réussite pour les enfants : ils s'adaptent et s'attachent très rapidement à cette nouvelle ville, souvent beaucoup plus vite que leurs parents, et ils y semblent heureux.

Alain Keravel
(psychologue)

C'est dans Cergy-Magazine

Pour en savoir plus sur ce qu'ils pensent de Cergy, demandez Cergy-Magazine à l'Établissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle Cergy-Pontoise. B.P. 47 95012 Cergy - Tél. 031 23 93.

A l'inverse de ce qui se passe aux États-Unis

LA PRÉVISION RESTE EN FRANCE UN QUASI-MONOPOLE DE L'ADMINISTRATION

par RAYMOND COURBIS (*)

SOUS le patronage du C.N.R.S. (Centre national de la recherche scientifique) et de la N.S.F. (National Science Foundation), un séminaire franco-américain sur les modèles macroéconomiques s'est tenu en France à Gif-sur-Yvette du 22 au 25 novembre. Organisé conjointement par le professeur Raymond Courbis pour le C.N.R.S., et le professeur Lawrence Klein (pionnier de la construction des modèles macroéconomiques) pour la N.S.F., ce séminaire C.N.R.S.-N.S.F. a permis une confrontation des travaux effectués en France et aux États-Unis. On trouvera ici les conclusions les plus importantes tirées pour la France par le professeur Raymond Courbis.

Outre l'intérêt qu'il y avait à mieux faire connaître outre-Atlantique les travaux français, le séminaire C.N.R.S.-N.S.F. de Gif-sur-Yvette a permis de faire un certain nombre de constatations, de dégager différents enseignements et de noter des convergences et des divergences.

Deux constatations importantes s'imposent :

● Tout d'abord, le fait que la construction de modèles macroéconomiques est beaucoup plus développée aux États-Unis et est beaucoup plus ancienne (le célèbre modèle de Klein et Goldberger date du début des années 50, alors que les premiers modèles macroéconomiques utilisés en France — les modèles Zogol et Fitt — datent seulement de 1960-1969).

● Ensuite, la qualité et la rapidité de l'information statistique aux États-Unis ; sa continuité, qui permet de disposer de séries longues, alors qu'en France cela est très difficile, voire impossible, du fait des nombreux changements de la base d'inventaire de la comptabilité nationale. En même temps, cette information est facilement accessible grâce à la constitution de banques de données informatisées, constamment complétées et remises à jour.

En France, nous sommes très en retard dans ce domaine, et il serait important pour la recherche universitaire que le C.N.R.S. prenne des initiatives propres à combler cette lacune.

Différents enseignements peuvent également être tirés du séminaire C.N.R.S.-N.S.F. Je citerai ici les plus importants :

● Tout d'abord, l'intérêt qu'il y a à construire des modèles détaillés, mais de grande taille, plutôt que des modèles de petite taille, moins explicatifs. Un assez large

consensus s'est dégagé à ce sujet. Les modèles détaillés explicitent les causalités et leur utilisation pose de ce fait moins de problèmes dans le cas de modifications structurelles.

● Il apparaît, en même temps, pour nos collègues américains, que l'approche monétaire a fait preuve d'un échec total : le célèbre modèle monétariste de la Banque fédérale de Saint-Louis n'est en conséquence plus utilisé pour des travaux de prévision à court terme. En France, l'utilisation du modèle monétariste de la Banque de France (construit en 1971) conduit, pour les années récentes, à de très grands écarts entre prévisions et réalisations, mais il semble cependant, comme l'a montré J.-H. David, qu'on puisse retrouver des résultats valables grâce à une modification adéquate de certaines relations. Mais cela restera-t-il fondé pour les prochaines années ? Le débat reste ouvert.

Les travaux du séminaire ont permis de noter un certain nombre de convergences entre les travaux français et américains : tout d'abord, la dynamisation des travaux de modélisation dans les travaux français récents (notamment dans les modèles court terme - moyen terme D.M.S. ou Mogli) ; ensuite, l'intérêt d'une sectorisation des analyses du système productif (d'ailleurs beaucoup plus développée aux États-Unis) ; enfin, le souci d'une analyse régionale et une conscience commune de ce que les déséquilibres régionaux peuvent avoir un impact important au niveau national. Une préoccupation commune également : la fiabilité que peuvent avoir dans la période actuelle, économiquement troublée, des relations "économétriques ajustées sur le passé. Mais il apparaît que les modèles américains se sont relativement bien comportés au cours des années récentes. Ils ont permis en particulier de prévoir très tôt le retournement de l'économie américaine des dernières années.

Mais, à côté de ces convergences, des divergences doivent être notées. Parmi les plus importantes, il convient de signaler :

● Le rôle tout à fait différent du profit dans les analyses françaises et américaines. Dans les modèles français (notamment Fitt, Star, Mogli), le profit et les possibilités de financement ont une incidence fondamentale sur l'investissement. Mais cela est, me semble-t-il, dû au fait que l'on ne dispose pas en France d'un aussi vaste marché des capitaux qu'aux États-Unis. En France, l'épargne des ménages est beaucoup plus monétaire et les besoins de financement externes — et de financement externe "long" — des entreprises plus élevés.

(*) Professeur à l'université de Paris-X-Nanterre, maître de conférences à l'École polytechnique, directeur du GAMA.

● Il apparaît, de même, qu'à l'accent beaucoup plus mis, aux États-Unis, sur le court terme ; les analyses à moyen ou long terme visent essentiellement à déterminer l'évolution de la croissance potentielle. En France, au contraire, le problème du moyen terme, dans une perspective d'analyse des structures, joue un rôle très important, mais cela est lié à l'existence d'une planification.

● Au niveau régional, il faut noter également que les travaux américains ont mis, jusqu'ici, l'accent sur des études « exhaustives » (États, comtés) Une approche « exhaustive » — c'est-à-dire étudiant l'ensemble de l'économie — n'a pas encore été adoptée. Mais l'intérêt en est à la fois reconnu et mesuré. Le modèle Régina de l'économie française correspond, au contraire, à une analyse « exhaustive », et son intérêt réside d'ailleurs dans le fait qu'il puisse permettre d'analyser l'incidence — importante — que peuvent avoir les déséquilibres régionaux et la politique régionale sur le développement national.

● Enfin, il faut rappeler le rôle très différent joué par l'administration en France et aux États-Unis. Un grand nombre de modèles économétriques américains ont l'œuvre d'équipes universitaires. L'administration joue un rôle second et ses travaux de prévision ont un rôle interne. Les prévisions qu'utilise le secteur privé sont édictées par des équipes universitaires et des sociétés privées. Une meilleure réponse à ainsi apportée aux besoins du secteur privé.

En France, la situation est inverse, et, sans parler des prévisions conjoncturelles, on ne dispose guère que des prévisions officielles, qui mélangent malheureusement vraisemblable et souhaitable. Jusqu'à il y a peu, la construction de modèles macroéconomiques était l'apanage de l'administration. La création, en 1972, du GAMA (1), qui est une équipe universitaire, vise à modifier une telle situation : outre la construction (pour le commissariat du Plan) du modèle Régina, il a entrepris, en 1974, l'élaboration d'un modèle multisectoriel de prévision glissant, le modèle Mogli, qui vise à répondre aux besoins des économistes d'entreprise.

Une large confrontation des modèles macroéconomiques français et américains a été, en définitive, permise par le séminaire C.N.R.S.-N.S.F. de Gif-sur-Yvette. Il stimule une analyse critique — et constructive — de ce qui a été fait jusqu'ici et amorce une coopération dont les effets seront, on ne peut en douter, bénéfiques.

(1) Le GAMA — ou Groupe d'analyse macroéconomique appliquée — est une équipe de l'université de Paris-X-Nanterre associée au C.N.R.S. Spécialisée dans les travaux de prévision et de construction de modèles, il a été chargé par le C.N.R.S. de l'organisation de ce premier séminaire C.N.R.S.-N.S.F.

Les fonds de retraites américains

(Suite de la page 19.)

Quoi qu'il en soit, le fait que les caisses de retraites soient propriétaires de cet énorme bloc est loin de signifier que les employés et ex-employés des entreprises sont en passe de contrôler ces dernières. Cette propriété est, bien entendu, administrée fidèlement, et ses revenus servent à payer des prestations fixes. A part de rares exceptions, les bénéficiaires ne participent pas directement aux dividendes et aux plus-values, pas plus qu'aux pertes et aux moins-values. Qui plus est, il est interdit à une caisse particulière d'investir plus de 10 % de son actif en actions, obligations ou propriétés immobilières de l'employeur.

Par contre, il est certain que l'accumulation de ces fonds est une forme d'épargne très utile au financement de l'expansion des sociétés américaines. La valeur d'émission de l'ensemble des obligations en circulation à la fin de 1975 était de 300 milliards de dollars. Les caisses privées non assurées et les caisses des collectivités locales en détenaient pour 94 milliards. A supposer que les actifs gérés par les sociétés d'assurances étaient investis à 33 % dans ce secteur, cela ajoutait encore 24 milliards, soit un total d'au moins 118 milliards. Ce dernier chiffre représente presque 40 % du montant global des obligations du secteur privé !

L'organe professionnel *Pensions and Investments* donne la liste de 331 managers des actifs des caisses de retraites auxquelles les trustees des caisses confient, dans une large mesure, les responsabilités d'investissement de quelque 280 milliards. Leurs parts de ces responsabilités sont très inégales. Les 25 principaux managers investissent 63 % du total. On trouve parmi eux 13 banques, 7 bureaux de conseils financiers et 5 compagnies d'assurances-vie. Les banques ont la part du lion. La Morgan Guaranty de New-York vient en tête avec la gestion de 17,5 milliards de dollars de ces actifs libérés de l'impôt, suivie par la Bankers Trust, également de New-York. Vient ensuite la compagnie d'assurances Prudential.

Il se pourrait donc que, plutôt que de donner aux salariés le contrôle de l'appareil productif, la croissance extraordinaire des caisses de retraites ait pour conséquence d'accroître le pouvoir économique des grandes banques. Mais la situation réelle pourrait être plus complexe. Une étude récente émanant du

Sénat américain et intitulée « Valeurs mobilières auprès des établissements financiers - Détenion et exercice des droits de l'actionnaire » conclut que les banques ont moins d'influence sur la Bourse qu'on ne le pense généralement et que les fonds mutuels et les compagnies d'assurances y sont les véritables pouvoirs. Cependant si on recherche qui contrôle certaines grandes sociétés prises individuellement, on constate qu'une poignée de grandes banques ont 30 à 40 % de leurs actions. Ce serait principalement le cas dans le secteur du pétrole, des transports aériens et des télécommunications.

Essentiellement libres de réglementation jusqu'en 1970, les retraites complètes du secteur privé sont désormais soumises à un régime dicté par la loi-réforme dite « ERISA » (*Employee Retirement Income Security Act of 1974*). Inspirée par la crainte que bien des retraités ne se trouvent privés des pensions sur lesquelles ils comptaient du fait de la faillite de leur employeur, ou de la mauvaise gestion des caisses, cette réforme a été généralement très mal accueillie par le patronat.

Au bout d'une année de réflexion, les employeurs votent du bon et du mauvais dans ERISA. Le plus mauvais est la création d'un tas de paperasses là où il n'y avait que liberté et efficacité. Les employeurs doivent non seulement rendre compte de leur administration des caisses au gouvernement fédéral (Securities & Exchange Commission, et Trésor, qui décide de l'éligibilité à l'exemption fiscale pour les bénéfices versés aux caisses de retraites), mais encore doivent-ils en rendre compte individuellement à chacun de leurs employés sous une forme resumée. Ces frais d'administration sont relativement lourds pour les petites sociétés.

Le meilleur — et dans la plupart des sociétés on semble ne s'en être aperçu qu'après coup — c'est qu'en période d'inflation l'employeur est favorisé. En effet, ERISA permet aux entreprises d'intégrer, au lieu de cumuler, leurs pensions avec celles du système fédéral de retraites de la Sécurité sociale.

Ainsi, disons qu'une société garantit à ses employés une retraite à 50 % et que le salaire mensuel de référence d'un ouvrier est de 1.000 dollars. Il sera donc assuré d'un revenu de 500 dollars après sa retraite. Si la Sécurité sociale lui paie 250 dollars, par exemple, la caisse de retraite de son ancien em-

ployeur déboursera la différence, soit 250 dollars. Or les retraites de la Sécurité sociale sont indexées sur le coût de la vie. Si celui-ci monte, les paiements de la Sécurité sociale augmentent en conséquence, ce qui tend à diminuer le montant de la retraite complémentaire servie par la caisse privée. L'opposition du patronat à ERISA s'est beaucoup adoucie depuis que les juristes ont découvert cet échappatoire.

Toutefois, il n'est pas exclu que les plans de retraites offerts par les employeurs du secteur privé ne deviennent eux-mêmes, sous la pression des syndicats, indexés sur le coût de la vie. Déjà, certaines industries ont dû se plier à cette revendication.

Depuis la réforme, les caisses du secteur privé sont dans l'obligation de capitaliser leurs cotisations. Leurs fonds doivent être gérés selon la règle dite de « l'homme prudent et averti » (*the prudent, knowledgeable man*), règle encore mal définie en l'absence de jurisprudence en la matière. En principe, un responsable peut être poursuivi en justice et puni pour ne pas s'être suffisamment bien renseigné sur la valeur d'un investissement. En majorité, les grandes sociétés semblent avoir capitalisé leurs retraites assez généreusement pour que les déboursements annuels n'excèdent pas 8 à 10 % de ce capital. Le revenu de l'investissement, ajouté aux cotisations de l'année courante, doit normalement suffire à assurer le service des retraites sans qu'il soit nécessaire de vendre une partie du portefeuille lorsque le marché est à la baisse.

Les entreprises, associations, collectivités publiques et autres employeurs, aussi bien que les syndicats ouviérs eux-mêmes, ont la faculté d'établir ou de ne pas établir une caisse de retraites pour leur personnel.

La nouvelle législation a également créé un fonds de garantie, alimenté par une contribution des employeurs, pour protéger les droits des employés dans l'éventualité d'une liquidation de leur plan de retraite sous le nouveau régime, le gouvernement pourrait éventuellement saisir jusqu'à 30 % de l'avoir d'une société pour rembourser le fonds de garantie.

On conçoit qu'avant de se prononcer sur la valeur d'une société, les conseils financiers examinent désormais avec soin la situation de sa caisse de retraites.

JAY MCCULLY.

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Charles-Albert Michalek

LE CAPITALISME MONDIAL

ANS cette collection ouverte, dirigée par J. Attali et M. Guillemin, voici un ouvrage qui marque fortement, sur un sujet très plénié. Il ne s'agit pas de pure anthologie, mais d'une analyse poussée et poussante. Les vues de Lénine, de Kautsky, de Boukharine ne sont évidemment rien, mais elles jouent un rôle dans la mise en train, d'analyse-général.

Vient ensuite un tissu plus serré, et plus ferme, qui, dans la plupart des ouvrages sur le riche sujet des pays riches et les pauvres solutions proposées par les pays riches. En particulier, « la dérive des continents », qui se rattache à ce qu'il faudrait mieux appeler la diffusion des techniques, telle que l'a définie l'économiste américain R. Vernon, est fatale à l'action des multinationales (F.M.N.) exerce ici de façon pénétrante (voir, par exemple, le sociologue des épouses des cadres invités places). Le pouvoir appelant faiblement le contre-pouvoir, nous retrouvons l'attitude de Lévinson et des autres ; toutefois, est-il souligné, il ne semble pas avoir eu de manifestation de solidarité entre travailleurs de pays inégalement développés.

Le style est un peu chargé de mots lourds et techniques, selon une mode peu encourageante, mais qui, cependant, cette remarquable recherche, « elle-même en « développement », donne en plein. Lecture riche pour riches et pauvres.

★ Presses universitaires de France, 1976, Paris, 220 p., 22 F.

Barrière et ses collaborateurs

CONTROVERSES

SUR LE SYSTÈME KEYNESIEN

ST-IL est surprenant de voir célébrer un homme et une idée au moment même, où, après une brillante époque, les résultats semblent d'une non prévue par eux ? En aucune façon : les faits sur le libéralisme, voire les hymnes, n'ont pas niqué pendant la grande crise des années 30. La prise n'est donc pas la parution d'un ouvrage sous-titré, mais dans le fait que les controverses laissent côté les raisons de l'échec, en particulier le défaut d'analyse de la « théorie générale », la globalisation. Aucun moment, les développements, vraiment remarquables, du professeur de Paris-I et des directeurs du REF (Centre d'études des relations économiques internationales) ne sortent du globalisme, en demande en offre. La division entre investissements et consommation est la seule analysée, du reste d'excellente façon, mais ce facteur est loin d'être déterminant en matière conjoncturelle. A l'esprit vient l'image

de ces êtres, infiniment plats, qui n'ont aucune conscience de la troisième dimension. Dès le départ, les graphiques 1 et 2 donnent le ton.

Il pourrait certes ne s'agir que de la « théorie générale » de Keynes, vue sous l'angle historique, telle qu'elle a été conçue, mais nous trouvons en bonne place le fruit de l'erreur globaliste appelé stagnation.

S. et D. Dialkine puis G. Flament nous parlent bien de P. Sraffa et même de son ouvrage Production de marchandises par des marchandises dont le titre rappelle... J.-B. Say, mais le chemin ne va pas plus loin.

Il ne reste plus qu'à mettre au pluriel les mots de demande, offre, production et emploi.

★ Economica, Paris, 1976, 24 cm, 338 p., 28 F.

André-Clément Decoufflé

SOCIOLOGIE DE LA PRÉVISION

DÈS l'entrée, sont énumérées six façons de s'occuper du futur, sans mention, toutefois, de la science ou pressentiment. Associée modestement au verbe se souvenir, la prospective a autant de définitions, nous dit ce prospecteur professionnel, que de prospecteurs. Créé par Gaston Berger, le terme a fait fortune, par son caractère rassurant. La terminologie joue d'ailleurs, dans ce domaine, un rôle important : le choc du futur, l'après-passé, les futures, le scénario, autant de trouvailles qu'il faudra constamment renouveler.

Un brillant défilé va de H. Kahn et A. Toffler aux plus sérieux P. Massé et B. de Jouvenel, en passant par les brillants F. Bloch-Lainé, Jacques Delors, C. Gruson, etc. et surtout par la fameuse pointe de la DATAR : « Une image de la France de l'an 2000. Scénario de l'insupportable », à laquelle l'auteur a participé.

Deux petites surprises dans ce lot si riche, mais qui ne prétend pas à l'exhaustivité : le phénomène si remarquable de sélection a posteriori de prévisions justes, choisies inconsciemment dans un océan d'erreurs, n'est pas mentionné, non plus que les perspectives démographiques, d'oyennes, semble-t-il, de la futurologie contemporaine.

Bibliographie lacunaire.

★ Presses universitaires de France, 1976, Paris, 21 cm, 144 p., 30 F.

Emergentienne de Lagrange

MONDE NOUVEAU ET NOUVEAU TIERS-MONDE

Préface de M. Michel Debré.

REUNIONNAISE comme son préface, coopérante en Tunisie pendant neuf ans, sensible au drame de la terre, enseignante à l'université de Clermont-Ferrand, l'auteur entend nous donner une « utro-

ple réalité ». Assez classique dans diverses parties, le réquisitoire contre l'égoïsme aveugle des pays riches et aussi contre le système social, antisocial plutôt, de nombreux pays pauvres est accompagné de diverses vues moins répandues. La partie économique et plus encore statistique n'est sans doute pas la plus solide, mais de nombreux faits récents sur les relations internationales sont bien rappelés.

Le chapitre consacré à la population est conçu dans l'esprit des révoltes de la conférence de Bucarest en 1974, selon lesquels « le meilleur contraceptif est le développement économique ». Mais, une fois de plus, malgré l'abondance de la documentation disponible dans ce domaine, cette question vitale n'est pas creusée.

En conclusion : « Sagesse, raison ! » Cela ne sera, certes, jamais trop dit : le grolot est prêt et il n'y a plus qu'à l'accrocher au cou du chat. Ce ne sera pas dans le premier temps, nous dit le préfacier, anxieux et interrogatif.

★ Editions G. de Bussac, Clermont-Ferrand, 22 cm, 175 p., 27 F.

Paul Bairoch

COMMERCE EXTERIEUR ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE AU XIX^e SIÈCLE

LE brillant spécialiste de l'histoire économique des temps modernes, l'homme qui n'a jamais craint d'« aller au charbon » et qui plonge toujours au plus profond, nous livre un nouveau document, un monument même, sur cet essor de nos pères, si clair et encore chargé de tant de mystères.

Ce n'est pas une thèse a priori, appuyée sur des chiffres opportuns et dociles, qui nous est présentée, mais une analyse serrée des faits, commentée le plus souvent de façon prudente et solide.

La partie la plus pénétrante, peut-être, concerne l'histoire douanière de l'Europe, accompagnée de celle du commerce extérieur. Période libérale, période protectionniste, nous sommes dans les tribunes du stade où les joueurs changent de tactique.

Les investissements à l'étranger, qui, souvent, nous laissent un peu perplexes car ils ne distinguent pas suffisamment les véritables créations industrielles et les prêts à des gouvernements besogneux, dont la France a été si souvent la pourvoyeuse et la victime. Nous trouvons, en revanche, une étude originale des migrations vers le Nouveau Monde, combinées avec les transferts de capitaux.

Plus discutée est la présentation du développement économique, du moins pour la France. L'influence du vieillissement démographique sur le tonus et l'esprit de progrès, si sensible à la fin du dix-neuvième siècle, n'est pas mentionnée, même pour l'agriculture,

l'évolution de cette branche étant décrite avec une complaisance déconcertante. Du fait même de la grande valeur de l'auteur et de l'ouvrage dans son ensemble, c'est une occasion perdue de montrer la portée d'un phénomène peu connu, le vieillissement, qui peut jouer fortement dans le destin européen du siècle qui vient.

Ce panorama s'achève par une étude des petits pays, qui gagnerait à être complétée par une explication, de caractère culturel, sur l'uniformisation internationale assez poussée, du moins en termes de P.N.B. par habitant, en dépit de la diversité importante des richesses naturelles (les pays du Sud et de l'Est étant naturellement en dehors du champ).

Annexe méthodologique et statistique. Bibliographie. Un instrument de premier ordre, de travail ou d'agrément.

★ Mouton, Paris, La Haye, 1976, 24 cm, 359 p., 22 F.

Yann Collanges et Pierre-Georges Randel

LES AUTOREDUCTIONS

Grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie, 1872-1972.

L'EXPRESSION mystérieuse initiale concerne les refus collectifs de paiement, surtout en Italie et particulièrement vis-à-vis des services publics : électricité, téléphone, loyers, transports en commun, occupation de maisons, etc.

Description fidèle des mouvements amorcés il y a vingt ans, mais multipliés ces dernières années, et des accords qui en ont souvent résulté : reproduction des textes « officiels » de groupes rebelles, etc. Ce nouveau système, en passe de devenir une coutume, sinon une institution, embarrasse bien des gens, ne serait-ce que les magistrats et le parti communiste. Devenu un système de défense, il peut survivre au capitalisme, sans s'inscrire facilement dans une constitution ni un code.

Citons encore quelques travaux de mérite, sur lesquels nous regrettons de ne pouvoir nous étendre cette fois.

★ Christian Bourgois, Paris, 1976, 17 cm., 108 p., 18 F.

Georges Lefranc

LES ORGANISATIONS PATRONALES EN FRANCE, DU PASSE AU PRESENT

LE brillant et fécond historien, qui a décrit sans conformisme l'histoire du Front populaire et qui nous a livré tant de richesses sur le mouvement ouvrier et syndical, décrit ici les organismes du patronat, sujet peu fréquenté, sans doute par peur ou timidité. Nous passons de la « préhistoire » à nos jours dans ce document de premier ordre qui fera date.

Annexes bien choisies. Bibliographie.

★ Payot, Paris, 1976, 22 cm, 420 p., 80 F.

économie en liberté

le capitalisme mondial

CHARLES-ALBERT MICHALET

l'au-delà des multinationales

PIERRE DOCKÈS l'internationale du capital

BERNARD ROSIER croissance et crise capitalistes

puf

E. LEVY, M. BUNGNER, G. DUMÉNIL, F. FAGNANI Economie du système de santé dunod 96 F

En 18 mois nous avons expertisé 1,6 milliard de biens.



Valeur vénale, valeur locative, valeur de rentabilité ou valeur d'apport... délicate mission que d'évaluer le bien d'autrui. Nos experts le savent bien. Rompus à toutes les techniques et à toutes les législations, ils sont avant tout des « hommes de terrain ». Des hommes d'expérience aussi dont les connaissances sont confrontées, chaque jour, à tous les cas particuliers du marché immobilier.

Cette expérience est inappréciable quand on sait la difficulté d'appréhender l'évolution des valeurs, selon les régions, la conjoncture ou les fluctuations du marché. Elle est irremplaçable pour l'évaluation à partir des innovations techniques, de la réglementation administrative, etc.

Qu'il s'agisse de vente, de location, de vente d'investissement, ou de prise de participation, les travaux

de nos experts reçoivent toujours l'agrément de ceux qui ont la responsabilité de commercialisation. Il est si facile de surestimer un bien quand on n'a pas ensuite la charge de le réaliser.

Cette connaissance du marché permet à nos équipes de réagir dans les délais les plus brefs : 48 h par exemple pour un avis motivé en région parisienne. C'est un autre style.

Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

* de Francs lourds, bien entendu.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo. Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

CABINET AUGUSTE-THOUARD

17, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

REMOUVOIR

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

Chronique du temps d'inflation

par JEAN VINCENS

Le conte du boudin blanc

La fête sera chère à la fin de l'année. Chocolats, boudin blanc, marrons glacés, augmentent malgré les impératifs de la lutte contre l'inflation. Interrogé sur ce point, M. Barre a vivement répondu que ceux qui étaient capables de s'offrir ces nourritures ne devaient pas retenir outre mesure notre attention et moins encore accaparer notre sollicitude.

Bonne réplique, certes, avec sa dose de morale et son zeste de rêve. Il est moral que les riches paient bien cher, et on peut rêver que le Père Noël ne s'occupe que des pauvres, les riches n'ayant pas besoin de lui puisqu'ils dévorent le boudin blanc.

Mais après la fête riches et pauvres font leurs comptes. Les mangeurs de boudin blanc vont-ils découvrir que la vie est devenue plus chère, leur vie, celle qui n'est pas totalement refuée dans le miroir de l'indice officiel des prix à la consommation ? Que leur pouvoir d'achat a baissé et qu'il va falloir rogner sur d'autres dépenses ?

Craignons alors qu'ils ne veuillent se retirer en majorant le prix de ce qu'ils vendent. Car il faut bien qu'ils vendent quelque chose. S'ils n'avaient comme clients que les marchands de boudin blanc, l'affaire serait simple et le circuit vite bouclé. Mais si, par malheur, ils vendent les biens qu'achètent les pauvres, l'indice des prix en souffrira.

En temps d'inflation, il n'y a guère de hausse innocente et celles dont la morale se réjouit n'y gagnent pas l'innocuité.

On a gagné

ou la confiance règne

« **O**n a gagné, dit un marchand de fruits et légumes. Crier un peu et faire grève, c'était le bon moyen. Le gouvernement a reculé, nous avons obtenu ce que nous voulions. Si nous étions restés tranquilles nous n'aurions rien eu. Chacun n'a qu'à faire comme nous au lieu de se plaindre que son pouvoir d'achat est en baisse. »

D'autres diront si la victoire est réelle ou apparente. L'essentiel est ailleurs. Si un groupe social qui n'est pas particulièrement hostile à l'économie de marché, à la libre initiative et au profit estime qu'il est permis de lutter contre le gouvernement et qu'il est sain de se réjouir d'avoir gagné, cela signifie que ce groupe n'a pas peur et qu'il a fond la confiance règne. Lorsqu'on se livre au jeu viril de la poursuite des avantages catégoriels, c'est qu'on ne craint pas la chute du ciel ni l'effondrement du système ou le souffle du grand vent nouveau emportant les avantages, pélo-mêle, avec les éventails et les marchands.

Que les Français plutôt favorables au régime actuel ne soient pas inquiets au point de faire les sacrifices qui faciliteraient la lutte contre l'inflation complice beaucoup la tâche du gouvernement. Car voilà bien le paradoxe. Les rapports sociaux sont tels, aujourd'hui en France, que le gouvernement ne peut faire vraiment peur à ceux qui sont contre lui, de sorte qu'il ne peut les contraindre au calme absolu. Il lui est donc indispensable d'inspirer assez de sagesse à ses partisans pour qu'ils n'aggravent pas la situation.

Apparemment, il n'y est pas encore parvenu. C'est qu'il n'est pas facile de susciter cette sorte de crainte qui doit conduire à la sagesse mais ne pas devenir la prélude à la peur qui pousserait vers un autre berger.

Rumeurs sur les nouilles

Il n'y a déjà pas beaucoup de sucre dans les rayons et voilà que les nouilles se font rares quelques-uns. Des commerçants soupirent : « Ils ne veulent plus rien livrer, ils attendent le mois de janvier pour tout ressortir et augmenter les prix. D'ici là, nous aurons de la peine à servir nos clients. »

Par le simple fait du blocage provisoire des prix, voilà que le temps, la durée économique, s'impose au cœur du problème de l'inflation. Rien n'est plus naturel pour chacun d'entre nous que d'anticiper, de prévoir, de spéculer c'est-à-dire d'agir aujourd'hui en considérant l'avenir. Sans doute faut-il rester dans le cadre des lois, et un refus de vendre associé à une rétention excessive des stocks rappellerait par trop les spéculations sur les blés qui secouaient quelquefois l'ancienne France. Mais sans aller jusque-là, il n'est pas défendu de se préparer pour le jour où les prix seront libres. La rumeur d'aujourd'hui dès lors a rempli son office. Elle a expliqué la situation actuelle, vraie ou fausse, et elle a préparé

l'avenir. Si les prix montent en janvier, nous saurons pourquoi.

Ainsi la période de blocage n'est pas un temps neutre, une sorte de mise entre parenthèses propre à calmer les esprits, à faire oublier les calculs et les réflexes d'anticipation. Bien au contraire, c'est un temps fort où s'accumule l'énergie spéculative, car il oblige à penser à l'avenir, à l'après-blocage.

On voit bien qu'il est plus facile de bloquer les prix que de les débloquer, et on imagine que pour en sortir le gouvernement prenne la décision suivante :

— Article premier : le blocage des prix est supprimé à partir du 1^{er} janvier 1977.

— Art. 2 : les hausses de prix sont interdites à compter de la même date.

Dem toutes les possibilités pour les installations de restaurants automatiques.

Depuis plus de 20 ans, Dem fabrique des distributeurs automatiques. Tantôt on fait appel à Dem pour des appareils de restauration automatique ou assistée. Il faut dire que dans ce domaine Dem est à la pointe du progrès. Ses appareils permettent les liaisons rapides et efficaces obligatoires par décret. D'autres fois les services de recherches de Dem étudient des appareils pour des problèmes bien spécifiques : distributeurs de journaux, consignes automatiques, vestiaires de places, etc.

Dem c'est également une organisation de concessionnaires présents dans toute la France qui peuvent aussi vous fournir, installer et entretenir une gamme complète d'appareils pour tout distributeur (boissons, nourriture d'appoint, cigarettes).

Pour mieux connaître Dem et les possibilités de la restauration automatique, retournez ce bon à Dem - 4, rue Robert Schuman - B.P. 50 - Zone Industrielle - 77330 Ozoir-la-Ferrière - Tél. : 028.96.12.

Dem. Le premier spécialiste de la distribution automatique.

Bon à retourner à Dem - 4, rue Robert Schuman - B.P. 50 - Zone Industrielle - 77330 Ozoir-la-Ferrière, pour recevoir :

- ☐ une documentation sur les distributeurs automatiques ;
- ☐ une brochure sur la restauration ;
- ☐ la visite d'un délégué ;
- ☐ la liste de nos concessionnaires.

Nom.....

Adresse.....

Société.....

Tél.....

"Aujourd'hui, au Vaudreuil, notre décentralisation ne nous apparaît pas comme un exil."



"C'est vrai, nous avons beaucoup d'appréhension; mais nous avons été progressivement rassurés, au fur et à mesure de nos contacts avec la Ville Nouvelle du Vaudreuil.

Je veux d'abord parler de l'accueil de l'Etablissement Public: nous avions en face de nous un interlocuteur unique et compétent qui a su tenir compte des problèmes spécifiques de la Société des Parfums Hermès et n'a pas hésité à s'impliquer dans les décisions à prendre. Tout a été fait pour simplifier nos rapports avec l'Administration, les services juridiques, les services techniques...

Il existe au Vaudreuil une sorte d'esprit "pionnier" qui facilite grandement l'intégration des nouveaux venus dans leur nouvelle communauté. Dans la rue, les gens se disent bonjour et l'on ressent une chaleur humaine qui n'existe plus en région parisienne. Et puis on apprécie aussi la variété des logements et le choix des loisirs sur place ou à proximité. Le Vaudreuil est à une heure de Paris et à une heure de la mer; ce qui n'est pas désagréable.

Nous partageons avec la Télémécanique Electrique le "Parc Industriel du Village". Celui-ci, situé entre l'Eure et le Village de Vaudreuil, ressemble plus à un parc de loisirs qu'à une zone industrielle.

En région parisienne, notre croissance risquait d'être freinée. Ici, au Vaudreuil, toutes les possibilités d'expansion nous sont offertes. Maintenant que nous sommes installés, nous mesurons tout ce qu'a de positif l'excitation qui naît d'une implantation nouvelle pas tout à fait comme les autres."

En permanence au Vaudreuil, il y a un responsable rompu aux démarches administratives. C'est à lui qu'il faut vous adresser: M. Viger, Etablissement Public de la Ville Nouvelle du Vaudreuil - BP 5 Lery. Tél. (32) 59.00.80.

Le Vaudreuil
VILLE NOUVELLE

VIENDE PARAITRE:

F. PERROUX

Unités actives et mathématiques nouvelles

Révision de la théorie de l'équilibre économique général

Coll. "Finance et économie appliquée"

dunod

180 F

هكزام الأمل

LE MONDE A UN NOUVEAU PORT LA FRANCE AUSSI

Le Verdon, port rapide,
accessible à toute heure
de la marée.
Ouvert 24 heures sur 24,
7 jours sur 7,
365 jours sur 365.

Le Verdon, port des
navires porte-conteneurs et
rouliers, avec 420 m de quai,
2 portiques, 2 grues jumelables,
un terre-plein de 6 hectares,
un hangar de 12.000 m².

Le Verdon,
à l'embouchure de l'estuaire
de la Gironde où sont
groupées la plupart des lignes
régulières de navigation
qui touchent
la côte atlantique française.

Le Verdon, une zone
pour les activités de stockage
et d'entrepôts et
les industries portuaires.

Le Verdon, porte
de l'Europe sur l'Atlantique.

BORDEAUX LE VERDON

LE TERMINAL CONTENEURS DE LA FAÇADE ATLANTIQUE

Port Autonome de Bordeaux
33075 Bordeaux Cedex - France. Tél. (56) 90.91.21. Telex 570617

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

URBANISME

A Paris sur la «piazza» du Centre Beaubourg Un atelier «sauvage»

Le Centre Beaubourg n'a pas fini d'étonner les Parisiens. Un édifice mystérieux est en construction à l'angle des rues Rambuteau et Saint-Martin. Il s'agit de la reconstitution de l'atelier du sculpteur Brancusi, qui était présenté en taille réduite au Musée d'Art Moderne. Cette construction de 7 mètres de haut et de 50 mètres de côté, environ, sera reliée au Centre d'art contemporain par une galerie couverte.

« Je suis scandalisé de cette méthode qui consiste à mettre la Ville de Paris devant le fait accompli, nous a déclaré M. Pierre-Charles Krieg, député R.P.R. et conseiller de Paris. Je suis membre du conseil d'administration du Centre Georges Pompidou, qui n'en a jamais débattu, et j'ai été mis au courant par une lettre du 4 octobre 1976 de M. Borda, directeur du Centre, m'indiquant que les démarches auprès de l'administration étaient engagées pour la construction de l'atelier Brancusi. »

De son côté, l'administration parisienne n'a reçu à ce jour

aucune demande de permis de construire et considère que le permis délivré pour le Centre d'art contemporain ne comportait aucune construction à l'endroit où s'édifie aujourd'hui l'atelier.

Les responsables du Centre d'art contemporain estiment de leur côté qu'il s'agit d'une construction « provisoire » qui ne nécessiterait donc pas de permis. Mais ils font valoir aussi que la reconstitution de l'atelier a été un élément décisif de la négociation avec les familles des artistes présents au Musée d'art moderne quand il a fallu obtenir le transfert des collections à Beaubourg. Face à ces interlocuteurs-là, on a sans doute moins insisté sur le caractère « provisoire » de la reconstitution.

Sans juger de l'opportunité de cette construction, on peut s'étonner de la désinvolture des responsables du Centre qui semblent considérer que la « piazza » est un terrain où ne s'appliquent pas les règlements communs. — M. Ch.

Les Unions de quartier précisent leurs rapports avec les municipalités

De notre correspondant

Grenoble. — Les délégués des Unions de quartier de seize villes françaises de plus de cent mille habitants (Paris, Lyon, Marseille, Grenoble, Toulouse, Rennes...) ont, le samedi 11 décembre, à Grenoble, leurs expériences sur le fonctionnement de ces associations.

Les membres des Unions de quartier revendiquent « un droit à l'information des usagers sur les projets municipaux ou départementaux ». Ils estiment que les habitants des villes ont depuis très longtemps pris conscience du rôle qu'ils ont à jouer dans l'élaboration des divers plans qui les concernent.

Mais le cadre de cette concertation est souvent mal défini. Les Unions de quartier doivent répondre à ce besoin « car elles sont le lieu où la réflexion s'échappe aux obligations de toute sorte, et d'est ainsi qu'elles permettent d'enrichir le travail de la collectivité responsable de la cité ». Les représentants des Unions de quartier estiment d'autre part que la concertation doit commencer dès la conception des équipements et non après leur mise en service : « Elle consiste à dialoguer avec les élus et les administrateurs à partir des besoins exprimés de la

population et des projets des pouvoirs publics. Elle présente un caractère de participation ou de contestation, le pouvoir de décision restant entre les mains des responsables élus. »

Les Unions de quartier ont, d'autre part, essayé de définir les rapports qui doivent exister entre les Unions de quartier et les municipalités. L'Union de quartier ne doit être « ni un relais de la municipalité ni un moyen d'organiser la lutte contre elle ». Ainsi, pour préserver leur indépendance, les Unions de quartier préfèrent se voir attribuer des locaux dont le coût de fonctionnement serait pris en charge par la municipalité, plutôt que de recevoir des subventions. Lors des élections municipales, « les Unions interrogeront les candidats sur leur programme d'investissement mais conserveront une totale indépendance à l'égard des partis politiques ».

Enfin les représentants des Unions de quartier se sont prononcés contre la formule des sociétés d'économie mixte dont les opérations sont couvertes par le secret, qui représentent « un verrou pour les élus » et qui entraînent « la démission de la collectivité ». — C. F.

A PROPOS DE...

TROP DE RISTOURNES SUR LES TARIFS AÉRIENS L'avion en fraude

Les compagnies aériennes régulières, face à une concurrence acharnée, rencontrent de graves difficultés financières : en maintes occasions, les tarifs officiels approuvés par les gouvernements ne sont pas respectés.

L'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI) estime, dans une note, que le manque à gagner dû à ces pratiques déloyales est de l'ordre de 300 à 500 millions de dollars par an. Désireuses de récupérer ces sommes, les compagnies voudraient relever les tarifs afin de rentrer dans leurs frais. Cette hausse risque de ralentir la croissance du trafic et de renforcer encore la pratique des remises irrégulières. De plus, comme le note le rapport, les usagers qui achètent leur billet à prix réduit, qu'ils aient ou non connaissance de la réglementation gouvernementale, ne bénéficient d'aucune protection contre les pratiques frauduleuses.

L'O.A.C.I. souligne que, si l'on veut obtenir que les tarifs approuvés par les gouvernements soient respectés, les administrations nationales et les compagnies doivent conjuguer leurs efforts. Même avec le mécanisme le plus efficace, l'Association de transport aérien international (IATA) ne peut faire respecter les tarifs convenus que par ses membres. Elle n'a aucun contrôle sur les tarifs appliqués dans les services réguliers ou les vols non réguliers des transporteurs non membres de l'IATA.

D'après le document de l'OACI, les formes les plus courantes de violations de tarifs pratiquées par les compagnies, les agents de fret et les transitaires sont les suivantes : vente de billets pour groupes d'affinité à des personnes qui ne réunissent pas les conditions requises ; vente de billets charter pour des vols déjà complets à des passagers qui voyageront alors au tarif charter sur un vol

régulier ; bénéfice d'une classe supérieure accordé à certains passagers ou à certains billets, sans majoration de prix ; admission gratuite d'excédents de bagages ; vente de billets au tarif normal assortie d'un remboursement en espèces ; vente au tarif plein de billets pour aller seulement, avec un billet de retour à un tarif très réduit ; utilisation abusive des autocollants de validation ; remises sur le prix du billet, sous couvert de facilités de paiement accordées ; retournes déguisées à des passagers « jeunes », etc.

D'autres pratiques déloyales sont citées : cession de billets par des agents IATA à des agents non-IATA en leur accordant une remise ; vente de places par des agents de voyage qui appliquent un tarif de voyage organisé sans faire payer au client la part prévue pour l'hébergement au sol ; vente de billets de voyage tout compris avec remboursement ultérieur du coût des prestations au sol ; achat de billets à l'étranger en monnaie dévaluée par des agents qui les revendiquent sur le marché intérieur avec une remise sur les prix locaux en vigueur ; vente au rabais de billets faillites, vols ou détournés ; voyages gratuits non autorisés et autres faveurs consenties à des agents par des compagnies aériennes.

Ce n'est pas la première fois que l'OACI s'enthousiasme à propos des problèmes que posent la violation des tarifs et le contrôle de leur application. L'assemblée de l'OACI a adopté des résolutions dans lesquelles elle exprime son inquiétude devant les conséquences du non-respect des tarifs approuvés et invite l'IATA à redoubler d'efforts pour faire appliquer les tarifs. Répondant l'urgence de la situation, le conseil de l'OACI est convenu qu'il est justifié d'étudier spécialement la question des tarifs à l'échelle mondiale et il a décidé de réunir à cet effet une conférence spéciale de transport aérien, qui se réunira à Montréal du 13 au 26 avril 1977.

ENVIRONNEMENT

Premières révélations officielles sur les mesures de sécurité en cas d'accident nucléaire

A quelques semaines de la mise en service de la centrale nucléaire de Fessenheim et dans le but de sécuriser les populations, le préfet du Haut-Rhin, M. Gabriel Gilly, a révélé, le 10 décembre, les grandes lignes du plan Orsec-radiations (Orsec-Rad).

Ce plan dont seules les mesures intéressant la population ont été dévoilées, existe dans tous les départements français où se trouve une centrale nucléaire.

« Même en cas de catastrophe maximale comme la fusion du cœur du réacteur — cas impossible — nous disposons de plusieurs heures avant de prendre les mesures adéquates », a souligné M. Gilly. Si le plan Orsec-Rad est déclenché, il est prévu de faire d'abord appel aux spécialistes d'urgence des rayonnements ionisants (S.C.P.R.I.) et du commissariat à l'énergie atomique. C'est la première phase, celle de l'« alerte ».

L'« alarme » n'intervient que si ces services confirment l'existence d'un danger réel nécessitant et justifiant la mise en œuvre d'urgence de moyens d'intervention.

En plus des secours aux blessés et aux personnes en danger prévus par le plan Orsec conventionnel — « car, précise le préfet, la nature particulière de l'accident ne doit pas être une entrave aux soins à donner, et la contamination éventuelle des blessés n'entraîne aucun risque pour les équipes soignantes » — le plan Orsec-Rad prévoit le boudage de « l'aire nucléaire ». Dans un deuxième temps, d'autres dispositions pourraient être prises mais elles

n'interviendront que quelques heures, sinon plusieurs jours après, en fonction des mesures de radioactivité réalisées par le S.C.B.P.I.

Ces mesures consistent à déterminer quelles sont les personnes qui auraient pu être contaminées, puis, en fonction des prélèvements faits dans l'environnement, à interdire la consommation de l'eau et des produits alimentaires locaux.

Le préfet du Haut-Rhin a rappelé que les installations nucléaires sont contrôlées en permanence par le Service central de sûreté des installations nucléaires relevant du ministère de l'Industrie et de la recherche et du S.C.P.R.I. qui relève, lui, de l'autorité directe du ministre de la Santé.

« Les normes de sécurité sont très largement calculées pour éviter tout accident grave pour le personnel et à fortiori pour les populations environnantes », a déclaré le préfet. « En cas de nécessité des arrêtés immédiats d'exploitation peuvent être ordonnés tant par le ministère de l'Industrie que par le seul ministre de la Santé ».

● LE MARAIS EN CHIFFRES. — L'exposition organisée par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SOREMA) dans l'hôtel de Bonneval (le Monde daté 12-13 décembre) est ouverte tous les jours de 11 heures à 18 heures, et le mardi jusqu'à 22 heures, du 14 décembre au 31 janvier prochain. 16, rue du Parc-Royal, Paris-3^e.

TRANSPORTS

Un marché de 170 millions de francs

Les Italiens vendent leurs deux grands paquebots au chah d'Iran

De notre correspondant

Rome. — Les deux fleurons de la flotte italienne, les paquebots *Michelangelo* et *Raffaello* ont été vendus, dimanche 12 décembre, à la marine iranienne pour la somme globale de 35,6 millions de dollars (370 millions de francs environ). Après des travaux de transformation qui dureront six mois, ils serviront d'hôtels flottants pour les officiers et leurs familles dans les ports de Bandar, Abbas et Bushir.

Ainsi se termine une triste histoire qui ressemble à celle du paquebot *France*, mis en vente depuis plus de deux ans. Les deux transatlantiques italiens avaient été conçus sur le même modèle à la fin des années 50 par la Société de navigation Italia appartenant au groupe para-public Finmare : 48 000 tonnes, une vitesse de croisière de 27 nœuds et sept cent cinquante cabines pouvant transporter mille cinq cents passagers. Ils inaugureront ensemble leur premier parcours Cécile-New-York en 1985 alors que les paquebots commencent déjà à être démolis par les avions à longue distance.

Le *Michelangelo* et le *Raffaello* n'étaient pas en mesure de boucler leur budget. Après les avoir soutenus — les subventions allaient atteindre 40 milliards de lires par an — l'Etat italien décida d'arrêter les frais au printemps 1975. Les deux paquebots furent désarmés dans l'attente d'un acheteur.

La vente faillit se conclure l'an dernier avec une curieuse asso-

ciation qui voulait les transformer en hôtels flottants pour guérir du cancer. Mais de rieux doutes furent émis sur l'efficacité de ces soins « ré-ionisants » et les choses restèrent là. Seul un acquiescement de la taille du chah pouvait clore une affaire aussi importante. Le prix payé est quatre fois inférieur à ce qu'avait coûté la construction des deux transatlantiques, mais les Italiens sont contents de s'en être débarrassés. Il est d'ailleurs vraisemblable que la vente du *Michelangelo* et *Raffaello* fait partie d'un accord économique plus vaste entre deux pays.

ROBERT SOLI

La Compagnie générale transatlantique, propriétaire du « France » depuis deux ans, a été il y a un an envisagée pour l'achat des navires pour être transférés à des fins touristiques. Le goélette *Penique*. Mais les négociations ont été rapidement abandonnées.

An total, une centaine de projets d'acquisition sont parvenus à la Transat, sur lesquels quarante ont été étudiés. Les projets de M. Gilbert Trigle, P.D.G. de Club Méditerranée, d'acheter des navires et de plusieurs autres pays arabes ou d'Extrême-Orient. Actuellement, quatre ou cinq propositions sont l'objet d'études préliminaires à la Compagnie générale transatlantique.



Winston. Quand on sait ce que le plaisir veut dire.

هكذا قال الامم

TRANSPORTS

... vendent leurs deux grands
au chah d'Iran

DU GRIS AU BLANC

uation insupportable

● **LA RIVE GAUCHE** : depuis plusieurs années sont tentées dans ce secteur de la capitale des expériences pour faire reculer l'automobile. Le domaine du piéton sera élargi place Saint-Michel, place Saint-Germain-des-Prés, aux abords de Notre-Dame, de l'Institut et de la gare d'Orsay.

Il est bien évident que ces grands projets d'aménagement piéton ne peuvent se concrétiser que si la capitale possède un véritable plan de circulation pour les automobiles. Les conseillers de Paris doivent ouvrir une nouvelle fois ce dossier au cours de leur session budgétaire. Car, aujourd'hui, seul le quartier des Halles présente les caractères d'une véritable zone piétonne avec l'environnement du plateau Beaubourg.

J. P.

Le piéton protégé : « défense de rire »

par ROGER LAPEYRE (*)

Plusieurs équipes d'architectes et spécialistes du design ont été chargées de décorer la sta-

LOUIS WIZNITZER.

importants que le transport, est
inflationniste par nature : distor-
tion de la demande, libération de

(*) 138 francs. Compagnie de documentation, 17, rue de Paradis, 75010 Paris.

par JEAN GROSDIDIER
DE MATONS. (*)

LOUIS WIZNIEWSKI

inflationniste par nature : distorsion de la demande, libération de

mentation, 17, rue de Paradis, 75010
Paris.

La fin de la « descente aux enfers »

COLLECTION NOTRE TEMPS

**ECOLE, FORMATION,
CONTRADICTIONS**
De la réforme Berthoin-Fouchet à la réforme Haby
Monique Segré
1 volume 256 pages. 20 francs

POURQUOI NOUS PAYONS TROP D'IMPÔTS
 "De l'avoir fiscal à l'impôt sécheresse"
 Michel Redjah, Jean Rodrigue
 1 volume 160 pages, 13 francs

**NORD/PAS-DE-CALAIS : LES CAUSES
DE L'ABSENTÉISME FÉMININ**
Avant-propos de Georges Séguy
1 volume 128 pages, 10 francs

COLLECTION NOTRE TEMPS / MONDE

LIBERTÉ D'OPINION... VERBOTEN
Les interdictions professionnelles en R.F.A.
Jacques Denis
1 volume 160 pages, 20 francs

SURVIVRE A NEW YORK
Maurice Goldring
1 volume 224 pages: 20 francs

HORS COLLECTION

PARTI PRIS (tome 1)
Georges Cogniot
1 volume 544 pages, 16 hors texte, 60 francs

COLLECTION LES CLASSIQUES DU PEUPLE

"CRITIQUE"
LA ROSE ET L'UTOPIE
Jean-Charles Payen
1 volume 272 pages, 20 francs

En vente toutes librairies

(*) 138 francs. Compagnie de documentation, 17, rue de Paradis, 75010 Paris.

Peinture

L'Amérique silencieuse

(Suite de la première page.)

Mais, dans les journaux, elle traite avec d'innombrables précautions, comme si elle restait convaincue que deux pôles entre lesquels elle se situe : la majorité et la minorité, la majorité et la minorité, la majorité et la minorité.

Le clou de la rétrospective est constitué par l'ensemble de toiles, esquisses, d'études, consacrées aux deux pôles entre lesquels elle se situe : la majorité et la minorité, la majorité et la minorité, la majorité et la minorité.

« Le monde de Christina » (on aperçoit de dos, à demi agenouillé dans un champ, avançant à l'aide de ses bras — elle était atteinte de polio — vers la maison), les portraits de Karl et d'Anna Kuerner, la « Diner chez Kuerner » (présence insolite et « bleue » de la maison, blanche au milieu des bois maron, tourmentés, menaçants, qui se referment sur elle), le « Ravenant » (blanc sur blanc) et autres « classiques » de Wyeth figurent en bonne place dans l'exposition. Le silence paisible de cette Nouvelle Angleterre de conte de fées n'est pas troublé par le vrombissement des B-52, le décor n'est pas souillé d'enseignes au néon des « massage parlés » et des « bars pour singles » (célibataires), l'air n'est pas infesté des masques de la drogue : on dirait tranquillement, on parle peu, on trouve la Bible sur la table de nuit (tout cela, Wyeth nous invite à le deviner).

Le réalisme de Wyeth est toujours éblouissant, obsessionnel. L'œuvre du détail microscopique (on peut distinguer un brin d'herbe dans un champ, remarquer l'ombre minuscule d'un outil de cuisine sur un

mur, au travers de la fenêtre) s'accompagne chez le peintre d'une émotion intense vis-à-vis du sujet. Il traite les objets comme des symboles et son psychologisme débouche sur une idéologie bien précise — qui explique sa popularité. L'Amérique qu'il dépeint (comme celle de Gershwin) n'a sans doute jamais existé, il l'invente — plus simple, plus propre, plus droite que celle d'aujourd'hui, et elle répond parfaitement à l'idée que les Américains se font de leur passé. L'âge d'or mythologique reproduit par Wyeth réchauffe les cœurs puritains.

En fait, le dépeintement de Wyeth procède d'une certaine sécheresse, le réalisme de sa technique est imprégné de dureté et sa « discrétion » laisse éclater sa grandiloquence. Il émane de ces toiles — de cet art « populaire de qualité » comme l'écrit un de ses thuriféraires — quelque chose de malveillant et d'impitoyable qui n'est pas sans rappeler certaines poses de Nixon et qu'on pourrait qualifier de « vertu offensée ». Ces portraits de clochards, de ratés, d'idiot, de minables, de laissés-pour-compte, ne révèlent chez le peintre ni de la pitié ni de la sympathie, mais le regard de l'oiseau de proie. Artistiquement, Wyeth n'est pas un sans-famille : il s'apparente aux photographes américains des années 20 et 30 qui exploitaient la misère humaine à des fins purement esthétiques. Peintre essentiellement provincial — et chahuté de l'Amérique anti-intellectuelle, anti-cosmopolite, anti-urbaine — et réactionnaire (esthétiquement et moralement), Wyeth est le héros de tous ceux qui, pour diverses raisons, rejettent l'art moderne, d'une Amérique satisfaite d'elle-même, à laquelle son œuvre donne bonne conscience. Ce triomphe du pharisaïsme en peinture se manifeste, outre cette rétrospective monumentale, par la publication d'un album et la parution annoncée d'un catalogue raisonné de l'œuvre d'Andrew Wyeth, toujours par le « Met ».

LOUIS WIZNITZER.

LE ROMAN D'UN FAUSSAIRE

Elmyr de Hory est mort

Le peintre-fausseur Elmyr de Hory vient de mourir à Palma-de-Majorque où il aurait succombé à une trop forte dose de barbituriques. Le 7 décembre, il avait été entendu par le tribunal de Palma qu'il était atteint d'une demande d'extradition déposée par l'administration judiciaire française. Elmyr de Hory, on ne savait pas même son âge, avait été l'un des héros d'un livre *Faux* (Faux) de son ami Clifford Irving, auteur d'une fausse biographie de Howard Hughes et d'un film d'Orson Welles *Vérité et mensonge*. Tous deux résident en scène ce héros de l'« âge d'or » des faux Elmyr de Hory, dont le vrai nom serait Elmer Hermann Hoffmann, mais la police de l'État de New York a pu identifier un particulier le protagoniste d'une célèbre énigme de faux tableaux, l'affaire *Algar Meadows*. Celui-ci, collectionneur texan, avait payé un million de dollars un tableau de Elmyr de Hory, mais la police de l'État de New York a pu identifier un particulier le protagoniste d'une célèbre énigme de faux tableaux, l'affaire *Algar Meadows*. Celui-ci, collectionneur texan, avait payé un million de dollars un tableau de Elmyr de Hory, mais la police de l'État de New York a pu identifier un particulier le protagoniste d'une célèbre énigme de faux tableaux, l'affaire *Algar Meadows*.

Né à Budapest en 1911 ? en 1905 ? Elmyr de Hory était peut-être la Libération arrivée à Paris où il vivait dans une petite chambre de la rue Bonaparte. Occupé par la peinture, mais aussi par le travail, il n'en pouvait. En revanche, ses imitations de dessins de Picasso trouvaient preneur sans difficulté. L'argent venait, l'homme changea de style et sans doute d'identité. Il se trouve à New York, monnaie serrée d'or et costume bien coupé. Il se dit aristocrate hongrois en possession d'une collection de tableaux de l'école de Paris. C'est là qu'il rencontre un autre héros du marché des faux : Fernand Legros. L'historien les retrouve ensemble à l'école de Paris. C'est là qu'il rencontre un autre héros du marché des faux : Fernand Legros. L'historien les retrouve ensemble à l'école de Paris. C'est là qu'il rencontre un autre héros du marché des faux : Fernand Legros. L'historien les retrouve ensemble à l'école de Paris.

Ces tableaux vendus au collectionneur texan *Algar Meadows*, et donnés pour des Picasso, des Dürer, des Montaigne, des Maïssa, Elmyr de Hory déclarait les avoir peints. Seulement, il les avait signés de son nom. D'ailleurs, précisons-le, ce ne sont pas des « copies » de tableaux existants mais des œuvres originales.

PRESSE

Un club de la presse à Paris. — On nous prie d'annoncer la création d'un club français de la presse, association sans but lucratif, dont le siège est installé au pavillon Royal, dans le bois de Boulogne. Des locaux y sont mis à la disposition des journalistes professionnels où ils peuvent, à leur convenance, se réunir et prendre des repas à un prix qui leur est réservé. (Tél. 606-51-00.)

Musique

Hasards et composition automatique

En marge des modes et des chapelles, fidèle à ses options, Pierre Barbaud a toujours accordé son art à la liberté, à l'indépendance des uns et des autres, l'ACIC (Association pour la composition automatique) entame sa troisième saison dans la crypte du musée Guimet sans illusions mais sans amertume.

Le concert inaugural du 28 janvier 1976 avait permis de découvrir la Terra ignota, où, sur leons, première œuvre réalisée entièrement par ordinateur, sur Honeywell-Bull 6000 et convertisseur numérique analogique du CEMAMU par le groupe B.B.K. (Barbaud-Brown-Klein). Ce n'est pas la première fois qu'on pouvait parler de « composition automatique » puisque Pierre Barbaud la pratique depuis 1958, mais alors que jusqu'en 1973 il devait recourir à des collaborateurs pour la partition, les résultats obtenus par l'ordinateur, pour les rendre exécutoires par les instruments, il dispose depuis lors d'un convertisseur produisant directement les sons, en transformant les résultats en hertz, et Frank Brown et Geneviève Klein, respectivement « spécialistes » dans les domaines de l'acoustique et de l'informatique : de même que Pierre Barbaud a mis au point un programme qu'il nomme *Terra ignota* destiné à l'ordinateur, n'est pas un sans-famille : il s'apparente aux photographes américains des années 20 et 30 qui exploitaient la misère humaine à des fins purement esthétiques. Peintre essentiellement provincial — et chahuté de l'Amérique anti-intellectuelle, anti-cosmopolite, anti-urbaine — et réactionnaire (esthétiquement et moralement), Wyeth est le héros de tous ceux qui, pour diverses raisons, rejettent l'art moderne, d'une Amérique satisfaite d'elle-même, à laquelle son œuvre donne bonne conscience. Ce triomphe du pharisaïsme en peinture se manifeste, outre cette rétrospective monumentale, par la publication d'un album et la parution annoncée d'un catalogue raisonné de l'œuvre d'Andrew Wyeth, toujours par le « Met ».

LOUIS WIZNITZER.

En bref

Théâtre

« Jeanne d'Arc et ses copines »

À la suite d'un coup de foudre pour saint Michel, l'archange chef des milices célestes, Jeanne d'Arc quitte sa Bretagne natale avec ses copines, Jeanne Hachette et Georges d'Armagnac, pour aller à la guerre. C'est là que se déroule l'action, pour braver les Anglais hors de France, et ce n'est pas si simple, car le dauphin, réfugié à Vittel, collabore avec les occupants. Louis Thériault, auteur du spectacle, a donc les grandes héroïnes de l'histoire, le swing zéou, une variété, un minable et pleins d'autres qui remplacent la publicité aux entrées des grands cinémas. Il fait partager son adoration à ses interprètes et à son public, c'est drôle et délicieux. — C. G. * Théâtre du Marais, 22 h. 30.

MERcredi — LA PAGODE —

d'après le roman de Raymond QUENEAU
ZA ZIE
DANS LE METRO
un film de LOUIS MALLE

OSCAR
BARRY LYNDON
un film de STANLEY KUBRICK

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
JAJUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VI
GAUMONT SUB VI
14 h - 17 h 25 - 21 h
HAUTEFILLE I VO
12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

donne une couleur au contrepoint, à sa sortie de la machine. Au cours du concert, qui tenait en partie de la conférence illustrée, Pierre Barbaud a fait entendre, en guise d'introduction, des compositions tonales réalisées avec un autre de ses programmes (programme *Saltatio*), puis, réduisant les demi-tons en des intervalles plus petits, il démontrait la malléabilité du matériau et les possibilités d'interaction des créateurs — il tient à ce phrasé, estimant qu'il s'agit d'un véritable travail collectif à chaque niveau de l'élaboration.

La nouvelle composition donnée en création, mais dont on n'a entendu que des extraits, s'intitule *Annuaire des copines* (les innombrables voix d'une moisson d'airain). Plus que d'une esthétique particulière, elle traduit des préoccupations plus profondes des dynamiques, mais on y retrouve bien sûr ces contrepoints où viennent se superposer des lignes mélodiques, puis des rythmes, une échelle chromatique, une « présence » et une couleur propres, toutes choses brutalement déstabilisées par l'usage d'un langage qui n'est pas le langage traditionnel.

Ce souci d'une fidélité absolue d'exécution au texte musical portait d'ailleurs au même esprit que la recherche d'une conformité idéale de la partition avec les registres posés au départ par le compositeur dans le pro-

gramme qu'il jouait à l'ordinateur. La qualité première de cette démarche de Pierre Barbaud est de tenter d'aller jusqu'à ses ultimes conséquences. En cela on peut la rapprocher de celles de Xenakis et de Michel Philippot. Ce qui la distingue, ou plus exactement lui donne un caractère résolument personnel, c'est l'état d'esprit dans lequel elle se situe, mêlant la rigueur du travail à l'ironie des mots, le hasard au calcul, la fantaisie à l'austérité. L'artiste impénitent par goût de la langue autant que par la force de provocation qui l'attache aujourd'hui à sa pratique, Pierre Barbaud n'aura pas en vain le De natura verum : s'il existe une contradiction traditionnelle entre la science et la poésie, celle-ci a raison suffisante de vouloir les lier l'une à l'autre. GÉRARD CONDÉ.

Boulez au Collège de France

Pierre Boulez a été accueilli le vendredi 10 décembre au Collège de France, où il est désormais titulaire de la chaire « Invention technique et langage en musique ». Pour son premier cours — qui est la première leçon d'un musicien au Collège de France — Pierre Boulez a souligné la gravité de la crise que connaît actuellement la musique et péroré une étroite collaboration entre musiciens et scientifiques pour y remédier.

Cinéma

« UN RÊVE PLUS LONG QUE LA NUIT » de Niki de Saint-Phalle

Il était une fois une petite cousine de Sophie et d'Alice qui se marient. Niki de Saint-Phalle, conduisant d'un tour de caméra magique au royaume des hommes virils. Elle dut faire antichambre chez le dragon tout vert, aussi gentil et peu dégourdi qu'un escargot. Guidée par le papasse, elle découvre le monde des adultes. Dans le monde, les gigantesques broches de Jean Tinguely, la guerre fraîche et joyeuse : bref, la « phallosophie » au pouvoir, aux commandes, absurde, grotesque, dangereuse. Elle apprend beaucoup.

Quatre ans se sont écoulés depuis le premier voyage de Niki de Saint-Phalle en cinématographie, depuis *Daddy* et ses premières impertinances, qu'avait orchestrées, selon une apparence de logique formelle, le cinéaste anglais Peter Whitehead. Cette fois, Peter Whitehead n'est contenté de jouer les seconds violons. Niki de Saint-Phalle signe seule le film, sacrifié sans remords à ses fantasmes d'artiste et de militante. Les hommes du commun sont nigauds à pleurer, les femmes des objets précieux se sentent comme des diamants au milieu de la ferraille envahissante, des mâles idiots.

Un escadron de braves Suisses allemands, outre leur participation d'« artistes », a fourni la figuration intelligente, un humour qui génère pour l'histoire, entre copains, qu'on a vu pourtant mané avec infiniment plus de subtilité par un autre compatriote de Jean Tinguely, Daniel Schmid, poète, cinéaste (Cette nuit ou jamais, la Paloma, l'Ombre de l'ange). Niki de Saint-Phalle se contente d'« illustrer » son bestiaire, de petite fille moderne, prolongée, plantée à hue et à dia des objets, costumes,

bizarries devant la caméra. Elle oublie de travailler le cinéma au corps, elle ne rêve pas images. Elle nous offre un divertissement de bonne société, et d'excellente compagnie, auquel on peut prêter mille fois Daniel Schmid, encore lui, ou les rôles de Judy Garland à son zénith (le *Magicien d'Oz*, *Meet me in St. Louis*).

Un rêve plus long que la nuit a été réalisé en 16 mm, avec peu de moyens, beaucoup d'amitié et de foi. Comme le Faïen.

LOUIS MARCORELLES.
* La Clot.

Le cinéma français en difficulté

À deux reprises les professionnels du cinéma viennent de refuser de signer à la « commission d'urgence », chargée d'examiner les projets de films et leur financement. Constatant la chute brutale de la production française dont les coûts ne cessent d'augmenter, n'ayant à leur disposition que des projets de films pornographiques à petit budget, ils signaient ainsi la gravité d'une situation qui va empirer.

L'année cinématographique 1976 verra une chute de fréquentation des salles de cinéma proche de 3 %. Parallèlement les coproductions enregistrèrent une régression de 50 %, et principalement avec l'Italie, partenaire privilégiée de la France. L'Italie traverse de son côté une crise très sérieuse, due en partie au développement des chaînes de télévision qui drainent une partie du public normal des salles de cinéma, par une programmation intensive de films. Enfin, l'exportation des films français stagne, et doit affronter le protectionnisme croissant de certains marchés.

Pour pallier cette situation préoccupante, M. Pierre Viot, directeur du Centre national de la cinématographie, va mettre sur pied avec la profession un plan de redressement. Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, évoquera ces problèmes, début 1977, lors d'une rencontre avec la presse spécialisée.

U.G.C. BIARRITZ - CONCORDE PATHE - GAUMONT THEATRE MISTRAL - U.G.C. OPERA - SAINT-GERMAIN VILLAGE DRAGON - MONTMARNASSE 83 - CAMBRONNE - MAYFAIR CLICHY PATHE - CYRANO Versailles - PARINORD Aubrey PATHE Belle-Epine - AVIATIC Le Bourget - PATHE Champigny ALPHA Argenteuil - MARLY Enghien

Interdit aux moins de treize ans

Culture



Une église pour Théâtre ouvert

Le théâtre est partout où des acteurs s'adressent à des spectateurs. Dans une église, par exemple. Il suffit alors aux acteurs d'ajuster leurs voix à l'acoustique, et aux spectateurs de se couvrir chaudement lorsque la représentation a lieu un 11 décembre à Colmar. C'est là, avec le Gueuloir régional et « Histoires de dire », un texte de Jean-Pierre Thibaudat, mis en espace par les auteurs, Alain Chambon et Jacques Lassalle, que se terminait le périple assailli du Théâtre ouvert itinérant, après Mulhouse et Strasbourg, où le Théâtre national accueilli, en plus, « Chronique d'une solitude », de Tahar Ben Jelloun, dans la mise en scène de Michel Raffalli.

À Colmar, le Théâtre ouvert était invité par l'ATA, Association de théâtre d'aujourd'hui. Une association de spectateurs fondée, faite de moyens, sur le bénévolat. Elle travaille en liaison avec l'Atelier lyrique du Rhin, organise des voyages à Strasbourg, fait venir des groupes musicaux et dramatiques. Pour son dixième anniversaire, elle reçoit, entre autres, l'Atelier lyrique, qui a donné « La Nuit des rois », et présentera, les 16, 17 et 18 décembre, « Jules César », un succès du off-Avignon, dans cette église Saint-Mathieu, si majestueuse, mais si glaciale, si pauvrement équipée.

La misère culturelle des villes moyennes est une rengaine malheureusement toujours d'actualité. En existe-t-il une qui possède une salle d'été avec un minimum de matériel et de personnel ? Les institutions de la décentralisation en sont généralement pauvres, mais il n'y en a pas partout, et certains spectacles, par leur nature, ne peuvent être présentés sur la grande scène d'un théâtre municipal : ce serait suicidaire. Les mises en espace appartiennent à cette catégorie puisqu'il s'agit d'un travail en cours montrant après deux semaines de répétitions. Évidemment, « Histoire de dire » a été créé à Avignon, mais la reprise en est totalement différente. C'est toujours un « théâtre du quotidien », le portrait désespéré d'une petite-bourgeoise en voie de clochardisation. Mais le texte a été remanié, et aussi le rythme, le ton, la construction. À Avignon, on entendait une complainte doucement modulée sans rupture, rêve et réel fondus en une seule. Cette fois, la pièce est découpée en séquences sèches, disposées sur des espaces symboliques nettement déterminés. Et, surtout, les acteurs ne sont plus les mêmes.

Dans ce type de travail, leur personnalité est extrêmement importante : ils n'ont pas le temps de s'adapter à une mise en scène, qui en est d'ailleurs à l'étape des propositions. La présence d'Alain Olivier (le père), tendu comme un fémur, fou dansant sur une corde, imprime son ambiguïté. Viviane Theophilides (la mère un peu putain) n'a pas les épaules courbées de Monique Méliand. Elle porte en elle, tout près de la conscience, la violence du plaisir. Richard Fontana (le fils) mêle à sa vitalité saule quelque chose de canaille. Il est avec évidence l'homme riche et le tabou destructeur de sa sœur, Béatrice Bonvoisin. Les quatre comédiens sont liés par une complicité qui les dépasse et leur permet de montrer clairement ce qui forme et défait une famille.

Pendant le débat, Jean-Pierre Thibaudat confiait qu'il voulait maintenant écrire une autre pièce à partir de cette expérience. Il serait dommage que des promesses aussi riches ne trouvent pas leur aboutissement. COLETTE GODARD.

	La ligne	La ligne T.E.
FRES D'EMPLOI	40,00	48,70
l'encadré encadré 2 col. et +		
ligne colonne	42,00	49,04
MANDATS D'EMPLOI	9,00	10,33
PRIX OU		
POSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	58,00	64,57
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

IDJAN
première Société ivoirienne d'exploitation de la palme et de ses produits (palme, Coprah) comprenant : presserie, extraction, centrale, affinerie.

Le montage, la mise en route, l'exploitation de l'usine, la recherche des matériaux :

PLUSIEURS CHEFS DE PRODUCTION
pour **PRESSE-EXTRACTION**
de 13 personnes, huilliers confirmés.
(réf. 122 M 164)

PLUSIEURS CHEFS DE PRODUCTION
pour **CENTRALE - CHAUFFERIE - STOCKAGE** de 20 personnes.
Mécaniciens ou électro-mécaniciens ayant l'expérience des centrales diesel et/ou des chaudières.
Travail posté.
(réf. 122 M 165)

Ar tous ces postes :
- expérience du commandement et de la formation de subordonnés
- premier séjour outre-mer apprécié
- contrats expatriés et avantages sociaux importants
- logement, nourriture, eau et électricité payés
- indemnités de voiture
- voyage famille payé après période d'essai
- mois de congés tous les 10 mois : voyage en Europe payé pour titulaire et famille.

Envoyer : lettre de candidature, détail, photo et prêt, 30, rue de l'Opéra, 75009 PARIS, rappelant la référence correspondante.

THE CLEM CORPORATION S.A.

recherche
POUR AFRIQUE FRANCOPHONE

DIRECTEUR TECHNIQUE DE RAFFINERIE

ou
DIRECTEUR DE PRODUCTION

pour la démarrage et l'exploitation d'une nouvelle raffinerie.
Minimum dix ans d'expérience.

REMUNERATION ELEVÉE
LOGEMENT FOURNI
AVANTAGES DIVERS

Envoyer avec C.V. :
THE CLEM CORPORATION S.A.
avenue du Général-de-Longueville, boîte 14, Bruxelles (Belgique).

Pour Ecole d'Ingénieurs en ALGERIE

ORGANISME FRANCAIS recrute :

ingénieurs universitaires ou enseignants
de nationalité française

en :
• **ELECTROTECHNIQUE, ELECTRONIQUE et AUTOMATISMES**
• **MOTEURS et MACHINES**
• **CONSTRUCTIONS MECANQUES**
• **FABRICATIONS MECANQUES**
• **FONDERIE et TRAITEMENTS THERMIQUES**

Cinq années d'expérience industrielle (Bureau d'études ou de méthodes ou Atelier) ou cinq années d'expérience enseignante au minimum.

Contrats de longue durée (deux ans minimum).
Gestion par organisme français assurant avantages sociaux équivalents à position en France. Logement assuré. Congé annuel en France.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo sous référence 7908 à **AXIAL Publicité, 91, Fg Saint-Honoré 75008 Paris**, qui transmettra.

BIS

Travail temporaire

recrute

département Professionnels

UN INGÉNIEUR

gestion et coordination pour chantier en GRÈCE. Connaissance des navires marchands et possibilité. Age souhaité : 25 ans minimum. Anglais parlé et écrit indisp. Vous êtes :
PARIS LAFAYETTE
20 bis, rue Lafayette, 75
Téléphone : 544-37-73
DUNKERQUE
55-57, rue Alfred-Dumond,
Téléphone : 64-62-13.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Une BANQUE AMERICAINE

DE PREMIER PLAN recherche de

jeunes

diplômés

grandes écoles

Après une période de formation théorique et pratique de 18 mois à 2 ans dans le Département de Crédit, à PARIS, les titulaires aborderont une carrière internationale dans des postes de haute responsabilité, essentiellement orientés, au départ, vers la négociation et la gestion de prêts accordés aux sociétés multinationales.

Les candidats intéressés - débutants ou ayant une première expérience - doivent absolument :
• être diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion, avec une spécialisation en finances, et/ou une formation complémentaire du type MBA, INSEAD ...
• avoir une ouverture internationale,
• être parfaitement bilingues Anglais-Français, l'Anglais étant la langue de travail.

Prévoir d'envoyer C.V. détaillé sous référence 11.540 à **HAVAS CONTACT** 156, bd Haussmann 75008 Paris, qui tr.

banque

BANQUE PRIVEE FRANÇAISE recherche son

REPRESENTANT pour une GRANDE BANQUE ALLEMANDE à laquelle elle est affiliée.

Le candidat âgé de 30 ans minimum, devra avoir une expérience bancaire, notamment des opérations internationales, de plusieurs années.

Après une période de formation de quelques mois à son Siège Principal, il rejoindra dans une grande ville de la RFA où il se verra confier une mission de développement de ses opérations avec la RFA en liaison avec les Sociétés allemandes exportatrices ou importatrices et les Sociétés allemandes exportatrices ou importatrices. Il sera, par ailleurs, une mission de représentation auprès de cette grande banque allemande une, ce qui implique une excellente connaissance de la langue allemande.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 6142-M à **LCA**, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

RAZEL

ENTREPRISE RAZEL FRERES

recherche pour ses chantiers de

FRANCE et d'AFRIQUE FRANCOPHONE

INGENIEURS TRAVAUX

(débutants et confirmés)

Formation Grande Ecole exigée

Centrale - E.S.T.P. - A.M. etc ...

Envoyez avec CV à

ENTREPRISE RAZEL FRERES

B.P. 109 - Christ de Sacy

91403 Orsay Cedex

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 4

recherche pour son département

EXPORTATION MARCHÉ COMMUN

CHEF DE MARCHÉ

Connaissant parfaitement l'Allemand et bien l'Anglais, ayant une expérience concrète de la VENTE DES FAÇONNÉS à l'industrie du textile allemand en particulier.

Adr. C.V. détaillé, prétentions et photo à n° 8.300.

Tunisie

« Importante Société recrute ingénieur tunisien diplômé grande école pour occuper haut poste de responsabilité dans nouvelle entreprise à réaliser dans la région de Bizerte (Tunisie) ».

Ecrire au Bureau Régional de l'Emploi 49 Ter., Avenue Sinan Pacha - TUNIS.

Offre N°1128

Bureau d'Etudes

recherche

pour l'étranger

AGENTS de PLANNING

ayant une expérience de

plusieurs années en

SIDERURGIE

Libres rapidement

Adr. lettre manuscrite + C.V. sous le n° 83.281 à

CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS

CEDEX 01, qui transmettra.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

SAMBRON

PAYS DE LOIRE - 30 Km OCEAN

Importante Société

BIENS D'EQUIPEMENT MECANIQUE

70 millions C.A. Export - recherche

son **CHEF**

de **SECTION ADMINISTRATIVE**

distribution export

• **BI-TRILINGUE PARFAIT**

Excellente expérience procédures coface, douanes, règlements export.

Responsabilité : offres, contrats et appels d'offres, enregistrement - traitements des commandes, contrôle de l'exécution, facturation.

Adresser C.V. + photo sous référence 14.067 à :

S.A.P.M. 100, rue de la République, 92522 NEUILLY SUR SEINE

SOCIÉTÉ COMMERCIALE

recherche

UN COMPTABLE

pour analyse et contrôle de comptabilité et de budgets

Le poste de responsabilité conviendrait à :
- un homme jeune (25 ans maximum) ;
- d'un niveau S.T.S. ou D.E.S. ;
- ayant 3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou cabinets d'expertise ;
- acceptant des déplacements de courte durée ;
- connaissance de langues étrangères appréciée.

Nous offrons :
- un poste évolutif pour candidats de valeur ;
- de réelles possibilités de s'exprimer.

Résidence : TOULOUSE.

Envoyer avec C.V., photo et prêt, sous le n° 83.038 à **CONTEXTE** Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

POLYSAR FRANCE

(700 personnes) STRASBOURG - LA WANTZENAU

Filiale de **POLYSAR LIMITED**

recherche pour son laboratoire Latex d'assistance technique à la clientèle

UN INGÉNIEUR

(ou ÉQUIVALENT)

possédant une réelle expérience de la mise en œuvre des latex et en particulier de l'enduction des tapis et des textiles.

Cette fonction comporte de nombreux déplacements. Une bonne connaissance de l'anglais est demandée. Les candidatures seront adressées à la

POLYSAR

DIRECTION du PERSONNEL

B.P. 7

67160 La Wantzenau.

GROUPE IMPORTANT

recherche pour société de fabrication matériel de précision 1.500 personnes

O.A. 200 millions

UN DIRECTEUR

FINANCIER et INFORMATIQUE

Formation de base souhaitée : Ingénieur Centrale ou équivalent

Grande expérience financière et informatique. Pratique courante de la langue anglaise.

Age 35 ans minimum.

Fonction rattachée au Président-Directeur Général.

Lieu de travail : région Centre Val de Loire.

Adresser candidature, n° 83.082, **CONTEXTE** Publ. 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{re}, qui transmettra.

chef de produits junior

BSN-Gervais Danone, premier groupe Alimentaire français, recherche pour l'une de ses sociétés de sa Division Produits Solides un **HEC, ESSEC, ESCP, EA, MBA**, diplômé pratique un marketing très élaboré pour des produits de grande consommation.

Intégré à une équipe jeune, il pourra mettre en œuvre toutes ses compétences et s'assurer une perspective de développement professionnel très ouverte dans les différentes branches du Groupe. Les candidats à ce poste doivent obligatoirement disposer de 2 à 3 années d'expérience marketing acquises dans une entreprise de produits de grande consommation.

Lieu du poste : Villeneuve-Saint-Georges.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. F.04, à **Francisco** Monnier, BSN-Gervais Danone, 128/130 rue J. Guesde 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

Fabricant machines-outils, région Rhône-Alpes, recrute :

INGÉNIEUR A.M. ou

pour poste adjoint chef B.E.

2) INGÉNIEUR

TELECOM ou SUPLEC pour études schéma et suivi matériel électronique ou machine-outils.

Expérience obligatoire.

Env. C.V. + ASSISTANCE SERVICE, 11, r. Jeanne d'Arc, 76000 ROUEN

Société d'expertise comptable et de conseils rég. Ouest rech.

1) RÉVISEURS EXPÉRIM.

2) CHEFS COMPTABLES ET COMPTABLES

pour Cabinet et P.M.E.

Adr. C.V., photo et prêt, à **TELECOM CONSULTANTS**, 10, r. 75.072 M, Régie-Pressa, B.P. 90, 4425 Nantes Cedex.

55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Leader français de ses fabrications (mécanique) 5.000 personnes - Forte vocation export recherche un

INGÉNIEUR

Méthodes et Procédures Administratives de formation : HEC-ESSEC-CENTRALE-A et M. ou équivalent

expérimenté en régie analytique et informatique

Ce poste dépendant de la Dir. Administrative convie à un diplômé désireux de s'engager vers une fonction de conception et d'organisation. Il assumera la responsabilité de son service. Sa mission sera d'élaborer et d'améliorer les procédures administratives dans les différents secteurs et niveaux de l'entreprise.

Il sera, de par ses précédentes fonctions, confronté aux contraintes d'application d'une gestion industrielle informatisée.

Ce poste évolutif et bien rémunéré est à pourvoir dans une grande ville d'Alsace.

Faire offre avec C.V. détaillé sous réf. n° 2477 à notre

Conseil qui vous garantira réponse et discrétion totale. Une notice sera envoyée aux intéressés.

21, Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG

monoging

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

recherche

ANALYSTE-PROGRAM. DE GESTION

D.J.T. et 3 a. d'expér. min. ;

Libre immédiatement ;

Analyse et programmation d'un système gest. de stocks et comptabil. d'une entrepr. moyenne sur micro-ordinateur.

Lieu de travail

VENDE

LOGEMENT ASSURÉ

Expér. Métasymbol au Cabot sur matériel Honeywell.

Envoy. C.V. détaillé et prêt, à **TELECOM CONSULTANTS**, 10, r. 75.072 M, Régie-Pressa, B.P. 90, 4425 Nantes Cedex.

55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS

d'ENTREPRISES

recrute pour NANTES

ASSISTANT JURIDIQUE

lic. en droit, généraliste du droit de l'entrep., conc. fiscales néces.

EXPER. MIN. EXIGÉE 1 AN.

Adr. lettre man. + C.V. + photo et prétentions à **ATLANTIQUE CONSULTANTS**, B.P. 006, 44025 NANTES CEDEX.

UNIVERSITÉ rech. pour adm.

nistr. et service électro-techniq.

INGÉNIEUR

I.D.M. Adm. et électro-techniq.

libéré obl. mil. S'adr. Mariamatz, Mont-Héry, 93255 Valenceennes Cedex, ou téléph. (03) 46-64-68.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société Appareils d'Eclairage
Siège et Usine 40 kms Sud d'Orléans
FILIALE d'un IMPORTANT GROUPE de CONSTRUCTION ELECTRIQUE
recherche pour sa
Direction Financière
Cadre Comptable
28 ans minimum, possédant une FORMATION SUPERIEURE (minimum DECS) et une bonne expérience de la Comptabilité générale et analytique, acquise de préférence en milieu industriel. Il sera chargé personnellement de superviser les services comptables (8 personnes) et assister le Directeur Financier dans ses tâches de contrôle budgétaire et de Gestion.
Les dossiers de candidatures — sous Réf. M. 1259 à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Entreprise leader ARTS GRAPHIQUES appartenant à Groupe Français indépendant recherche un
directeur d'usine
380 personnes
Ce patron, 40 ans minimum, a de préférence une formation Arts et Métiers ou similaire, et justifie d'une réelle expérience de direction d'usine.
C'est un :
- ANIMATEUR. Il a acquis la pratique du commandement dans une unité décentralisée - GESTIONNAIRE. Il maîtrise l'étude et le suivi des prix de revient (il s'agit de productions grandes séries sur commandes et devis).
Logement de fonction dans ville agréable à 100 kms de Paris.
Discretion de rigueur et réponse assurées à lettre manuscrite. C.V., photo et prétentions adressées sous réf. M 645 à notre Conseil.
centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier — 75009 PARIS

Choay
GROUPE PHARMACEUTIQUE ET CHIMIQUE recherche
pour son centre de production en expansion de NOTRE-DAME de BONDEVILLE (proche de ROUEN) un
Ingénieur Biochimiste
auquel il sera confiée la responsabilité des purifications des produits biochimiques fins fabriqués par le Groupe.
Cet Ingénieur,
Diplômé INSA ou équivalent
28 ans minimum, possédant une expérience industrielle affirmée. Il aura un esprit scientifique, un sens pratique et une faculté d'adaptation très développée.
Connaissance de l'Anglais indispensable.
Les dossiers de candidatures — sous Réf. M. 1261 à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

C.P. CLARE INTERNATIONAL N.V.
Switching and Control Components
A GENERAL INSTRUMENT COMPANY
Overhaamlaan, B-3700 Tongeren (Belgique).
Si vous êtes Ingénieur universitaire (âge d'environ 30 ans) avec une expérience de
chef de production
en matériel électronique ou similaire, nous vous offrons la possibilité de faire démarrer une nouvelle usine à Charleville-Mézières.
Votre maison mère, Clare International, spécialisée dans la production de relais, vous donnera à son siège européen situé à Tongres (près de Liège, Belgique), une formation complémentaire durant 3 mois.
Après ce stage, vous recevrez les clés de notre nouvelle unité, et vous en serez le chef, à vous de la faire démarrer et prospérer.
La connaissance de l'anglais est nécessaire et votre appointement sera à la mesure de vos capacités.
Si vous possédez ces qualités, nous vous attendons. Ecrivez-nous à l'adresse ci-dessus.

La Redoute
Un Groupe dont la Vocation est la DISTRIBUTION. Avec l'Apogée de commerciaux, les Ingénieurs ont permis d'acquiescer et de moderniser notre position de Leader de la Vente par Correspondance en réalisant en place un équipement technique de pointe pour un service optimum à la clientèle et des conditions de travail s'améliorant régulièrement.
Actuellement 18% environ des membres de l'encadrement, depuis le débutant jusqu'au Directeur Général, sont des Ingénieurs de formation supérieure très divers. Leur moyenne d'âge est de 32 ans.
Pour renforcer cette équipe, nous recherchons aujourd'hui
5 INGENIEURS débutants
Direction INFORMATIQUE
(Référence : 6.112.15)
De formation Ingénieur Généraliste, ce Cadre se verra confier la réalisation complète d'un projet qui lui permettra de se former à l'informatique. Il devra pouvoir évoluer rapidement vers un poste de coordination de différents projets qui le mettront en relation avec d'autres Directions, telles que Marketing, Achats, Industrielle...
Division ETUDES & ORGANISATION
(Référence : 6.112.15)
La mission de l'Ingénieur recruté sera d'apporter une assistance à divers Services, dans le but d'améliorer l'ordre de travail dans ses différents aspects, techniques et humains. Il aura la responsabilité totale de ses activités, depuis l'étude jusqu'à la réalisation. Il pourra évoluer vers un poste à responsabilité hiérarchique au sein de la Direction Industrielle.
Direction QUALITE-CLIENTE
(Référence : 6.512.16)
Cette création de poste a pour but d'apporter une assistance aux différents Responsables de l'étude et la proposition d'actions pour améliorer le service à la clientèle. Cet Ingénieur coordonnera plusieurs projets d'organisation permettant d'utiliser au mieux les informations émanant des divers Services de la Direction (traitement de la commande - courrier - retours...) en liaison avec d'autres Directions (Achats - Marketing - Informatique - Industrielle...).

GROUPE IMPORTANT RECHERCHE PR ORLEANS
CADRE ADMINISTRATIF
diplômé d'études supérieures (droit, Science, Eco, Science Pol.) avant 2 à 3 ans d'expérience.
Sera chargé après format. des :
- Gestion des contrats ;
- Instruction et suivi des dossiers ;
- Supervision d'un groupe administratif.
Adr. C.V. man. très complet à Campbell, S.P. 57, 75204 Paris Cedex 17, sous réf. 831, qui tr.
TECALEMIT FLEXIBLES
Route de Châlainville, 41000 BLOIS recherche
1 ACHETEUR PRINCIPAL
niveau BAC ou ST.
Bonnes connaissances en découpage.
Expérience de 3 à 5 ans serait nécessaire.
Ecrire avec C.V. et prétentions.

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
recherche
pour une de ses filiales situées dans l'Est de la France
jeune cadre informaticien
Il sera chargé de la définition et de la mise au point d'un ensemble de programmes liés à la gestion budgétaire.
Le candidat retenu devra :
• être Ingénieur Grande Ecole,
• avoir une première expérience dans l'informatique de gestion,
• connaître le matériel IBM 370, les équipements télétransmission et le langage DOS.
Très large perspective d'évolution de carrière au sein du Groupe.
Adresser C.V. sous référence DANDE (à mentionner sur l'enveloppe) à :
Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

REGION LYON
UNE SOCIETE METALLURGIQUE recherche un
CADRE TECHNIQUE
de formation indifférente et ayant si possible quelques années d'expérience METALLURGIQUE ou SIDERURGIQUE pour ses contacts TECHNIQUES INTERNATIONAUX. Anglais obligatoire. Allemand souhaité. C.V. détaillé sous référence 6.336 M à
CR ES
C.R.E.S., 11, place A. Briand, 69003 Lyon.
PRINCIPALITE DE MONACO
Société immobilière internationale recherche pour la représentation et la vente d'appartements en Principauté de Monaco. Ecr. Ag. Havas MONTE-CARLO 3145

C. G. M. S.
Société Leader dans sa branche
(100 millions C.A. en 1975)
recherche
POUR RENFORCER SES STRUCTURES ET FAIRE FACE A SON EXPANSION
SON CHEF DE PRODUIT STRUCTURES DE STOCKAGE
qui, sous l'autorité du DIRECTEUR COMMERCIAL aura la responsabilité du chiffre d'affaires de la société, dans ce domaine.
Il devra, pour cela :
- exécuter le réseau commercial pour ce produit - appuyer les actions importantes auprès de la clientèle ;
- diriger le bureau commercial (devis, suivi de commandes) ;
- définir l'évolution de la ligne de produit (est logue).
De formation ingénieur, le candidat aura de préférence exercé des fonctions équivalentes (ch. des ventes, directeur commercial) dans une société travaillant dans la même branche.
UN CALCULATEUR
qui, sous l'autorité du DIRECTEUR DES ETUDES aura la responsabilité du calcul des structures métalliques.
Ayant une solide formation de base, le candidat aura de préférence exercé des fonctions équivalentes dans une société travaillant dans la même branche ou dans la construction métallique.
TROIS JEUNES INGENIEURS
qui, après formation complémentaire dans services d'études ou de fabrication, se verra confier des responsabilités.
De formation grande école, et ayant une première expérience industrielle, ils devront posséder solides connaissances en résistance des métaux et en électromécanique.
Le lieu de travail pour tous les postes est ORLÉANS.
Adresser C.V. détaillé et photo à M. le Président Directeur général - C.G.M.S. - COMPTON GENERALE DE MANUTENTION ET DE STOCKAGE, rue d'Amboise, ORLÉANS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SUD-EST
(moyenne vallée du Rhône)
recherche
CHEF DU SERVICE COMPTABILITÉ
Âgé de 30 ans minimum
EXPERIENCE EQUIVALENTE
ou une expérience confirmée de la fonction comptable, acquise dans une entreprise industrielle et une bonne connaissance des techniques actuelles de gestion.
Rattaché au Secrétaire Général, IL AURA LA RESPONSABILITE DU SERVICE DE LA COMPTABILITE (comptabilité générale, comptabilité analytique et trésorerie).
Stabilité d'emploi. Avantages sociaux.
Ecrire 1^{re} lettre mentionnant : âge, diplômes, formation, fonctions occupées, employeurs et prétentions à n° 83.286, CONTEXTE Protiété, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 04.

HEWLETT-PACKARD
DIVISION INFORMATIQUE GRENOBLE
recherche pour son BUREAU D'ETUDES
UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN
- Formation Arts et Métiers ou équivalent ;
- 2 à 3 ans d'expérience mécanique de précision (chaînes cinématiques) ;
- Anglais indispensable.
UN JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN
- Formation grandes écoles ;
- 2 à 3 ans d'expérience en circuits digitaux ;
- Anglais indispensable.
POUR CES DEUX POSTES :
Ecrire avec C.V. détaillé à :
HEWLETT-PACKARD,
Service du Personnel,
5, rue Raymond-Chenev - 38320 STYRENS.

C.P. CLARE INTERNATIONAL N.V.
Switching and Control Components
A GENERAL INSTRUMENT COMPANY
Overhaamlaan, B-3700 Tongeren (Belgique).
Si vous rêvez de participer au démarrage d'une nouvelle usine en qualité de
chef d'administration
notre usine de Charleville-Mézières vous attend.
Dans cette nouvelle unité, comptant au départ 30 personnes, vous pourriez, par votre gestion administrative, y faire régner un climat efficace et amical.
Quelles sont nos exigences ?
☐ Etre âgé d'environ 35 ans et posséder une formation du niveau BTN-G1 ;
☐ connaître l'anglais, la comptabilité industrielle, les lois sociales et fiscales ;
☐ avoir de bonnes notions d'import-export ;
☐ être capable de diriger une équipe.
Clare International, votre maison mère, spécialisée dans la production de matériel électronique, vous offre un emploi passionnant et un appointement à la mesure de vos capacités.
Pour parfaire votre formation, nous vous invitons à faire un stage de 3 mois à notre siège européen situé à Tongres (près de Liège, Belgique).
Êtes-vous capable d'assurer cette fonction ?
Oui ?
Ecrivez-nous à l'adresse ci-dessus.

هكزام الاصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche pour son Siège Social PARIS

responsable

conception immobilière des unités industrielles

RATTACHE AU DEPARTEMENT IMMOBILIER

CHARGE DE :
- définir les plans de masse prospectifs
- analyser les besoins en investissements immobiliers des unités
- élaborer des plans-projets à soumettre à la Direction Générale
- étudier les effets de l'environnement (nuisances, schémas directeurs...)
- assurer les relations avec les administrations (désastre, DDE...) et les municipalités.

PROFIL :
Ingénieur ETP ou architecte diplômé, possédant une solide expérience industrielle, âgé de 35 ans minimum, rompu aux contacts avec les administrations, apte à rédiger avec clarté et concision.

Déplacements fréquents en région parisienne. Adresser lettre, C.V. avec photo et présentations sous No 88163 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW-YORK - PARIS

désire s'attacher jeune

EXPERT COMPTABLE

Formation anglo-saxonne et possible, qui aura une orientation d'analyse et de conception et systèmes comptables.

Il travaillera sur de nouveaux projets de MIS et sera l'homme de liaison entre les experts de l'informatique et la Direction financière à laquelle il sera attaché.

Profil du candidat : études commerciales supérieures, expertise comptable, expérience de 3 à 5 ans dans le domaine comptable, solides connaissances informatiques, anglais courant.

Adresser C.V. détaillé accompagné d'une lettre manuscrite, en indiquant préférence, sous réf. BM, à M. Norbert de GAREM, M.G.T., 14, place Vendôme, 75001 PARIS.

emplois régionaux

Un Groupe Français leader de l'industrie de transformation cherche pour occuper dans quelques années le poste de

directeur des relations sociales

Le CHEF DE PERSONNEL d'une de ses unités de production (100 km de Paris - 900 personnes).

Il doit :
• avoir une expérience de la fonction Personnel sous tous ses aspects,
• être convaincu de l'importance du facteur humain dans l'entreprise,
• avoir une formation universitaire,
• 35 ans environ,
• souhaiter et être apte à jouer un rôle important au sein de la profession.

Ce premier poste dans la Société le rendra aux problèmes spécifiques du Groupe et lui permettra de faire la preuve de son efficacité.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V.) sous réf. 1040-M, seront traitées avec toute la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin

RÉGION NORD

Sté de Transports (métropolitain et international) recherche pour son Département :
- Transports Exceptionnels,
- Masses Indivisibles

UN DIRECTEUR

Il aura à diriger ce secteur avec la plus large délégation (dans le cadre d'une Direction participative par objectifs), ce qui exige une personnalité de patron et des compétences sur les plans :
1) COMMERCIAL : recherche de marchés et relations clients ;
2) EXPLOITATION : responsabilité de l'exécution des livraisons ;
3) TECHNIQUE : gestion du matériel de production.

Ce Département étant appelé à devenir une Société autonome, le Directeur en deviendra président et actionnaire (à court ou moyen terme).

Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion par Mme POTTEVIN (réf. 16.187).

cm consultant
11, bd Carnot, 93420 NOUVOUX.

Société allemande, produits de grande consommation, position leader sur son marché, bénéficiant d'une organisation marketing efficace, d'équipements de production modernes et de know-how technologique, recherche pour son implantation sur le marché français

Marketing . Manager France

Son profil :

- une formation marketing solide ;
- de sérieuses références marketing et merchandising ;
- bien introduit auprès de la grande distribution alimentaire ;
- des succès vérifiables dans le lancement de nouveaux produits en France dans le domaine des produits de grande consommation ;
- capacité de s'imposer, dynamique et disponible ;
- aptitude à travailler en équipe, bon négociateur ;
- langue française courante, bonne connaissance allemand et anglais.

Ses fonctions :

- réunir une équipe et implanter un service marketing en France ;
- assurer des contacts à haut niveau (secteur alimentaire) ;
- il sera personnellement responsable des résultats et sera directement placé sous l'autorité du Coordinateur International de Marketing de la maison mère.

Stage de 3 mois au siège en Allemagne. Lieu de travail : ville de moyenne importance dans le Nord de la France avec, par la suite, possibilité de mutation dans la région parisienne.

Adresser C.V. détaillé, présentations et date éventuelle de prise de fonction à notre conseil, M. Henry H. Heimig, c/o EFFI - INTERNATIONAL S.A., 13, rue Royale, Paris (8^e) (Code : Marketing-Manager France). Réponse rapide et discrétion totale assurée.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PARIS BANLIEUE OUEST
20.000 personnes, recherche

JEUNE CADRE FINANCIER AUDIT

de formation comptable supérieure (REC - ESSEC - ESCP) ayant une bonne expérience (4 à 5 ans minimum) de l'analyse financière et du règlement des problèmes fiscaux.

Il sera chargé du CONTRÔLE FINANCIER de Sociétés filiales du GROUPE.

La rémunération sera fonction de l'âge et de l'expérience acquise.

Développement de carrière ultérieure pour candidat de valeur.

Adresser C.V. détaillé avec photo et présentations sous n° 88.233 CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion, le Département d'Électronique Médicale de



KONTRON S.A.

crée le poste de

directeur assistance technique

Le candidat retenu assurera la mise en place d'un service structuré répondant aux besoins d'une clientèle hospitalière qui attache une importance primordiale à la fiabilité des produits. Il aura la charge des travaux de mise au point avant livraison et de coordination des Agences Régionales établies dans les principales villes de France.

Une solide formation en électronique, des qualités d'organisation, la pratique de l'anglais et une expérience d'assistance technique sont nécessaires. Adresser C.V. avec photo sous référence DAT à KONTRON S.A., 15, rue du Dôme 92100 Boulogne.

Société Conseils d'Entreprise recherche pour mission

FRANCE et/ou AFRIQUE DU NORD Consultants

ayant quelques années d'expérience en :
- Sélection, recrutement, gestion du personnel, formation.
- Ordonnement, gestion de production.
- Comptabilité, contrôle de gestion.
- Gestion des achats et des stocks.
- Informatique (base de données, temps réel, etc.).
- Organisation commerciale.
Position de vacataire possible.

Adr. C.V. manuscrit, présentations et disponibilité à n° 8.039 à Le Monde - Publicité, 3, rue des Italiens - 75247 PARIS-9^e.

GROUPE INTERNATIONAL DE T.P.
FILIALE T.P. FRANCE (800 M. de C.A.)

UN INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ
en ouvrages d'art et constructions industrielles pour être :

ADJOINT AU DIRECTEUR D'AGENCE DE LA R.P.
Envoyer C.V., références et présentations à n° 87.913 CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

ENTREPRISE NATIONALE
recherche

INGÉNIEUR CADRE CONDUCTEUR de TRAVAUX

Pour ses activités : LIGNES et RESEAUX, CANALISATIONS, P. et T. Région Seine-et-Marne

Adresser C.V. man. photo et présent. n° 88.378, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Une très importante **BANQUE INTERNATIONALE** recherche pour sa succursale de PARIS

un responsable de service

gestion du personnel et paie

Superviser une équipe de 6 personnes, il devra assister le Directeur Adjoint de l'Administration du Personnel (budgets, enquêtes de salaires, paie, statistiques, gestion des délégués à l'étranger, etc.).

Le candidat aura :
• une expérience de quelques années dans un service Paie et Gestion de Personnel (si possible dans une société multinationale),
• une bonne connaissance des outils informatiques,
• une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer CV détaillé et niveau de rémunération, sous référence 11.555 M, à HAVAS CONTACT, 156 boulevard Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

GROUPE HACHETTE

recherche

Analystes Programmeurs de Gestion

pour son département

ORGANISATION et INFORMATIQUE

Le rôle de ce département est de concevoir des systèmes informatiques de gestion et conseiller les différentes unités opérationnelles du groupe (18.000 personnes).

Les candidats retenus auront une formation supérieure en informatique et se verront proposer :

- des postes formateurs (importantes configurations IBM 370/145, langage PL 1) ;
- un travail en équipe sur de nouveaux projets (bases de données, télétransmission et photo-composition) ;
- les possibilités d'évolution d'une grande entreprise.

Merci d'envoyer votre candidature et présentations au Service de l'Emploi, sous référence 71.276, 79, bd Saint-Germain, 75006 PARIS.

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE L'ILE-DE-FRANCE

recherche pour son Département

MARKETING un ou une

chargé d'études

Ce jeune cadre, âgé de 28 ans minimum, aura pour mission :

- d'effectuer des études sectorielles ou générales nécessaires à l'élaboration et à la proposition d'éléments de politique commerciale,
- de concevoir et d'aider à la mise en œuvre des moyens propres à l'application de cette politique.

Le candidat devra posséder :
• un niveau d'études supérieures
• option marketing spécialisée,
• une expérience professionnelle dans le domaine marketing,
• un esprit d'analyse et de synthèse permettant de déboucher sur le concret.
Il sera dynamique et enthousiaste, et saura le travail d'équipe ainsi que le dialogue.

Adresser CV et présentations annuelles brutes au Service Recrutement, C.R.C.A.M., 26, quai de la Rapée - 75012 PARIS.

PS Conseil

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE
60.000 F

Protection de l'environnement - L'Agence de Bassin Seine-Normandie, organisme public dont la vocation est de contribuer par des aides financières importantes à l'aménagement des ressources en eau, et à la lutte contre la pollution, recherche un jeune ingénieur chimiste pour exercer ses fonctions d'expert, à l'intérieur du département des Ressources. Basé à Paris, il aura pour mission d'informer et de coordonner un certain nombre d'actions que l'Agence entend mener pour l'aménagement et la protection des ressources souterraines. Le candidat retenu devra définir des objectifs, organiser et contrôler l'exécution des travaux pour les faire aboutir sur des actions concrètes. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur chimiste, âgé de 28 ans environ, très motivé par les problèmes de protection de l'environnement, et ayant une première expérience dans le domaine de la chimie de l'eau. Des connaissances en matière de gestion seraient un atout supplémentaire ainsi que la lecture de l'anglais. Le salaire brut annuel de départ sera de l'ordre de 60.000 francs.

Adresser C.V. sous référence A12491M, à : **PS CONSEIL**, 8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16. Discrétion assurée.

sextant
l'agence conseil en communication industrielle recherche

chef de groupe

diplômé d'une École Commerciale. Possédant un esprit marketing, méthodique et constructif. Ayant une expérience publicitaire de 3 ans minimum, dont une année au moins dans le cadre des problèmes industriels.

Lettre manuscrite + C.V. + présentations Sextant 182, avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine sous référence 255

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

3M
Société de Recherche (Val d'Aisne)

ingénieurs en organisation

- Formation mécanique ou chimie, électrons ou ayant une première expérience industrielle.
- anglais indispensable.
- des connaissances en informatique.

THESE-RECHERCHE, P.E.S.T. ou M.T.M. recherches opérationnelles, sont souhaitables mais non indispensables.

Les candidats chargés des études d'organisation de la production (implantation, méthodes de stockage et maintenance, optimisation des coûts de fabrication, études de temps et de rentabilité, liaisons entre les départements informatiques et production).

Devant agir en tant que conseiller (S.T.A.F.), les candidats devront posséder un excellent contact humain à tous niveaux et un sens de la persuasion.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement, avenue Boule, 53500 BEAUCHAMP.

Editeur recherche

CHEF DE PRODUIT

H. ou F. 25 ans minimum, 1 à 2 ans expérience marketing.

Aura la responsabilité (conception, fabrication, commercialisation) d'une gamme de produits (imprimés et manuels) destinés à l'administration et aux professions juridiques.

Env. C.V. à Sofrac-Edition, 2, r. de Furstenberg (8°).

Le développement de nos applications informatiques nécessite des spécialistes :

- I.E.M. 370 (O.S. - V.S. 2).
- C.I.L. (IRIS 80, MITRA 125).

nécessite le renforcement de notre potentiel d'études par l'adjonction de :

- 1 INGENIEUR DIPLOME
- 1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

de formation I.U.T.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : M. TRAN, 12, avenue Aristide-Briand, B.P. 100 - 92223 BAGNOUX.

RESPONSABLE DE PRODUCTION
150 000 +

Industrie Mécanique, région proche de Paris, recherche le Responsable de Production de l'usine (400 personnes). Dépendant directement de la Direction Générale, le candidat aura la responsabilité totale de la production :

- organisation et suivi de la production ;
- suivi, qualification, etc.
- optimisation du prix de revient.
- gestion de l'encadrement et du personnel de fabrication.

Le candidat retenu sera rémunéré plus de 42 ans une formation d'ingénieur (Généraliste, A.M., I.C.M.) et une solide expérience acquise dans l'industrie. Il aura la responsabilité de la production de l'usine (400 personnes) et de la gestion de l'encadrement et du personnel de fabrication.

Pour postuler envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et indemnité professionnelle actuelle sous référence 8277-M à I.C.A. en transmettant.

I.C.A. International Classified Advertising 2, rue Chateaubriand - 75001 PARIS

BADGER-FRANCE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'INGÉNIEERING
PÉTROLE - PÉTROCHIMIE - CHIMIE

recrute immédiatement

INGÉNIEURS DE PROJET
INGÉNIEURS DE PROCÉDÉ

Pour projets dans les domaines PÉTROLE/PÉTROCHIMIE et ACIDE PHOSPHORIQUE / ENGRAIS.

Formation : ingénieurs chimistes ou généralistes français ou de langue française, bonnes notions d'anglais technique.

Expérience : au moins 5 ans d'expérience concrète de réalisation soit de projets raffinage, huiles lubrifiantes ou pétrochimie d'une part, soit d'unités d'acide phosphorique/engrais d'autre part. L'expérience doit couvrir toutes les phases d'une réalisation (avant-projet, études détaillées, achats, construction, mise en route). Une expérience d'exploitation est particulièrement souhaitable pour les ingénieurs acide phosphorique/engrais.

Fonctions : responsabilité complète de réalisation de projets sous l'autorité directe du Directeur des Projets Français.

Ecrire à : BADGER-FRANCE - Tour Atlantique - Codex 6 - 92080 PARIS-LA DEFENSE, sous la référence 4.712.

PROCHE BANLIEUE NORD-EST
pour entreprise mécanique grande série

CHEF DES FABRICATIONS

- Responsable d'un ensemble d'ateliers (450 personnes) ayant une expérience solide de direction d'ateliers, sens aigu de l'efficacité et de la rentabilité, un esprit axé sur l'organisation et la bonne coordination entre les hommes.
- Il doit être très soucieux d'assurer le respect strict des programmes fixés.

Perspectives très intéressantes de développement de carrière pour candidat de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions N° 2520 PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Nous sommes l'une des premières Sociétés françaises de Conseil en Organisation et en Informatique. Nous cherchons

L'ASSISTANTE DU RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT

Elle l'aidera à nous faire encore mieux connaître des grandes entreprises et elle apportera son concours à nos Ingénieurs-conseils dans la promotion de leurs activités.

Elle sera tout particulièrement chargée de la gestion de la documentation et des fichiers commerciaux, de l'organisation matérielle des réunions et séminaires et du secrétariat du responsable.

Cette situation conviendrait à une personne de formation supérieure, ayant le goût des contacts, désireuse de participer activement au développement d'une Société jeune et diversifiée et capable de gérer rigoureusement les nombreuses tâches matérielles correspondant à sa fonction.

Le lieu de travail est situé au centre de Paris.

Ecrivez sous réf. 14003 M à : GEM-PUBLICITE, 142 Rue Montmartre, 75002 Paris.

Votre candidature nous sera transmise pour étude confidentielle.

CADRE COMMERCIAL

Diplômé HEC-ESSEC-CENTRALE-AetMoulinet

Un marketing solide développant des stratégies originales et efficaces et une solide maîtrise de nos techniques de fabrication qui nous permettent de proposer des produits innovateurs et de qualité.

Le Cadre que nous recherchons occupera dans une première phase la fonction de :

CHEF DES VENTES

pour évoluer rapidement vers un poste de Directeur.

Basé à PARIS, siège de notre Direction Régionale (Nord et Centre), il encadrera, supervisera et motivera une équipe de technico-commerciaux spécialisés dans la vente de nos produits et services.

Il sera jeune mais avec quelques années d'expérience, notamment dans une activité de vente.

Bien entendu nous lui assurons toute la formation complémentaire indispensable ainsi qu'un excellent salaire et un cadre de travail agréable.

Envoyez rapidement votre C.V. détaillé en mentionnant la réf. 14003 M à notre Conseil qui traitera votre candidature avec une totale discrétion.

20, Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PETIT MATÉRIEL ELECTROMECANIQUE DE GRANDE SÉRIE

recherche pour son Siège PARIS

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

30 ans minimum.

- formation ingénieur électromécanicien ;
- 5 à 10 ans d'expérience à un poste de responsabilité études et laboratoire (de préférence dans une entreprise d'appareils électromécaniques).
- Possibilité logement.

Adresser C.V. et prétentions à : 2314, SPERAN, 12, rue Jean-Jaurès, 92007 PUTEAUX, qui transmet.

Massey-Ferguson

MATÉRIEL T.P.

Nous créons le poste de

Responsable de la formation commerciale T.P.

pour faire face au développement de nos matériels T.P. (compétences requises par la gamme HANDMAID).

Ce responsable, de formation supérieure, possédant une première expérience d'animation de technico-commerciaux ou de vente dans le matériel T.P., aura la responsabilité de concevoir et d'animer les cours commerciaux.

Il aura à suivre sur le terrain la mise en pratique de la formation auprès du réseau.

Ce poste doit permettre une évolution de carrière dans un secteur en expansion.

Env. C.V. dét. sous réf. FC/TP à M. PH. BIARD, 22, avenue Gallieni, 92220 LE PLESSIS-ROBINSON.

Les systèmes de gestion: un secteur en perpétuel devenir

Produire une gamme de systèmes continus et cohérents, qui soient en mesure de suivre l'évolution des besoins des clients : c'est le but de notre action technique.

Mais, nous ne pouvons pas attendre une situation optimale sur le marché sans la complémentarité de l'action commerciale.

Le rôle de nos Ingénieurs Commerciaux - aider les acquéreurs à choisir le système le mieux adapté à leurs besoins - implique qu'ils aient la culture économique (formation commerciale supérieure) et la tournure d'esprit permettant le dialogue avec les clients et leurs collaborateurs.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, Lyon, Mulhouse, Rouen.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 144 à Monsieur RASSAN, OLIVETTI FRANCE, D.P.R.H., 91, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS.

CCMC la gestion à l'heure de l'informatique

oblige intégrer à ses ÉQUIPES DE VENTE

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

formation Grandes Ecoles Commerciales

« homme d'action »

Vous concevez que les informations comptables et financières doivent être traitées à dimension industrielle - sur ordinateur.

Vous avez l'ambition de devenir des spécialistes capables d'analyser et de répondre aux besoins de nos utilisateurs (industries diverses, cabinets comptables, etc.).

Vous recevrez pendant 2 mois au siège de la société une formation sur la connaissance de produits très élaborés.

Vous évoluerez avec un maximum d'autonomie dans une entreprise à dimension humaine très favorable à votre épanouissement.

Salaire largement compétitif. La connaissance de l'informatique n'est pas indispensable, néanmoins une première expérience dans la comptabilité serait appréciée.

Postes à pourvoir : Paris, Lille, Strasbourg (allemand courant indispensable), Nancy, Reims, Dijon, Genève (nationalité suisse), Toulouse, Montpellier, Rennes.

Envoyez vite avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, B.P. 62, 82207 VIENNE.

IMP. ORG. CULTUREL Rech.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL H.

25 ans minimum, habite Paris. L.B. suite. Formation sup. Normale sup. HEC. Sciences Po. Licence lettres, équival. Pour coordonner ensemble activités. Sera chargé organisation et suivi. Réun. 1^{re} et 2^{de} 50.000 F. Env. cur. vit. détaillé, manuscrit, photo.

Ecr. no 800 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-7

GROUPE INDUSTRIEL CHAMPAGNE-RECHERCHE

ATTACHÉ CONTRÔLE GESTION

Connaissant comptabilité générale et analytique sur ordinateur. Niveau comptable II, conviendrait à personne ayant esprit d'initiative et désirant s'orienter à l'équipe jeune et dynamique.

2 ans d'expérience Industrie souhaitée.

Horaires personnalisés : 13^h mois

Ad. C.V., dét. et prêt. à no 804, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-9 qui tr.

URGENT : **HOMME D'ENTRETIEN** M. GARNIER

Se prés. mercredi 15 à partir de 9 h. : A.I.E.F.P., 11, r. Maurice-Sauvage, 75001 Paris

LA FILIALE PETROCHIMIQUE FRANÇAISE D'UN IMPORTEUR GROUPE INTERNATIONAL « LA DEFENSE »

recherche pour renforcer l'encadrement de son DÉPARTEMENT COMPTABILITÉ

JEUNE CADRE

- H.E.C., ESSEC ou équivalent. DECS obtenu ou en préparation - M.B.A. apprécié ;
- Nouveau diplôme ou 2 à 3 ans d'expérience ;
- Désireux faire carrière dans la comptabilité, le contrôle de gestion et l'audit au niveau français et international ;
- Très bonne connaissance de l'anglais exigée.

Envoyer avec C.V., photo et réf. 631/M à SWEERTS, B.P. 268, 75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

Société Multinationale recherche pour PARIS

4 techniciens de maintenance EN INFORMATIQUE

Niveau IUT connaissance anglaise. Débutants ou ayant 1 année d'expérience. Le stage de formation en Angleterre démarre début janvier 77. Les candidats retenus devront nécessairement être libres pour cette date.

Ad. C.V. photo et détail au Cabinet Clouet & Fort, 2, rue Maréchal 75001 Paris Référence 76400.

PARIS-17
(Métro Parrot)

Importateur Cabinet Conseil en propriété industrielle cherche

COLLABORATRICE ADMINISTRATIVE

30 ans minimum PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS (parlé et rédigé).

Elle a une forte capacité de travail, le goût des tâches administratives et une solide expérience de la responsabilité d'un secrétariat.

Elle sera, après formation, responsable de notre service administratif Brevets.

Ecr. avec C.V. détaillé, prêt. et photo sous référence 8234, MARIE GILBERT, CONSEIL EN RECRUTEMENT, 43, rue de la Victoire, Paris-9.

ETS. ETIER

Z.I. 77100 MEAUX

Tél. : 433-09-30

recherches

TECHNICO-COMMERCIAUX

pr départ, méthodes de bureau.

Plus : 2 à 3 semaines.

Statuts V.R.P. Envoyez photo + C.V. détaillé et de prêt, se prés. mercredi 15-16h, à 10 et 20.

SPIE-BATIGNOLLES transmissions

Pour étoffer le secteur commercial de notre Département Entreprises-Electricité Générale et Régionale, nous recherchons un Ingénieur Technico-Commercial, spécialisé dans le domaine des transmissions.

La mission que nous souhaitons lui confier sera double :

- Etre, auprès de nos clients, responsable de la promotion commerciale et de l'analyse de la demande ;
- Avoir un rôle de conseil auprès des ingénieurs d'affaires qui devront en assurer la réalisation. A ce titre, il aura à rédiger des cahiers des charges.

Ce poste conviendrait particulièrement à un ingénieur possédant plusieurs années d'expérience en matière de transmissions (radio et courants porteurs), et souhaitant évoluer vers une fonction plus commerciale.

Le poste est à pourvoir dans la région parisienne mais demande une grande disponibilité pour d'éventuels déplacements à l'étranger.

Un goût certain pour les contacts et une pratique courante de l'anglais sont indispensables pour réussir dans cette tâche.

Nous avons confié aux Conseils en Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Envoyez leur rapidement sous référence 20-338-M

EUREQUIP
B.P. 30 - 93420 Villetres

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

recherche pour le développement de ses activités en France et à l'étranger

2 INGENIEURS COMMERCIAUX de haut niveau

Formation : Ecole supérieure d'ingénieurs (ECP, Pons, TP, etc.).

Fonctions : recherche de clientèle, négociations au plus haut niveau, gestion administrative des affaires.

Le goût du contact, un tempérament accrocheur, la connaissance de l'anglais sont indispensables.

Envoyer C.V., photo, prétentions à No89647 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MATÉRIEL INFORMATIQUE

de renommée internationale et solidement implanté en France recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il sera responsable :

- du réseau commercial,
- et de la réalisation des objectifs commerciaux.

Il disposera d'une large autonomie pour :

- ouvrir de nouveaux marchés,
- promouvoir de nouveaux produits,
- participer à l'élaboration des plans de la Société.

Le candidat, de formation supérieure de préférence ingénieur, est âgé de 35 ans minimum, a une bonne connaissance des matériels d'informatique, a occupé un poste d'encadrement et a l'expérience de la vente.

Anglais souhaité.

— Bureau Ouest Paris.

— Déménagement en rapport avec les responsabilités proposées.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence C 122, à STRUCTURES, 31, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ recherche

chef comptable

- minimum 35 ans.
- expérimenté dans la gestion informatique.
- supervision et contrôle de service administratif.

Le candidat devra être un cadre conscient de ses responsabilités.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser candidature avec curriculum vitae à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 32419.

B.E.P.S. ENGINEERING

recherche

INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

minimum 5 ans expérience, capables d'assurer coordination T.C.E.

Postes à pourvoir à Paris et Lille.

Ecrire avec C.V. et prêt. à B.E.P.S. ENGINEERING, 63, avenue des Vogues - 67000 STRASBOURG.

مكازم للأعمال

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SANTÉ

La Confédération des syndicats médicaux lance un ordre de grève pour le 22 décembre

Bien plus qu'une guerre des tarifs

Par 250 voix contre 2 et 2 abstentions, les représentants de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) se sont prononcés au cours de leur assemblée générale ordinaire, le 12 décembre, « pour une grève nationale d'avertissement », qui se traduira par des fermetures de cabinets avec service d'urgence. Le même jour, l'autre organisation syndicale, la Fédération des médecins de France (F.M.F.),

contestataires ne respectent pas les accords, mais à la différence d'un salarié en grève qui perd de ce fait sa rémunération, les médecins récalcitrants ont choisi un système d'opposition qui consiste à s'octroyer un revenu supplémentaire. La C.S.M.F., appuyée par la quasi-totalité de ses délégués, proteste énergiquement ; elle reproche aux caisses d'avoir opéré une sélection parmi les contestataires et de ne poursuivre le plus souvent que des dirigeants d'organisation ; elle leur reproche surtout de porter atteinte au droit syndical puisque les dépassements de tarifs sont affirmés-t-elle, un acte syndical préconisé par la Confédération.

Vers une reprise des négociations ?

Cette attitude pose en tout cas un double problème : celui d'une politique contractuelle qui dans le secteur médical comme dans le

Pour les caisses, il s'agit là d'une entorse à la convention et celle-ci entraîne, s'il y a dépassement répété des tarifs conventionnels, une sanction prévue par ladite convention. Les médecins contestataires peuvent être exclus du système conventionnel, ce qui se traduit pour eux par la perte d'avantages fiscaux et sociaux (assurance-vieillesse et maladie) et pour le malade par un moindre remboursement. En juillet, août et septembre derniers, les caisses ont relevé quelques milliers de dépassements, soit assez peu par rapport à l'ensemble des actes pratiqués par la totalité des médecins français. Une procédure s'est alors engagée : lettre d'information aux médecins sur les risques qu'ils couraient, puis lettre d'avertissement et en fin de parcours de conventionnement.

Cette longue procédure, voulue par les signataires afin d'éviter toute précipitation, devrait déboucher en décembre sur des sanctions pour des violations accomplies l'été dernier. Or la plupart des médecins ne violent plus aujourd'hui la convention puisque ont été portés le 1^{er} novembre au niveau des tarifs syndicaux la plupart des tarifs conventionnels.

De toute façon, les caisses entendent sévir : non seulement, affirment-elles, les médecins

qui tenait aussi son assemblée générale, a adopté ses propres revendications dans un climat plus serein, en se félicitant des rapports « faciles et constants » avec ses partenaires. Paradoxalement, ces deux attitudes reposent sur un malaise commun, celui d'une médecine libérale, qui aborde cette fin de décennie sans trop savoir comment organiser son avenir dans une société en crise.

Mais la fermeture des cabinets le 22 décembre, au-delà du conflit tarifaire, s'explique aussi par le profond malaise de cette profession dont certains éléments n'ont pas hésité ces dernières semaines à descendre dans la rue, à occuper des locaux et à multiplier les déclarations les plus extravagantes selon lesquelles ils deviendraient des « prolétaires ».

Le corps médical se trouve placé simultanément devant quatre difficultés : la croissance des dépenses de santé qui provoque le déficit de la Sécurité sociale, l'arrivée d'un nombre considérable de jeunes médecins d'ici à 1980, l'appel des gouvernements à un freinage des revenus et les critiques, voire les attaques, d'une partie des Français contre le train de vie d'une profession jugée à tort ou à raison très aisée.

Face à une F.M.F. homogène, qui réclame pour les années à venir une refonte de la Sécurité sociale, le maintien de la médecine libérale et du paiement à l'acte, et qui propose avec habileté des réformes visant ni plus ni moins à réduire les contraintes de la convention, la C.S.M.F. n'a pas la possibilité pour le moment d'écarter des propositions simples et acceptables par la plus grande partie des médecins.

Organisation majoritaire et multiforme, la C.S.M.F. a réussi jusqu'à présent à faire coexister les tendances les plus variées : des traditionalistes attachés à une médecine libérale, mais canalisés par un système conventionnel, aux socialistes prêts à se lancer dans de nouvelles formes de pratique médicale. Aujourd'hui, la C.S.M.F., victime, semble-t-il, d'un système de délégation qui n'assure pas totalement la représentation de la base, semble s'être laissé emporter par les médecins les plus activistes plus loin qu'elle ne le voulait. Certains gestionnaires de la Sécurité sociale, eux aussi divisés en plusieurs courants (C.G.C., F.O., G.G.T., C.F.D.T., C.N.P.F.), craignent que le déclenchement d'une véritable crise dans le monde médical ne facilite ou n'accroisse le retour à une autre sécurité sociale sous le signe du libéralisme avancé. Le débat qui est aujourd'hui engagé déborde largement celui d'une guerre de tarifs.

JEAN-PIERRE DUMONT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINRAPT ET BRICE

La situation provisoire au 30 juin 1976 fait apparaître un bénéfice net de 4 122 000 F, et un cash flow de 16 822 000 F (+ 48 %) pour un chiffre d'affaires hors taxes de 233 000 000 de francs (+ 28 %).

Au niveau du groupe le bénéfice net pour la même période est de 5 241 000 F et le cash flow de 28 197 000 F (+ 40 %) pour un chiffre d'affaires hors taxes de 444 113 000 F (+ 29 %).

Le montant hors taxes des travaux exécutés par le groupe au 30 septembre 1976 s'élève à 823 900 000 F (+ 32 %), chiffre qui confirme la prévision faite pour l'ensemble de l'exercice 1976 (+ 25 %) valable également pour les résultats.

Ces chiffres s'entendent à données comparables et ne tiennent pas compte des prises de participation nouvelles.

Compte tenu de ces perspectives favorables le conseil d'administration a décidé le 22 décembre dernier de porter le capital social de 22 millions de francs à 27 500 000 francs, par incorporation de réserves et distribution d'une action gratuite nouvelle pour quatre actions anciennes contre remise du coupon numéro 7.

La Banque de l'Indochine et de Suez qui détient la majeure partie des actions pour détenir les orientations (M.I.S.) a signé avec Sainrapt et Brice un protocole aux termes duquel, à partir du 1^{er} janvier 1977, Sainrapt et Brice prêteront son assistance technique et conseilera l'Indochine et Suez pour définir les orientations d'avenir de M.I.S., notamment en matière de travaux à l'étranger.

A l'issue de cette période, qui s'achèvera fin 1977, Sainrapt et Brice pourra devenir majoritaire chez M.I.S., tandis qu'Indochine deviendra actionnaire de Sainrapt et Brice.

Le chiffre d'affaires du groupe M.I.S. réelles exclusivement en France s'élève approximativement à 270 millions de francs en 1976. Dans l'arbitrage qui oppose : Geostock-Geovest du groupement Borie-Sainrapt et Brice-Skanaka Cementier, la sentence arbitrale rendue le 20 novembre 1976 déclare « mal fondée et abusive » la résolution du contrat prononcée le 15 octobre 1975 et alloue une indemnité indemnité au groupement d'entreprises.

ELF GABON

Lors d'une réunion, tenue à Paris, le 8 décembre 1976, le conseil d'administration d'Elf Gabon a décidé le versement d'un acompte sur dividende de l'exercice 1976, d'un montant de 1 800 F C.F.A. soit 22 francs français par action, auquel s'ajoutera, pour les actionnaires qui en bénéficieront, un crédit d'impôt de 11,53 francs français. Le paiement de cet acompte interviendra le 20 décembre 1976.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

150 millions de prêts accordés par le Crédit agricole aux artisans

Outre l'aide traditionnelle qu'il accorde aux artisans, le Crédit agricole participe en leur faveur à la distribution du produit de l'emprunt de 1976, à hauteur de 150 millions de francs sous forme de prêts bonifiés.

OBJET DES PRÊTS : Ces prêts sont destinés à faciliter des investissements amortissables à long terme, permettant la création d'emplois, l'économie d'énergie ou l'accroissement de la productivité.

LES BÉNÉFICIAIRES : Peuvent bénéficier de ces prêts les artisans artisans inscrits au répertoire des métiers et ayant vocation à devenir sociétaires du Crédit agricole :

● Entreprises travaillant en majeure partie pour la satisfaction des besoins de consommation des ménages ;

● Entreprises situées en milieu rural ou effectuant plus de 75 % de chiffre d'affaires au profit du milieu rural.

MONTANT : Le montant du prêt peut atteindre 80 % du montant du programme d'investissement, sans éventuellement, montant total n'excède pas 150 000 francs.

DURÉE : Cinq ans, avec un différé d'amortissement de deux ans.

TAUX : 3,5 % pendant les cinq premières années ; 1 % les dix dernières années.

Ces prêts doivent être déposés avant le 31 décembre 1977, les demandes de prêts devant être déposées avant le 15 avril 1977. Les agents des caisses locales ou régionales du Crédit agricole se tiennent à la disposition des artisans pour les aider à constituer leur demande de prêt.

I.H.C. HOLLAND

Dans le secteur de la construction de matière offshore, le ministre de l'économie nationale néerlandaise a invité certaines entreprises importantes à préparer leur concours à l'élaboration d'un projet de regroupement de leurs activités dans ce domaine.

Les entreprises concernées, à savoir : Rijn-Schelde-Verolme (R.S.V.), Industriële Handelscombinatie Holland (I.H.C. Holland) et de Groot Zwinvredens, ont accepté de participer à l'étude de ce projet. M. F. Langman, membre du conseil de direction de l'Industrie Bank Nederland N.V., ayant été choisi comme coordinateur. En vue d'améliorer et d'accroître la réalisation du projet, se sont réunies la semaine dernière de la situation par des conseillers extérieurs. Le cabinet de Kinsey Company en sera chargé, en coopération avec les entreprises concernées.

En vue de permettre la continuité des entreprises et le maintien de l'emploi, le but de cette étude est de rechercher quelles sont les possibilités de consolidation de la position concurrentielle sur le plan international, qui résulterait de la réunion des activités des trois entreprises concernées ; d'autres entreprises néerlandaises pouvant éventuellement s'y joindre.

La mission du cabinet de Kinsey, dont on espère la remise d'un rapport vers mai-juin 1977, est limitée au domaine du matériel offshore (deux, construction, vent, il devra d'abord procéder à une étude de marché, précisant les perspectives de développement possibles aux entreprises néerlandaises dans les cinq à dix années à venir et précisant la meilleure méthode à suivre pour satisfaire les besoins du marché en fonction du Knowhow et des moyens existants aux Pays-Bas ; ensuite élaborer des propositions concrètes de collaboration entre les entreprises ; enfin, prévoir les incidences sur les résultats et sur l'emploi.



ELECTRICITÉ DE FRANCE

Siège social : 2, rue Louis-Murat 75008 PARIS

EMPRUNT 11 %

Décembre 1976

de 1300 millions de francs

représentés par 1300 000 obligations d'une valeur nominale de 1 000 francs

Prix d'émission :
le pair soit 1 000 par obligation

Date de jouissance :
28 décembre 1976

Intérêt par obligation :
• 44,60 F payables le 25 mai 1977
• 110 F payables le 25 mai des années 1978 à 1992

Remboursement :
Au pair, à la suite de tirages au sort, en dix séries égales à raison de :

• une série le 25 mai des années 1980 et 1982 ;
• deux séries le 25 mai des années 1984, 1986 et 1988 ;
• une série le 25 mai des années 1990 et 1992.

Taux de rendement actuariel brut :

10,95 %

Souscriptions :

Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :

- Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications ;
- Caisses de Crédit Agricole Mutuel ;
- Caisses d'Epargne ;
- Caisse Nationale de l'Energie ;
- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION

L'admission des obligations du présent emprunt à la cote officielle (Bourse de Paris) sera demandée.

(Publicité)
République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Industrie et de l'Energie

الشركة الوطنية للحديد والصلب SNS

Société Nationale de Sidérurgie

Réalisation d'une première tranche de laminiers dans le cadre du nouveau "complexe sidérurgique de l'ouest"

Notice de présélection

La Société Nationale de Sidérurgie lancera un appel d'offres limité aux sociétés qualifiées dans la présélection, objet de cette notice, pour la fourniture d'une première tranche d'ateliers de laminage, entrant dans le cadre du nouveau "complexe sidérurgique de l'ouest".

Ces premiers ateliers consistent en :

- un laminier à rails et à grosses poutrelles
- un laminier à ronds à béton
- un laminier à fers marchands

Les "instructions pour demande de présélection" peuvent être obtenues gratuitement à l'adresse suivante :

Société Nationale de Sidérurgie
Direction du Développement Industriel
et de l'Engineering
5, rue Abou Moussa
Alger - R.A.D.P

La date limite de présentation des demandes de présélection est fixée au 1^{er} mars 1977.

هكذا من الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
 - ESPAGNE : le gouvernement craint qu'une flambée de violence ne perturbe la fin de la campagne pour le référendum.
3. DIPLOMATIE
 - La visite en France du chef du gouvernement roumain.
3. AFRIQUE
 - La conférence de Genève sur la Rhodésie : deux mois de discussions stériles.
- 4-5. PROCHE-ORIENT
 - Les Palestiniens sous tutelle (II), par F. Cornu.
- 6-7. AMERIQUES
 - BRÉSIL : l'Église dénonce « un système où les pauvres n'ont pas droit à la parole ».
7. ASIE
 - CHINE : les mots « capitulation » et « contre-révolutionnaires » ne sont plus applicables à M. Teng Hsiao-ping.
- 8 à 11. POLITIQUE
 - L'ensemble du budget est adopté par le Sénat.
12. RELIGION
 - Le Père Faillat quitte Saint-Sauveur de Montparnasse.
12. EDUCATION
 - Les évènements et l'enseignement catholique.
12. DEFENSE
 - L'ensemble du budget est adopté par le Sénat.
- 13 à 15. SUPPLÉMENT CADEAUX
- 16-17. SPORTS
 - FOOTBALL : la victoire de Saint-Etienne sur Nantes en championnat de France.
 - SKI : les leçons du Critérium de la première neige.
18. SOCIÉTÉ
18. JUSTICE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 19 à 36

- La sidérurgie française face à sa crise la plus grave.
- L'avenir de l'économie mondiale, selon Leontief.
- Les fonds de retraite américains, instrument d'une « révolution silencieuse » ?
- La reconduction de l'accord multilatéral pour l'industrie textile française.
- La privatisation reste en France un quasi-monopole de l'administration.
- Les notes de lecture, d'Alfred Sauvy.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (32)
Annonces classées (33 à 39) ;
Aujourd'hui (40) ; Carnet (41) ;
« Journal officiel » (42) ; Méteo-
rologie (43) ; Mots croisés (44) ;
Bourse (45).

UN SHOW-ROOM INTERNATIONAL DES NOUVEAUTÉS "DECORATION" EN TISSUS D'AMEUBLEMENT

En direct des USA, Italie, Angleterre, Suède, Belgique, R.F.A., Hollande, etc., toutes les dernières créations :
■ Toiles, satins, chintz imprimés
■ Tons les velours unis et jacquard
■ Tweeds et tissages épais
■ Lampas, tapisseries et unis de style
■ Tissus spéciaux pour tentures murales
de 28F à 175F le mètre
(tous nos articles sont en stock)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

LA RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE

L'aide de l'État pourrait être assortie d'une participation du personnel au capital des entreprises secourues

Metz. — La restructuration de la sidérurgie provoque de vifs remous, notamment en Lorraine. A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les sidérurgistes manifesteront, le 21 décembre, à Metz. De son côté, le conseil régional

C'est au début de la semaine prochaine, certainement le mardi 21 décembre, à l'occasion de réunions de comités d'entreprise, que les groupes sidérurgiques, dont Sacilor-Sollac, feront connaître le nombre exact des emplois à supprimer. Le volume de ces suppressions dépendra de l'aide qui sera apportée par les pouvoirs publics. Ces derniers ont demandé aux sidérurgistes d'étudier tous les moyens susceptibles d'être mis en œuvre pour supprimer un maximum d'emplois à partir de la législation actuelle, et surtout grâce au recours à la « retraite ». Mais pour éviter, au moins dans un premier temps, de recourir au licenciement, ainsi les projets en cours de négociation pourraient aboutir à se séparer d'une partie du personnel âgé de plus de cinquante-six ans dans certains cas.

On croit savoir, de bonne source, que pour le groupe Sacilor-Sollac le nombre d'emplois à supprimer, dans un délai qui ne saurait excéder quatre ans, serait de l'ordre de dix mille. Le groupe envisageait, avant la crise, de supprimer cinq mille emplois dans les deux années à venir ; environ trois mille dus au solde des fermetures déjà prévues en 1971, mille deux cents dus à la suppression de postes en cours, et plus de neuf cents en raison des fusions. A ces chiffres, il convient d'ajouter environ cinq mille postes de travail qu'il serait nécessaire de supprimer pour « adapter le niveau de l'emploi à celui des carnets de commandes ».

Il est à remarquer que, pour la première fois, les cadres pourraient être touchés. On estime de bonne source que trois cents d'entre eux, pour le seul groupe sidérurgique lorrain, seraient en sursurnombre. Récemment, à Sollac, le comité central d'entreprise a été consulté sur « un projet de licenciement collectif pour raisons économiques d'ordre structurel ». Celui-ci consisterait notamment à mettre à terme en inactivité des cadres de cinquante-huit et de cinquante-neuf ans.

Un deuxième type de négociations, beaucoup plus discrètes, celles-là, semble avoir commencé. Il s'agit de mettre en place un vaste plan de sauvetage financier de la sidérurgie française. Il est bien évident que dix ans après la convention Etat-sidérurgie,

demande à être « partie prenante dans les négociations de l'Etat avec les industries ». Elles pourraient déboucher sur une prise de participation des travailleurs dans le capital des firmes aidées par l'Etat.

De notre correspondant

Cinq ans après la restructuration de Wendel-Sidérurg et l'aventure de Fos, une nouvelle intervention financière directe des pouvoirs publics ne manquera pas de relancer publiquement le débat sur les relations Etat-sidérurgie. Dans les milieux proches du gouvernement, on ne cache pas qu'un certain nombre de nouvelles formules sont à l'étude. L'une d'entre elles, si elle était mise en application, pourrait aboutir à modifier profondément la structure même de la sidérurgie française. Il s'agirait d'un projet d'actionnariat ouvrier.

A Metz, c'est le président de la République lui-même, qui en a esquissé devant quelques personnes les grandes lignes. Globalement, il s'agit d'ouvrir le capital des sociétés sidérurgiques bénéficiant d'une aide aux salariés des entreprises concernées.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

Lire le dossier « La sidérurgie française menacée par la crise », pages 19 et 21.

Les travaux du conseil central de l'O.L.P.

MM. YASSER ARAFAT ET ZOUHEIR MOHSEN METTENT FIN À LEUR QUERELLE

Damas (A.F.P.). — Le conseil central de l'O.L.P. a ouvert ses travaux dimanche soir 12 décembre, à Damas, en l'absence des délégués du Front libanais, alliés radicaux du Mouvement national palestinien, hostile à un règlement négocié du conflit arabo-israélien et de la question palestinienne.

La séance inaugurale s'est déroulée en présence de M. Yasser Arafat, président de l'Organisation, et de M. Zouheir Mohsen, chef du département militaire de l'O.L.P. et dirigeant de la Saïka (pro-syrienne).

Les deux hommes étaient réconciliés après une rupture de près de six mois.

Un communiqué publié à l'issue de la rencontre invite « toutes les fractions armées à cesser les menées hostiles entre frères d'armes et à consolider l'unité nationale ». Il dénonce « l'agression perpétrée contre les personnalités de la Saïka au Liban et condamne tout recours à la violence pour régler les différends inter-palestiniens ».

Pour la réunion du conseil central de l'O.L.P., M. Georges Habache, chef du Front populaire pour la libération de la Palestine, s'est élevé contre la formation d'une coalition d'un gouvernement palestinien et d'un gouvernement israélien.

Dans une déclaration reproduite par la revue de Beyrouth *Al-Hadaf*, M. Habache a affirmé qu'un « gouvernement d'union nationale » aurait pour mission d'inclure l'O.L.P. dans le jeu des négociations. « Les chances d'un règlement, a-t-il poursuivi, n'ont jamais été aussi grandes. Nous nous trouvons devant une nouvelle situation et une nouvelle attitude palestinienne prêts à reconnaître l'arabisme. Dans ces conditions, Israël trouvera un moyen d'accepter une délégation de l'O.L.P. (à Genève). »

(Lire page 5 l'article de FRANCIS CORNU « Les Palestiniens sous tutelle ».)

Le numéro du « Monde » daté 12-13 décembre 1976 a été tiré à 536 483 exemplaires.

A Saint-Nazaire

Les grévistes ont évacué le pétrolier « Bellamy »

L'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T. et F.O. des Chantiers navals de Saint-Nazaire a annoncé, lundi 13 décembre au matin, qu'elle avait pris la décision de cesser l'occupation du « Bellamy », superpétrolier de 550 000 tonnes, dont la livraison à la Shell devait avoir lieu la semaine dernière. La direction générale d'Alstom Atlantique, qui avait posé comme condition à la réouverture des négociations sur les salaires la cessation de l'occupation, avait, devait faire connaître sa position dans l'après-midi.

« Il fallait tenir le week-end »

De notre envoyé spécial

Saint-Nazaire. — L'étrave coule, le pétrolier « Bellamy » est en train de se faire couler à la hache par les grévistes. Tout au long, inondant d'un jaune blafard l'immense pont du « Bellamy ». En bas de la coupée, on ne voit plus qu'un mur de tôles sans fin, qu'escalade un escalier mécanique. Ne monte pas qui veut au beau milieu de cette nuit glaciale. Battant des pieds autour de deux brasseurs de fortune, les « hommes de quart » de l'intersyndicale des Chantiers navals au grain. Mais il n'est pas toujours facile de dissuader le « camarade », le vain d'atelier qui s'est promis d'offrir à l'aube du moment une petite visite à bord. L'occasion est trop belle. Ce n'est pas tous les jours qu'on occupe un super-pétrolier. C'est même la première fois, et la direction de l'Alstom Atlantique ne s'y est pas trompée, qui voit là une insupportable transgression des règles établies. « Si dans que furent parfois les conflits précédents, confiait, dimanche, un de ses représentants, jamais un navire n'avait été occupé, et il n'y a rien de tel pour faire fur les armateurs ».

Le plus grand pétrolier du monde, prisonnier d'une mare d'eau : l'image fait sourire les syndicalistes parfaitement conscients que ce monstre de 550 000 tonnes immobilisé depuis huit jours dans la grande darse des chantiers, est leur meilleur atout dans un conflit à l'issue incertaine.

Mais un about fragile dont il faut jouer avec prudence et souplesse au gré des circonstances : les syndicalistes l'ont bien compris, et s'ils ont, ce lundi matin, fait accepter par la base l'évacuation du navire, il serait imprudent d'en conclure qu'ils s'engagent par là même dans la voie d'un compromis : leur geste de « bonne volonté » ressemble davantage à une tactique qu'à un début de renouement. Le repli « à terre » n'est guère coûteux car le « Bellamy », hier tenu en laisse par ses occupants, pourrait bien décamper — et pour une dizaine de jours, — s'il est dans son bassin en attendant qu'une nouvelle mer puisse supporter son lancement dans l'estuaire de la Loire.

« Il fallait tenir le week-end », explique un délégué syndical : « maintenant la mer tranquille pour nous ». Ce n'est pas la première fois, après tout, que les ouvriers des chantiers abandonnent leurs bateaux. Mercredi dernier déjà, ils l'avaient évacué après l'avoir rebaptisé « Astéris 76 », pour remonter à bord dès le lendemain devant « l'intransigeance de la direction » qui avait

DOMINIQUE POUCHIN.

Lire page 41 l'article de Francis Grosrichard, « Trois ans de nos jours pour les chantiers navals ».

NOUVELLES BRÈVES

● La visite en France du ministre des affaires étrangères du Sud-Yémen. — M. Louis de Guiringaud a accepté une invitation à se rendre en visite officielle à Aden, a annoncé un communiqué publié samedi 11 décembre à Paris à l'issue de la visite officielle de trois jours en France de M. Mohamed Saleh Moult, ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Yémen.

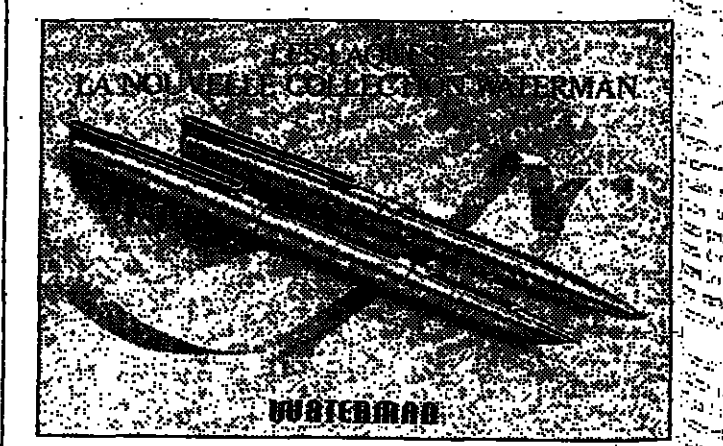
● La sœur de l'ex-roi Farouk d'Égypte, Mme Fatma Ghali (quarante-cinq ans), a été assassinée à Los Angeles par son mari, dont elle était séparée depuis sept ans. Elle avait eu, à son mariage, renouer à son titre princier, son époux étant chrétien et roturier. Elle vivait avec sa mère, l'ex-reine Nazli, âgée de quatre-vingt-un ans. — (A.F.P., A.P.)

PIANO ORGUE

Pour tout achat :

Piano center

PIANOS : Piste-Saint 71, rue de l'Église, 92011 LA GARENNE - Tél. 940.20.11-72.72.57
PIANOS, ORGUES : Piste-Saint 122-124, rue de Paris, 92000 MONTREUIL - Tél. 857.83.28



Pour ceux qui aiment offrir.

A "la Règle à Calcul", une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique!

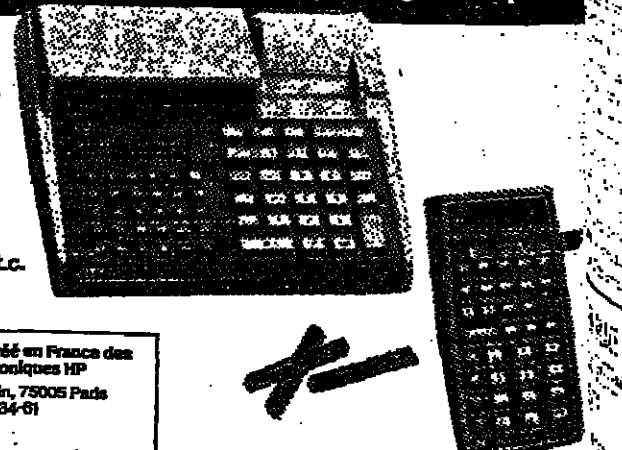
A "la Règle à Calcul", découvrez les deux nouveaux calculateurs programmables HP 224 "Igneas" de programmes ou 26 registres de données sur une carte magnétique, 3 niveaux de sous-programmes, 10 fonctions, 3 types d'adressage (symbolique, indirect, relatif), 4 indicateurs, 10 instructions conditionnelles.

le HP-67 : format de poche 3 420 F.t.t.
le HP-67 : version avec imprimante 5 700 F.t.t.



1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP
85 Bd Saint-Germain, 75006 Paris
Tél. 01 42 33 03 34-61

HEWLETT-PACKARD



NICOLL

"le français" way of life.

Ce costume deux pièces en pied de poule noir et blanc est une exclusivité NICOLL. Le veston est droit à deux boutons; la fente médiane, les revers classiques. Il existe également en Prince de Galles. Deux versions qui convaincront tous ceux qui ont horreur du dandysme de pacotille.

1300 F

NICOLL
29 RUE TRONCHET/PARIS 8*

هكذا نأكل